

This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + Refrain from automated querying Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

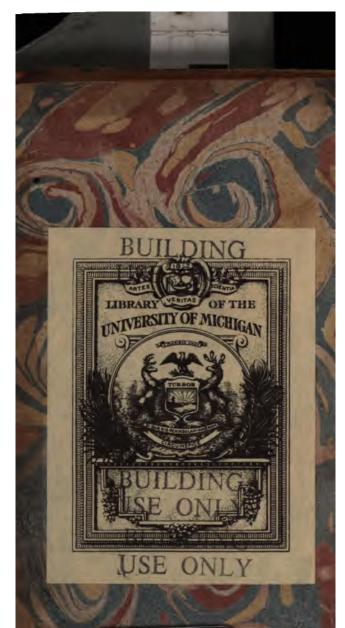
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + Ne pas procéder à des requêtes automatisées N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + Rester dans la légalité Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

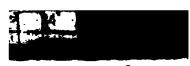
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse http://books.google.com









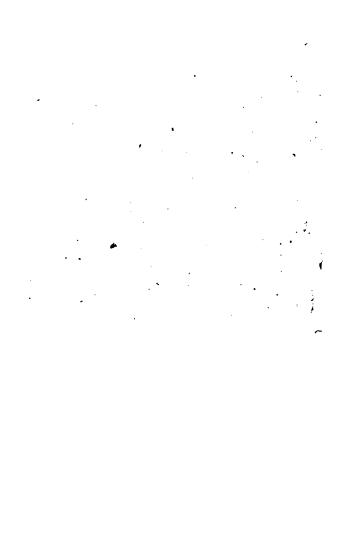
-

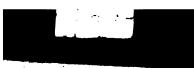
-

~

Missin - F

•





NOUVEAU

COMMENTAIRE

PORTATIF
DE LA COUTUME
DE NORMANDIE.
SECONDE EDITION.

M. ETIENNELE ROYER DE LA TOURNERIE, Procureur du Roi au Bailliage de Domfront, Auteur du Traité des Fiefs à l'ulage de cette Province.

TOME SECOND.



A R O U E N; De l'Imprimerie privilégiée.

M. D.C.C. L.X.X.V.I.I.

Avec Approbation & Privilege du Rois

350.949 6614 1778 **V.2**

1090390-190

ERRATA.

PREMIER VOLUME.

PAGE 16, vers la fin, accasionnoit, lisez occa-

P. 39, vers la fin, oifeufe, lifez otieufe.

P. 50, premier alinea, defferent, lifez different.

P. 99, pénultieme ligne, nos personnes, lisez notre personne.

p. 107, vers le milieu, & juger, lisez & jugea.

p. 148, ligne 11, de, lifez des.

p. 169, ligne 18, confisqués, retranchez ce mot. Ibidem, ligne 19, confisqués, lisez réunie à caust de la félonie.

p. 207, vers la fin, ne se prescrit plus, lisez ne

s'exige plus.

p. 242, ligne 4, un roturier, lifez le tenant rotu-

p. 327, ligne 13, doit révoquer, lisez peut.

p. 374, ligne 5, de la finance, lifez de la femme.

p. 392, troisieme alinéa, la valeur intrinseque

SECOND VOLUME.

p. 39 , dernier alinéa , sa liberté , lisez la liberté.

p. 57, ligne 17, passibles, lifez passives.

p. 64, ligne 28, lifez de fuite 23 Août 1666.

p. 126, ligne 24, caufe, lifez claufe.

p. 136, dernier alinéa, vente faite, lisez vente parfaite.

p. 173, quatrieme alinea, à la fin, de Sergent, lisez du Sergent.

p. 176, ligne 23, du clamé, lifez du clamant,

p. 301 supprimez le premier alinéa. p. 307, ligne 8, passes, lisez portés,

so a feet from the section of the second of



NOUVEAU COMMENTAIRE PORTATIF

DE LA COUTUME

DE NORMANDIE.

*** TITRE X V.

DU DOUAIRE DE FEMME.

E douaire confifte dans la jouisfance que les Coutumes ou les con- du douaire. trats de mariage accordent à la femme, d'une certaine portion des

biens du mari quand elle lui survit.

Il est d'un usage fort ancien en France, il remonte à la premiere race de nos Rois, cien du doualles femmes en curent long-temps la propriété. & ce n'est que fore tard qu'il a été réduit à la qualité de simple usufruit : on a des preuves de ce que j'avance dans les anciennes chartes de donations faites par les femmes aux Egliles , & principalement aux Moines.

Ce titre renferme des matieres fort impor- Idée de tantes, il ne se borne pas à poser des prin- titre, upes sur le douaire, il embrasse un grand nombre de droits appartenans aux gens maués, le riers - coutumier des enfans, & les

Tome II.

Définitio

Ulage an-

TIT. XV. Du douaire de femme. questions de remplacement de propres. célebres parmi nous.

ARTICLE CCCLXVIL

La femme gagne son douaire a Douaire du Sur quels coucher, & confiste le douaire en l'usufruit du tiers des choses immeu bienseft du. bles, dont le mari est faisi, lors de leurs époufailles, & de ce qui lui ef depuis échu, constant le mariage en ligne directe, encore que lesdits bien fussent échus à ses pere & mere, or autre ascendant, par succession colla térale, donation, acquêts ou autre ment.

le douzire.

Comment la L A femme ne gagne entierement foi lit nuprial; la bénédiction du mariage, l réception de la femme dans la maison di mari, ne consomment pas la perfection d l'acte, elle doit pour acquérir le douair coucher avec fon mari. Voyez Chartres art. 11. Clermont en Beauvoisis, art. 259 Instit. Cout. de Loysel, Liv. 5. Tit. 3 Art. 51.

Douaire n'est Le douaire est encore attaché à la vali du que dans le dité du mariage , car si il a été contract cas d'un ma-nullement & illégitimement, la demande en riage valide. délivrance de douaire ne seroit pas écoutée

On a douté fi les veuves des batards, de Queftion fur sedouaire, eft- ceux qui meurent en déshérence, & de aubains, peuvent demander douaire, la Contume d'Orléans, art. 312, décide en leu faveur; cependant il semble que pour ap puyer la demande en douaire formée par la

TIT. XV. Du douaire de femme. veuve de l'aubain , il faut que le mariage air été contracté en France.

Si la dot promise n'a pas été payée, ce Le défaut de n'eft pas une raifon pour priver la femme paiement de la de son donaire , car indépendamment de passur le donaila dot le douaire a d'autres motifs particu- re sans flipu-Hers. La clanie, fi dos foluta fuerit, vel non, tion. pourroit entrer dans un traité de mariage.

La Courume accordant douaire fur les immeubles du mari, il s'étend tant fur les im les immeubles meables réels que fictifs, comme les rentes & fictifs.

Il est de maxime que le douaire doit toupurs ètre réglé par la Courume de la fitua. glé fur la fitua-

non des biens qui y sont sujets.

Les Coutumes varient sur la quotité du dornire; les unes, comme Paris, le fixent à la foutumes na monie, & les autres , comme la nôtre , au tiers la quotité du de l'immobilier du mari.

Comme la Coutume détermine le douaire de la femme tur les biens dont le mari est sais. lors du contrat de mariage & de la célébration, il semble qu'en aucun cas la femme ne peut avoir douaire fur ceux qui viennent au de la Coutume. mini dans la fuite, à un autre titre que de

lacceffion directe.

On examine cependant la cause, dont ils proviennent, ainfi lorsque le mari, avant femme a douai-que de se marier, a vendu un fonds de terre qui semblent faculté de réméré, & qu'il exerce la faculté venus au mari pendant le mariage, la femme prend douaire depuis le mas far cet héritage ; il en est de même d'une riage. terre dont le mari a été dépossédé par les eréanciers du vendeur avant le mariage ; s'il etente étant marié le retrait à droit de lettrebe. la terre est sujerte au douaire.

Les biens retournés au mari à droit de Autres cas commilée, de ligne éteinte, ou autre droit de re-a lieu. terfion, prefque fans aucun rembourfement de

Douaire fur

Douaire ré-

Variété des douaire,

4 TIT. XV. Du douaire de femme. deniers entrent dans le douaire, comme une augmentation naturelle, si le mari étoit saiss

du fief au temps de son mariage. Mais quand le mari retire des héritages, soit Si la femme

a douaire sur à droit lignager ou à droit féodal, quoique les biens retires à droit de ces retraits soient fondes sur des titres antélignage ou de rieurs au mariage, le douaire n'en reçoit aufief. cun accroissement.

Lorsque la Coutume dispose que la femme par rapport au a douaire sur les biens échus depuis le maau douaire on riage en ligne directe au mari, elle ajoure recte.

les biens échus que l'on ne doit pas distinguer de quelle en ligne di- sorte de biens cette succession est composée, ainsi la femme prendra douaire sur les acquêts faits par le pere du mari depuis le mariage de son fils qui vient à lui succèder. On ne comprend pas ici sous les successions

Quid ? Des fuccellions échues turbato mortalitatis ordine.

directes celles qui échoient turbato mortalitatis ordine, ainfi la femme n'a pas de douaire sur une succession qui remonte du fils au pere. C'est un usage constant en cette Province.

La douairierefait des lous, que la veuve fait des lots à douaire & pat tiers, les héritiers du mari en choisissent deux & le troisseme reste à la veuve.

La veuve doitelle donner caution?

On a demandé si auparavant d'entrer en jouissance des fonds du douaire, la veuve est assujettie à donner caution usufruitiere, c'està-dire, qu'elle conservera les fonds avec le même soin qu'un pere de famille vigilant, & qu'après l'extinction du douaire, ils seront restitués aux héritiers du mari. Notre Jurisprudence n'exige pas de la veuve ce cautionnement, mais elle a ses précautions que je rappellerai ailleurs.

Le Monachisme on la profession solemnelle Si le Mona- . chisme éteint de Religion dépouille-t-elle la veuve de son · le douaire. douaire? Le Parlement de Paris a décidé la question en faveur de la veuve, & il a con-

TIT. XV. Du douaire de femme. 5 fidéré le douaire comme une provition alimentaire due etiam deportato ; le Parlement de Rouen juge le contraire, parce qu'il envisage le douaire comme un effet civil, dont une Religieuse professe n'est pas capable de jouir.

Le douaire a ses charges, & quelquefois si Charges du onéreuses, qu'il est à propos à la veuve de douaire. l'abandonner, si elle ne veut pas devenir la victime des créanciers de son mari. Je trai-

terai de ces charges sous l'art. 375.

ARTICLE CCCLXVIII

Douaire n'est dû finon du jour qu'il est demandé, s'il n'est autrement con- seulement du venu par le traité de mariage.

I donaire est dû in vim consuetudinis, il Jest indifférent qu'il soit stipulé, ou qu'il n'est privée de n'en soit pas fait mention dans le contrat de son mariage, qu'il existe ou n'existe pas un con-nonciation trat de cette espece, le titre de femme confere qu'elle en le douaire, & elle n'en peut être privée que fait, par une stipulation formelle & expresse avant la célébration.

Dans la plupart des traités qui renferment les pactions matrimoniales, on emploie cette clause, que le douaire aura cours du jour du decès du mari, sans avoir besoin d'aucune demande; mais cessant cette clause, il n'est

dû que du jour qu'il est demandé.

Une simple sommation extrajudiciaire suffit La demande pour acquérir les arrérages du douaire ; on a contre l'hérimeme jugé par Arrêt du 8 Février 1628, que tier du mart la demande formée par la veuve contre les douaire dû sur héritiers de son mari, faisoit courir le douaire le bien du lu les biens de son beau-pere du jour de son beau-pere.

douaire eft du jour de la de-

La femme

6 TIT. XV. Du douaire de femme. décès, & que la femme n'avoit pas été obligée de former une demande nouvelle.

Douaire ac-Suivant notre Jurisprudence, la demande quis par la en douaire est ouverte par la mort naturelle mort naturelle ou civile du mari.

La douairiere qui décede après la S. Jean

Quelle part transmet à ses héritiers les grains quoique la douairiere a non coupés ni féparés du fonds, de même aux fruits, & que le mari ninfruirier : mais fi la veuve décom- que le mari usufruitier; mais si la veuve déquand son cede avant la 6. Jean, ses héritiers ne peumence douaire. vent prérendre aux fruits qu'au prorata du temps de sa jouissance, à partir du mois de Janvier. De même si le mari décede avant la S. Jean, la femme prend part aux fruits pro rata temporis, c'est-à-dire, que son douzire

Le mari ou Balnage observe en cet endroit une maxime hésitiers étrangère au titre, les deniers dotaux reçus doivent de drangere au trice, les detiers dotails refus droit l'intéret par le mari, dit il, produisent des intérêts de la dot de la du jour de la dissolution du mariage de droit, femme. & sans aucune sommation contre les héritiers du mari, soit que la dot ait été consignée ou qu'elle ne l'ait pas été,

court de die in diem.

ARTICLE CCCLXIX.

Si le pere ou aïeul du mari ont conment du pere senti le mariage, ou s'ils ont été prénécessaire au mariage pour sens, la femme aura douaire sur leur succession, bien qu'elle échée depuis douaire à sa le décès de son mari, pour telle part & portion qui lui eût pu appartenir, si elle fût avenue de son vivant; & nepourra avoir douaire sur les biens que le pere. la mere ou aïeul auroient acquis, ou qui 1eur seroit échu depuis le décès du mari.

(Voyez les articles 244 & 434).

ASNAGE prend de cet article occasion de traiter des mariages des enfans de traitées famille, de la nécessiré du consentement des cet article. parens, de la nullité des engagemens contractés par les mineurs, qui ont pour but un mariage que les parens n'approuvent pas, & du pouvoir tutorial; delà cet Auteur passe a quelques questions concernant en général la validité du mariage, les oppositions qui y seroient faites, & les stipulations d'intérêts en cas de non accomplissement d'un mariage promis. Il n'est pas du dessein de cet Ouvrage d'entrer en de semblables détails. Consultez le Commentateur depuis la page 19 à la p. 32 de l'Edit de 1709, Tome II.

Le consentement du pere ou aïeul du mari importe beaucoup à la femme, car la fem- consentement me, suivant la regle générale, ne peut avoir du pere & douaire sur les successions en ligne directe que lorsqu'elles sont échues à son mari; ici la Coutume introduit une fiction en faveur de la femme, quoique le mari soit décede avant son pere ou son aïeul, elle accorde à la veuve du fils ou petit-fils douaire sur

leur fuccestion.

Le consentement du pere du mari est censé renfermer celui de l'aïeul, mais si le pere étoit mort, l'agrément de l'aieul seroit nécessaire à la femme pour avoir douaire sur sa succession, en cas de prédécès du mari.

Il n'est point nécessaire que le consen- Dequellematement du pere ou aïeul soit donné par niere s'exerce écrit, ni qu'ils aient figné au contrat de ma- le fuccession du riage ; leur présence suffit , & elle peut être pere ou aseul valablement attestée par le certificat du du mari. Curé.

Queftions Balnage

On a même admis la preuve vocale que le pere avoit approuvé le mariage, Basnage qui

rapporte cet Arrêtn'en oublie pas la raison principale, les enfans contestoient le douaire à leur mere; mais en vain l'autorité paternelle outragée paroît substituer l'indulgence à un juste courroux; en vain le pere donne des marques de réconciliation à son fils, & honore sa bru de les carresses, tout cela n'efface pas le défaut de consentement; la Coutume attache à ce consentement une grace extraordinaire, mais sous une condition ton ne peut donc y prétendre si elle n'a pas été remplie? On en est convaincu lorsqu'on a pesé tous les faits qui précéderent l'Arrêt de Braquehais.

Limitation .. afcendants du mari.

Le consentement du pere ou de l'aïeul ne du douaire sur donne pas à la veuve douaire sur les acquêts sur les biens des qu'ils auroient faits, ou sur les successions qui leur seroient échues après le décès du mari; c'auroit été proroger la fiction au-delà de son terme.

Mais si dans cette espece le mari a hérité de son pere, & que sa femme renonce dans la suite à sa succession, de quel temps leverat-elle son douaire sur les biens de son beau-Arrêt du Con- pere ? Un Arrêt du Confeil du 30 Août 1687.

1687.

feil du 30 Août a décidé que la veuve du fils peut prendre douaire sur les biens du beau-pere comme du temps de son contrat de mariage, ou de l'échéance de la succession du beau-pere, elle a le choix.

Oueflion enfans.

Le cautionnement solidaire du pere, de la Etrangere. Ef- dot donnée à un de ses enfans, n'est pas réfer du caution- puté un avantage indirect, on a seulement nement solligé la semme de discuter les biens du fils daire du pere, de la dot don- cautionné auparavant d'attaquer ceux du pere; née à un de ses mais à l'état du décret des biens du fils, la dot sera-t-elle colloquée avant le douaire? On le décide ainsi, quand le contrat de mariage a été reconnu avant la célébration, conformément à l'art. 70 du Réglement; mais si le conTIT. XV. Du donaire de fenune. 9 trat n'a pas été ainsi reconnu, il paroît suivre de ce Réglement que la dot ne peut diminues le douaire. Basnage. Il saut encore consulter cet Auteur en son Traité des Hypotheques.

ARTICLE CCCLXX.

Si le pere ou aïeul n'ont consenti Quid? Divie le mariage, la semme n'emporte après douaire lorse que le pere du la mort de son mari, douaire, fors mari n'a point de ce dont, son mari étoit faisi lorse consenti au qu'il l'épousa, ou de ce qui lui seroit fais. depuis échu en ligne directe, constant le mariage.

De là il suit qu'il est de nécessité que la Nécessité du femme justifie du consentement du pere.

consentement du pere.

ARTICLE ECCLXXI.

La femme ne peut avoir douaire La femme:

• plus que le tiers de l'héritage, quelplus que le tiers de l'héritage, quelplus que le tiers qui foit fait au traité de en douaire,
mariage; & fi le mari donne plus que
le tiers, ses héritiers le peuvent révoquer après son décès.

(Voyez les articles 330, 374, 396, 410).

ART. 69 du Réglement de 1666. Le Cas où les douaire est pris sur l'entiere succession & douaire marches le dot sur ce qui revient à l'héritier après la avant la dot distraction du douaire, pourvu qu'il y ais con fguation acquelle dudit dot.

Cas ou la Idem art. 70. Néanmoins l'hypotheque du dot précede le dot doit être préférée à celle du douaire , pourdonaire. vu que le contrat de mariage soit reconnu avant la célébration du mariage.

Ibidem art. 73. Le mari ne peut en faveur Mari ne peut donner d'im- de mariage donner à sa femme aucune part de

meubles à la ses immeubles. temme.

De cet article il résulte que quelque sti-Pour douaire, le pulation qu'il y ait au contrat de mariamari ne peut ge, soit qu'il soit passé en Normandie ou déroger à la ailleurs, la semme ne peut avoir plus que le le traité de tiers en douaire, parce que les Parties ne peumatiage, vent à cet égard déroger à la Coutume de Normandie. Arrêts rapportés par Bérault sous . l'art. 538.

quel Dans

Les héritiers du mari ne sont point obligés temps le douai- de demander la réduction du douaire excessif re excessif est- dans les dix ans, tant que la femme n'en forme point la demande; mais s'ils ont une fois délégué un fonds pour le douaire, que la femme en ait joui, ou que par les lots à donaire ils se croient lézés, alors ils sont obligés de se pourvoir dans les dix ans, comme pour un contrat de vente ou autre acte susceptible de rescision ; c'est l'opinion de Basnage & de Godefroi.

Mati en cas Bérault est du sentiment que le mati, en cas de séparation de séparation, peut faire réduire le douaire duire le douai - excessif qu'il a stipulé à sa femme par le traité de mariage. te excellif.

ARTICLE CCCLXXII

Cas où le Celui qui est plege du douaire, le douaire peut doit fournir & faire valoir, encore du tiers du que la promesse excede le tiers des bien du mari, biens du mari, sans qu'il en puisse

TIT. XV. Du douaire de femme. II demander recours sur les biens dudit mari ou de ses hoirs, quelque contrelettre ou promesse de garantie qu'il ait de lui.

(Voyez pour la dot, art. 252).

er article fait connoître combien les ré- La caution dacteurs ont pris de précaution pour pré- du douaire n'a venir tous les cas où le mari cut pu avantager point de réindirectement sa femme : car si la caution du le mari ni ses douaire avoit un recours fur le mari, ce seroit héritiers. en ce cas donner occasion au mari d'avantager sa femme, en faisant intervenir un tiers pour cautionner le douaire; c'est pour obvier à ce cercle vicieux, que la Coutume interdit à la caution toute indemnité contre le mari ou ses héritiers.

ARTICLE CCCLXXIII.

Ce qui se doit entendre de toutes personnes, autres que le pere ou aleul, cauaïeul du mari, lesquels en ce cas ne tion du douai-

sont tenus que des arrérages qui écheoi- payer pendant ront leur vie durant, & n'y font obli- fa vie.

gés leurs hoirs après leur mort.

RT. 75 du Réglement de 1666. Les heritiers du pere ou autre ascendant, qui n'y sont point est intervenu plege du douaire excédant le obligés , pas tiers , ne font pas tenus d'en payer les arré même aux arrages, encore qu'ils soient échus de son vi- de son vivant, vant.

S'il en étoit autrement, la Coutume auroit en vain limité le douaire des femmes &

12 TIT. XV. Du douaire de femme. statué qu'il ne peut pas excéder le tiers en

quotité.

Si on peut Le beau-pere qui a promis à sa bru un forcer le pere douaire excessif, est force de le payer penà sa bru un dant sa vie, sans à ses héritiers d'intenter donaire excel- après sa succession ouverte l'action en réaf t duction. Bérault rapporte deux Arrêts dans

cette espece, l'un contre le pere, l'autre contre la mere du mari; cependant les Auteurs qui ont écrit depuis, disent, qu'en justifiant de leur impuissance & en abandonnant leurs biens, il faut leur laisser les moyens de subfister.

ARTICLE CCCLXXIV.

Douaite pré- Moins que le tiers peut avoir la femme en douaire, s'il est convenu. par le traité de mariage.

(Voyez l'article 371).

Cas où le ORSQU'EN vertu du contrat de mariage le mari peut aug-Adonaire est au-dessous du riers, la femme menter le douaireprefix, ne peut exiger rien en plus outre ; si le mari s'étoit réservé la liberté d'augmenter le douaire préfix, & qu'en conséquence il exécutat sa réserve, l'augmentation du mari auroit son effet, pourvu qu'elle n'excédat pas le tiers des

biens sujets à douaire. Mais quand le traité de mariage ne contient pas une pareille réferve, le mari ne peut dans la fuite augmenter le douaire préfix. Arrêt du 16 Juillet 1647

The state of the same of the same

. ARTICLE CCCLXXV.

Les douairieres doivent tenir en état les maisons & héritages, comme elles leur ont été baillées, sans couper les bois, autres que ceux qui sont en coupe ordinaires, si ce n'est pour réparer les maisons & manoirs, appellé le propriétaire, & par Ordonnance de Justice.

Charges du

Des répara-

* A femme qui prend le douaire coutumier est tenue d'entretenir les héritages de réparations viageres, qui sont toutes réparations d'entretenement, hors les quatre gros murs, poutres & entieres couvertures & voices. Art. 26 Lde la Coutume de Paris.

· Cette disposition forme le droit général du Pays Coutumier, il en résulte que la tions viageres. douairiere est assujettie aux réparations dues par l'usufruitier. Ferrière pense que le curage. des puits & la vuidange des aisances sont des réparations viageres; il ajoute qu'il semble que la douziriere soit tenue de mettre des gouttières neuves au lieu de celles qui sont vicilles & corrompues.

Il importe à la veuve de faire dresser en La veuve dois présence des héritiers du mari un procès ver- faire dresser bal des édifices dépendans du douaire, car procès-verbal; on présumera du défaut de procès-verbal' que les bâtimens étoient en réparation lorsque la donairiere est entrée en jouissance,

& les héritiers de la douairiere seront obligés: de les rendre en bon état; Arrêt du 19 Août: 1.651.

· Si la douairiere prétend faire condamner

En quel temps les héritiers de son mari à des réparations doit agir con- elle doit intenter son action dans l'an qu'elle tre les héri- aura commencé à jouir; Arrêt du 9 Juillet 1598. Bérault; & elle n'est plus recevable après ce temps écoulé.

Si ses hérigroffes réparations.

Quoiqu'elle ne soit pas tenne des grostiers sont sus- ses réparations, elle en devient susceptible ceptibles des si les réparations de cette espece surviennent par un défaut sensible de moyennes réparations.

Marniere douairiere peut - elle en micr ;

Les douairieres ont tous les droits d'un ulufruitier, elles peuvent uler des carrieres, ardoisieres, sablonnieres & marnieres pour leur usage; mais elles ne peuvent vendre des pierres, ardoises, marnes ou sables, qui doivent être employés sur le fonds sujet au douaire.

Part de la donairiere dans les bois.

Le douaire s'étend sur la coupe des bois, la femme y prend part, eu égard à sa jouissance. pro rata temporis. Il ne seroit pas juste de lui accorder la totalité de la coupe d'un bois de vingt-cinq ou de trente ans : elle y prend seulement une part proportionnelle.

Si le prodouairiere.

Le propriétaire peut être autorisé d'apriétaire peut battre les bois qui sont sur les fonds suabattre les bois jets à douaire, lorsque ces bois ne sont point l'ornement des fonds dont la douairiere jouit, en l'indemnisant de la perte qu'elle souffre; mais si c'étoient des bois d'ornemens. plantés pour le plaisir de la promenade, le propriétaire ne pourroit les abattre. Arrêts. rapportés par Bérault & Bafnage sous cet acpicle.

Si le douaire Enit par le déto choic.

Si les maisons sujettes à douaire périssent. par le feu ou autre force majeure ou cas. périssement de fortuit, le propriétaire n'est pas obligé de les rétablir; il est vrai que le fonds sur lequel la maison étoit bâtie, appartenant en usufruit à la douairiere, le propriétaire

TIT. XV. Du douaire de femme. 15 scroit tenu, en cas qu'il fît rebâtir la maison, d'en tenir compte à la douairiere; mais elle ne pourroit prétendre douairesur la maison rebâtic qu'en défintéressant le propriétaire de la part des frais du rétablissement. Bas-Rage.

La veuve est tenue de contribuer aux dettes Contribution immobiliaires & hypothécaires antérieures aux dettes imà son mariage : on a même jugé qu'elle de- mobiliaires, voit contribuer aux intérêts d'une somme mobiliaire qui en produisoit naturellement, mais elle n'est pas obligée au paiement des arrérages échus avant sa jouissance; & si elle

les acquitte, elle en a récompense sur les héritiers du mari.

On a douté si le créancier pouvoit saistr le Si le créanrevenu enrier du douaire, pour le paiement cier peut saisse des arrérages d'une rente auquel il est sujet, le revenu en-tier du douai-basnage dit que la plus commune opinion re, est que le créancier ne peut saisir que le tiers, quand la femme a renoncé à la succesfion de son mari.

Le douaire contribue au mariage des sœurs Contribution du mari, quand même elles auroient hérité au mariage des de leur frere : Arrêt du 13 Mars 1665. fœurs du mari.

Distinction

Il semble qu'il y ait plus de difficulté par rapport au mariage des filles. On convient que la veuve ne contribue pas de son douaire au mariage de ses propres filles; mais si elles sont d'un premier mariage, & qu'au temps sur le mariage du décès du mari la promesse ne soit pas ac- des filles. quittée, le douaire en est passible, soit que cette promesse ait été faite auparavant ou

depuis le second mariage. Bashage. Si la douai-La douairiere doit payer, à raison des riere contribue fonds, les charges dont ils sont maculés, aux rentes, comme rentes & charges foncieres, les charges fonrailles & droits qui se paient à raison de la cieres, taxes jouissance & les taxes qui se perçoivent arriere-ban &

à la confirma- pour le même objet. Basnage rapporte un Artion de nobles rêt qui juge que la douairiere contribueroit se de son mari. au paiement des francs Fiefs, à cause de son douaire, & ce à proportion du temps de sa jouissance. Arrêt du 3 Février 1657. Elle doit aussi contribuer à la taxe levée pour Farriere-ban. Idem. Arrêt du 17 Juin 1638. Autre du 22 Août 1681; mais on a jugé qu'elle ne doit pas contribuer aux frais pour Quid? Pour maintenir la noblesse de son mari. Arrêt du

fonds domani- 25 Février 1681. Elle ne doit point aussi conaux & francs- tribuer à la taxe due par les fonds domaniaux. Arrêts des 15. Janvier & 18 Décembre 1647. - Quoique la femme ne donne pas cautione avant que de jouir de son douaire, cependant, lorsqu'elle dégrade & déteriore les fonds. le propriétaire peut non-seulement la faire condamner en les dommages & intérêts mais exiger d'elle une caution pour sa sûreté. Des Coutumes plus rigoureuses privent en ce cas la veuve de son douaire; d'autres veulent qu'elles le recouvrent par les mains de l'héritien du mari.

ARTICLE CCCLXXVI.

mari la prive de fon douaire.

Femme n'a douaire sur les biens desemme lors du fon mari, si elle n'étoit avec lui lors semme lors du son de son décès.

ARTICLE CCCLXXVII.

Ce qui se doit entendre quand elle a abandonné son mari sans cause raisonnable, ou que le divorce est avenu. par la faute de la femme : mais s'il

TIT. XV. Du douaire de femme. 17 avient par la faute du mari, ou de tous deux, elle aura son douaire.

T·A décision générale de l'article 376 est Li modifiée par l'article qui suit. Toute ab- doit entendre sence de la femme du domicile du mari, au cet article. cemps de son décès, n'est pas répréhensible; il faut donc en chercher le principe. Si par esprit de légéreté, par un motif d'un mépris que la conduite du mari n'autorise pas, la femme néglige de rendre à son mari dans le lit de mort les derniers devoirs, il n'est pas juste qu'elle profite d'une récompense attachée à ses soins : il en doit être de même à plus forte raison si de fols amours, si de coupables seux causent son éloignement ; aussi les bons Auteurs conviennent que l'adultere peut être objecté par exception à la femme par les héritiers du mari. pour la faire déclarer déchue de son douaire.

Comment or

Cependant Basnage rapporte une espece Arrêt singudans laquelle on usa d'une trop grande indul- lier . rapporté gence envers la femme. Demoiselle N. épousa par Busnage. en premieres noces le seur de Saint-Cyr, il fur obligé de la chasser de sa maison à cause de les débauches, & il ne la reprit qu'au moyen d'une somme de 3000 livres. Elle époula trois mois après la mort de son mari le sieur de Monbosc, il l'a surpris dans les bras d'un Moine qu'il tua d'un coup de piltolet; la cause évoquée au Parlement de Rennes, il fut dit par Arrêt qu'il scroit pris 3000 livres sur les biens de cette semme . pour être procédé à l'instruction de son procès; elle eut assez de crédit pour faire cesser les informations; les deux époux transigerent, ils furent réduits à l'état de séparation de corps & de biens; la femme qui avoit donné à son mari le tiers de ses biens par le contrat de mariage, en cas de naissance d'enfans,

le donna purement & simplement, elle renonça à exercer aucun douaire sur les biens de son mari de son vivant; il mourut trois mois après cette transaction sans avoir été visité de sa femme; toujours prête à trahir la foi conjugale; elle avoir étonné le pays par ses scenes scandaleuses : cependant par Arrêt du 5 Avril 1669, la Cout lui accorda son douaire : on cite un pareil Arrêt à cause de sa singularité.

Cas où la

femme peut, & la femme, après une information qui par transac- constateroit l'adultere de la semme, pour à son douzire. se soustraire à la peine, la femme renonçoit à son douaire, & consentoit à être séparée de corps & de biens, après la mort de son mari, elle ne pourroit se restituer contre cette transaction. Arrêt du 8 Mars 1678. Balnage.

Si par une transaction faite entre le mari

Si la femme de son denik

Ouoiqu'en France on n'exige pas que la perd son douai- femme garde l'an de son deuil avant de se re en se rema-riant dans l'an remarier, cependant une semme qui se remarie trop précipitamment, & sans garder aueune bienséance, peut être privée des avantages que son mari lui a faits, & même quelquefois de son douaire. Arrêt du 5 Mars 1649, qui prive une semme du legs que son mari lui avoit fait, pour s'être remariée yingt-cinq jours après la mort de son mari. Autre Arrêt du 22 Février 1650, qui prive une veuve de son legs pour avoir convolé en secondes noces six semaines après le décès de son mari. Troisieme Arrêt rendu le 11 Février 1678, par lequel une femme qui avoit fiancé trois ou quatre jours après la mort de son mari, fur privée de son douaire.

Quid ? St la Si la veuve se conduit impudiquement dans veuve se con- l'an de son deuil, elle doit être privée du duit impudi- legs & du douaire. Arrêt du 22 Février 1656.

TIT. XV. Du douaire de femme. 19
La Cour a quelquesois excusé cette incon-quement dans ninence, lorsqu'elle n'étoit pas trop proche l'an de de la mort du mari, & sur-tout lorsque la deuil.
veuve a épousé celui qui l'avoit provoquée. Arrèts des 6 Février 1652 & 26 Mars 1672.
Ce dernier Arrêt condamna seulement la veuve en 50 liv. d'amende.

ARTICLE CCCLXXVIII.

L'héritier n'est tenu de douer la Héritier ne femme de son prédécesseur, fors de ce doit le douaire que sur ce qu'il a eu de la succession.

La Contume n'entend pas que l'héritier ne soit tenu que de donner le tiers de ce qu'il a eu de la succession; car il est obligé de fournir le douaire entier sur ce qui reste, quand même le tout demeureroit à ce moyen à la venve. Cette article signisse donc que le douaire ne forme pas contre l'héritier du mari une obligation personnelle, & qu'il mari, tenu de n'est pas tenu de sournir à la veuve un fournir le douaire plus fort que celui qui lui est ac-douaire.

cordé par la Coutume.

Cest une maxime que si un mari proIl ne le doix
mettoit un douaire à sa semme, sans que quand le
qu'il est des immeubles, l'héritier qui n'a mari a des imque des meubles ne seroit point obligé de
le-fournir, si ce n'est qu'au désaut d'immeu-

bles le mari n'eut stipulé un douaire sur son

Quant au douaire préfix, s'il est moindre Quid? Du que du tiers, l'héritier doit le fournir, & y douaire préfix. est personnellement engagé; cependant Basage, après avoir cité l'article 459 de la

20 TIT. XV. Du douaire de femme. Coutume de Bretagne, y trouve beaucoup de difficulté.

ARTICLE CCCLXXIX.

Si le mari durant son mariage, a vendu de son héritage, la femme en peut demander douaire à celui qui le possede.

(Voyez l'article 406, & ce que j'ai dit article 367, pour les biens échanges par le mari).

te qu'il a

Si le débi- A RT. 76 du Réglement de 1666. Celui teur d'une ren- A qui a fait le rachat d'une rente conftituée amortie peut par argent , fonciere ou feigneuriale , ne peut être inquieté être poursuivi par le créancier de celui auquel pour le douaire elle étoit due, ni inquiété pour le douaire de & tiers-coutu- sa femme ou le tiers de ses enfans, s'il n'y a eu saifie ou défense de payer avant ledit rachat : & néanmoins la femme & ses enfans en auront récompense sur les autres biens affectés audit douaire & viers desdits enfans. Voyez l'Arrêt d'Orville rendu en 1724, rapporte fous l'art. 399.

Le douaire se perd sans retour, fi la chose qui y est sujette périt par un cas fortuit, rei

interitu.

capitaux de fes

Quid ? Si le Si le mari reçoit les capitaux des rentes acmari reçoit les rives. la femme n'a pas d'action contre les sentes actives, débiteurs qui se sont libérés , elle exerce fon douaire par forme de récompense sur les autres biens de son mari.

> Quoique le rachat des rentes foncieres & irracquittables soit, de la part du créancier

TIT. XV. Du douaire de femme. 21 qui le reçoit , une aliénation volontaire , la faveur attachée à la libération a encore prévalu parmi nous, & la femme ne peut inquiéter pour son douaire celui qui a fait le remboursement, elle en use comme dans le cas de l'amortissement d'une rente constituée. Article 76 du Réglement de 1666.

rentes foncies

Si le mari meurt en perte d'office, la fem- Si le mare me n'est pas absolument privée du douaire meurt en perte qui lui auroit appartenu s'il avoit été con- d'office. fervé, elle a un recours sur les autres biens

affectés au douaire.

Lorsque le mari est dépossédé de fonds Cas de dépris par bail à tente par le défaut de paiement possession d'un des arrérages, & dans d'autres cas semblables, ces objets cessent d'être sujets au douaire, sauf à la femme à se venger de la maniere cideflus exprimée.

Quoique le mari ait aliene les heritages rions du ma-fujets au douaire, les aliénations n'alterent ri, depuis le Quoique le mari ait aliéné les héritages Les aliénapas le droit de la femme, elle a une action mariage ; no contre ceux qui possedent les fonds. nuisent pas au

Les acquéreurs ne sont pas admis à rem-douaire. bourser le douaire en argent & par éva- ne peut être Ination , la femme peut en réclamer la rembourlé en jouissance en essence. Il a été jugé par deniers. Arrêt du 28 Août 1726, qu'une veuve avoit pu demander aux acquéreurs des biens de son mari, qu'il fut fait des lots pour avoir délivrance des fonds affectés au douaire, & leur offre de lui faire une rente équipolente, für rejettée.

Mais la femme ne peut inquiéter les tiersdétenteur, à moins qu'elle n'ait renoncée qui n'a pas re-à la succession de son mari, car la qualité noncé ne peut inquièter les d'héritiere produiroit contr'elle une fin de non- acquéreurs, recevoir, puisque la masse mobiliaire étant présumée augmentée de prix des héritages vendus par fon mari, elle auroit un dou-

22 TIT. XV. Du douaire de femme. ble bénéfice; d'ailleurs tout héritier est tenu, selon la regle générale, d'entretenir les faits du défant,

Hypotheque Le douaire a hypotheque du jour du condu douaire, trat de mariage devant Notaires, de sorte que les aliénations faites dans l'intervalle de la célébration, n'y peuvent préjudicier.

location du du mari, la femme a le choix, au préju-De la col- Dans le cas de vente par décret des biens de décret des dice des acquéreurs, de faire colloquer sa biens du mari, dot avant son douaire, ou son douaire avant sa dot; elle n'a cependant pas la même liberté contre la caution de ses deniers doraux. Voyez le Traité des hypotheques de Balnage, chap. 13.

tion.

Elle n'a Si l'acquéreur avoit fait des augmentadouaire que sur tions, la femme ne prendroit douaire sur le pied de la l'acquet qu'à raison de la valeur de l'héritage fondsautemps lors de l'aliénation, & non sur sa valeur au de l'aliena- temps du décès du mari, n'étant pas juste que la femme tirât profit des augmentations de l'acquéreur. Arrêt du 27 Juillet 1565, rapporté par Bérault.

Elle doit remparations,

Un autre Arrêt du 10 Juin 1614. bourser les ré- rapporté par le même Auteur, condamne la douairiere à rembourser sa part des réparations utiles & nécessaires , faites par l'acquéreur sur une maison sujette à douaire.

ARTICLE CCCLXXX.

Femme n'a Femme ne peut avoir douaire de point de douai- ce qui est échu à son mari depuis les Echus au mari époufailles, par donation, fuccession en ligne colla- collatérale ou autrement qu'en ligne nation ou fuc- directe. (Voyez l'article 398).

EST-A-DIRE que la femme n'a point de douaire sur les biens de ligne colla- cet article, térale, ou venus au mari, constant le mariage à titre de donation; mais qu'elle a douaire sur les biens échus au mari en ligne directe, soit à titre de donation ou à droit successif.

Notre Coutume differe en ce point de celle de Bretagne, qui dans l'article 455 donne douaire à la femme sur tous les biens qui viennent au mari à droit successif pendant

le mariage.

Tous nos Commentateurs conviennent que les pensions à vie des puinés, & les provi-fions dont jouissent les sœurs non mariées, tion des pen-ne sont pas réputées des successions collaté- sions à vie des rales, ce sont des extinctions d'usufruit qui freres & des augmentent le douaire, comme feroit l'extinction ou le rachat d'un droit réel ou d'une rente fonciere.

Ouoique le frere ainé ait joui de toute la succession paternelle, cependant si un de ses freres décede depuis le mariage, la veuve n'aura pas de douaire sur la part re- Lafemmen's venante au puiné : on a jugé la même chose pas douaire sur dans le cas où le frere puîné avoit pro- les biens de son mis garder sa succession aux enfans de son pece, frere.

Exception &

Le douaire



ARTICLE CCCLXXXI.

Si le mari renonce à la succession qui lui est échue en ligne directe , une succession néanmoins la femme peut prendre direde ne pridouaire sur icelle aux termes de droit, ve pas sa veuve

Conséquence L'Arrêt du Conseil, cité sous de l'Arrêt du Particle 369, que si la semme opte le Conseil cité douaire sur la succession de son beau-pere, fous l'art. 369. qui a consenti au mariage, comme du jour de son contrat, elle n'est pas tenue de contribuet à raison de son douaire aux dettes que le beau-pere auroit contractées depuis.

ARTICLE CCCLXXXII.

Homme ayant eu enfant né vif de myant enfant sa femme, jouit par usufruit tant qu'il né vis, a l'usu- se tient en viduité de tout le revenu Fil se remarie appartenant à sadite semme lors de il n'a que le son décès, encore que l'enfant soit mort avant la dissolution du mariage; & s'il se remarie, il n'en jouira que du tiers.

C i la femme ne gagne son douaire qu'au

gêu.

coucher, le mari n'acquiert le droit de viduité que lot squ'il a eu un enfant né vif. Il Condition faut que l'enfant soit parfaitement né, peressentielle pour fette natus, & à terme, qu'il ait ensin, pour acquerir au fette natus, mari le droit parler le langage des Auteurs, une vie de viduité, Ar- viable. La déclaration d'une sage-femme, inscrite sur les Registres de Baptême, par laquelle elle atteste avoir ondoyé un enfant, parce qu'il étoit en péril de mort, a été jugée par Arrêt du 24 Février 1752, n'être pas suffisante pour faire valoir le droit de viduité; dans le fait l'enfant ne devoit avoir que quatre mois sept jours de conception. Par un autre Artêt du 2 Juin 1746, on n'avoit pas donné plus de force à la déclaration d'un Chirurgien répétée en Justice, quoique l'enfant sut sorti du sein de sa mere à sept mois & demi.

TIT. XV. Du douaire de femme. 25

Le droit de viduité renferme la jouissance Etendue du de tous les biens dont la femme avoit la droit de vipropriété au temps de son décès.

La séparation de biens ne forme pas un obstacle au droit de viduité. Arrêt du 23 Décembre 1636. Berault.

On conçoit que les biens qui viennent du côté de la femme après son décès, ne sont point sujets à ce droit; ainsi lorsqu'un pere a réservé sa fille à partage, & qu'elle vient à mourir avant lui, le mari de cette fille ne peut exercer le droit de viduité sur les biens de son beau-pere.

Mais si le pere'a promis une dot payable après sa mort, & que la fille le prédécede, il semble que par son mariage & en vertu de la promesse elle en a acquis la propriété, de sorte que la succession du beau-pere étant ouverte, le mari auroit lieu de réclamer le droit de viduité. Basnage dit que les Avocats, consultés sur cette question, répondirent que le mari n'avoit rien à prétendre sur cette dot, parce qu'au moment de sa mort la femme n'en étoit pas en possession.

L'article 77 du Réglement de 1666, dit que le pere peut ceder ion dion de vidante droit de vi-à ses enfans au préjudice de ses créanciers; droit de vique le pere peut céder son droit de viduité cette remise est aujourd'hui autorisée in- seememeapres distinctement, soit qu'il y ait saisse de la la saisse. part des créanciers du mari ou qu'il n'y en ait point, & la saisse n'opere que pour les

fruits échus auparavant la cession.

Le mari perd les deux tiers de son droit de Effet d'un seviduité en se remariant, & il est obligé de cond mariage. faire des lots.

Mais s'il entretient publiquement, pendant son veuvage, une concubine, à qui il concubinage, donne le rang de femme légitime, doit il éprouver un retranchement dans son droit de

Tome 11.

Reftrictions.

Ceffion du

Quid? Du

26 TIT. XV. Du douaire de femme. viduité ? Il paroît que la Coutume ne ré le droit de viduité que dans le cas d'un cond mariage, Par Arrêt du 18 Décem 1636, la question fut appointée, & transaction le mari consentit de perdre moitié de son droit. Basnage.

Partage des niere année.

L'opinion de nos Commentateurs est fruits de la der- les héritiers du mari partagent les fruits l'année de son décès au prorata de sa jo fance, & que l'on commence à compter premier Janvier.

ARTICLE CCCLXXXIII

gneurs.

Droit de vi- Le droit de viduité appartient duite au mari mari, non-seulement au préjudice des enfans de enfans de sa femme, de quelque re la femme sor-riage qu'ils soient sortis, mais a tis d'un autre des Seigneurs féodaux auxquels po roient appartenir les héritages de femme, soit à droit de confiscation ligne éteinte & reversion, ou droit garde des enfans ou héritiers mine d'ans de la femme.

Importance T fition.

A disposition de cet article est be de ceue dispo- Loup plus importante qu'on ne per il place le droit du pere au-dessus d'un plus beaux droits qui soient attachés Fiefs ; cependant le droit de viduité d'un ordre particulier, tandis que celui la garde est beaucoup plus général ; il é donc besoin en faveur du pere de la de gation contenue dans cet article, on au sans ce secours vainement argumenté des L Romaines, elles ne s'appliquent jamais h reusement aux matieres féodales.

TIT. XV. Du douaire de femme. 27

Denisard, au mot Usufruitier, dit que L'ulufruitier fi quelques arbres fruitiers viennent à mou- a les vieux ar-ir, ils appartiennent à l'usufruitier, aux en en plaçant charges d'en planter d'autres, sans qu'il puisse d'autres.

en abattre qui soient vifs.

dans fon espece.

Au même endroit il dit que si les arbres de haute-fûtaie sont abattus par le vent, ils bois de hauten'appartiennent pas à l'usufruitier, mais au par les vents propriétaire, qui peut être contraint de les enlever à ses dépens, & à cette occasion il cite un Arrêt du Parlement de Rouen du 2 Juillet 1756, qui juge que quand le propriétaire Juillet 1756, d'un fonds le vend avec les arbres qui sont dessus, moyennant une rente viagere en outre l'ulufruit qu'il retient, les arbres qui meurent ou qui tombent pendant l'usufruit appartiennent à l'acquéreur & non au vendeur & unfruitier.

par les vents.

Secus . des

Arrêt du 3

Le principe adopté par Denisard peut Il n'a pas s'appliquer au droit de viduité, mais l'Arrêt d'application de 1756 lui est étranger & doit être renfermé au droit de de

ARTICLE CCCLXXXIV.

Le mari doit nourrir, entretenir & faire instruire les enfans de sa nourrir, entrefemme, si d'ailleurs ils n'ont bien truire les qusuffisant, même aider à marier les fans filles, laquelle nourriture, entretene- qu'il a l'ulument, instruction & contribution de fruit. mariage sera arbitré en Justice par l'avis des parens, eu égard à la valeur de la succession & nombre des enfans, de toutes lesquelles charges il sera quitte, en laissant auxdits enfans

Mari dole

28 TIT. XV. Du douaire de femm le tiers du revenu de la successio leur mere.

(Voyez les articles 221 & 375

le tiers.

Enfansn'ont I e mari a le choix de remplir les ch point d'action qui lui sont imposées par la pre contre le pere partie de cet article, ou d'abandonne enfans de sa femme le tiers du revenu succession de leur mere ; cet abandonne ayant été une fois fait, ils n'ont plus d'a contre lui.

Cas où le tiers temme.

Mais un beau-pere peut-il être obli a été adjugé céder le tiers à des enfans d'un prem aux enfans pendant la vie de la femme ? On a déc cond mari du faveur des enfans, lorsque le bien de vivant de la pere n'étoit pas capable de les faire ! ter, & qu'ils offroient de l'abando mais on fit participer au tiers les des deux mariages.

Cas où on leur pere.

Si un pere refuse, sans un motif r adjuge pension nable, de recevoir ses enfans chez I aux enfans sur peut être contraint de leur donner une sion proportionnée à leur naissance & fortune. C'est une question de fair.

ARTICLE CCCLXXX

Droit de vi-

Si l'ufufruit de tout ou partie du duité sur les de la femme, appartenoit à autre biens grévés fonne lors de fon décès, après après son ex-usufruit fini , le mari aura la jouis desdits biens.

Effet de la C'EST ici un effet de la consolidati jouit, en vertu du droit de viduité, d les biens qui appartenoient à la feme

TIT. XV. Du douaire de femme. 20 temps de son décès, il est juste qu'après l'extinction de l'usufruit, il ait la jouissance des fonds qui en étoient grévés.

Cet article doit s'entendre de la douairiere comme du mari ulufruitier. voyez ce que je

dis art. 380 & 263.

ARTICLE CCCLXXXVI.

Au record du mariage qui se fait Record de pour la connoissance du douaire, les par les parens parens & amis qui ont été présens & amis prés andit mariage y sont reçus, & ne sens. peuvent être reprochés.

A lieu pour

RT. 78 du Réglement de 1666. Le re-A cord de mariage mentionné en l'art. 386 toutes convende la Coutume, se fait non-seulement pour niales.

la reconnoissance du douaire, mais aussi des

aures conventions matrimoniales.

Le record de mariage étoit anciennement Se fait-11 d'un usage universel, il en est fait plusieurs fois lorsqu'il n'y mention dans notre ancien Coutumier-, cela point de conn'est pas étonnant; dans les siecles d'igno- par écrit? rance, les conventions les plus importantes dans l'ordre de la société reposoient sur la bonne foi des témoins; mais aujourd'hui. que les vrais principes de législation sont connus, on pense qu'il est très - périlleux de faire dépendre le sort des conventions matrimoniales de l'incertitude d'une preuve vocale: aussi l'on a jugé par Arrêt du 2 Décembre 1723, que le record de mariage ne peut être demandé quand il n'a pas existé & contrat par écrit.

30 TIT. XV. Du douaire de femme.

ARTICLE CCCLXXXVII.

En ce record, ce que la plus grande partie recordera est tenu pour prouvé, pourvu qu'ils parlent de certain.

communs.

En record le Juge doit autorifer le de-torifer le de-mandeur & le deur à faire venir de sa part des parens pré-défendeur à sens aux pactions du mariage, aussi-bien que faire venir les le demandeur, pour les entendre tous ensemparens & amis ble, & arrêter son jugement sur ce que la plus grande partie parlant de certain, rapporteront, & on ne doit appeller que ceux qui ont assisté au contrat de mariage.

ARTICLE CCCLXXXVIII.

Et si les accords de mariage sont preuve outre le portés par écrit, nul ne sera recu à faire preuve outre le contenu en contrat de maiceux, & toutes contre-lettres qui se sont faites au déçu des parens présens audit mariage, & qui l'ont figné, sont nulles, & n'y aura-t-on aucun égard?

Contre-Let-

C a r article contient un principe général du droit françois; les pactions de mariage embrassent non-seulement les intérêts des conjoints, mais encore ceux de leur postérité; elles doivent donc être inviolables. & l'on n'envisage comme pactions de mariage que celles qui ont été rédigées dans le sein de la famille des époux futurs, tout

TIT. XV. Du douaire de femme. 31 ce qui se passe hors la participation des parens est réputé fait en fraude de la loi.

ARTICLE CCCLXXXIX.

Les personnes conjointes par ma- communauté tiage, ne sont communes en biens, en Normandie. foient meubles ou conquêts immeubles, ains les femmes n'y ont rien qu'après la mort du mari.

(Voyez les articles 392 & 417).

(Voyez les usages locaux que j'ai rapporte sous l'article 330).

L a Coutume de Normandie rejette la communauté de biens entre conjoints par une disposition négative qui exclut toute stipulation contraire; il est indisférent que les parties contractantes soient domiciliées en cette Province, ou dans une Province étrangere, qu'elles se soient soumises par leur contrat de mariage à la Coutume de leur domicile pour son exécution, avec dérogation à toute autre Coutume, même une dérogation spéciale à la nôtre, ces la plus expresse clauses n'auront aucun effet sur les conquets tume, ne peut d'héritages situés en Normandie : l'art. 389 étendre les efles annulle. Aussi quand la femme prédécede sets de la comle mari, & que la dissolution du mariage munauté sur survient en notre Province, les droits du mands. mari sur les meubles & sur les conquêts normands se reglent suivant notre Coutume. quand même les conjoints auroient, lors de leur contrat de mariage, résidé dans un pays de communauté, & qu'elles auroient expressé-

La déroga-

32 TIT. XV. Du douaire de femme. ment dérogé à toute autre loi. Arrêt de 9 Août 1743.

La femme

à ritre de commune.

Si la femme prend en Normandie part aux prend part aux meubles & conquets , ce n'est pas à droit de communauté, c'est en vertu de la loi de la vertu de la loi Province : le statut qui donne aux femmes part de la Provin- dans les meubles & conquêts, est parmi nous ce, & encore un statut réel. Un Arrêt du 3 Août 1739 accorde part dans les meubles & conquêt fairs en Normandie à une femme mariée et pays de droit écrit, où la communauté de biens n'a pas lieu, parce que la succession étoit ouverte en cette Province, & que le conquêts y étoient fitués. Elle ne peut La femme ne peut, tant que le mari vit

riage.

disposer d'audisposer d'aucuns meubles, les dispositions
cuns meubles qu'elle feroit seroient considérées comme des
pendant le masoustractions contre lesquelles le mari auroi droit de réclamer. Arrêt du 3 Août 1677 rapporté par Basnage. On observe la mêm Jurisprudence en pays de communauté.

De la commonauté cite.

Quoique la communauté n'ait pas lier ta- entre conjoints, nous ne rejettons pas abso lument les communautés racites, mais nou ne les admettons pas sans distinction ; la communauté n'est reçue entre le pere & le enfans que par une convention qui l'établisse il est encore nécessaire, pour la faire sub-N'a pas lleu fifter , que le fils air fait des apports dans la entre le pere communauté, car sans cela elle passerois être établiepar pour un avantage indirect ; il est vrai que dans le cas où la convention n'a pas éte rédigée par écrit, fi le fils a apporté à for pere sa dot ou d'autres effets, il est juste qu'il ait sa liberté de les reprendre, même avec intérets selon les circonstances ; la même Jurisprudence se pratique à l'égard de pere, il ne contracte pas de communauti avec fon fils en allant demeurer chez lui-

& le fils ; doit derit.

TIT. XV. Du douaire de femme. 33 & un créancier du pere ayant en ce cas saiss les meubles du fils : par Arrêt du 19 Juillet 1652, il fut dit que le créancier feroit preuve que le pere avoit apporté des meubles en la maison de son fils.

ľ

Basnage estime qu'entre freres majeurs la communauté ne se présume pas par la simple elle est admise. jouissance de leurs revenus en commun il faut que l'emploi de ces revenus soit fait de même ; il desire encore que cette jouissance ait continuée pendant plusieurs annécs.

Mais deux personnes capables de contracttr, & n'étant pas au pouvoir l'un de l'autre, qui demeurent ensemble en une même maison par an & jour, ne font qu'une table & un feu. vivent à dépens communs sans se rendre compte, se communiquent leurs biens meubles & revenus, & ce qu'ils peuvent gagner par leur commerce ou leur industrie, sont téputés avoir contracté communauté.

L'effet de cette communauté tacite ne s'étend que sur les meubles & sur les conquêts & ses limites. faits pendant qu'elle a subsisté : plusieurs Cousumes ne donnent pas plus d'étendue à la communauté expresse. Orléans article 214. Nivernois des Communausés, &c. art. 3.

Si l'un des associés contracte des dettes geres ne toinpour autre fait que celui de la société, elles bent en communauté, ne doivent point être prises sur la communauté. Arrêt du 11 Mars 1681.

La société finir par la renonciation d'un des affociés, pourvu que cette renonciation lesquels la comsoit faite sans fraude; par sa mort naturelle munaute cesse. ou civile, par le dépérissement de la chose commune, ou lorsque les associés commencent à agir séparément.

Basnage dit que ceux qui ne veulent point Acte d'inque leur demeure & jouissance en commun communicé.

En quel cas

Son étendira:

Dettes étrans

Moyens par-

34 TIT. XV. Du douaire de femme: opere une communauté tacite, doivent en pr fer acte public & le faire publier à l'iffue de Messe Paroissiale du lieu où ils ont le domicile.

ARTICLE CCCXC.

Lemari doit ala femme.

Les meubles échus à la femme la monité des constant le mariage, appartiennen meubles échus au mari, à la charge d'en employe la moitié en héritage ou rente, pot tenir le nom, côté & ligne de la fem me, si tant est qu'ils excedent la mo tié du don mobil qui a été fait au ma en faveur de mariage.

Cas où il Meft pas du.

A RTICLE 66 du Réglement de 166 Il'n'y a point de remploi de meubles s'il n'a été flipulé , ou au cas de l'art. 390 ou quand les meubles sont réputes immeubles fuivant les arc. 409 , 511 , 512 & 515 la Coutume.

Le mari qui de la moitié des meubles.

Si le meuble échu à la femme, n'excede plais.

Art. 79 idem. Le mari qui n'a point eu s n'a point eu don mobil, doit employer la moitié des mes doit le remploi bles échus à la femme constant le mariage.

De l'art. 390 il résulte que lorsque le meubles n'excedent point la moitié du do mobil, le remploi n'en est pas du. M. c la Barre David, héritier de la femme d point la moi- fieur de Lepine, gentilhomme de Mortain tié du lon mo- avoit prétendu que, puisque le mari qui n bil nulle ohli-garion au rem- point eu de don mobil , étoit tenu de rem placer la moitié des meubles, le fieur d Lepine, auquel il en avoit été fait un en 1 mariant, étoit à plus forte raison obligé d remplacer les meubles échus à la femme quand même ils n'excéderoient pas la moitie

TIT. XV. Du donaire de femme. 35 du don mobil, parce qu'il disoit qu'autrement le mari dejà gratifié du don mobil. renreroit un double avantage. Le Bailli de Morrain condamna le sieur de Lepine à faire le templacement, quoique les meubles n'excédassent pas la moitié du don mobil qu'il avoit: en. Sur l'appel l'Intimé ne trouva pas d'Avoest pour soutenir sa cause; la Sentence sur zéformée & le mari déchargé.

Ces remplois de meubles échus à la femme sont réputés acquets, & appartiennent meubles faits. aux héritiers aux meubles & acquets, au par le mark

Reglement du 19 Janvier 1721.

Remploi de préjudice des héritiers aux propres. Arrêt de la personne de la femme. Et qui est donné à la femme pour une

Si des dem

canse antécédente à son mariage, n'est point niers donnés compris dans la disposition de cet article, avant le ma-& le mari en doit la restitution entiere com- me appartienme de la dot, à moins que cet objet ne fût nent au marie. compris dans le don mobil qui lui a été fait. Arrêt de Tronel rapporté par Basnage sous cet article, en date du 9 Avril 1655. Dans. l'espece de cetArrêt la femme avoit limité par k contrat de mariage le don qu'elle vouloit. faire à son mari.

Les héritiers du fils de la femme homicidé ne peuvent prétendre à la faveur de cet intérêts civilse adjugés au mas article 190, aucune part dans les intérêts ci-ri. wils adjugés au mari qui a fait la poursuite.

du crime. Arrêt du 19 Août 1656..

Le remploi que le mari est tenu de faire. Remploi résux termes de cet article, est réputé fait de puté fais deplein droit, & la femme a une action im droit, preuvemobiliaire sur ses biens. Arretedu 19 Mars des meubles aus 1680; si le mari n'a point fait d'inventaire défaut de remeaprès la succession échue, la femme ou ses ploi. béritiers peuvent justifier de la valeur de la succession mobiliaire échue constant le mariage. par preuve testimoniale &: même par: com-

Quid ? Des

B. vi

36 TIT. XV. Du douaire de femme. mune renommée. Artêt du mois de Janvier 1653.

L'hypotheque du remploi,

Si le mari n'a point fait de remploi, la femme n'a hypotheque pour ce remploi que du jour de l'échéance de la succession à remplacer à l'égard des créanciers du mari. Basnage qui rapporte un Arrêt conforme à cette opinion, dit que, parce que plusieurs célebres Avocats étoient d'avis contraire, le Rapporteur le dressa de maniere qu'il ne pût préjuger la question générale; il faut cependant avouer ... que ce seroit donner une singuliere faveur à ce remplacement, que de lui communiquer l'hypotheque de l'article 539 de la Coutume. Cependant par Arrêt du 27 Juillet 1765 il a été jugé que le remploi dû à la femme des meubles qui lui écheoient en ligne directe constant son mariage, porte hypotheque du jour de la célébration, parce que de ce moment la femme est entrée en puissance de mari, sans pouvoir agir, elle doit donc avoir une hypotheque légale comme de ce jour. Si le mari recueille une pareille succession & la dissipe, & que la femme soit forcée d'en acquitter les dettes, elle a une pareille hypotheque fur les biens du mari pour son indemnité.

La loi municipale ne s'expliquant point suc cette question, si les meubles appartiennent au second mari comme au premier, on a décidé

te second que le second mari devoit avoir la moitié des mari benefi- meubles échus à la femme par Arrêt du 25 Mai cie - t - il de 1689; c'est une grace que la Coutume ac-Part. 390. corde au man par l'article 390, & qui n'est

point dépendante de la prohibition portée par l'art. 405.

ARTICLE CCCXCL

Avenant la mort de la femme sépa- de la femme rée, quant aux biens, d'avec son séparée apparmari, ses meubles appartiennent à ses tiennent à ses enfans; & si elle n'en a, ils doivent enfans, & a être employés à la nourriture du mari, sont employés & acquit des dettes.

à la nourriture. du mari & aux: dettes.

(Voyez l'article 394 de la Coutume).

RTECLE 80 du Réglement de 1666. A FEMME séparée de biens d'avec son mari séparée n'a rien aux meupar son traité de mariage ou autrement, ne bles du maris. peut demander aux héritiers de son mari ausune part des meubles de la succession, ni aux acquets qu'il a faits depuis leur séparation.

Art. 81 dudit Réglement. Femme sépurée de biens n'est pas censée héritiere de son mari, patée n'est cen-encore qu'elle n'ait pas renancé à sa succes- anoiqu'elle ne

lion.

Art. 126 dudit Réglement. La femme sé- les 40 jours. parée de biens peut, sans autorité ni per-parée mission de Justice, & sans l'avis & consente-vendre ment de son mari, vendre & hypothéquer ses meubles & ses. meubles présens & à venir, de quelque valeur acquets qu'ils soient. & les immeubles par elle ac- ration. quis depuis la séparation, sans qu'il soit besoin d'en faire le remploi.

Art. 127 ibidem. Mais elle ne peut vendre Secus , des ni hypothéquer les immeubles qui lui apparte- immeubles annoient lors de sa séparation, ou qui lui sont térieurs & des échus, depuis par succession, suns permission successions de Justice & avis de parens, & néanmoins les contrats qu'elles aura fait sans ladite permisfon, pourront être exécutés sur ses meubles. 🕃

Femme fequoiqu'elle ne renonce dans

38 TIT. XV. Du douaire de femme. sur le revenu de ses immeubles, après qu'il sera échu & amobilié.

Deux fortes

Nos auteurs traitent sous cet article de la Re séparation. séparations entre conjoints; nous la distinguons en deux especes, la séparation de biens ou civile, la séparation à thoro ou de corps & d'habitation.

Séparation Civile. €ipeces.

La séparation civile est quelquefois con-Deux tractuelle, mais elle est le plus ordinairement forcée, & elle a sa source dans le dérangement constaté de la fortune du mari.

Séparation fer formes.

Les formes de la séparation civile conconcractuelle, tractuelle sont simples; on la stipule parle traité de mariage; on fait publier la clause. aux assiles du Bailliage, sous le ressort duquel les conjoints sont domiciliés, & on fait afficher leurs noms au tabellionage du lien: de leur résidence; on ne tient pas même tie goureusement à ces formes, lorsque des étrangers n'y sont pas intéressés; & tel est le sens que l'on doit donner à quelques Arrêts rapportés par Balnage.

En quel cas **c**ontra€tuellè ne nuit pas aux

Arrêt a été donné sur ce fait le 17 Avril h séparation 1761. Un mari & une semme duement autorisés, avoient vendu des biens dotaux; vierces person- postérieurement au contrat la femme intenta une action en séparation de corps & de biens. Pendant l'instance elle prétendit que son contrat de mariage portoit une sépara. tion de biens. Le contrat de mariage n'ayant: point été représenté par le mari, la femme se. fit admettre à prouver la séparation civile par la . voie du record des parens. Elle fit sa preuve. & fut jugée séparée de biens, & renvoyée. en postession d'iceux.

En verru du Jugement rendu sur le record. la femme attaqua l'acquéreur de sa dot, prétendant que la vente qu'elle avoit faite avec : son mari étoit nulle, étant alors séparée de

TIT. XV. Du douaire de femme. 39 Biens ; elle fut par l'Arrêt déboutée de sa demande aux obéissances de l'acquéreur, de lui indiquer des biens du mari suffisans pour valoir de remplacement de l'aliénation.

Mais lorsqu'il s'agit d'une séparation civile forcée, les formalités prescrites par le Ré-civile forcées glement du 30 Août 1555, doivent être litté. Réglement. ralement remplies; si l'on en avoit négligé quelqu'une, un créancier du mari pourroit attaquer l'entérinement des lettres de séparation. foit par opposition ou par appel; ce n'est pas. qu'un créancier inconnu puisse se plaindre de n'avoir: pas été appellé, lorsque les publica. tions prescrites par le Réglement, ont été exactement: faites.

Les effets ordinaires des séparations civiles Effets de la font de donner à la femme ouverture à deman- séparation cider la délivrance de ses paraphernaux, de sa dot & de son douaire; toutes les démarches qu'elle fait, pour le recouvrement de ses droits, doivent être contradictoires avec le mari & ses créanciers; elle doit présenter incessamment des lots à douaire, car il ne courtque de ce moment, & les arrérages échus auparavant sont perdus pour la femme.

On observe que les personnes séparées de biens ne peuvent d'elles mêmes renoncer à la joints peuventséparation, qui ne se faisant que par l'au séparation. torité du Juge, n'est détruite que par la même autorité.

La femme séparée venant à décéder, ses enfans, soit du premier ou second lit, ont mort de la femses meubles, & si elle ne laisse point d'en mesan enfanse fairs, les meubles appartiennent au mari, soit ses meubles qu'il soit pauvre ou riche, sans aucune distinction : il n'en bénéficie cependant qu'après les. dettes de la femme payées, & dans ce case. il lui, est intéressant d'en faire inventaire. pour ne pas être indéfiniement tenu des

Séparation

Si les conrenoncer à la

40 TIT. XV. Du donaire de femme. detres de la femme, auxquelles il n'est tenu que jusqu'à la concurrence de ses meubles.

Arret du 21 Juin 1625. Bafnage.

Comme la séparation ne prive pas le mari Quid ? Des acquêts de la de son droit de viduité, il a droit de jourt femme sépa- des acquets de la femme séparée, lorsqu'il a rés par rap- eu un enfant né vif ; on a même accordé à un port au droit mari qui n'avoit point en d'enfant né vif, en de viduité. considération de la pauvreté, une provision fur les acquets de cette espece, par Arrêt rap-

porté par Bérault.

La séparation de corps & d'habitation exige des causes graves, on ne tolere pas des séparations volontaires de cette espece; & des plaintes excitées par le caprice & la légéreté d'une femme, ne doivent pas être écoutées ; l'adultere commis par le mari . la jalousie qui ne se porte pas à des excès l'ivrognerie habiruelle, n'autorisent pas la femme à former la demande en séparation

saules.

Séparation à thoro; mais si un mari, dans les transshore, Ses ports d'une fureur brutale, ne rougissant pas de frapper son épouse, viole les droits de la société la plus sainte, la sûreté de la femme veut alors qu'elle vive éloignée du tyran qui l'opprime ; les sévices ne sont cependant pas nécessaires pour opérer la séparation entre personnes de qualité, des injures groft fieres proferées par le mari, des reproches fairs sans cause à la femme, d'avoir trahi la fidélité conjugale, de s'être proftituée à des hommes vils & méprifables , font pour elle des moyens de séparation; cette espece de séparation produit à peu près les mêmes effets que la féparation civile. Il est des cas d'une telle atrocité qu'ils emportent la rèvocation du don mobil.

TIT. XV. Du douaire de femme. 41

ARTICLE CCCXCII.

Après la mort du mari, la fem- Part de la me a le tiers aux meubles s'il y a meubles de son enfans vivans de son mari, en con-mari, après tribuant aux dettes pour sa part, hor- son décès, mis les frais des funérailles & legs testamentaires, & s'il n'y en a point, elle y a la moitié aux charges cidellus.

(Voyez les articles 333, 389, 418 & 419).

A femme, suivant cet article, est La femme exempte des frais funéraux & legs testa- ne contribue mentaires, auxquels elle ne contribue point, point aux legs & qui doivent être pris sur la part des meu- & frais sunébles revenant à l'héritier. Au nombre des raux. frais funebres, ne sont pas compris les médicamens, c'est une dette privilégiée, mais qui n'en fait point partie. Arrêt du mois de Mars 1657.

La veuve n'est pas tenue d'acheter ses habits de deuil, non lugere debet suis sump-doit les habits tibus; ainsi les héritiers doivent les lui veuve. fournir, soit qu'elle soit héritiere, qu'elle ait renoncé, ou qu'elle soit séparée de biens ou d'habitation; mais Basnage rapporte Cas où elle un Arrêt du 3 Novembre 1637, qui prive en est privée. une veuve de ses habits de deuil pour s'être remariée trois mois après la mort de son

Le légataire universel ne doit point des si le légataihabits de deuil aux héritiers collatéraux; re doit fournir mais il est obligé de les fournir aux domes-deuil. 42 TIT. XV. Du douaire de femme. tiques du défunt & aux enfans. Bafnage rapporte plufieurs Arrêts qui ont confacré cette maxime.

On a égard tances & forhabits de deuil de la femme.

Les habits de deuil s'accordent, eu égard sux circonf- aux forces & charges de la fuccession , & ces de la fuc- à la condition du mari. Il fut rendu Arrêt ceffion , en le 20 Mars 1732 au profit des héritiers du adjugeant les fieur de Valhebert, qui confirma une Sentence qui fixe le denil de la dame, veuve du fieur de Valhebert, à 200 livres. Sur son appel, Perchel, son Avocat, concluoit qu'il lui seroit alloué une somme de 1000 livres. Il disoit qu'elle étoit noble, veuve d'un Gentilhomme, que le fieur de Valhebert son mari étoit riche de plus de 2000 livres de rente. Thouars, Avocat des héritiers du fieur de Valhebett, répondoit qu'elle avoit apporté un mariage borné ; qu'il étoit constant qu'une somme de 2000 livres, qui faisoit partie de sa dot, n'avoit pas été payée; qu'il y avoit dans la succession fort peu d'aisance ; que les Juges qui avoient rendu la Sentence en avoient été convaincus ; pourquoi concluoit à l'appellation au néant, ce qui fut ainsi jugé par cet Arrêt.

Cas où l'héfemme n'eft tede fon mari,

La femme contribue aux dettes mobiliaires ritier de la de la succession de son mari contractées aupanu des dettes ravant ou depuis le mariage; mais lorsqu'elle immobiliaires n'a recueilli dans la succession que des meubles, qu'elle n'a cu ancun droit propriétaire fur les conquets, mais un simple usufruit. fes héritiers ne sont pas susceptibles des arrérages des rentes dues par la fuccession du mari . échus depuis le décès de la femme : la question a été ainsi jugée in terminis en la premiere Chambre des Enquêtes au rapport de M. le Masson de Pelletot, entre les héritiers de la veuve Marc Courché, & le fieur le Clerc, créancier du mari, Par l'Arrêt qui

TIT. XV. Du douaire de femme. 43 est du 11 Mai 1750, la Cour déchargea les **h**éritiers de la veuve des arrérages quiavoient

eu cours depuis sa mort.

Il en est de même du mari , qui n'a eu que des meubles de sa femme ; il n'est pas passible de ses dettes immobiliaires échues depuis son décès, suivant l'Arrêt rendu au ri est profit du sieur Galler, Procureur en la Cour, mobilaires de k 14 Juin 1752.

des dettes imsa femme dé⊲

ARTICLE CCCX CIII.

Néanmoins s'il n'y a que des filles qui aient été mariées du vivant de leur La femme pere, elle a la moitié aux meubles; moitié aux pourvu que le mari soit quitte du meu- meubles, quoible par lui promis à ses filles ou gen-qu'il y ait des dres, en faveur de mariage.

Einece pare

(Voyez l'article 419).

U n pere marie sa fille; il promet 6000 l. de don mobil à son gendre, payable ticuliere. trois jours avant les épousailles. Le pere avoir le jour précédent pris 6000 livres en constitution de rente, & cinq jours après il paie les 6000 livres promises à son gendre, pour lesquelles il s'étoit constitué. La veuve du pere demande moitié aux meubles; elle lui fut accordée par Arrêt du 29 Janvier 1626. On présuma que le pere avoit pu employer les 6000 livres à d'autre usage qu'au paiement du don mobil.

Mais si le pere, qui n'a que des filles, Si le pere qui leur a promis à les leur a promis en les mariant une somme paya- filles, en les ble après son décès, il n'est pas réputé quitte mariane, une

44 TIT. XV. Du douaire de femme?

meuble.

fomme paya- du meuble par lui promis , à l'effet que la ble après son veuve puisse réclamer la moitié des meubles décès, est ré-puté quitte du de sa succession, quand même les gendres auroient déclaré configner les sommes promiles fur leurs biens.

caution.

Si les créanciers du mari pour dettes immofemme doit biliaires prétendent que les immeubles ne font pas suffisans pour les remplir, ils peuvent forcer la veuve, qui prend part aux meubles de sa succession, de donner caution. Arret du 17 Juin 1659.

Deniers du ait part ?

Les deniers provenans du rachat d'une rachat de ren- rente fait quelques jours avant le décès du bles à l'effet mari, ont été jugés meubles au profit de la que la veuve y veuve, à laquelle fin on lui a accordé moitié par Arrêt de Grand'Chambre rapporté par Balnage.

à fon fils en le mariant.

Cet Auteur sous cet article propose une espece singuliere. Un pere en mariant son Quid? D'une fils lui promet une somme de 1000 livres . fomme promi- & en cas de non-paiement les intérêts; le fe par le pere fils meurt, & laisse une fille qui ne lui survecut pas long-temps; l'aïeule prétendoit la moitié des deniers en vertu de cet article & l'autre moitié comme héritiere de sa petitefille ; par Arret du 5 Juillet 1646 , on lui adjugea le tiers de la somme par forme de douaire.

ARTICLE CCCXCIV.

Renonciame dans les 40 Pours.

La femme peut renoncer à la fucceftion de la fem- fion de fon mari, dans les quarante jours après le décès d'icelui, pourvu qu'elle renonce en justice, & qu'elle n'ait pris ne concelé aucune chose des meubles, dont elle est tenue se pur-

TIT. XV. Du douaire de femme. 45 ger par serment faisant ladite renonciation, auquel cas elle aura seulement ses biens paraphernaux exempts de toutes dettes, & son douaire, & ou puis après il seroit trouvé qu'elle en auroit eu aucune chose, directement ou indirectement, elle est tenue contribuer aux dettes, tout ainsi que si elle n'avoit point renoncé, lequel délai ne pourra être prolongé sans connoissance de cause, les héritiers ou ceux qui y ont intérêt appellés: & où il seroit prorogé après le délai de trois mois, paffés du jour du décès, les meubles pourront être vendus par justice, sauf à faire droit à ladite veuve, pour telle part & portion qu'il lui pourra appartenir sur les deniers de la vendue desdits biens.

(Voyer l'article 81 du Réglement de 1666, que j'ai rapporté sous l'article 391, qui dit que la femme séparée n'est pas réputée héritiere, quoiqu'elle n'ait point renoncé).

L'ARTICLE 82 dudit Réglement assujettit parée n'est pas les quarante jours, faute de quoi elle est réputée héritere par ces termes: mais si elle qu'elle n'ait n'est pas séparée, elle est censée héritiere de pas renoncé. Socias de celle qu'elle n'ait n'est pas séparée, elle est censée héritiere de pas renoncé. Socias de celle qui n'est son décès elle n'a renoncé à sa succession ou pas séparée, obtenu du Juge dans ledit temps un plus long délai d'y renoncer.

Article 83 dudit Réglement. Elle est aussi Quid ? De

Elle est privée de prendre part aux la mort du mari est se soustraits.

Les quarante jours
tume ne doivent comme de mort du mari est se soustraits.

fon domicile. Arrêt di rapporté par Balpage.

Quand les Une autre observation rante jours ne commence de courir.

& le 82 du Réglement l'Or-veuve qu'à l'héritier; cu donnance.

Prince est postérieure à la glement de 1666, il fau donnance & dire que la si pour faire inventaire & q délibérer.

L'Ordonnannance a-t-elle ne parle que des femmes «
la communauté n'étant poir
mandie, la veuve n'est pa
inventaire, ce qui sui soir

TIT. XV. Du douaire de femme. 47 Arrêt de 1671, rapporté par Basnage.

Si des considérations & circonstances particulieres mettoient obstacle & empêchoient la peut obtenir veuve de renoncer dans le délai, elle peut délai pour reen obtenir prorogation en Justice, en y ap- noncer. pellant les héritiers & autres parties intérestées.

Renoncia-

La renonciation de la femme doit être faite en Justice; la formalité requise en pareil cas, est que la femme vienne devant tion en Justice. le Juge déclarer qu'elle renonce & qu'elle se purge par serment de n'avoir rien pris ni concelé de la succession. Arrêt du 16 Février 1605, rapporté par Bérault. Si la femme avoit des empêchemens légitimes, elle peut Si elle peut se passer une procuration spéciale pour renoncer faire par Pro-& prêter serment dans son nom, de laquelle cureur. procuration il est nécessaire de justifier. Bérault.

La clause portée dans le traité de mariage par laquelle la femme auroit stipulé qu'elle La stipulad ne renonceroit point à la succession de son tion de la femmari, est une clause nulle, incivile & con-me de ne point traire à l'intérêt public.

nulle & incig

Si la femme a pris la qualité d'héritiere de vile. son mari, ou renoncé à sa succession, trompée par le dol & la fraude des héritiers ou des créanciers du mari, elle peut se faire relever de sa renonciation ou de la qualité qu'elle auroit prise.

Bérault rapporte même Arrêt du 8 Mars 1611, par lequel une femme qui avoit fait acte d'héritiere de son mari, ayant après peut être resrenoncé, & depuis pris des lettres de resti- sa renonciatution contre sa renonciation, fut admise à la tion ou adisuccession, aux soumissions par elle prises d'en- tion d'héréditretenir tous accords & contrats que l'héri- té. tier auroit fait de bonne foi en conséquence de la renonciation de la femme; mais Bas-

Si la veuve

18 TIT. XV. Du douaire de femme. nage rapporte un Arret postérieur du 14 Ma 1662, qui déboute une veuve des lettres restitution par elle impétrées contre l'accep tation de la fuccellion de son mari; ce veuve avoit obtenu pluficurs pour renoncer, & s'étoit déclarée hérities après avoir eu communication des écriture de la succession; elle ne demandoit mêm à être restituée qu'après avoir plaidé avec le créanciers & une condamnation jugée con tr'elle : en sorte que cet Arrêt n'apport point de changement à la maxime, que le choses étant entieres & de bonne foi , veuve peut le faire restituer.

Pendant le temps accordé à la femme pou nourrie sur la renoncer, elle a droit d'être nourrie sur le

dant le délai

veuve

douaire

Zi.

La femme qui renonce, est par cet ar ticle privée des meubles & conquêts; ell Si la femme ne peut réclamer que son paraphernal sur le qui déclare re- meubles. Si elle ne renonce pas , elle el meubles & au tenue des dettes solidairement envers le est créanciers, sauf son recours contre les hér susceptible des tiers du mari. Arrêt du 17 Décembre 1601 dettes du ma- Mais fi la femme renonçoit les quarante jour passés à rien prendre sur les meubles, & de claroit abandonner le douaire, seroit-elle de chargée des dettes ? Basnage rapporte Arré du 15 Novembre 1639, rendu en faveur d la femme; mais je crois cet Arrêt contrain à la Contume, & notamment à l'art. du Réglement de 1666, qui déclare héri tiere la veuve qui n'a point renoncé dan le délai, & cette qualité d'héritiere entrais ne nécessairement l'obligation envers le créanciers.

La soustraction peut être commise par la fouftraction ne veuve, foit qu'elle ait renoncé à la succes poursuit sion de son mari, ou qu'elle l'ait acceptée Sela

Tit. XV. Du donaire de femme. 49 Selenia Jurisprudence l'action en soustraction point erimiou recelé se poursuit civilement contre la nellement contenve, tanquam actione rerum amotarum. On tre la veuve. la condamne à rapporter les effets soustraits dans un temps; & faute d'y fatisfaire, on prononce contr'elle par le même jugement la contrainte par corps selon l'exigence des

Balnage rapporte un Arret du 30 Octobre 1636, dont il résulte que les complices poursuivis exdu strele peuvent être poursuivis extraordi. traordinaire-nairement, & cela est sans difficulté lors-ment, qu'ils ont bénéficié des soustractions.

Une autre observation : cette Jurispru- Il en eft audence qui n'admet point les héritiers ou femme qui veut créanciers à poursuivre la veuve criminel- se séparer ; elle lement, ne s'étend point à la femme qui est pourloivie veut le faire séparer de biens d'avec son criminelleman; on envilage les fouftractions qu'elle fouftractions. fair comme un vol , & des foustractions en pareil cas sont de nature à être poursuivies triminellement; on a même déchargé les héritiers du mari de la restitution de la dot d'une femme en cette espece, quoique la femme eût été déboutée de l'enregistrement de ses lettres de séparation ; par Arrêt du 15 Février 16;6, & par autre Arrêt du premier Juillet 1749, il a été jugé que la femme qui enleve des effets de la maison de son mari dans le temps qu'il est en banqueroute, peut être poursuivie extraordinairement. Autre Arrêt du 16 Juillet 1751, qui a jugé que le créancier du mari peur demander des souftracfaire preuve par censure des recelés commis faire par Mopar la femme qui demande l'entérinement nitoires, le ses lettres de séparation, encore bien que le créancier n'articule pas que les recelés sient été faits de nuit.

Le cohéritier qui dépouille la succession Tome II.

La preuve

50 TIT. XV. Du douaire de fe commune, peut être pourfujvi crimit De par les cohéritiers : telle est l'opinio nage; il y a cependant de la diffic il sembleroit que la poursuite n'ay tre objet que la restitution, elle civile; on pratique au furplus con tier qui a soustrait la même peine q la veuve, il perd la part qu'il auro clamer dans les effets qu'il avoie à son profit particulier. Arrêt du 1678.

Les parens & domestiques peu Domestiques & parens té- entendus comme témoins dans de moins dans les de foustractions, & sont des ten fouftractions. cessaires. Consulatur de Grand'Chan 26 Février 1675.

ARTICLE CCCX

femme.

coheritier.

Biens para- Les biens paraphernaux fe phernaux de la entendre des meubles fervant de la femme, comme seroie robes, linges & autres de nature, desquels le Juge fera u nête distribution à la veuve en eu égard à la qualité d'elle 8 mari, appellé néanmoins l'hé créancier, pourvu que lesdin n'excedent la moitié du tiers d bles; & néanmoins où le meub fi petit, elle aura fon lit, fa fon coffre.

Cas où le DAR Arrêt du 23 Août 1757, remport a été reduit au para-rumier dans le cas qui suit. Jace TIT. XV. Du douaire de femme. 11

toine, époule Marie-Madeleine en 1733, phernal, vis. son contrat de mariage fut reconnu en vis des créan 1741; il étoit stipulé dans ce contrat, qu'en ciers. sas de prédécès du mari, elle auroit & remporteroit par préciput & en exemption de toute dette, sa chambre garnie, ou la somme de 1500 livres à son choix; plus, ses habits, linges & hardes à son usage; avec les bagues & joyaux ou la somme de 500 liv. pour & au lieu des bagues & joyaux aussi a son choix; le mari ayant fait banqueroute, la femme se fit séparer de biens & demanda, 1º. 1500 liv. au lieu de sa chambre. 20. Ses habits, linges & hardes. 30. Ses bijoux en essence. Un créancier du mari bien postérieur en hypotheque à la reconnoissance du contrat de mariage de la femme, lui contesta ses remports, fondé sur ce qu'elle n'avoit point apporté ces objets à son mari, & en second lieu, en ce qu'elle avoit affecté, depuis le mariage, de se donner des habits, linges, hardes & bijoux en plus grande quantité que son état & celui de son mari ne lui permettoient; la femme convenoit qu'elle n'avoit point ap-Porté ces objets, lorsqu'elle s'étoit mariée, mais elle soutenoit qu'il suffisoit qu'ils ne provinssent point des deniers du créancier pour qu'il ne fût pas recevable à s'opposer au remport qu'elle demandoit; parce que suivant la Jurisprudence des Arrêts, le mari peut stipuler en faveur de sa femme, un remport gratuit sur ses meubles, & que le paraphernal dont parle l'art. 395 de la Coutume, ne doit avoir lieu que quand il n'y en a point de conventionnel stipulé. Le créancier répliquoir que la framme séparée ou renonçante, ne pouvoit rito demander · aux meubles , excepté le paraphernal ; que

52 TIT. XV. Du douaire de femme. des que la Coutume fixe le paraphernal, la femme ne peut en exiger un plus considérable au préjudice des créanciers, & que le remport gratuit ne peut avoir lieu que contre Théritier. Par l'Arrêt, sans avoir égard au remport demandé, il fut ordonné qu'il seroit fait à la femme une distribution honnête des meubles, linges & habits à son usage, eu égard à sa qualité & à celle de son mari, aux termes des art. 394 & 395 de la Coutume.

A cette occasion, je traiterai ici la quel-

tion des remports.

C'est une stipulation tolérée & admise Des remports. dans les contrats de mariage que la femme remportera ses bagues, joyaux, sa chambre, son carrosse & autres meubles à son

ulage, ou une certaine somme.

En conséquence on forme plusieurs queltions. 10. La femme peut-elle avoir ses remports & le paraphernal. 2º. Est-il au choix de la femme de prendre ses remports en essence, ou la somme stipulée, 3º. Ce remport se peut-il étendre sur les immeubles au défaut de meubles.

femme raphernal; elle l'autre.

Sur la premiere question, c'est une June peut avoir risprudence certaine & consacrée par plusieurs remport & pa- Arrêts rapportés par Bérault & Basnage, n'a que l'un ou que la femme ne peut avoir paraphernal & remport; elle ne peut exiger ces deux causes lucratives conjointement, & en s'arrêtant à un des deux, elle est excluse de l'autre. Arrêts des 9 Juillet 1601, 2 Décembre 1610, 14 Mars 1614, rapportés par Bérault; autres des 18 Août 1618; 17 Octobre 1654, rapportés par Balnage.

Pour que la Quant à la seconde question , il est cerfemme ait son tain que si la femme a fait stipuler un gent , il faut remport mobilier sans estimer les meubles

Tr. XV. Du douaire de femme. 53 ni employer une somme au contrat, qu'elle qu'il soit stipus peut remporter les meubles , s'ils se trou-le au contrat. went en essence; mais si les meubles ne se trouvent pas, ou qu'ils aient été distipés lors du décès de son mari, pour lors la Jemme ne peur exiger qu'on lui achere des meubles pour son remport ; elle est en ce cas tenue de se passer avec les meubles qui existent, ou s'arrêter à son paraphernal. C'est la décision de l'Arrêt rendu au bénésice du fieur de la Morre, le 9 Mars 1663, rapporte par Basnage ; il en est autrement lorlqu'il est stipulé au contrat de mariage que la femme remportera tels meubles & sa chambre garnie, &c. ou la somme de.... remporter les car alors la femme a la liberté de prendre les meubles ou le meubles en essence pour son remport, ou de fon choix. demander la somme à laquelle le remport a

Enfin la troisieme question, qui est de Le remport seavoir si la femme , qui ne peut exercer ne s'exerce sur fon remport sur les meubles , peut au que dans le cas défaut de meubles l'exercer sur les immeu-du don mobil. bles, se décide par une distinction reçue des & il ne peut puis long-temps : lorsque la femme a fait excéder le don un don mobil à son mari, le remport qu'elle a stipulé peut être pris sur les immeubles de la succession, jusqu'à la concurrence de la valeur du don mobil. Ainsi jugé par Arret du 17 Janvier 1677, au profit de Cape-Jet, contre Charlotte de Normanville, Mais quand par son contrat de mariage la femmen'a fait aucun don mobil, elle ne peut exercer ses remports que sur le mobilier délaissé après le décès de son mari. Arrêts des 13 Janvier 1667, 8 Août 1675, & 17 Août 1684. Le fondement de certe décision est facile à saifir. Si vous chargez des remports les immeubles du mari , il pourra faire passer à sa

été estimé à son choix.

54 TIT. XV. Du douaire de femme. femme des biens de cette espece contre notre

Jurisprudence.

Mais il ne faut pas confondre le remport où le remport fe fait gratuit Ripulé par le contrat de mariage, for les immeubles, quoiqu'il avec le remport que la femme stipule des n'y ait point meubles qu'elle apporte à fon mari ; car de don mobil. quand une femme apporte en le mariant des meubles dont elle stipule le remport en sa faveur, ce remport se prend sur les immeubles au défaut de meubles, quoiqu'il n'y air point eu de don mobil fait au mari ; parce que dans ce cas, la femme agit comme créanciere sur la succession du mari, à la différence d'un remport gratuit stipulé par la femme pour lui tenir lieu de paraphernal; ainsi jugé par Arrêt du 21 Juillet 1713. Autre Arrêt du 27 des mêmes mois & an , au rapport de M. le Bas du Coudray; on avoit

ainsi jugé le 13 Avril 1693.

Non-seulement la femme ne peut exercer raphernal in- conjointement fon paraphernal & ses remports, mais elle ne peut faire concourir le paraphernal & le legs que son mari lui auroit fait par testament. Arret du 18 Mars 1655.

La femme peut demander son paraphernal, Paraphernal eft du , foit foit que son contrat de mariage ait été paffé que le contrat devant notaires, ou qu'il soit sons signature

privée.

La femme, pour être en état d'exercer renoncer pour les paraphernaux suivant l'arricle 394 , aveir son pa- doit renoncer à la succession de son mari ; mais ce paraphernal n'est pas sculement acquis à la femme par la mort civile ou na-Il est ac- turelle du mari ; la femme peut encore le quis par la sé- demander, en cas de séparation civile, d'où paration civi- il s'induit que la femme séparée peut s'oppofer à ce que les meubles qu'elle a stipulés pour son remport ne soient pas vendus par les créanciers ; elle peut aussi le faire adjuger

Legs & pacompatibles.

foit reconnu ou non, Femme doit

raphernal.

Or en quoi confiste ce paraphernal de la femme ? Il confiste dans les meubles ser- confiste le pavant à l'usage de la femme, comme sont liu, robes, linges & autres de pareille nawe, dont le Juge doit faire une honnête distribution à la veuve, en présence des hénicers & créanciers du mari. De ceci il faut conclure que les grains, bestiaux & instrumens aratoires de la campagne ne sont pas compris dans les paraphernaux.

Basnage rapporte plusieurs Arrêts qui ju- Si le paragent que la demande en paraphernal est trans phernal missible aux héritiers de la femme, & on a transmissible aux héritiers. même admis le frere de la femme décédée, à renoncer pour sa sœur après son décès &

à demander son paraphernal.

En

'n.

ARTICLE CCCXCVI.

Si le mari, constant le mariage, décharge les héritages à lui apparte-renie par le nans, lors de ses épousailles, ou bien le douaire. à lui échus en ligne directe, constant fon mariage, des rentes hypotheques & foncieres, ou autres charges réelles, la femme a le tiers entier pour son douaire déchargé desdites rentes racquittées, comme s'ils n'eussent Point été chargées lors & avant les épousailles. & ne sont lesdits racquits & décharges réputés conquêts pour y prétendre droit par la femme ou les héritiers.

(Voyez l'article 406).

Acquit

56 TIT. XV. Du douaire de femme.

ciers.

Les rentes ORSQUE le mari configne la dot de ne sont point Li sa femme sur ses biens, qu'il fait le censées étein-tes si elles sont racquit des rentes dont il est redevable & amorties des qu'il stipule que la femme demeure subrogée deniers de la aux droits & hypotheques des créanciers , dot de la femme qui s'est la femme, la femme en pareil cas n'a pas aux créan- de douaire en exemption des rentes rachetees, parce qu'alors les rentes ne sont point éteintes, la subrogation au profit de la femme la rend créanciere en leur lieu & place, en sorte qu'on peut dire que les rentes subfistent à son égard ; c'est la décision de l'Arrêt de Blondel, du 5 Juilles 1662.

Si le douaire Basnage & Pesnelle réclament avec raison ou tiers-con- contre l'Arrêt du 18 Mars 1655, qui a prend exempt des rentes a- en constitue de nouvelles, le douaire de la morties, lors- femme qui a renoncé est exempt des rentes que le mari ou rachetées, sans contribuer aux nouvelles le pere s'est rentes : en effet, cet Arrêt donne une préro-constitué en gative à la femme, contraire à l'intention de la Coutume ; car il est bien vrai de dire qu'un mari qui constitue une rente pour en amortir une autre, ne se libere point, surtout en cette Province, où les constitutions qui affectent les propres sont sujettes à remploi; austi Basnage rapporte un Arret posstérieur du 4 Mai 1682, par lequel un fils qui demandoit son tiers - coutumier exempt des rentes amorties par son pere, en fut débouté, sur le motif que le pere avoit vendu de son bien pour faire ces amortissemens, cependant les contrats de vente ne renfermoient pas de destination d'emploi pour amortir, & dans les actes d'amortifsement il n'étoit point fait mention que

TIT. XV. Du douaire de femme. 57 les deniers fussent provenus de la vente des imneubles.

Si un mari décharge les héritages de sa Marine pent femme de rentes & qu'il se constitue, en hypothéquer son bien pour autres rentes, les ensans ne peuvent pren amortir les die leur tiers-coutumier sur les successions rentes de fa de leurs pere & mere, sans contribuer aux femme rentes auxquelles le pere s'est obligé pour qu'il en ait rale tacquit; car autrement ce seroit un moyen à un mari d'avantager indirectement fa femme, s'il avoit la liberté d'hypothéquer ses immeubles pour libérer ceux de sa

femme. Afrêt du 19 Mars 1683.

Mais quand le mari, sans aliener ni hypothéquer ses propres, affranchit des rentes a récompense passibles de sa femme, il ne peut pas indissé-remment & dans tous les cas, poursuivre sur biens de sa les biens la récompense des capitaux. Si par femme. son contrat de mariage il a stipulé le recours en évenement des tachats, si dans les actes: d'amortissement il a fait insérer une subrogation aux droits des créanciers, on ne peut pas lui contester la récompense, quoiqu'illoit dur, en cette derniere espece, de voirna mari acquérir pendant le mariage, contte la femme, une subrogation pour le débours de deniers qui sont le fruit de l'économie de l'un & de l'autre; mais lorsquele mari a remboursé fans aucune clause précautionnelle, ni réserve de recours, ses héritiers ne sont pas recevables à inquiétezla femme après la dissolution du mariage,

Si le mari

58 TIT. XV. Du douaire de femme.

ARTICLE CCCXCVII.

Si le mari a vendu de son propre vend de fon pour faire ledit racquit, la femme quiner ses ren- prenant douaire sur les héritages détes, la femme chargés, ne pourra prétendre douaire n'a douaire fur ledit héritage vendu.

(Voyez les articles 408 & 498).

C 1 la femme avoit douaire sur les héritages déchargés & fur l'héritage vendu . elle auroit une double cause lucrative.

ARTICLE CCCXCVIII.

La femme La femme ne peut avoir douaire n'a donaire fur ne conquêts fur les biens donnés à fon faires à fon mari. mari.

(Voyez l'article 380).

Diffinations à ce fujet.

C ex article souffre bien des distinctions. bil qu'elle fait à son mari, suivant l'art. 71 du Réglement de 1666, que j'ai rapporté fous l'art. 380.

2º. Elle a douaire sur les donations faires au contrat de mariage par des Etrangers, ces donations étant antérieures à la célébra-

tion du mariage.

3º. Elle a douaire fur les donations faites

au mari en ligne directe, art. 180.

4º. Bérault rapporte un ancien Arrêt de 11 Janvier 1592, le Parlement feant à Caen.

TIT. XV. Du douaire de femme. 59 rendu au rapport de M. de Bonissent, par lequel il auroit été adjugé a la femme drois de conquêts sur une maison donnée à son mari pour récompense de 25 ans de services. Basnage, qui f it mention de cet Arrêt, dit qu'il ne faut pas, pour augmenter les droits des femmes, s'arrêter à ces termes généraux pour récompense de services insérés dans les actes de donation; mais si la femme faisoit preuve de services effectifs, & appréciables en deniers, de maniere que le donataire eue une action contre le donareur, il ne seroit pas contraire au texte de la Coutume d'accorder à la femme une part dans les choses données.

ARTICLE CCCXCIX.

La propriété du tiers de l'immeuble, destiné par la Coutume pour le
douaire de la semme, est acquis aux
ensans du jour des épousailles, & ce
pour les contrats de mariage qui se
passeront par ci-après; & néanmoins
la jouissance en demeure au mari,
sa vie durant, sans toutessois qu'il
le puisse vendre, engager ni hypothéquer; comme en pareil cas les enfans ne pourront vendre, hypothéquer ou disposer dudit tiers, avant
la mort du pere, & qu'ils aient tous
renoncé à la succession.

RTICLE 85 du Réglement de 1666. Tiers-cou Le contrat par lequel les enfans du vivant mier inalién de leur pere, ou autre ascendant ont vendu du pete, 1 ou hypothéqué le tiers à eux destiné par la cours de Pa C vi 60 TIT. XV. Du donaire de femme.

quéreur d'ice- Coutume, est exécutoire sur les autres biens. loi sur les au- présens & à venir, & non sur leuit uers, (en tres biens des quelque main qu'il puisse passer, même de enfans. l'héritier du fils ,) ni sur leur personne.

Suivant les Arrêts des Parlemens de Paris & de Rouen, les enfans ont le droit de ré-

Tiers-coutu- clamer dans le Comté d'Eu le tiers-coutumier a lieu au mier , parce qu'on n'y a pas dérogé à cet Comté d'Eu. égard à la Coutume de Normandie. Arrêts de Paris du 9 Mai 1676, & de Rouen du 31 Août 168 ..

Ce tiers-coutumier peut être réclamé par Cetiers-coutumier ne peut les enfans ou petits-enfans légitimes, pourêtre exige que vu qu'ils n'aient pas été déshérités pour de pir les enfans, justes motifs. Un des enfans venant à décécollateraux nonciation.

Diffin lion.

fible aus freres der après le pere , ses freres & sœurs héri-& fœurs, ma s tent de sa part au tiers qui leur est trans-il ne l'est aux mis , & qui forme un accroissement au autresheritiers mis , & qui forme un accroissement au bénéfice des autres enfans. Arrêt du 15 Déqu'après la re- cembre 1670; autre du 9 Août 1658, rapporté par Basnage sous cet article, pourvu néanmoins que l'enfant décédé n'ait pas accepté la succession, car alors la part qui lui scroit revenue au tiers-coutumier, s'il eur renoncé, n'accroît pas à ses freres & sœurs qui ont renoncé de leur chef; elle revient à la masse de la succession au profit des créanciers, & les freres & fœurs furvivans n'ont que leur part contingente au tiers. Cette maxime est consacrée par l'art. 89 du Réglement de 1666 : mais si l'enfant est décédé sans avoir renoncé ni accepté la succesfion, on le confidere comme s'il n'eur point existé, & sa part accroît à ses freres & sœurs. Arrêt du 13 Décembre 1670, rapporté par Bafnage , fous l'art. 410.

Quant aux héritiers collatéraux, autre que Quand le rers revient les freres & fœurs, le tiers-coutumier ne leur béritiers est pas transmissible, si l'enfant décede avant coll-

TIT. XV. Du douaire de femme. 61 que d'avoir renoncé ; mais s'il renonce à la feccession avant qu'il décede, & forme sa demande en tiers : coutumier, ses héritiers collatéraux penyent en demander la déliwrance.

Le tiers coutumier des enfans est le tiers des immeubles que leur pere possédoir lors mier est du des épousailles. On renferme sous le terme meubles que le d'immeubles, non feulement les fonds de terre, pere possedoit mais les rentes foncieres, les rentes confilors des époutituées, & même les offices. Poyez l'art. 76 du failles; com-ment s'exerce Réglement de 1666, & l'art. 379 de la Cou-fur la fuccestume. Le tiers-coutumier a hypotheque du fion de l'aïcula. jour du contrat de mariage reconnu, & au défaut du jour des épousailles, même pour les enfans nés avant le mariage légitimement celebré. Arrêt du 16 Juillet 1686. Par cet Arrêt on donna, au préjudice des créanciers da pere, hypotheque au tiers-coutumier de Fannée 1654, quoique le mariage n'eut été célébré, fuivant les formes civiles & canoniques, que le 17 d'Avril 1665. Trait. des hyp. de Balnage , page 245. Edition de 1702. Comment s'exerce-t-il sur la succession de Païcul ? Comme le douaire. Voyez ce que j'ai dit art. 369.

Le tiers coutumier des enfans pent être Cas où le plus fort que le douaire de la femme. Lorf- viers - coutuqu'il y a des enfans de divers lits, ils ont fort que le le choix de prendre leur tiers sur le bien douaire. que possédoit leur pere, lors des premieres on secondes noces, dans le cas de l'arr. 86 du Réglement de 1666. Or fi le pere a diffipé de son bien depuis son premier mariage, & qu'il fe trouve que lors du fecond il en air moins qu'an temps du premier, la seconde femme qui n'a le droit d'avoir en douaire que le tiers du bien dont elle a trouvé son mari sais lors de leurs épousailles, n'aura pas tant en douaire

62 TIT. XV. Du douaire de femme. que les enfans pour leur tiers-coutumier, 6 les enfans prennent leur tiers, eu égard au bien du pere à l'époque du premier mariage.

Cas où le mier.

٢.

De même si le pere étoit moins riche au douai e est temps de son premier mariage qu'au temps le tiers-couru. du second, & qu'il n'y eut des enfans que du premier lit, la seconde semme auroit un douaire plus fort que les enfans; parce que les enfans n'ayant l'option de prendre leur tiers-coutumier, au temps du premier ou second mariage, que dans le cas où il y a des enfans des deux lits vivans lors du décès du pere, ils sont restreints au tiers du bien de leur pere, lors de ses premieres noces, & son bien étant moindre qu'au temps des secondes noces, la seconde femme aura un tiers en douaire plus fort que le tiers-coutumier des enfans.

ciers.

Letiers-cou- Quoique la Coutume destine la propriété tumier ne se du tiers aux enfans, néanmoins comme les prend point en Fiefs sont indivisibles, lorsque le Fief est Fief décrété décrété, les enfans ne peuvent obtenir dépar les crean- livrance de leur tiers sur le Fief en essence; ils en ont seulement le tiers sur le prix du décret, ou le tiers suivant l'estimation qui en est faite par experts. Cette maxime est fondée sur quat e Arrêts rapportés par Basnage, des 30 Mars 1625, 19 Mai 1648, 14 Juin 1671 & 24 Mars 1671; on remar-

Estimation que que l'estimation du Fief se fait au dedu viers du nier vingt-cinq, mais ce tiers-coutumier se Fief se paie en paie en exemption de treizieme & frais du & décret, dont les enfans ne sont point pretreizieme frais de décret. nables, suivant qu'il a été jugé par l'Arrêt

de Carvoisin, du 9 Août 16/5. Tiers-coutu-

Si le pere avoit vendu son bien pour en mier se prend acherer d'autre, ou l'eût échangé, les enfur les fonds cans prendroient leur tiers sur le bien qui est

TIT. XV. D'u douaire de femme. 63 dans la succession, sans être en droit de la rente du bien réclamer le bien que leur pere possédoit lors siet par de leur mariage; bien plus, si le pere sief- sufficiente. foit tout son bien, & qu'il ne laissat que des rentes de fieffe, les enfans seroient obligés de prendre leur sins sur les rentes foncieres, sans néanmoins qu'il fût en la liberté du Fieffataire, de donner le tiers en argent, au lieu de la rente. Atrêt du 15 Juin 1666; mais si la rente de fieffe n'est pas proportionnée à la valeur du fonds, le Fieffataire ne peut suppléer en argent; il faut qu'il donne du fonds. Voyez Basnage, art. 403.

. Si le pere a augmenté le fonds par des Tiers-course améliorations, les enfans en profitent sur mier augmenleur tiers coutumier, les créanciers n'étant pas te par les amé-recevables à faire dédudion des gugman liorations du recevables à faire déduction des augmen- pere. tations & améliorations. Arrêt du 10 Janvier 1652. Basnage rapporte deux Arrêts qui ont Jugé qu'on doit tenir compte à la femme pour son douaire & aux enfans pour leur compte tiers, des bois vendus par le pere, & que bois vendus ces bois entrent dans l'estimation du tiers- par le pere au coutumier. Ces deux Arrêts étoient rendus douaire contre les créanciers; mais aussi le même Au. tiers - coututeur rapporte un Arrêt qui juge que le bois mier. consumé pour l'usage du pere, ne doit point être compris dans l'estimation.

Les enfans qui réclament leur tiers-cou- Si le tiers coutumier, doivent contribuer aux dettes; mais tumier contricomme il y a des dettes mobiliaires & des buc aux dettes dettes immobiliaires, il faut distinguer celles auxquelles les enfans sont assujettis à raison du tiers.

1º. Un enfant qui renonce n'est point te- Cas où il 🙎 nu des derres mobiliaires, du nombre des-contribue, quelles sont les arrérages des rentes, même eeux échus avant le mariage du pere, qui

64 TIT. XV. Du douaire de femme. se prennent sur les deux autres tiers de bien. Si cependant les créanciers ne pouvoient être payés sur les deux tiers restans, tant des arrérages anciens que des dettes mobiliaires antérieures au mariage. du pere, le tiers coutumisten seroit prenable; mais il n'en est pas de même des arrérages des rentes & dettes mobiliaires postérieures au mariage du pere, le tierscoutumier est exempt d'y contribuer, soit qu'elles puissent être payées sur le restant du bien ou non. Arrêt du 11 Mars 1664. Voyez l'Arrêt de 1655, que j'ai rapporté. sous l'art. 396, au sujet des rentes acquittées par le pere , qui en a créé d'autres depuis, pour scavoir hale tiers-coutumier y contribue.

Cas où les du pere.

Comme la Coutume ne conserve la jouise. enfans & la sance du tiers-coutumier au pere qu'en sa: femme peu- faite du tiers-toutuniter au pere qu'en les vent demander faveur, s'il étoit décrété en ses biens, ou le douaire ou qu'il en fit abandon & cession à ses créan-. le tiers-coutu- ciers, pour lors les enfans sont reçus à demier du vivant mander, du vivant même de leur pere, la: délivrance de leur tiers-coutumier, tout de même que la femme peut aussi deman-. der la délivrance de son douaire. Arrêt des 10 Avril 1631, & 11 Février 1667. Arrêt des nommés de la Rue, du 23 Août La demande en tiers - coutumier & de

1666.

douaire, a aussi ouverture par la mort civile du mari ou par sa profession en Reli-Les enfans gion , par la séparation de biens ; &

jouissent du c'est en conséquence qu'on a jugé que lorsdouaire adju- que la mere a obtenu son douaire & vient gé à leur mere à décéder, que ce douaire revient aux encès au preju- fans pour leur tiers-coutumier au préjudice dice du pere du pere & de ses créanciers. Bérault. les.

Le pere peut renoncer à la jouissance du créanciers.

TIT. XV. Du douaire de femme. 65 tiers-coutumier en faveur de ses enfans, comme il a été jugé par l'Arrêt du 18 Mai

Il fut rendu Arrêt le premier Février 1724, au profit de Jean-Baptiste d'Orville, contre particuliere sur le sieur de la Musse, Procureur du Roi une rente remà Evreux, par lequel il fut jugé que le sieur de débiteur , & la Musse, qui avoit racquitté à d'Orville pere sur une cessionune partie de 600 liv. de rente en billet de des droits d'un bauque, qui étoit tout le bien dudit d'Or- pere à ses enville pere, demeuroit subsidiairement garant du tiers-coutumier & de la dot de la mere dudit d'Orville fils, en cas d'insolvabilité dudit d'Orville pere.

D'Orville pere possédoit cette rente lors de son mariage avec Marthe de Langle, l'Arrêt mit les Parties hors de Cour sur l'appel que de la Musse avoit interjetté de la Sentence qui l'avoit ainsi jugé, dépens compensés, & l'Arrêt porte sans tirer à confequence. Il fut rendu fur des faits particuliers, entr'autres le remboursement en billet de banque. Il seroit bien dangereux de vouloir faire une application d'un sem-

blable Arrêt.

En conséquence de cet Arrêt, d'Orville fils, & Marie Jeanne d'Orville sa sœur, ayant agi contre leur pere pour l'obliger a leur payer 300 liv. de provision alimentaite, & le pere sur cette poursuite, après leur avoir répondu qu'il n'avoit pas de quoi vivre, loin de sarisfaire à leur demande, leur abandonna & céda le droit d'usufruit qui lui appartenoit sur la dot de leur mere & sur le tierscontumier, d'Orville fils somma la Musse de lui indiquer des biens appartenans à d'Orville pere, pour par lui se faire payer de la dot & du tiers-coutumier, faute de quoi il seroit tenu personnellement de les lui

Question

66 TIT. XV. Du douaire de femme.

payer. Le sieur de la Musse s'en étant défendu, Sentence intervint le 2 Juillet 1725,

au Bailliage d'Evreux, qui jugea l'action
de d'Orville sils prématurée; en conséquence,
le sieur de la Musse en sut déchargé quant

à présent avec frais curiaux.

Sur l'appel de d'Orville, le Métayer le jeune, Avocat, soutenoit que le pere avoit pu céder son usufruit à son fils, tant du tiers-coutumier que de la dot, & s'aidoit des Arrêts rapportés par Basnage sous cet-

article.

Billouet répondoit pour le fieur de la Musse, que d'Orville pere n'avoit pu constolider un usufruit à une propriété qui n'étoit pas acquise à d'Orville sils; que les ensans ne pouvoient demander leut tiers-contumier qu'après le décès de leun pere, & après avoir renoncé à la succession; & que jusques-là n'étant pas propriétaire du sonds du tiers-coutumier, l'usufruite

valoir pu être consolidé, que pour équivaloir à la mort naturelle, il ne se rencontroit ni la mort civile, ni de décret des biens de d'Orville, ni rien qui donnât ouverturs à la demande en tiers-coutumier; que ce n'étoit que dans ces cas que la consolidation se devoit faire.

En second lieu, il sourenoit que quand il y auroit eu ouverture à la demande en tiers-coutumier de la part du sils, le pere n'auroit pu en faire la cession à son sils non plus que de la dot de la mere au préjudice du sieur de la Musse; parce que le sieur de la Musse n'en étoit garant que subsidiairement, & que le sieur d'Orville pere en étoit le débiteur principal, puisqu'il avoit reçu le sonds de la partie de 600 liv. de rente a affectée au tiers-coutumier. & à la.

TIT. XV. Du douaire de femme. 67

dot, qu'il n'avoit pas pu par une cession frauduleuse faire naître une action sur lui- ceder son usumême, pour la faire retomber sur le sieur de fruit quand il

la Musse, qui aux termes de l'Arrêt n'étoit la dot. que garant subsidiaire de l'un & de l'autre, comme il avoit été jugé par deux Arrêts rappontés par Basnage sous cet arricle. Par Arrêt rendu à tour de petit rôle, le Mardi 28 Mai 1716, la Cour mit l'appellation au néant

avec dépens.

En effet, par les Arrêts rapportés par Balnage, un pere ne peut remettre l'usufruit du tiers-courumier, lorsqu'il se trouve lui-même caution solidaire, soit par la vente qu'il auroit fait à un tiers de son usufruit, ou parce qu'il est lui-même l'objet de la demande de

la dot pour l'avoir reçue ou aliénée. Mais lorsque le pere est décrété en ses On accorde

biens, & que le tiers-coutumier est adjugé une pension au aux enfans de son vivant, on oblige les pere indigent enfans à fournir sur ce tiers une pension tumier. honnête au pere. Arrêt du mois de Mars 1641, œue pension s'adjuge selon la valeur des biens & la qualité des parties. Arrêt du 18 Féwier 1660, & si le tiers étoit si modique qu'il ne put suffire à la subsistance du pere & des enfans, on prend le pere en con- pere peut jouir sidération, sur-tout s'il est vieil & incapable de la totalité de gagner sa vie, & sur ces motifs on ad-dutiers-coutujugea la jouissance du tiers coutumier, qui ne

se montoit qu'à 60 liv. de revenu à un pere au préjudice de ses enfans, par Arrêt du 19 Octobre 1660.

Si une fois on a adjugé une pension au pere sur le tiers-coutumier, ses créanciers ne ne peuvent résont pas recevables à la faire réduire, sous duire cette pension du perférence qu'elle est trop forte, parce que si re à leur benérette pension étoit sujette à réduction, ce seroit sice. au bénéfice des enfans. Arrêt du 8 Juillet 1645.

Pere ne peut

Créanciers

68 Tir. XV. Du douaire de femme.

Silesenfans vent aliéner le tiers du vivant du pere.

C'est une maxime résultante de cet au & le pere peu- cle & de l'arricle 85 du Réglement de 166 e que le pere ne peut vendre le tiers-co tumier de ses enfans, & que les contrats vente qu'en feroient les enfans du vivant leur pere sont nuls, & n'ont point d'exécu tion sur le tiers; & en conséquence, ce ties n'est pas sujet à confiscation du vivant du pere mais on a jugé qu'il pouvoit être décrét pour les intérêts & dépens résultans d'un crime commis par les enfans & le pere Arrêt du 8 Mai 1662.

Un fils peut

On lit dans nos livres une multitude d'Ats'obliger pour tets qui ont déclaré nuls les cautionnemen de l'esclavage, des enfans pour leur pere ; quoiqu'ils fussen majeurs, on a toujours jugé que ce caution nement solidaire du fils en faveur du pere ne pouvoit s'exercer sur le tiers-coutumier quand même ce cautionnement seroit pa corps; mais le fils soit mineur ou majeur peu s'obliger pour retirer fon pere de l'esclavage c'est un acte de piété filiale; d'ailleurs l'O donnance de la Marine de 1681, autoril les mineurs à s'obliger, de l'avis de leur parens pour la rançon de leur pere; mais dan la rigueur ils ne peuvent y engager leur tiers coutumier.

Fils majeur fon pere,

fournir le tiers aux enfans.

On a jugé la vente de l'héritage affect ne peut vendre au tiers-coutumier, faite par le pere & le fi le tiers contu-majeur nulle, & sans y avoir égard, on ad mier conjoin-jugea le tiers au sils, par Arrêt du 29 Aoû tement avec jugea le tiers au sils, par Arrêt du 29 Aoû 1634.

Caurion du Quoique suivant l'article \$72 de la Cou donaire n'est tume, celui qui cautionne le douaire doive l obligée de fournir à la femme après le décès du mari le cautionnement ne s'étend pas au tiers-coutu mier des enfans, la caution étant déchargé par la mort de la mere : ainsi jugé par Arre du 6 Juillet 1671.

TIT. XV. Du douaire de femme. 69 L'action des enfans pour demander leur tiers-coutumier, ne se prescrit point pendant le tiers ne se

la vie du pere.

Le 25 Juin 1 728, il a été rendu Arrêt en pere. la deuxieme Chambre des Enquêtes, au rap- Cas où les port de M. Guener de S. Just, qui con-fournissent le firme une Sentence rendue aux Requêtes tiers - contudu Palais, le 13 Mars 1725, entre le sieur mier à l'hypo-Bocquier, Curé de S. Gervais, & les hé- theque des detriners de feu Robert le Marinier, acquereur tes par eux acquereur quittées, & des biens d'Elisabeth Thillaye, & le sieur non à l'ypothe-Suard, demandeur en tiers-coutumier, sur que de leurs la succession de la Thillaye, par laquelle contrats. il avoit été dit, qu'en cas d'insuffisance du non-aliéné pour remplir ledit riers-coutumier, on suivroit entre les acquéreurs l'hypotheque des rentes passives du pere rembourfées du prix des acquisitions, sur la préférence desquelles les parties instruiroient; l'Arrêt en confirmant la Sentence ajoute . fauf à Bocquier à prendre la voie hypothécaire, s'il y échoit; il avoit obéi de fournir le tiers-coutamier, & de rembourser Marinier des rentes par lui rachetées, en lui cédant les rentes qu'il devoit à la succession paternelle, il n'est pas juste d'obliger le dernier acquéreur, qui a payé des dettes antérieures au tiers-coutumier, de recourir à la faisse réelle, on doit lui céder des fonds par eltimation. Balnage.

Arrêt de Reglement du Parlement, du 4 Mars 1733, qui juge que les enfans mierdes petits qui ont renoncé à la succession de leur fils qui renonpere décédé avant leur aïeul, & à celle de cession de leur leur aïeul ou aïeule, peuvent demander le pere & de leur tiers-coutumier que leur pere auroit pu pren- aïeul se prend dre sur la succession de cette aïeul ou aïeule, du contrat de s'il ne les eût pas prédécédés, à l'hypotheque mariage du contrat de mariage desdits aïcul ou aïcule ; l'aïcul ou aïcu-

Action pour prescrit pendant la vie du

Tiers-cours-

de ses enfans, niers à constitution l'objet du tiers-ce les créanciers du pe de se présenter au cessence, sans être en est chargé par la Le douaire.

Le décret Le douaire ni le ne purge ni le fans n'est point pur douaire ni le fans n'est point pur même la veuve & mier.

Marcêt du 22 Août 16

ge fous l'article 578.

ARTICL

Enfans de S'il y a enfans de divers lits ensemble n'auront tiers à leur fant à leur option des premieres a lors des premieres autres noces noces, & sans que le deuxiemes ou lors des premieres, autres noces noces, & sans que le douaire de la fecon tre femme

TIT. XV. Du douaire de femme. 71

Premieres noces, encore qu'il n'en reste aucuns avant le décès enfans, pourvu qu'ils soient nés avant la mort des enfans du des enfans des précédentes noces. D'où il s'en- premier lit. suit que s'il n'étoit sorti aucuns enfans du premier lit, ceux du second n'auroient pas cette option. Art. 87 du Réglement. La seconde femme ne peut avoir douaire que sur femme n'a douaire que sur femme n'a douaire que sur les biens dont elle a grouvé son mari sais lors les biens du de leur mariage, ou qui lui sont depuis échus mari lors des en ligne directe.

On a jugé par Arrêt du 10 Mars 1673, qu'une fille qui n'étoit née que trois semaines mariage, fille après le décès de l'enfant du premier lit, née trois se-maines après le auroir son tiers-courumier du jour des pre-décès du fils du mieres noces, suivant la regle conceptus pro premier litale nato habetur.

Deuxieme époufailles.

Le seur Sassey avoit des enfans d'un pre-mier lit; il épousa en secondes noces la Casou la senommé Portepain, immédiatement après ses conde femme biens furent saisis, les deniers emportés par se trouve priles créanciers antérieurs au mariage, à la vée du douarre, quoique les enréserve de 20000 liv. adjugées pour le tiers- fans atent seur coutumier des enfans du premier & se- tiers - coutum cond lit; la seconde femme voulut pré-mier. tendre douaire sur la partie du tiers coutumier, ou plutôt une pension alimentaire: mais comme les créanciers antérieurs absorboient tout le bien que le mari possédoit lors de ses secondes noces, la seconde femme fut privée de douaire & pension sur les 20000 livres qui n'avoient été accordées aux enfans qu'eu égard aux premieres noces, comme préférables en hypothèque aux créanciers du pere. Arrêt du 4 Juillet 1684.

tiers du jour

Mais la seconde, troisseme ou autre femme a t-elle douaire sur les biens dont son de femme a mari a fait avancement à ses enfans avant biens avances que de se remarier ? L'a-t-elle dans le par le pere cas où le pere a fait une simple promesse avant son se-

Si la secon-

72 TIT. XV. Du donaire de femme. cond mariage, de leur garder la succession lorsque ce ou far ceux promesse est faite avant le second, tu qu'il a promis sieme ou autre mariage? Ces deux que garder à les en. tions sont traitées sous l'article 244.

fans.

ARTICLE CCCCI.

Les enfans çant.

faits.

Et ne pourront les enfans accepte n'ont leur tiers ledit tiers, fi tous ensemble ne renor qu'en renon- cent à la succession paternelle, & ra Doiventrap- portent toutes donations & autre porter les avan-tages à eux avantages qu'ils pourroient avoir de lu

(Voyez l'article 434).

pere.

nant à la suc- A Les petits enfans qui ont renoncé à RTICLE 88 du Réglement de 166 cession de leur succession de leur aveule ou autre ascendant aveul, & re- succession de leur aveule ou autre ascendant nonçantà celle doivent rapporter ce qu'il a donné à la de leur pere , pere , ou payé pour lui , pourvu que rapportent ce objets donnés se trouvent existans; car c que l'aïeul a avancé à leur une maxime confirmée par les Arrêts portés par Balhage , que les enfans ne fe point le rapport des meubles qui leur été donnés, & que cet avancement ne minue le tiers - coutumier des enfans . Cas où les dans le cas où il auroit verti à leur ! avantages de néfice & augmenté leur fortune ; s' meubles & ar-gent nesontsu- ont dissipé les meubles , & qu'ils nes iets à rapport, soient pas devenus plus riches, ils ne so pas tenus de les imputer sur leur tier coutumier, on ne doit pas, contre l'il tention de la Courume, admettre un voie indirecte par laquelle les enfans pou rojent diminuer le tiers, le vendre ou dil per du vivant de leur pere, contre la d position de l'article 85 du Réglement 1666.

TIT. XV. Du douaire de femme. 73

La femme qui demande le tiers-coutumier fur la succession de son pere, doit rapporter bil est-il sujet le don mobil sait à son mari, parce que tout ou partie cessant le don mobil, elle auroit peut-être lors de la detrouvé un parti moins avantageux; mais mande du tiers. doit elle rapporter le don mobil en intégrité ? coutumier ! Balnage dit que si la question s'offroit avec le mari, ou avec ses enfans héritiers de leur pere, ou la femme héritiere de son mari, il faudroit rapporter le tout, d'autant que le mari a profité de tout, mais que si la femme avoit renoncé à la succession du mari, elle ne seroit obligée de rapporter que jusqu'à la concurrence du tiers du tiers du coutumier.

Si tous ensemble ne renoncent , &c. Il ne Il n'eft pas faut pas par ces mots , croire qu'il est néces. nécessaire que faire que tous les enfans doivent renoncer tous les enfans pour que la demande en tiers-coutumier ait pour avoir le lieu, & que dans le cas où l'un d'eux accep- tiers; ceux qui teroit, les autres seroient exclus de demander renoncent, T. ce tiers ; l'intention de la Coutume , est qu'au- leur part. cun des enfans ne peut avoir son tiers qu'en renonçant, de sorte que si l'un accepte la succession, l'autre peut renoncer & demander sa part au tiers, qui sera telle que si les enfans avoient tous renoncé; c'est la décision de l'art. 89 du Réglement de 1666, qui porte que : Les enfans n'auront pas le tiers entier, si tous n'ont renoncé; mais celui qui aura renoncé, aura la part audit tiers qu'il auroit eue si tous avoient renonnée.

Si un des enfans vient à mourir avant qu'il ait renoncé ou demandé le tiers-coutumier, part d'un ensa part revient à ses freres & sœurs comme je puis le pereac-

l'ai remarqué sous l'article 399.

Titius laisse un fils & une fille; le fils re- tres renonce & demande fon tiers - coutumier, cans. la fille accepte la succession du pere, & elle non mariées décede sans avoir été mariée; les créanciers du n'ont que l'u-

Le don mo-

demandent

Cas où la croft aux au-

Tome II.

74 TIT. XV. Du douaire de femme. fufruit de leur pere demandent au frere, fur le tiers, part au tiers distraction de la légitime de la sœur, co qui accroît aux me y étant restée en masse ; le frere répo mort des filles, que la sœur a confondu ses droits de le time dans la succession paternelle, qu'en to cas elle n'a jamais eu sur le tiers qu' ulufruit éteint par la mort. Arrêt du 26 Ji 1636.

ARTICLE CCCCIL

tiers - coutu-

Comment le Les enfans partageront ledit tie le selon la Coutume des lieux où héritages sont assis, à laquelle n'e en rien dérogé pour le regard d partages, & fans préjudicier au dro des ainés, & n'y pourront avoir filles que mariage avenant.

> (Voyez l'article 346 & l'article 67 Réglement de 1666, que j'ai rappor fous l'article 341).

(Voyez auffi les articles 238 & 23 de la Coutume).

ET article est contraire à l'article 250 la Coutume de Paris, qui admet ent les enfans un partage égal du douaire.

Le pere ne peut réserver sa fille à parta fur le tiers - coutumier. Arrêt du 24 Ma 1718.

ARTICLE CCCCIII.

Siletiers ne Et où le pere auroit fait telle alie

TIT. XV. Du douaire de femme. 75 nation de ses biens que ledit tiers ne se se trouve en espourroit prendre en essence, ses enfans ser les der-pourront révoquer les dernieres alié-reurs doivent nations, jusqu'à la concurrence dudit le fournir en tiers, si mieux les acquéreurs ne veu- argent, sur l'eslent payer l'estimation du fonds dudit timation au detiers en roture au denier vingt, & en niervingtpour Fief noble au denier vingt-cinq, la-cinqpourFief. quelle estimation sera partagée également entre lesdits enfans.

'ESTIMATION du fonds du tiers-coutu-→ mier en roture se fait au denier vingt, & en Fief noble au denier ving: cinq.

Article 90 du Réglement de 1666. L'estimation que l'acquereur peut payer, au lieu mation se fait du tiers en effence , sera faite eu égard au eu égard au detemps du décès du pere; & au cas que l'acquéreur en ait tenu Procès, il sera au choix des enfans de prendre ladite estimation eu égard an temps dudit décès, ou de la condamnation an'ils auront obtenu.

Lorsqu'il s'agit d'estimer le tiers-coutu- Dans l'esti--mier , on ne prend pas pour regle le simple mation du tiers revenu, on suit la valeur intrinseque, dans on prend la laquelle entrent les hauts-bois & les bâti-seque, & le

En cas de décret l'adjudicataire n'a pas le même avantage que l'acquéreur; il doit fournir le tiers en essence si les enfans le pequierent.

Basnage rapporte un Arrêt qui a jugé -qu'entre deux acquereurs, quoique le der. thequeentre les mier eût fait contrôler son contrat, il ne pouvoit forcer le premier, dont le contrat n'époit pas contrôlé, à fournir le tiers-coutumier, par cette raison que le contrôle n'avoit -pa acquérir d'hypotheque sur des biens qui

De l'hypo-

76 TIT. XV. Du douaire de femme n'étoient plus aux mains du vendeur lo la vente faite au dernier acquéreur. Cet est du 18 Janvier 1654; il en seroir : ment si le dernier acquéreur avoit payé le prix de son acquet des dettes du ve antérieures au tiers-contumier, car pou le dernier acquéreur seroit préféré au mier jusqu'à la concurrence des anci dettes acquittées.

Deux acqué- Par Arrêt du 26 Mai 1702, il a été d'une entre deux acquéreurs d'une même re même tente; que celui qui a fignifié le premier son trat au débiteur, est préférable à l'autre core que celui-ci fut le premier acque

ARTICLE CCCCIV

Pareillement la propriété du biens apparte- des biens que la femme, a lors du nans à la fem-me acquis aux riage, ou qui lui écheront, con le mariage, ou lui appartiend à droit de conquêts, appartiendra enfans, aux mêmes charges & co tions que le tiers du mari,

(Voyez l'article 329.)

Les enfans plus étendu fur

Trarticle donne aux enfans un grand droit fur la succession de les biens de mere que sur celle du pere : en effet leur mere que n'accorde que le tiers des biens aux e fur ceux du fur la succession du pere, eu égard à que le pere possédoit lors de son mariage qui lui sont échus en ligne directe; ma elle accorde le tiers aux enfans, non lement sur les biens que leur mere doit lors de son mariage, mais sur

TIT. XV. Du douaire de femme. 77 qui lui sont échus, constant le mariage à titre de conquêts, aussi par Arrêt du 23 Mars 1679, on a accordé le tiers-coutumier aux enfans sur la moitié des conquets appartenante à leur mere.



ARTICLE CCCCV.

La femme convolant en secondes ce que la noces, ne peut donner de ses biens semme peut à son mari, en plus avant que ce second mari. qui en peut échoir à celui de ses entans qui en aura le moins.

RTICLE 91 du Réglement de 1666. Pour réduire A la donation faite par la femme à son la donation second mari, doit être réduite, eu égard au me mari on a nombre d'enfans qui la survivent, & non de égard au nom-Ceft encore une maxime que la donation que la fenume

faite au mari se regle sur le nombre des cès. enfans, foit males ou filles, & non selon On compte leurs portions. Arrêt du 20 Mars 1638 rap- les males &

porté par Basnage.

Les meubles de la femme qui convole en secondes noces, appartiennent au mari, Si les meuquoiqu'elle ait des enfans du premier lit, bles d'une venfauf la réduction après la mort de la fem- ve qui a des me; mais en attendant les héritiers du mari tiennent en inen demeurent saisis, suivant qu'il a été dé- tégrité au macidé par Arrêt du premier Mars 1718; il est ri. de la prudence au mari de faire faire invenraire des meubles d'une veuve qu'il épouse lorsqu'elle a des enfans, parce que la réduction tombe fur les meubles comme fur les immeubles, suivant un Arrêt rapporté par Godefroi du 4 Avril 1587.

filles fans diftinction.

D iii

78 TIT. XV. Du douaire de femme.

avec les enfans de la femme.

Le mari, après la mort de la femme, n'a mari partage pas le droit de prélever la portion d'un des enfans, & laisser le reste à partager entr'eux ; s'il y a six enfans, le second mari fait sept lots, dont un est pour lui & les autres pour chacun des enfans; c'est la décision de l'Arrêt du 23 Avril 1625 rapporté par Basnage.

Ouelle do- On demande si la femme qui a donné le nation la fem- tiers au premier mari, peut donner quelque me peut faire chose au second; il faut faire disférence, fi la au fecond ma- chole au fecond ; it faut faite di techne ; it forfqu'elle a fille étoit mariée par fes pere & mere qui donné au pre- aient fait un don mobil à leur gendre comme ce n'est pas la fille qui donne, & que cette donation est censée faite par le pere &c la mere, alors la fille n'est pas privée de donner à un second mari le tiers du reste de fon bien; car pour que la femme soit privée de donner au second mari, il faut qu'elle ait personnellement fait don du tiers à son premier mari. Arrêt du 11 Mars 1681. Voyez aussi l'Arrêt du 10 Décembre 1720. que j'ai rapporté article 250.

Pesnelle rapporte un Arrêt sans date, qui juge qu'une femme qui avoit donné à les deux premiers maris tout ce qu'elle pouvoit donner, n'étoit pas privée de donner le tiers du restant à un troisieme mari; mais il ne sçavoit pas que cet Arrêt a été attaqué par Requête civile, entérinée par Arrêt du 21 Juil-

let 1707.

Don mobil La réduction du don mobil excessif doit doit être ré- être demandée dans les dix ans du jour du duit dans les décès de la femme. dix ans.

ARTICLE CCCCVI.

Remploi des Si le mari a reçu, conftant le marentes amor- riage, le racquit des rentes hypotheTit. XV. Du douaire de femme. 79
ques qui lui appartenoient lors des ties pour le
épousailles, la femme aura récomme en a répense de son douaire entier, sur les compense.
autres biens de son mari, jusqu'à la
concurrence de la valeur desdites
rentes, si elles n'ont été remplacées.

(Voyez les articles 379, 396 & 397 de la Coutume, & l'article 76 du Réglement de 1666, rapporté à l'article 379).

Non-seulement la femme en a récom- Idem pour le pense, mais aussi les enfans pour leur tiers - coutu-tiers-coutumier.

Cet article n'a lieu que pour les rentes dues de la femme, au mari; car le débiteur, qui rembourseroit au mari des rentes dues à sa femme, ne mains du muri, seroit pas valablement libéré: cependant Bassalliberent le démage rapporte Arrêt du 2 Mai 1614, qui biteur, juge qu'une semme ayant donné à son mari une rente de 700 livres, en quoi consistoit tout son bien, les débiteurs avoient pu se libérer de cette rente aux mains du mari; quoique la semme eût révoqué la donation comme excessive après la mort de son mari, on jugea que la donation étant faite par une personne capable, la révocation devoit être faite, les choses étant entietes.

ARTICLE CCCCVII.

Si les deniers desdites rentes ont Femme a été remployés en autres rentes & hé-douaire sur fait nitages, elle y aura douaire jusqu'à des deniers dus la concurrence de ce qui avoit été au mari.

80 TIT. XV. Du douaire de femme. racquitté, bien que l'acquisition soit faite depuis les épousailles.

(Voyez l'article 397).

C et article prouve que l'intention perpétuelle de la Coutume est de réduire le douaire de la femme au tiers, sans jamais pouvoir être augmenté; si le mari reçoit les capitaux des rentes qui lui appartiennent & qui sont constituées au denier quatorze ou dix-huir, & qu'il réconstitue ces capitaux au prix du Roi, la femme n'a en douaire que le tiers de ces nouvelles constitutions.

ARTICLE CCCCVIII.

Remploi de Les remplois des deniers provenus la vente des de la vente des propres, ne sont cenpropres n'est sés conquêts, sinon d'autant qu'il en
est accrû au mari, outre ce qu'il en
avoit lors de ses épousailles; comme
aussi les acquisitions faites par le mari
ne sont réputées conquêts, si pendant le mariage il a aliéné de son
propre, jusqu'à ce que ledit propre
soit remplacé.

Pourquoi la femme héritiere de fon mari doit le remploi du propre,

C et article a pour objet de prévenir les avantages indirects que le mari pourroit faire à sa femme en acquérant en bourgage, ou en augmentant la masse mobiliaire du prix de la vente de ses propres. Aussi la femme héritiere de son mari ne peut prendre part aux meubles & conquêts du mari que ses immeubles aliénés ou hypothéqués à l'exception néanmoins de l'engagement qui

Tir. XV. Du douaire de femme. 81 résulte de la confignation de dot, n'aient au-

paravant été remplacés.

On a même étendu plus loin la nécessité du templacement, car on a prétendu assu- passible jettir la femme à remplacer les aliénations an- remploi des térieures à son mariage. Basnage dit d'abord nés avant le que la loi du remplacement contient une dif- mariage, polition générale, qu'il ne faut point examiner l'époque de l'alienation, & qu'en déchargeant la femme du remploi, ce seroit donner la liberté au mari de vendre à la veille de son mariage ses propres pour enrichir sa femme; il convient cependant qu'il n'est pas juste de faire supporter à la femme la peine d'une diffipation qui a précédé son mariage, & que par conséquent un pareil remplacement ne doit pas être à la charge : Pelnelle l'y alsujettit subsidiairement, & en cas d'insuffifance de la part des héritiers ; cette opinion n'est pas appuyée; il semble que si l'on conlulte le rexte de la Coutume on doit décider la question en faveur de la femme. Ainsi jugé par Arrêt du 10 Janvier 1635, rapporté par Balnage fous l'article 419.

Mais on comprend fous cette expression d'immeubles non-seulement les propres du ma- ret rendici par ni, mais les acquets que le mari auroit faits ce terme imavant le mariage; si depuis il les vend, la temme en doit le remploi sur les conquets & meubles. Telle est aussi la doctrine de Du-

moulin.

Il est cependant des biens réputés propres propres que que la femme ne remplace pas : l'article 483 la femme ne de la Courume dispose que les héritages re- remplace par. tirés par clameur de bourse à droit de lignage, tiennent nature de propre & non d'acquet ; il paroîtroit donc qu'ils seroient sujets à remploi. Mais le contraire est jugé par les Arrêts des. 26 Féyrier 1730 & 6 Avril 1753.

Ce que l'Ara

82 TIT. XV. Du douaire de fem

Quid ? Si la

La qualité de légataire forme dans femme est lé- sonne de la femme un nouvel engage garaire de son dont les suites sont fort importantes mari n'a laissé que des meubles, ou si ritiers du mari lui abandonnent les ac la femme par l'acceptation du legs s à perdre sa dot même confignée. B rapporte des Arrêts qui ne permette d'en douter.

Rentes viaau remploi.

Les rentes viageres étant confidérées geres sujettes nous comme des effets mobiliers, elles c nent snivant les circonstances des ob remplacement; ainsi si le mari a colloq somme en rente viagere, tant sur sa te sur celle de sa femme, ses héritiers que droit de l'exiger, percevront les artérs la rente pendant la durée de la vie de l me. Arrêt du 30 Juillet 1745.

Héritiers aux res tenus du remploi,

Il est maintenant ailé de penser que meubles & ac- nous avons dit de la femme, s'observe quêts, légatai- les héritiers aux meubles & acquêts, & gataires, quoique la Coutume n'en d un mot. Aussi l'article 107 du Rég porte que les propres aliénés doiver remplacés au profit des héritiers au pro au marc la livre, sur tous les acque meubles, & qu'à faute d'acquets le re en doit être fait sur les meubles. L'inti que le propole la Jurisprudence, est d server les propres dans les familles.

Si l'amortifremploi.

Le terme de remplacement fait affe sement d'une noître qu'il suffit à l'héritier du propassive trouver dans la succession du défunt tient lieu de de biens de cette espece qu'il en avo même auparavant les aliénations. At remboursement d'une rente due sur le fait par le défunt, vaut de remplacemen propre aliéné dans la fuite, quoique niers provenus de l'alienation n'aient p

TIT. XV. Du douaire de semme. 83 employés au rachat du capital de la rente, & quand même l'aliénation seroit postérieure: Arrêt du 7 Mars 1736. On cite un Arrêt contraire du 7 Août 1756, que l'on ne doit pas

suivre dans la pratique.

L'héritier au propre peut exiger le rem- Remploi d'un placement, quand même il seroit constant fonds vendu à que l'héririer des meubles & acquêts n'auroit pas bénéficié du prix, & qu'il y auroit une présomption contraire; ainsi si le défunt a vendu un fonds à rente viagere, & qu'il soit mort un an après le contrat, l'héritier aux acquets ne doit pas moins remplacer le propre. Arrêt du 16 Mai 1764.

Le remplacement se fait en essence, lorsque l'héritier au propre l'exige, & il emporte corps hésédiavec lui, par la force de la subrogation, tou-taires, tes les améliorations faites sur le fonds; ainsi il'on y éleve un bâtiment fort confidérable, le fonds & le bâtiment appartiennent à l'héritier au propre, sans qu'il doive aucune indemnité à l'héritier des acquêts, Arrêt du

28 Jullet 1767.

Si l'héritier au propre s'arrête à un rempla- si l'héritier cement en deniers, on suit pour la liquida- au propre s'artion le prix des contrats de vente, pourvu me de deniers qu'ils ne soient pas argués de fraude ; c'est aussi le cas d'appliquer l'article 66 du Réglement de 1666. On ne consulte pas les dates des aliénations de propre ni celles des acquifitions, tous les héritiers aux acquets con-

tribuent au marc la livre.

Lorsque les meubles ont été épuisés pour On n'admet le paiement des dettes mobiliaires, les hé-pas de remploi de propre à ritiers paternels ne peuvent demander le rem-propre. placement des propres de leur ligne aux héritiers maternels, & vice versa, on doit prendre les successions dans l'état qu'on les trouve lors de leur échéance. On a introduis

rente viagere.

Remploi en

84 TIT. XV. Du douaire de femme.

le remplacement des propres sur les acquêts. afin d'empêcher de les faire passer ou leur équivalent à l'hétitier des acquets ; mais quand un homme n'a que des propres de différentes lignes, il peut en disposer à sa volonté. Arrêt du 18 Août 1628.

L'action en

tend point auhenation,

L'action en remploi ne s'étend point autemploi nes'é- delà de celui qui a fait l'alienation; par delà de celui exemple, mon pere aura constitué une rente. qui a fait l'a- je deviens son héritier ; après mon décès on ne peur demander que mes héritiers aux meubles & acquets fassent remploi de la rente constituée par mon pere ; ce remploi n'auroit pu se demander qu'à la succession. de mon pere & non à la mienne. Arrêt dumois de Mars 1683, lequel sert à toute hypothese de cette nature.

> C'est en consequence de cette maxime qu'est intervenu l'Arrêt suivant : un homme recoit l'amortissement d'une rente ; il meurt & laisse un enfant mineur , pendant la minorité duquel son Tuteur lui achete une autrerente des deniers de la tutele. Le Mineur meurt, question de sçavoir si la rente acquise-

> ritier aux propres , comme un reinplacemenedu propre aliéné par le pere. Jugé par Arrêcdu 29 Avril 1719, que l'action en remplor

> pour le Mineur peut être réclamée par l'héri-

n'avoit pas lieu.

Le mari aliene ses propres constant le mariage, il laisse sa femme héritiere aux meubles & un fils mineur. Pendant la minorité, la femme n'est point inquiétée pour le remplacement du propre vendu ; son fils meurt auparavant sa majorité, la mere devient héritiere aux meubles. Jugé par Arrên du 6 Aoûr 1750, que les hétitiers du propre n'ont plus d'action contre la mere pour demander le remplacement. Mais par un Arrèc-

Tit. XV. Du douaire de femme. 85 de 20 Août 1754, on a décidé que la mere héritiere aux meubles de son enfant mineur, n'a point d'action contre les héritiers de son maripour le paiement de sa dot constituée, parce que la minorité empêche la confusion des aliénations du propre, dont la constitution de dot est du nombre. Il paroît par ces deux Arrêts. que la question est plus de fait que de droit..

ARTICLE CCCCIX.

Et où les deniers provenans du rac-quit desdites rentes n'auront été rem-rentes sont-iles ployés lors du décès, ils ne sont cen-meubles? les meubles, mais immeubles jusqu'à la concurrence des propres qui appartenoient au mari lors du mariage.

Oueflion Ti

(Voyez l'article 496 & l'article 65 du Réglement de 1666, rapporté sous Bartick 365).

N homme vend une rente ; à fon décès d il laisse des acquets & des meubles , cet égard. & même une partie de l'argent provenant de la rente de cette rente; question de sçavoir se ces deniers sont réputés immeubles ou meubles? Par Arrêt du M Août 1665, ces deniers furent réputés meubles, après que le remploi? de la même rente, dont-la, femme avoit trouve son mari saisa lore de son mariage, auroittté fait sur les acquers. Autre chose seroit si le remploi ne pouvoit ĉere, fair sur les acquêts & conquêts; car en cas d'insuffisan+ ce, les menbles en deviendroient passibles.

86 TIT. XV. Du douaire de femme.

ARTICLE CCCCX.

Gens mariés Gens mariés ne se peuvent céder ne se peuvent donner ou transporter l'un à l'autre rien donner. quelque chose que ce soit, ni faire contrats ou concessions par lesquels les biens de l'un viennent à l'autre, en tout ou partie, directement ou indirectement.

> (Voyez les articles 422, 429 , 495 & 496).

> (Voyez aussi ce que j'ai dit artiele 330).

Ce que la A Rr. 74 du Réglement de 1666. Mais la femme majeure pe ou mineure A femme majeure, ainsi que la mineure, peut donnet duement autorifée par fes parens , peut donnes par son con- au mari tous ses meubles & le tiers de ses imtrat de maria- meubles, sinon au cas de l'article 405 de la Coutume, & n'est ladite donation sujette à infinuation. Par cet article du Réglement, on entend la donation qui se fait lors du mariage, & non celle qui se feroit après le mariage, les gens mariés ne pouvant le rien donner.

faits avant les époulailles font nuls.

Si les con- Lorsque deux personnes qui pour se faire trats de vente avantage se vendent leurs biens avant de s'éfunérailles & pouler, soit que la vente soit faite avant le contrat ou les fiançailles, foit qu'elle foit faite depuis, ces contrats sont ordinairement déclarés frauduleux, & pour cet effet il suffit de prouver que les Parcies se recherchoient en mariage. Outre les Arrêts qu'en rapporte Basnage, j'en ai vu rendre un au Parlement de Rouen le 3 Février 1752 au petit rôle .

TIT. XV. Du douaire de femme. 87 qui déclara nul un contrat de vente fait par une veuve à celui qu'elle épousa dans la suite. d'autant que les Parties se recherchoient lors du contrat ; mais si un homme acquéroit de bonne foi un héritage d'une femme, & qu'il ne parut point de fraude à la Loi, ce contrat ne leroit pas nul , parce qu'on ne le déclare nul qu'en contemplation de l'avantage indirect.

Cest une fraude assez ordinaire dans les contrats de mariage, de supposer de la part du mari la vérité de avoir reçu une dor qu'il n'a effectivement pas touchée. Par Arrêt du 20 Décembre 1730, il a été jugé qu'une femme est obligée de prêter serment sur la fincérité de l'apport de sa dot, quand elle n'a été mariée ni par son pere, ni par la mere , ni par les freres , & que c'est elle-même qui a fait la promesse, quoique le mari ait donné une quittance devant Notaires. On a austi décidé par Arrêt du 13 Mars 1742. que celui qui n'est point obligé de doter une fille, qui cependant intervient au contrat de mariage, & à la quittance donnée en conséquence, sous le titre de donateur, peut être affigné de la part des héritiers du mari, pour passer sa déclaration sur la vérité des promelles par lui faites, quoique la numération de deniers soit attestée par quittance authentique du mari. Mais on n'admet pas la preuve vocale pour justifier qu'une fille, qui s'est mariée elle-même, n'a pas apporté la fomme que son mari a reconnu avoir reçue d'elle. Atrêt du 6 Août 1751.

Les donations mutuelles ne sont point permiles entre gens mariés en Normandie; tions mutue on a cependant jugé le 10 Mai 1642, que les entre get le mari avoir pu donner une rente à sa fem-maries, me en se mariant par contr'échange d'une partie du don mobil qui fut ainfi diminué.

Serment

88 TIT. XV. Du douaire de femme.

donner à leurs parent

Si les con- Balnage rapporte plusieurs Arrers qui ont points peuvent proferit les donations que le mari fait aux parens de la femme, la seule qualité de parent de la femme étant suffisante, pour les. annuller, de quelque qualité qu'elles soient entre-vifs ou testamentaires, & ce qui est dit à cet égard du mari se doit entendre de la femme : cependant un mari n'ayant point d'enfans, donna à la niece de sa femme en la mariant soo liv. à prendre sur ses immenbles. Cette donation fut confirmée sur ces motifs particuliers , le donateur avoit stipulé le retour de cette somme en cas que la niece de sa femme n'eut point d'enfans. La femme étant décédée, le mari lui survéeus de plus de dix ans, sans révoquer la donation. Arrêt du 7 Mai 1665. On a même étendu cette prohibition de donner aux parens du mari, ou à ceux de la femme, aux donations colorées & prétextées de donations rénumératoires, ou pour récompense de services, lorsque les motifs de la récompense de service ne sont pas prouvés. Arrêt du 29 Mars 1659; mais fi après la mort de la femme le mari ratifioit la donation faite au parent de sa femme, comme alors la cause de la défense ne subfisteroit plus, la donation seroit valable, suivant L'Arrêt du 9 J nvier 1664. Frais des Ce n'est point un avantage interdit au mari

bles.

temme:

bâtimens fur de faire des bâtimens fur le bien de sa femme, me nonrepeta- ni lui ni ses héritiers ne peuvent en demandet récompense, parce qu'en ce cas la maxime

Secus des superficies solo cedit a lieu. Mais si le mari deniers de donnoit des deniers pour maintenir la fem-bourles pour maintenir la me en la possession de son bien, ces deniers possession de la seroient répétables, suivant un Arrêt du 17 Mars 1630 rapporté par Balnage.

ARTICLE CCCCXI.

Toutefois le mari ayant aliéné l'héritage de sa femme, lui peut transpor-donner de ses ter du fien, pour récompense, pourvu remploi à sa que ce soit sans fraude ou dégussement, femme. & que la valeur des héritages soit pareille, & qu'il apparoisse de l'aliénation du mari, par contrat authentique.

(Voyez l'article 539).

Non-seulement les héritiers du mari siceremploi peuvent se plaindre du remploi trop est frauduleux, fort donné à la femme comme une fraude créanciers & créanciers & avantage indirect, mais aussi ses créan-peuvent le réciers tant antérieurs que postérieurs à la voquer. vente du bien de la femme. Basnage en rap-

porte plusieurs Arrêts. Arrêt du 12 Mai 1756, qui juge que quand Lors du remune femme mariée a une rente hypotheque bours, le dé-dans les biens qu'elle a apportés à son mari, rente ou dans ceux qui lui sont échus depuis son femme peut mariage à prendre sur un tiers, le débiteur forcer le mari de cette rente qui a toujours le droit de se de lui en don-libérer, mais qui ne le peut faire à sa véri-remplos, ou table créanciere, parce qu'elle est en puis-configner ses sance de mari, peut forcer le mari de lui deniers. donner un remplacement ou caution; & à ce défaut, il peut se faire autoriser de configuer le prix principal de la rente.

Le mari peut



TITRE X V I.

DES TESTAMENS.

Nous appellons testament un acte par lequel un homme déclare sa derniere volonté pour la disposition de ses biens. On l'appelle ainsi pour signifier que c'est une déclaration du Testateur faite devant des témoins. Unde : testatio mentis, hoc est, voluntas testata, seu testibus adhibitis declarata & probata; deducto testamenti nomine ex ipsa rei substantia, non verò ex ipsis verbis.



Formalités des testamens.

Tout testament doit être passé pardevant le Curé ou Vicaire, Notaire ou Tabellion, en la présence de deux témoins idoines, âgés de vingt ans accomplis, & non légataires, présence desquels le Testateur doit déclarer sa volonté, & s'il est possible le dicter; & après lui doit être lu le testament présence de tous les susdits, signé du Testateur, s'il le peut faire; & s'il ne le peut, sera fait mention de l'occasion pourquoi il ne l'a pu signer; même sera signé desdits Curé ou Vicaire, Notaire ou Tabellion & témoins.

Ous avons une Ordonnance importante sur le fait des testamens du mois d'Août 1735, enregistrée au Parlement le quatorze du même mois de la même année.

Cent Ordonnance , art. 25 , interdir aux Les Vicaires Vicares le pouvoir de recevoir des testa- ne peuvent reneus : elle n'accorde ce droit qu'aux Curés ment, Reuliers ou réguliers, ou aux Prêtres prépoles par l'Eveque à la desserte d'une Cure ; cet article déroge à la Coutume de Nor-mandie, art. 412, à celle de Paris 289, & a plaficurs autres. Le Curé ne peut recetait de testament, lorsqu'il y a des legs en li laveur, att. 27 de l'Ordonnance d'Oclems. Secus , fi le don est fait à son Eglise , Ordonnance de Blois , article 63.

Lan. 16 de cette Ordonnance enjoint au Caré ou Desservant , incontinent après la mort du testateur , s'ils ne l'ont fait auparawat, de déposer le testament qu'ils auront recu chez le Notaire ou Tabellion du lieu; & sil n'y en a point chez le plus proche Nomire royal dans l'étendue du Bailliage & Sénéchauffée dans laquelle la paroiffe est fituée, fans que le Curé ou Desservant puissent en délivrer d'expédition , à peine de nullité des espéditions, & des dommages & intérêts des Notaires, Tabellions ou Parties qui

sourroient en prétendre. Lui doit être lu. L'article 23 de l'Ordonance porte qu'il n'est point nécessaire de se

ervit de ces termes , dicté , nommé , lu & ela , fans suggestion ; il suffit qu'il soit fait pention expresse que la lecture du testaneur a été faite au testateur. On ne pouroit pas être reçu à prouver que le testa-

nent a été lu , lorsque la lecture n'est pas rteftee par l'acte. Arrêt du 17 Décembre 631. Balnage.

Témoins idoines, âgés de vingt ans accom- Qualité des lis , Ge, L'article 39 de l'Ordonnance porte témoins pour me pareille décision, à l'exception des pays Droit-Ecrit,

Par l'article 40 les témoins doivent être mi les . Regnicoles & capables des effets civil Par l'article 41 les Religieux novices ou profe ne peuvent être témoins. Par l'article 42 le Clercs serviteurs ou domestiques des No taires, ou des personnes publiques qui recoivent les testamens, ne peuvent être temoins. L'article 43 exclut les légataires conformement à notre Coutume. Suivant l'article 44 les témoins doivent scavoir signer. Toutes ces dispositions emportent la nullité en cas d'inexécution d'icelles, art. 47. L'article 48 porte contre les témoins & Notaires qui ont figné & reçu les testamens sans avoit vu le testateur & sans l'avoir entendu prononcer ses dispositions ou les lui avoir vu présenter lors de la fouscription; sçavoir, contre les Notaires ou autres personnes publiques , la peine de mort, & condamne les témoins à telles peines infamantes qu'il appartiendra.

Notaire Apun testament.

Les Notaires Apostoliques n'ont pas droit pottolique ne de recevoir un testament, quand même ce peut recevoir seroit le testament d'un Ecclésiastique, Arret du 6 Juillet 1632 rapporté par Bafnage.

Teftament vant la Coututatcur.

Les testamens doivent être reçus par les par le Notaire Notaires du lieu où le testament est passé. da lieu & sui- Arrêr pour le restament du Curé de Coume du lieu où terne, du 15 Mars 1652. On fuit pour la se trouve le tes- forme du testament la Coutume des lieux où se trouve le testateur, quoiqu'il n'y soie point domicilié. Arrêt du'g Août 16; 1. Ibidem.

Demeure tateur.

Dans le testament reçu par le Curé, Delqualité du tel- servant ou Notaire, il faut marquer le lieu. demeure, paroisse & qualité des Parties, article 67 de l'Ordonnance 1539 & 107 de l'Ordonnance de Blois.

Le 15 Mai 1733 a été rendu un Arrêt qui

TIT. XVI. Des Testamens. condamna un Confesseur à restituer aux argent déposé créanciers de son Pénitent le montant d'un aux mains du bellet qui lui avoit été confié par son Péni- Confesseur

tent pour l'acquir de sa conscience, & sous de la Confesa k scan de la Confession. Par autre Arrêt du sion. 23 Juillet 1745, il fut jugé qu'un dépôt fait par un homme à l'article de la mort, à un Prêtte, pour acquitter sa conscience, seroit czécuté; mais la Cour ajouta à son Arrêt, ve la médiocrité de la somme, & sans tirer à conséquence. Par un précédent Arrêt du 21 Novembre 1696, il avoit été jugé qu'un legs mis par un mourant entre les mains de son Confesseur, aux sins par le Confesseur de le distribuer conformément aux intentions & ulages qu'il lui avoit déclarés sous le sceau de la Confession, seroit exécuté, en affirmant par le Prêtre que le legs lui avoit été déposé sous le sceau de la Confession; qu'il n'y avoit rien pour Jui, ni pour ses parens, ni pour aucune personne prohibée par la Coutume. Basnage rapporte quelques Arrêts semblables; il ne paroît pas qu'il y ait à ce sujet une jurisprudence certaine; on a égard aux circonstances; la cause des créanciers est en pareil cas plus favorable que celle des légaraires qui ne sont pas désignés par le testament.

On ne peut opposer à l'héritier du testateur, qui s'éleve contre le testament, le consente- cation de l'hément qu'il y auroit donné pendant la vie de testament nule celui qui a disposé, il est le fruit de la crainte ne quid pejus faceret. Mais s'il ratific après le décès du testateur, comme il est alors dans l'état d'une pleine liberté, la ratification de l'héritier devient pour lui une loi, legem sibi dixit, sur-tout si le testament ne renserme ancuns legs contraires aux bonnes mœurs ou

an droit public.

Si la ratifi-

Cette ratification de l'héritier d'un tell ment défectueux ne pourroit servir aux l garaires au préjudice des créanciers de l'he ritier. Arrêt du 21 Novembre 1656.

ARTICLE CCCCXIII.

Testament olographe.

Testament écrit & figné de la mais du Testateur est bon & valable, ore que les folemnités prescrites au précé dent article, n'aient été observées n gardées.

Sa forme.

Tt n'est pas de testament dont les dispe fitions loient moins suspectes que celle du testament olographe ; il n'en est point auf dont la forme soit plus simple, puisque l simplicité fait toute sa solemnité; l'esprit la main du testateur travaillent à le rédige de concert.

Teftament

L'Ordonnance du mois d'Août 1735 port olographe doit que l'ulage des teltamens, codiciles & au déposé tres dispositions olographes, continuera d'a avant que de voir lieu dans les pays & dans les cas o fion religieuse ils ont été admis jusqu'à présent, & qu'il à peine de nul- seront entierement écrits, datés des jours mois & an qu'ils auront faits, & fignés d la main de celui ou de celle qui les auron faits, avec cette exception portée par l'arti cle 21 de l'Ordonnance; que lorsque ceut ou celles qui auront fait des testamens codiciles ou autres dispositions olographes voudront faire des vœux solemnels de reli gion, ils seront tenus de reconnoître ce actes devant Notaires, avant que de fain les vœux solemnels de profession reli gicule, finon les restamens, codiciles o

TIT. XVI. Des Testamens. antres dispositions, demeureront nuls & de nul effet.

Arrêt du 31 Janvier 1760, qui juge qu'un Cas où un testament olographe écrit sur du formule testament olode 1750, & date de 1738, étoit valable; graphe antimaiston n'alléguoit aucun moyen qui cût pu ge valable. engager le testateur à antidater le testament: on convenoit que dans tout le temps qui s'étoit écoulé depuis & compris la date de testament, jusqu'au décès du testateur, il auroir pu faire ce qu'il avoit fait; on le soumoit nul, par cela seul qu'il étoit saux dans sa date, & comme tel, contraire aux art. 20, 28, 47 & 82 de l'Ordonnance du mois d'Août 1735. La date du jour, mois & an toit en toutes lettres sans chiffres.

Quoiqu'un testateur ait fait reconnoître Cuoiqu'un reitateur ait sait seconnossis de olographe resestament n'en subsiste pas moins, c'est une Notaire, valaformalité que le testateur ajoute, qui ne ble. suppose point qu'il ait eu dessein de détruire

son ouvrage. Arrêts qui l'ont ainsi jugé les

17 Janvier 1616 & 27 Août 1618.

La preuve par témoins qu'un testament Si la preuve olographe a été soustrait, de même la preuve vocale de la de suggestion & de révocation ne sont point soustraction, admissibles. Arrêts rapportés par Basnage des révocation 13 Février 1664, 19 Août 1677.

d'un tellament olographe eft 🚣 admissible.

ARTICLE CCCCXIV.

Homme non marié, ou n'ayant enfans, après l'âge de vingt ans ac-pour tefter. complis, peut disposer de ses meubles par testament, à qui bon lui femble.

(Voyez l'article 439).

N fourd & muet de nature ne peu muet ne peut ter, parce qu'il ne peut faire co teffer. tre les intentions, soit par parole ou par é

d'un mais un aveugle qui peut les manifester dicter au Notaire, est capable de te aveugle. Arrêt du 27 Août 1638.

vent teftet.

Si les furieux Les furieux & insensés ne peuvent te & insensés peu- si ce n'est jou'ils n'eussent écrit ou fait ger leurs dernieres volontés, suivant les mes en de bons momens, ou des inters lucides; c'est souvent par le mérite des positions que l'on regle le sort de ces testan

Quoique les Notaires qui ont reçu le ment aient attesté que le testateur étoit fain d'esprit & d'entendement, nonob cette déclaration, la preuve du fait de fi ou de démence du testateur peut être reçue former inscription en faux contre le testan Aussi Basnage rapporte un Arrêt du Parlei d'Aix, extrait du Journal des Palais lequel il fut permis de vérifier par toutes

inscription.

si la preuve tes de preuves la démence du testateur a de démence est le testament, lors & après. Suivant l'ar reçue contre la de l'Ordonnance de 1735, les moyens Notaire sans de la suggestion ou captation des mens, peuvent être allégués sans qu'i nécessaire de s'inscrire en faux à cet e pour y avoir par les Juges tel égard qu' partiendra. On a cependant vu plus fois les héritiers échouer dans de par contestations.

Prodigue & interdit peut tefter.

Les inretdits, les prodigues déclarés par autorité de Justice, ne peuvent te parce qu'ils n'ont plus la libre disposition leurs biens.

Idem dicen-

Les Religieux qui par leur Ordre ne dum des Reli- vent posséder de bénéfices que par une gieux profés. pense du Pape, ne peuvent tester au s

TIT. XVI. Des Testamens. 97 dice de leur monastere. Arrêt du 20 Avril 1617 : mais ceux qui par l'institut de leur Congrégation peuvent posséder des Cures, tels que les Chanoines réguliers, sembleroient pouvoir tester au profit de leur Eglise. Arrêt du 11 Janvier 1629. Il seroit à desirer que dans tous les cas les testamens des Religieux, Cures, en faveur de leur Eglise, pussent valider non par eux-mêmes, car ils sont nuls, mais à cause du retour au droit commun.

Par Arrêt du 4 Mars 1755, il a été jugé que quand un testament est fait au profit de quand a lieu au deux femmes mariées & de leurs enfans nés fans nés depuis & à naître, le legs s'étend fur les enfans l'ouverture d'ie concus & nés depuis le décès du testateur. celui.

ARTICLE CCCCXV.

Ceux qui auront accompli seize ans, Personne soit fils ou fille, pourront disposer par agée de seize ans peut tester testament du tiers du meuble à eux du tiers de ses appartenant.

meubles.

EUX appartenant. Notre Coutume a li-I mité la faculté de tester, qu'elle accorde aux personnes âgées de 16 ans, à la simple disposition du tiers des meubles. On doit considérer la valeur des meubles au temps du décès du testateur, car tant qu'il vit, il en elt le maître, & l'on ne peut connoître l'excès de la donation que du moment de sa mort.

ARTICLE CCCCXVI.

Les Batards peuvent tester de leurs meubles, ne plus ne moins que font les légitimes.

Tome II.

98 TIT. XVI. Des Testamens.

ARGE que suivant l'art. 276 , les batards font libres & citoyens, & peuvent difposer de leurs biens comme tout autre naturel François.

ARTICLE CCCCXVII.

Femme mariée ne peut tester d'aurice ne peut cune chose, s'il ne lui est permis par tester sans au- son mari, ou que par son traité de mariage il foit ainfi convenu.

> (Voyez l'article 285 pour tiers de Caux, 389 & 423).

A prohibition de cet article a lieu dans Secus de la femme domiles testamens, pour cause pie comme ciliée à Paris. dans les autres.

> Comme cette prohibition est particuliere à la Normandie, une femme domiciliée à Paris pourroit, sans autorisation, disposer par testament des biens situés en Normandie, autant que la Coutume le permet à toutes autres personnes, la prohibition de la Coutume n'étant que personnelle & non réelle.

Ouid de la Quant à la femme séparée, nos Auteurs sépa- semblent partagés sur la question de sçavoir si elle est en droit de tester n'étant pas autorifée de son mari; mais comme cette formalité est nécessaire pour la validité du testament de la femme, je croirois que pendant la vie de son mari elle ne pourroit, quoique séparée, tester valablement sans son autorifation. Cependant Basnage dit que, suivant l'opinion la plus commune, le testament de la femme léparée n'a pas besoin de l'intervention du mari.

ARTICLE CCCXVIII.

Le Testateur ayant enfans vivans, Dequels obou descendans d'eux, habiles à lui suc-jets peut tester céder lors de son décès, ne peut disposer de ses meubles par testament, en plus avant que du tiers, sur lequel tiers sont portés les frais des sunérailles & legs testamentaires.

(Voyez l'article 392).

Le Légaraire doit en outre contribuer au tiers des dettes.



ARTICLE CCCCXIX.

Néanmoins s'il n'a que des filles jà Quid ? Si le mariées, & qu'il soit quitte de leurs des filles mamariages, il peut disposer de la moi-riées payées, tié, & l'autre moitié appartient à sa de quoi peut semme.

(Voyez les articles 392 & 393, & les décisions que j'y ai rapporté).
(Voyez austi l'article 429).

D'n mari n'ayant point d'enfans, légua Par la moipar son testament la moitié de ses meubles à sa femme. L'héritier du mari soutint tend la moitié
que la moitié des meubles appartenant de qui revient au
droit à la femme, le mari, par cette moitié mari,
léguée, n'avoit eu intention de lui donner
que la moitié de la moitié qui lui appartenoit;
mais cette subtilité sut rejettée par Arrêt du

E ij

200 TIT. XVI. Des Testamens. 20 Juillet 1638, qui adjugea tous les meubles à la femme.

Pemme au- Basnage rapporte un Arrêt du 26 Avril
corisée de rom1619, qui juge qu'une semme, ségataire de
pre les mars tous les meubles de son mari, qui lui avoit
pour trouver déclaré avoir caché de l'argent dans des
l'argent qui y murs de sa maison, pouvoit faire ouverture
est caché. du lieu suivant l'indication, pour faire recherche de l'argent.

ARTICLE CCCCXX.

Mari veuf, Et où la femme seroit prédécédée; de quelle part il peut disposer du tout.

C'EST-A-DIRE, en cas que le mari n'ait point d'enfans, article 414, ou plurôt n'ait que des filles dont le mariage soit acquitté.

ARTICLE CCCCXXI.

Les enfans émancipés fuccedent avec les autres non émancipés, en rapportant par les émancipés ce qui leur a été donné.

Cet article est inutile aujourd'hui.

ARTICLE CCCCXXII.

Legs d'ac- Homme n'ayant enfans, peut dispoquets par testament ou donation, à caument permis, se de mort du tiers de ses acquêts & e en fiveur conquêts, immeubles à qui bon lui de qui?

XVI. Des Testamens. itres toutefois qu'à sa femme d'icelle, pourvu que le tefu donation soit faite trois it le décès, & qu'il n'ait idit tiers entre-vifs.

l'article 437. L'exécution de est ordonné par l'Ordonnan-1, article 74).

rêt du 11 Août 1747, il a été Combien de r'il ne fuffit pas que le restateur temps le testade les acquets par testament, at- ver doit survi-rnier jour des trois mois, il faut ment pont la à ce dernier jour ; dans l'espece validité du lega alloit qu'une demie-houre que le d'acquets. ut atteint les trois mois.

ne vend une Ferme d'acquets par Prix d'un ac-; il décede huit jours après fans quet vendu par voit fait don par testament à sa le mari adjugé s effets mobiliers. La Cour jugea, gataire. u 6 Mars 1630, que ces deniers le la vente d'un acquet, n'étant remploi, n'étoient point réputés & appartenoient à la femme lépareille vente au profit d'un tiers née, & le prix adjugé aux légaqu'il parûr que la testatrice n'aque pour éluder le délai de furvie ent. Arrêt du premier Août 1651.

gé, par Arrêt du 24 Juillet 1665, Donation de avoit pu disposer de tous ses meu-meubles n'est ofit du fils de fa femme, mais prohibée aux remploi des acquets aliénés par femmeravant son mariage avec la mere Secus , fi les acquets faits constant immeubles. ne fuffisoient pas au remplace-

102 TIT. XVI. Des Testamens.

Si la date eft

Le testament olographe contenant un les requise aux tes- d'acquets doit nécessairement être daté, pui tamensologra- que la date peut seule indiquer le temps survie du testateur, dont dépend la validi de la disposition; mais l'article 20 de l'O donnance de 1735 affujettit tous les testames olographes à la nécellité de la date, de que que qualité que soient les legs qu'ils res ferment. Balnage rapporte un Arrêt 21 Juin 1622, par lequel la preuve de l'as tidate du testament olographe a été rejettée c'est avoir facilité le moyen d'éluder la d position de la Coutume.

Le mari ne Il est d'une Jurisprudence certaine, que peut tefter au mari ne peut donner de ses acquets par te droits de la tament, au préjudice des droits de la femme le legs se prend en pareil cas sur la part femme.

l'héritier.

Si le droit d'accroissement a lieu ent Du droit

d'accroisse- légataires. Voyez Basnage. ment.

Lorsque le légataire décede après le t Legs quand tateur, le legs est transmis à l'héritier transmiffible. légataire.



ARTICLE CCCCXXII

Femme ventefter.

La femme veuve ayant enfans ve de quoi peut vans, habiles à lui succéder lors de se décès, ne peut disposer par testame ou donation à cause de mort, que d' tiers de ses meubles.

Ce legs du tiers des meubles est exen Legsexempt des frais fune- des frais des funérailles. Bainage. pics.

A'RTICLE CCCCXXIV.

Pere & mere par testament ne peuvent donner de leurs meubles à l'un de meubles à l'un de des enfans déleurs enfans plus qu'à l'autre.

Avantage de

(Voyez les articles 426 & 434).

A RRÊT du 16 Mars 1742, qui a jugé Si A qu'un aïeul peut disposer en faveur de peut léguer ses ses petits-enfans, au préjudice de son fils, petits-enfans de la portion des meubles dont il auroit pu au préjudice disposer en faveur d'un érranger, en con- de son fils. fervant néanmoins l'égalité entr'eux. Le même Arrêt juge que le légataire ne peut répéter les frais du contrôle du testament olographe contre celui qui conteste le testament, parce que c'est au légataire à justiher de son titre, & par conséquent à le mettre en forme.

ARTICLE CCCCXXV.

Et quant aux autres personnes qui Personnes n'ont enfans, ils pourront donner qui n'ont enà leurs héritiers ou autres personnes, vent donnes. telle part de leurs meubles que bon leur semblera.

N peut donc en la ligne collatérale être donataire ou légataire des meubles & être héritier & héritier aux immeubles; la Coutume y gêne légataire. moins la prédilection que dans la ligne directe. Mais sous une expression générale, qui semble laisser au testateur une liberté indéfinie, on

Si on per

TIT. XVI. Des Testamens. ne comprend pas les personnes que les loix déclarent incapables de recevoir des legs.

ARTICLE CCCCXXVI

(on batard.

Le pere peut donner par son testapeut donner à ment à son fils naturel avoué, telle part de son meuble que la Coutume lui permet donner à un étranger.

(Voyez les art. 275, 424 & 437).

Le pere ne peut tien donneraux batards inceftueux,&c.

AT ATUREL avoue, d'où il s'ensuit que la Coutume ne permet pas de disposer en faveur des enfans nés ex incestuoso aut nefario coitu, auxquels on ne peut donner que des alimens.

ARTICLE CCCCXXVII.

On ne peut propres par teftament.

Nul ne peut disposer de son héridonner de ses tage & biens immeubles ou tenans nature d'iceux par donation à cause de mort, ne par testament, ne en son testament, encore que ce soit par forme de donation ou autre dispofition entre-vifs, ou que ce fût en faveur des pauvres, ou autre cas pitoyable : si ce n'est au Bailliage de Caux, en faveur des puinés ou du tiers des acquêts, comme dit est ci-dessus,

(Voyez l'article 422).

Donation de rente par teftament à prendre " mulic.

T MMEUBLES. La Coutume entend par ce mot les propres , puisque par l'article 422 fur les propres elle donne la liberté de disposer du tiers des acquets.

TIT. XVI. Des Testamens. Comme la création de rente est une aliénation, il a été jugé par deux Arrêts du 9 Août 1647 & 17 Février 1660, qu'une donation d'une rente à prendre sur des propres éwit nulle, étant faite par testament

Il en faut excepter la disposition testamenmire du pere, par laquelle il augmente la l'augment dot de sa fille, parce que cette disposition n'est pas considérée comme une donation, mais comme un acte de justice qu'il exerce

Qui non þø≥

envers sa fille.

Les confessions de dettes pour faire valoir une donation testamentaire prohibée ne sont test donare non potest confiteria pas reçues : ce seroit admettre un moyen d'é-lader la disposition de la Coutume, qui non potest donare, non potest confiteri; ainsi il seroit inutile d'employer que la donation est saite pour cause de service ou pour motif de inflice ou restitution; si la cause n'étoit pas prouvée, une pareille confession seroit regar-

dée comme faite en fraude. Suivant l'ancienne Jurisprudence un legs Donation d'acquêts pour cause pie ne pouvant avoir son pour erécution, parce que le testateur étoit décédé l'Ordonnance dans les trois mois de la date du testament, il & à la Coutuétoir transféré sur les meubles, mais depuis me. long-temps les legs pies dépendent comme les autres du sort du testament. Aussi l'art. 78 de l'Ordonnance de 1735, porte que toutes ses dispositions, soit sur la forme ou sur le fonds des testamens, codicilles ou autres actes de derniere volonté, seront exécutées, encore qu'elles eussent la cause pie pour objet.



ARTICLE CCCCXXVIII.

Nul ne peut disposer par testament Quand on

1

106 TIT. XVI. Des Testamens.

peut tester de de l'usufruit de ses héritages ou d'au-Pulufruit de tres biens réputés immeubles, non l'immeuble. plus que de son héritage; toutefois il en pourra disposer en récompense de serviteurs ou autres causes pitoyables, pourvu que l'usufruit n'excede le revenu d'une année.

disposition expresse pour le

uorque le testateur ait par cet article la faculté de disposer du revenu de la premiere année, il faut pour pouvoir miere année y étendre les legs, qu'il l'ait ainsi ordonné par son testament; car cessant cette expression formelle de sa volonté, les dispositions ne peuvent excéder les limites de son mobilier, quand même il seroit insuffisant. Arrêt du 30 Avril 1655.

du legs,

Un autre point de Jurisprudence est que biles ne se les dettes mobiliaires du testateur doivent premiere an- être prises sur les meubles avant les legs; née du revenu de même les legs faits aux domestiques pour en préférence récompense de leurs services, sont payés sur les meubles avant les autres legs qui se prennent fur le restant des meubles au sol la livre; mais si le testateur a assigné le revenu de la premiere année, le légataire doit payer l'arrérage échu cette année des rentes passives de la succession. Arrêt du 22 Février 1652.

Cas où le

Un homme legue ses meubles à sa femme, legs pour ré- & legue à ses serviteurs la premiere année de compense de son revenu pour résompense de services; son service prend sur la héritier soutint qu'il falloit d'abord épuiset premiere an- les meubles avant que d'appliquer le revenu née du revenu, de la premiere année au legs pour récompense de service. La femme s'y oppose, & dit que le mari a usé du droit que la Coutume lui accorde, de léguer la premiere année de son revenu pour récompense de service. La Cour, par Arrêt du 7 Mars 1634. TIT. XVI. Des Testamens. 107 déclara que les legs pour récompense de services, seroient portés sur la premiere année du revenu, & adjugea les meubles à la semme, en donnant caution de rapporter à cause du remplacement des propres aliéués prétendu par les héritiers du testateur.



ARTICLE CCCCXXIX.

Le mari n'ayant enfans, ne peut Donation de donner de ses meubles à sa semme, meubles comfinon jusqu'à la concurrence de la au prosit de la noitié de la valeur des héritages & semme. Diens immeubles qu'il possede, lors de son décès; & s'il a enfans, il ne peut lui en donner que l'avenant du tiers de ses immeubles.

(Voyez l'art.419 & cequej'y ai dit). (Voyez aussi les articles 410, 411, 418, & l'article 371 sous lequel j'ai zapporté l'article 73 du Réglement da 1666).

PAR Arrêt du 13 Janvier 1701, il a été Lorsquo les mari n'a que jugé qu'un homme qui décede sans endes meubles, peut donque peut - il mer le tiers de la moitié d'iceux à sa femme; donner à sa mais il ne peut lui en donner d'avantage, semme? Laurre moitié appartient de droit à la femme.

Remarquez que cet Arrêt a été rendu sur un fait particulier, & que le premier Juge ayant accordé ce tiers à la veuve, les héritiers a étoient pas appellans à la Cour en ce chef ; ainsi l'opinion de nos Auteurs, sondée sur argument tiré du texte, subsiste toujours sonobstant cet Arrêt; il n'est pas pennis aux

B.vj

108 TIT. XVI. Des Testamens: mari, qui n'a pas d'immeubles, de léguer à sa femme aucune portion de ses meubles.

ARTICLE CCCCXXX.

Ezécuteur cestamentaire de quoi faifi & à quoi tenu.

Les exécuteurs testamentaires sont faisis durant l'an & jour du trépas du défunt des biens meubles demeurés après le décès, pour l'accomplissement du testament, jusqu'à la concurrence des legs & autres charges, en faifant au préalable inventaire appellés les héritiers, & en leur abfence les plus prochains parens, fi mieux l'héritier ne veut faifir l'exécuteur testamentaire des legs & charges en argent ou en essence.

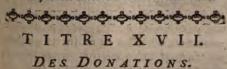
A charge d'exécuteur testamentaire est un office gratuit, de façon que celui qui l'a acceptée, ne peut demander de récompense ni de salaires pour ses peines & vacations; mais comme il ne seroit pas juste que les frais & débours légitimes tombassent à sa perte, on lui en accorde le recours sur les héritiers du testateur suivant l'Arrêt du 28 Mars 1637.

Le légataire de fon legs.

Il n'est point permis à un légataire de se ne peut se saisir laisir lui-même de son legs; cela a été jugé contre la veuve du sieur Basin, Procureur en la Cour, qui s'empara de tous les meubles de fon mari qui les lui avoit légués ; elle n'attendir pas même la mort de son mari; tandis qu'il étoit malade à la campagne, elle envoya à Rouen pour se saisir des meilleurs meubles; elle prit les clefs, & lorfque l'on procédoit à l'inventaire des écritures, elle fit

TIT. XVI. Des Testamens. 109 jetter plusieurs papiers dans un lieu secret : la réunion de ces circonstances porta la Cour à déclarer le testament nul. Par Arrêt du 13 Juillet 1660. Autre Arrêt dans la même espece du 7 Mars 1679.

Toutes personnes, même les femmes : penvent être exécuteurs testamentaires; mais la femme mariée ne peut accepter cette commission, si elle n'est autorisée de son mari.



ARTICLE CCCCXXXI.

Personne âgée de vingt ans accom- Quelles pers plis, peut donner la tierce-partie de fonnes peufon héritage & biens immeubles, foit entre-vifs. acquêts, conquêts ou propres, à qui bon lui semble, par donation entrevifs, à la charge de contribuer à ce que doit le donateur lors de la donation, pourvu que le donataire ne foit héritier immédiat du donateur ou descendant de lui en droite ligne.

Es actes de donation entre-vifs doivent Li être passés devant Notaire, il faut qu'il du contrat de en reste minute à peine de nullité; il est en-donation, core de nécessité d'y garder les formalités d'usage dans le pays. En Normandie les actes de donation sont reçus par deux Notaires, ou un Notaire affisté de deux témoins idoines. Article 1 & 2 de l'Ordonnance du mois de levrier 1731

110 TIT. XVII. Des donations.

Concluez que la donation faite par acte sous seing privé est nulle, quand même le donataire auroit été saisi de l'acte par le donateur, & cût joui des choses données.

On peut don- Cependant il est permis de donner par ner par tradi- tradition réelle des effets mobiliers ; la tration. dition consomme la donation. Arrêt du 25 Juin 1755.

A quel age il

Notre Courume exige que le donateur air est permis de vingt ans accomplis, au temps de la donation; cet âge forme la majorité coutumiere normande; il ne faut cependant pas en conclure qu'un homme domicilié à Paris, & qui n'est par conséquent majeur qu'à vingt-cinq ans, puisse après 20 ans révolus disposer à titre gratuit de ses héritages normands, parce que l'on ne peut être mineur sous une Coutume, & majeur fous une autre.

Exception à a regle.

donner.

La faveur qui est due aux mariages , a introduit parmi nous une exception à la regle générale; la femme mineure de 20 ans, étant autorifée par ses parens, peut donner au mari, par son traité de mariage, tous ses meubles & une partie de ses immeubles, Art. 74 du Réglement de 1666.

Quotité de mandie par donation.

La Coutume de Normandie a réduit la biens disponi- quotité disponible par donation entre-vifs au ble en Nor- tiers des biens immeubles du donareur , & on ne peut franchir les limites du statut.

Incapacité de donner.

Plusieurs personnes sont incapables de donner; il en est qui ne peuvent recevoir. On puise sur cette matiere des décisions sures dans nos Commentateurs; je ne ferai à cet égardque quelques observations dans l'ordre qu'elles se présenteront.

On a plufieurs fois agité la question, fi la Femme fous puissance de femme en puissance de maii pouvoit donner mari peut-elle entre-vifs sous son autorité. Basnage chancele donner? fur la question ; mais il a été jugé par Arrêt

TIT. XVII. Des donations. de premier Août 1730, que la femme civilement séparée ne peut, même de l'autorité femme civile-& consentement de son mari, disposer par ment séparée ? donation entre-vifs d'une portion de ses pro-

Quid de la

Le donateur disposeroit inutilement à titre gratuit de ses biens, en faveur de ses descen- de recevoir à eans en ligne directe, encore qu'ils ne titre de donafuscent pas les héritiers présomptifs, & que la donation ne fût pas excellive; la Jurisprudence s'y oppole, mais il peut bien donser aux descendans de son héririer immé-

diar en ligne collatérale; ainsi un frere peut donner même de ses propres au fils de son

fere pendant la vie du pere du donataire. Art. 92 du Réglement de 1666.

Si le donateur donne un corps certain, De la & qu'après son décès ses béritiers prouvent nation qu'il excédoit le tiers des biens alors possédés corps certain. par le donateur, le donataire conserve l'objet donné en payant la vrai valeur de ce qui surpasse le riers.

La donation entre-vifs peut être absolue ou conditionnelle, & il est souvent assez diffi. conditionnelcile de distinguer la condition du motif qui a provoqué l'acte ; les Auteurs s'embarrassent eux-mêmes à cet égard dans des raisonnemens plus subrits que solides: mais quand la condition est certaine, elle doit être accomplie à la lettre. Arrêt du 17 Décembre 1658.

Donations.

Une semme donne à son mari le tiers de s meubles aux charges & conditions que d'une donason mari acheteroit une Charge de Secrétaire tion sub modo. du Roi, & qu'il la garderoit pendant 20 ans. Le mari étant décédé sans avoir traité de cer office, quoique le mariage eut duré 4 ans la donation fur révoquée; on confidéra que la femme, qui avant étoit veuve d'un Genzilhomme, n'avoit fait cette donation que-

Exemple

TIT. XVII. Des donations: pour ne pas être exposée à perdre sa condition. Arrêt du 23 Janvier 1663.

Donations ivec défenses l'aliéner.

On insete encore dans les contrats de donation des défenses d'alièner, ou la clause de retour en faveur du donateur & de ses héritiers.

Un pere naturel donne à sa batarde un héritage sous la condition qu'elle ne pourra l'aliéner, & que si elle meurt sans enfans ou ses enfans sans postérité, l'héritage reviendra aux héritiers du donateur. Le fils de la donataire aliene le fonds, & quelque-temps après meurt sans enfans, les héritiers du donateur le revendique par clameur de loi apparente, & il su dit à bonne cause l'obtention des lettres. Par Arrêt du 14 Novembre 1633.

L'action pour rentrer en propriété & poffession de l'héritage, donné avec défenses de l'aliéner, ne court contre les héritiers du donateur que du jour du contrat d'aliénation, quand l'héritage donné auroit fait souche dans la famille du donataire, & qu'elle en auroit joui pendant plus d'un demi-siecle.

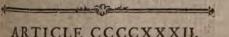
Arrêt du 11 Juillet 1623. Basnage.

Subflitution n donation.

La substitution est encore une clause assezordinaire dans les contrats de donation. L'article 55 du Réglement de 1666 l'autorise, mais elle doit clairement s'exprimet ous'induire si naturellement de l'acte, que l'on n'en puisse douter. Basnage rapporte, sur cette matière, une espece assez délicate sousl'article 422 de la Coutume. Un oncle légua à deux de ses nieces chacune 50 livres de rente; il étoit exprimé dans le testament que si l'une mouroit sans ensans, l'autre hériteroit de sa part, sans que le frere ni les autres sœurs y pussent rien demander. Les deux légataires moururent sans ensans & sans avoit disposé des rentes, le frere les téclama comTIT. XVII. Des donations. 113
me étant leur héritier; les autres sœurs prétendirent qu'ayant été nommées dans le testament, elles devoient concourir, & qu'il
contenoit une substitution en leur faveur;
mais elles furent déboutées de leur demande
par Arrêt du 12 Mars 1680. On peut appliquer l'Arrêt à une donation rédigée dans les
termes du testament.

Sur la garantie des biens donnés à l'Eglise Garantie

voyer l'article 40 de la Coutume.



Néanmoins si le donateur n'a qu'un Donation & héritier seul, il lui peut donner tout Phéritier seul, son héritage & biens immeubles.

A RT. 54 du Réglement de 1666. On En Normandie instituer un héri-die point d'infitier, ni substituer à la part qui revient aux titution d'hérid héritiers, sans préjudice néanmoins des dispositions permises par le titre de successions en

Att. 94. Idem. Celui qui n'a point d'hé- Ce que peut ritier, ne peut donner par testament, ni en- do mer celui trevifs au-delà de ce que pourroit donner celui qui n'a poins qui auroit des héritiers.



ARTICLE CCCCXXXIII.

Et s'il y a plusieurs héritiers, il peut On ne peut donner à tous ensemble, mais ne peut avantager un ne avantager l'un plus que l'autre, que l'autre, comme il a été dit ci-dessus.

(Voyez l'article 431).

114 TIT. XVII. Des donations.

propres.

On peut don- A RTICLE 93 du Réglement de 1666. On ner des acquets A peut donner partie des acquets à celui qui à l'héritier aux est seulement héritier aux propres , & partie des propres à celui qui est seulement héritier aux acquets.

On peut donpre: paternels à l'héritier aux nels.

Arrêt du 7 Août 1755, il a été jugé qu'on ner des pro- peut donner de ses propres d'une ligne à l'héritier aux propres d'une autre ligne, c'est propres mater. qu'après le décès du donateur, ces deux lignes n'ayant plus aucun terme de réunion, elles font cenfées étrangeres entr'elles ; il n'en est pas de même des héritiers d'une même ligne, ils ne peuvent être avantagés l'un plus que l'autre dans les biens de la ligne où ils Cont placés.

ARTICLE CCCCXXXIV.

Donation

Le pere & la mere ne peuvent aux enfans ré- avantager l'un de leurs enfans plus putée avance-ment d'hoirie, que l'autre, soit de meuble ou d'héritage, parce que toutes donations faites par le pere ou mere à leurs enfans. font réputées avancement d'hoirie réservé le tiers de Caux.

Entrelesenfion n'eft pas porter.

RTICLE 95 du Réglement de 1666. La fans la pen- pension ou jouissance donnée par le pere ou fujette à rap- autre afcendant , ne doit point être remife en partage : mais ce qui en reste dû, lors de la succession échue, ne peut être exigé par celui auquel il a été donné, même en faveur de mariage, sinon la derniere année échue.

En Norman-

Il faut bien distinguer les pensions d'avec die cohésitiers les donations. Les pensions ne sont point sudonataires te- jettes à rapport, ni les dépenses faites pour l'instruction & éducation des enfans; mais les

TIT. XVII. Des donations. donations se rapportent, non-seulement entre

les enfans, mais entre tous cohéritiers qui viennent au même droit & de la même ligne. Nous n'avons point en Normandie l'usage de se tenir à son don & de renoncer à la succession, comme à Paris; mais le rapport ne Créancier ne peut être demandé qu'entre cohéritiers ; les peut faire rapcreanciers n'ont pas le droit d'obliger un fils porter. a rapporter ce qui lui a été donné par son

pere. Arrêt du 9 Janvier 1660.

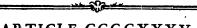
Delà on a demandé si un contrat de vente Contrat de d'un héritage fait par un pere à l'un de ses vente ou de enfans étoit valable au préjudice des autres du pere à un de enfans : on répond que si ce contrat est sin- ses enfans n'est cere, que le paiement de la part du fils soit pas constant, que l'héritage air été vendu à sa avantage indi-juste valeur, & qu'un pareil acte n'air point prouvé frauduété fait par collusion pour mettre un obstacle leux. ou causer un préjudice au partage, le contrat doit subsister. On a jugé par Arrêt du 12 Novembre 1743, qu'un contrat de conftitution fait par un pere en faveur d'un de ses enfans, n'est pas réputé un avantage indirect par la seule qualité des Parties, il faut prouver qu'il est frauduleux, & que le fils n'a pas fourni ou pu fournir les deniers.

Les fonds que l'héritier gratifié doit rap- Dequeltemps porter à la masse de la succession, s'estiment on estime les comme du temps du décès du donateur ; il fonds sujets à est vrai que suivant le principe le plus général, le donataire a l'alternative de rapporter ou de moins prendre; mais dans l'un & l'autre cas, il faut que les cohéritiers évaluent

l'objet entr'eux pour égaliser les lots.

On suit une autre regle, lorsque le pere fait à son fils l'avancement d'un Office, le fils sur le rapport doit tenir compte de la valeur de l'Office, com-des Offices. me du temps du contrat d'acquisition que le pere en a fait pour son fils, ou de la donation,

116 TIT. XVII. Des donations. d'autant que des que la propriété en a passé sur la tête du fils, il a couru les périls & risques qui peuvent survenir dans les biens de cette espece. On applique cette Jurisprudence aux Offices de la maison du Roi, quand ils sont sujets à rapport. Voyez Basnage.



ARTICLE CCCCXXXV.

Révocation dix ans.

Les héritiers peuvent révoquer les des donations donations faites contre la Coutume tume dans les dans les dix ans du jour du décès du donateur, s'ils sont majeurs, & dans dix ans du jour de leur majorité. autrement ils n'y sont plus recevables.

(Voyez les articles 254 & 437)

Conféquence e cet article.

n tire deux conséquences de cet article! 10. Que le donateur ne peut révoquen lui-même la donation qu'il a faite sous prétexte d'excès. 2º. Que pour pouvoir exercer l'action en révocation, il ne suffit pas d'être parent du donateur, il faut encore être son héritier. Il est juste au surplus de donner des bornes raisonnables à cette action, quand la donation ne blesse ni l'intérêt public, ni les bonnes mœurs.

L'héritier du

L'héritier du donateur ne peut attaquer une donateur ne donation entre-vifs revêtue de toutes les peut, sous pré-texte de dé-formalités prescrires par les Ordonnances & mence, atta- par la Coutume, sous prétexte de la démence quer une dona- & imbécillité du donateur. Arrêt du 9 Janvier tion entre vifs. 1763. Dans le fait la dame le Francier avois donné à sa proche parente le Fief & Seigneurie de Juvigni; son héritier, sans s'inscrire en faux contre l'acte de donation, prétendit que

TIT. XVII. Des donations. l'acte étoit nul , à cause de l'imbécillité & foiblesse d'esprit survenue dans la personne de la donatrice à la suite de plusieurs accès d'épilepsie. Par l'Arrêt la donation fut confirmée,

ARTICLE CCCCXXXVI.

Celui qui a fait don par avance- Avancement ment de succession, de partie de ses de partie de biens, n'est privé de donner le tiers prive de dondu reste de ses héritages à personne ner le tiers du etrange, ou qui n'attend part en fa refte. fuccession.

ARTICLE CCCCXXXVII.

Nul ne peut donner à fon fils na- On ne peut turel partie de fon héritage, ne le donner d'immeubles à fon faire tomber en ses mains directe- batarde ment ou indirectement, que les héritiers ne le puissent révoquer dans l'an & jour du décès du donateur.

(Voyez l'article 254, & ce que j'ai dit article 235 & 275).

voique le pere naturel ne puisse faire Il n'est pas passer directement ou par une voie obli- défendu que aucune portion de son héritage à son donner les ali-mens aux babatard, il lui doit des alimens qui sont ar- tards & de dobitrés suivant la qualité du pere & l'état des ter une fille nabiens qu'il possede. S'il n'a que des héritiers turelle. collatéraux, on pourvoit plus amplement le batard que s'il avoit laissé des enfans légitimes; on tolere les donations faites à une fille bararde pour la marier; l'obligation de doter

118 TIT. XVII. Des donations. est aussi étroite parmi nous que celle de fournir des alimens.

Si une fois les héritiers avoient approuvé 3i l'héritier la la donation faite au batard, ils ne seroient donation faite donarion taite pas recevables à l'attaquer dans la fuite, Arrêts ne peut la ré-rapportés par Basnage & Bérault. voquer par ia Le Vendredi 4 Août 1752, à l'Audience

penfion.

des placets, j'ai entendu discuter la ques-Combien le tion de sçavoir combien un batard pouvoit batard peut de demander d'années d'arrérages de la penmander d'arré-rages de sa sion qu'il avoit reçue de son pere naturel. Après le décès du pere il fut long-temps absent, & demanda à son retour vingt-neuf années d'arrétages de cette pension. Me Falaise, son Avocat, disoit que l'on ne pouvoit dans cette espece faire usage de l'Ordonnance de Louis XII, & que la prétention du batard étoit appuyée sur l'article 522 de la Coutume, qui n'admet, dans les actions personnelles & mobiliaires, que la prescription de 30 ans. Me Perchel, pour les héritiers du pere, soutenoit que les pensions alimentaires n'arrérageoient point, de même que le titre sacerdotal : il s'aidoit de cet article qui ne permet point de donner d'immeubles à son batard; ainsi quand même on regarderoit la pension d'une nature à arrérager, il n'en pourroit être dû que cinq années, puisque cette pension ne peut s'étendre sur les immeubles. La Cour appointa les Parties, & adjugea provisoirement 1200 livres au batard à prendre sur les biens du pere; mais par Arrêt du 22 Juin 1754, il ne fut accorde au batard que cinq années d'arrérages auparavant sa demande.

A RTICLE CCCCXXXVIII.

Et néanmoins les batards font capables de toutes donations d'autres pables de dopersonnes que de leurs pere & mere.

Batards ca nation d'autres que de fes pere, mere &

Coys les mots pere & mere, on com- aïeul, prend l'aïeul & l'aïeule; c'étoit l'opinion de Bérault contraire à celle de Godefroi. Basnage dit que bien qu'on ait moins à craindre le déréglement de la part de l'aïeul que de celle du pere, en autorisant les dons de l'aïeul, on pourroit faire indirectement ce qui est défendu par la Coutume.

ARTICLE CCCCXXXIX.

Les Mineurs & autres personnes étant en puissance de Tuteur, Gardien peuvent donou Curateur, ne peuvent donner di- teurs, Curarectement ni indirectement au profit teurs , leurs de leurs Tuteurs, Gardiens ou Cura- enfans, hériteurs, leurs enfans ou présomptifs leurs Pédagohéritiers, meubles ou immeubles gues. pendant le temps de leur administration, & jusqu'à ce qu'ils aient rendu compte, ni même à leurs Pédagogues, pendant le temps qu'ils font en leur charge.

Mineurs ne

E Novice ne peut disposer ni directement ni indirectement en faveur du à son Couvent Monastere dans lequel il va s'engager, ni ou autre. en faveur d'aucun autre Monastere, parce qu'il est alors sous la puissance des Religieux,

Ni le Novice

120 TIT. XVII. Des donations. qui par de spécieux prétexte pourroient gager à faire des donations aux Religi d'un autre Ordre, dans l'espérance que c qu'ils auroient fait gratifier , leur témoig roient leur reconnoissance en leur rendant pareil service. Bérault, sous l'article 173. ticle 28 de l'Ordonnance de Blois.

Si un Client lon Avocat.

C'est une erreur de prétendre que les Avo peut donner à sont toujours incapables de recevoir des d & des legs de leurs Cliens; en effer, qu l'Avocat n'a point usé de mauvailes voies p surprendre ceux qui lui font l'honneur de vre ses avis & ses conseils, quand il point d'une conduite suspecte & répréhe ble, quand il y a eu entre lui & la person dont il a recu quelques bienfaits, un lien mitié ou de parenté qui puisse avoir ét cause ou le principe de la libéralité, c'en assez pour la purifier. On ne décide pas est incapable de recevoir par cette seule rai qu'il est Avocat, ce seroit soumettre in tinctement à l'incapacité tous ceux qui vent une carriere noble; on juge des passés entre l'Avocati& le Client par les ve bles circonstances qui les ont produits. Ext de Dénisart au mot Avocat : cet Auteur porte l'Arrêt de Soulet , du 12 Avril 16 d'Adam , du 4 Mars 1692 , de Fource du 4 Juillet 1730, & plusieurs autres d fions qui ont confirmé des donations fa à des Avocats : on trouve dans Basnage semblable Arrêt du Parlement de Rou rendu en Grand'Chambre le 18 Avril 16 on confirma par cet Arrêt, en faveur Me Dehors, Avocat, une donation qui avoit été faite par sa Cliente du tiers ses biens & un legs universel de ses meub quoiqu'au temps de la donation il fut des rirres & papiers de la donatrice.

TIT. XVII. Des donations.

Les Médecins & Apothicaires ont été jugés par plusieurs Arrêts incapables de recevoir Médecins des libéralités de leurs malades; cependant loriqu'ils se renferment dans les bornes de leur état, & qu'ils n'ont recours à aucuns artifices condamnables, on confirme quelquefois les legs qui leur ont été faits, même en la demiere maladie. Cette incapacité ne peut être alléguée avec succès, lorsque le Médecin est proche parent du testateur, la parenté fait alors présumer que la libéralité doit sa naissance au penchant naturel qu'on a de faire du bien à ses proches, & non à la crainte que le Médecin n'abusât du pouvoir que sa qualité lui donne ; on ne peut aussi attaquer une donation entre-vifs faite à un Médecin par une personne jouissante d'une parfaite santé. Dénisart au mot Médecin,

Apothicaires?

ARTICLE CCCCXL.

Donation faite de la totalité des Réduction de acquêts & conquêts immeubles, ne la donation de vaut que jusqu'à la concurrence du conquêts. tiers de tous les biens du donateur: néanmoins où il y auroit divers héritiers aux propres & aux acquêts & conquêts, la donation de la totalité des acquêts & conquêts ne vaut que pour un tiers des acquêts & conquêts, nonobstant que ladite donation ait été faite en contrat de mariage portant cette claufe (que autrement n'eût été fait) en quelque lieu que le contrat soit fait & passé.

(Voyez les articles 330 & 371, & l'article 93 du Réglement de 1666, rapporté sous l'article 433).

Tome II.

TIT. XVII. Des donations.

ARTICLECCCCXLI

Tiers donné Celui auquel donation a été fa de tous les du tiers de tous les biens, doit av mentse prend. la tierce partie du propre, & la tier partie des acquêts & conquêts du d nateur.

(Voyez l'article 93 du Régleme de 1666 rapporté sous l'art. 433)

L'hétitier Un homme donne un héritage qui co point de re-cours sur l'hé-donation n'excede point le tiers de sa s ritier paternel cession immobiliaire, la donation est con pour le don mée, sans même que l'héritier mater fait du mater- puisse avoir récompense sur l'héritier au p pre paternel, ni fur l'héritier aux acque acquets. c'est la décision des Arrêts des 17 Juin & Juillet 1665, rapportés par Basnage, Au Arrêt du 27 Janvier 1685.

Donation biens.

Mais s'il étoit question d'une donati quand poriée d'une rente à prendre sur tous les biens donateur, ou d'une certaine quotité d' meubles, sans désignation de corps certa les divers héritiers, de chaque espece de bi du donateur, contribueroient alors par p portion à la rente ou à la donation.

ARTICLE CCCCXLII

Les donataires font tenus por Charges des donataires. toutes rentes foncieres & seigneur les. & autres charges réelles du à raison des choses à eux donnée

TIT. XVII. Des donations. encore qu'il n'en fût mention en la donation, sans qu'ils en puissent demander récompense aux héritiers du donateur.

(Voyez l'article 201 de la Coutume. Articles 23 & 24 du Réglement de 1666).

A raison de l'article est sensible, c'est Charges inque les charges de cette nature sont in- séparables du séparables du fonds qui les doit.

ARTICLE CCCCXLIII.

Et où les choses données seroient moindres que le tiers des biens du donateur, elles seront déchargées des dettes hypothécaires & personnelles du donateur, jusqu'à la concurrence dutiers, discussion préalablement faite des meubles.

C'EST-A-DIRE, que si la chose donnée, Si la dona-jointe à la part des dettes dont le dona-tion est au des-taire seroit chargé à proportion de la chose des biens du donnée, n'excede point le tiers du bien du donateur. donateur, le donataire n'est sujet'à aucune contribution des dettes. Par exemple, que le donateur ait 300 livres de rente; qu'il donne un objet de 90 livres de rente; que ·la proportion de contribution soit, eu égard aux 90 liv. de 200 liv. en principal pour les dettes, alors les dettes & don n'excédant point le tiers, il n'y aura point de contribution.

124 TIT. XVII. Des donations.

ARTICLE CCCCXLIV.

Donner & recenir ne vaut

Donner & retenir ne vaut rien.

ARTICLE CCCCXLV.

Ce que c'est que donner & retenir,

Donner & retenir est quand le de nateur s'est réservé la puissance c' disposer librement de la chose par l donnée entre-viss, ou qu'il demeur en la possession d'icelle.

Donation des biens présens & àvenir abrogée.

Les donations des biens présens & à veni qui ont tant exercé les Auteurs, sont es fin désendues à peine de nullité des dontions, même pour les biens présens, ence que le donataire eût été mis en possession vivant du donateur des biens présens en to ou en partie. Si la donation renserme effets mobiliers qui ne contienne pas utradition réelle, il faut en faire un état sigdes Parties, qui demeure annexé à la minde l'acte, faute de quoi le donataire n'a cune action contre le donateur ou ses hétiers. Art. 15 de l'Ordonnance du mois Février 1751.

Conféquence du principe.

Les donations qui ne comprennent que biens présens sont pareillement nulles, lo qu'elles sont faites à condition de payer l' dettes & charges de la succession du donate en tout ou partie, ou autres dettes & chargque celles qui existoient lors de la donation ou si l'on impose aux donations des condtions dont l'exécution dépend de la seule volonté du donateur : art. 16 de la même Ordonnance

TIT. XVII. Des donations. 125 Si le donateur s'est réservé la liberté de De la réserve disposer d'un effet compris dans la donation, d'une somme en d'une somme fixe sur les biens donnés, la chose donleste & la somme ne sont point compris née. dans la donation, quand même le donateur ktoit mort sans en avoir disposé, ils appartiement aux héritiers du donateur, nonchilant toutes stipulations contraires, ibidem. Linage rapporte un Arrêt du 12 Mars 1686 , pu lequel le donateur d'une terre confidérak, s'étant réservé la faculté de disposer Ame somme de 11000 livres sur les choses dennées, & étant mort sans avoir usé de A télerve, il fut jugé que la somme étoit

Elle an suppôt de la succession. Ges décisions ne s'appliquent pas aux doaxions faires en contrat de mariage, les en faveur des donations des biens présens & à venir y sont tes en contras stmiles; le donataire peut diviser la dona- de mariage. in, s'en tenir aux biens qui existoient lors tate, ou les prendre tels qu'ils se troutent au jour du décès du donateur, en suppotant diversement les dettes & charges suil'époque qu'il assigne à son option. Les per les derres & charges de la succession donateur, ou sous des conditions dont descrition dépend de la volonté du même contrats de mainge en faveur des conjoints ou de leurs desandans; mais les donataires doivent accom-It les conditions de la donation, ou y re-Moncer. Art. 17 & 18 de l'Ordonnance de

1711. Sile donateur par contrat de mariage s'est Mervé la liberté de disposer d'un effet com-Pis dans la donation des biens présens, ou fine somme fixe à prendre sur les biens, & vil meure sans en avoir disposé, l'esset ou la

Exceptions

126 TIT. XVII. Des donations.

somme appartient au donataire ou à ses h& ritiers; aussi nos Auteurs disent que la regle donner & retenir ne vaut, n'a pas lieu dans les donations faites par le contrat de mariage.

Des conditions.

J'ai parlé sous l'article 431 des conditions. qui peuvent être employées dans les donations; on en distingue de trois sortes, elles sont potestatives, mixtes ou casuelles; les premieres dépendent de la volonté du donateur ou du donataire; les lecondes sont subordonnées à la volonté de l'homme & au cas fortuit; les troisiemes sont purement éventuelles.

ARTICLE CCCCXLV4.

Ce n'est donner & retenir, quand, rétention d'u- l'on donne la propriété d'aucun hérisufruit est vala. tage, retenu à soi l'usufruit la vie durant ou à temps, ou quand il y a cause de constitut ou précaire, auquel cas vaut telle donation.

> AUSE de précaire ou constitut est quand. le donateur doit jouir de la chose donnée. tant qu'il plaira au donataire.

ARTICLE CCCCXLVII.

Donations | fe de mort.

Toutes donations faites par personréputées à cau- nes gisans malades de la maladie dont ils décedent, font réputées à cause de mort & testamentaires, ores que telles donations soient conçues par termes. de donations d'entre-vifs, si elles ne sont faites & passées devant Tabel.

TIT. XVII. Des donations. lions, quarante jours avant la mort du donateur, & infinuées dans lesdits marante jours.

ASNAGE, sous l'article 427, rapporte un Arrer du 21 Mars 1664, par lequel une d'une donadestion de 4000 livres, à prendre sur les de mort. tes présents & à venir du donateur après hideces, fur réputée à cause de mort, & maine au tiers des acquets, parce que le description de la faculté Califor. Une pareille disposition seroit mainfrant jugée nulle , à moins qu'elle n'eût été the par contrat de mariage. Art. 3 de l'Or**den**ance de 1731.

Exemple

Suvant cette Ordonnance il ne reste plus que deux formes de disposer de ses biens des donations des densities de ance gratuit, dont l'une est celle des do- mort. Excepmions entre-vifs, & l'autre celle des testa- tion, tes ou des codicilles; une donation entreva, qui n'est pas valable en cette qualité, # peut valoir comme disposition à cause mort au restamentaire. Att. 3 & 4 de l'Ordonance. On excepte les donations à cause de famen contrat de mariage qui sont valides.

Abrogation

ARTICLE CCCCXLVIII.

Toutes donations de choses im- Del'infinusmeubles faites entre-vifs, de pere à fils tion des domaen faveur de mariage, ou cause pitoya-Me, doivent être infinuées & acceptes dans les quatre mois, suivant Mordonnance, fors & excepté les dontions faites aux puînés de Caux.

(Voyez les articles 244 & 286 de la Coutume.

128 TIT. XVII. Des donations.

Nécessité de Les donations entre-vifs, même en faproduisent aucun effet que du jour qu'elles ont été acceptées par le donataire ou par son Procureur-Général ou spécial, dont la procuration doit demeurer annexée à la minute de la donation; si elle a été acceptée par une personne, se portant fort pour le donataire absent, elle n'engage le donateur que du jour de la ratification expresse faite par le donataire, & par acte devant Notaire, dont il reste minute; les Notaires & Tabellions ne, peuvent accepter les donations, comme stipulans pour les donataires absens, à peine de nullité des stipulations. Art. 5 de l'Ordonnance 1231.

Elle doit être explicite.

L'acceptation ne s'induit point des présomptions; la présence du donataire à l'acte. sa signature, l'entrée en possession des choses données, ne suffisent pas; l'acceptation doit être expresse. Art. 6. Ibidem.

Quid? Si le mineur ou in-

Si le donataire est mineur ou interdit par donataire est autorité de Justice, il est permis au Tuteur ou Curateur, au pere & à la mere ou autres ascendans, même du vivant du pere & do la mere, d'accepter pour lui, sans qu'il soit besoin d'avis de parens pour rendre l'acceptation valable. Art. 7, Ibidem.

Si la donaà des Hôpitaux,&c.

terdit.

L'acceptation peut aussi être faite par les tion est faite Administrateurs des Hôpitaux, Hôtel-Dieu-& autres établissemens de charités duemens autorisés, & par les Curés & Marguilliers, lorsqu'il s'agit de donations entre-vifs, faires pour le service divin, pour fondations particulieres, ou pour la subfistance & le soulage ment des pauvres de leur Paroisse. Art. 8. Ibid.

L'article 9 porte que les femmes mariées, A des femmes mariées. qui ne sont communes en biens, ou qui ont

TIT. XVII. Des donations. 129 été séparées, par Sentence ou par Arrêt, ne peuvent accepter aucunes donations entrevifs sans être autorisées par leur mari, ou

par Justice à son refus.

Les Mineurs, les Interdits, les Eglises, On ne reçoir les Hôpitaux, Communautés ou autres qui pas de Letjouissent des privileges des Mineurs , ne tres de restitupeuvent être restitués contre le défaut d'ac- défaut d'acceptation, sans préjudice du recours, tel que ceptation, mêde droit des Mineurs ou Interdits , contre des privilés leurs Tuteurs ou Curateurs, & des Eglises, giés. Hôpitaux , Communautés , contre leurs Administrateurs', sans qu'en aucun cas la donation puisse être confirmée, sous prétexte de l'insolvabilité de ceux qui sont susceptibles du recours. Art. 14. Ibidem.

Ilest cependant des donations exemptes de Exception la rigueur de cette formalité ; celles faites en faveur des par contrat de mariage aux conjoints ou contrat de maaleurs enfans à naître, soit par les conjoints, riage. mêmes les ascendans ou parens collatéraux, ne sont pas annullées sous prétexte de défaut.

d'acceptation: Art. 10.

La donation faite en faveur du donataire Autres except & de les enfans à naître, ou chargée de fub-tions.

stitution au profit des enfans, ou d'autres personnes nées & à naître, est valide à l'égard des enfans ou autres personnes, par l'acceptation du donataire, quoique les donataires soient des collatéraux ou des étrangers, & qu'elle ait été faite hors contrat de maria-

ge. Art. 11. Ibidem.

Dans le cas d'une donation faite à des enfans nés ou à naître, il suffit, pour la faire valoir au profit des enfans qui naîtront dans: la suire, qu'elle ait été acceptée par les enfans nés, ou par ceux à qui l'Ordonnance donne : pouvoir de faire l'acceptation en leur lieu &: place. Art. 12.

130 Tit. XVII. Des donations.

Les institutions contractuelles ou promesses de garder succession, les donations à cause demort par contrat de mariage, subsistent malgré le défaut d'acceptation. Art. 13.

L'infinuation est encore une formalité essen-Nécessité de l'infinuation, tielle à la validité des donations entre vifs-

Toutes donations, même les donations rénumératoires, mutuelles & égales, celles faires à l'Eglise, à la charge de services & de fondations, doivent être infinuées suivant la disposition de l'Ordonnance, à peine de' nullité.

L'infinuation des immeubles réels, ou qui lieu le fait l'in- ont une assiette suivant les loix & l'usage des lieux, se fait à peine de nullité au Greffe des Bailliages ressortissans nuement au Parlement du domicile du donateur, & du lieu de l'assiette des biens donnés; elle ne se fait pas dans d'autres Jurisdictions royales, dans les Justices seigneuriales, quelques éminentes qu'elles soient; si le donateur a son domicile sous de pareilles Jurisdictions, ou si les biens donnés y sont situés, l'insinuation doit êrre faite au Greffe du Siege qui a la connoissance des cas royaux dans le lieu du domicile, & de la situation des biens donnés, à peine de nullité.

Ce que c'est que l'infinuation.

L'infinuation est une transcription en entier de l'acte de donation, si elle est faite par un acte séparé, ou de la partie de l'acte qui contient la donation, ses charges ou conditions, il suffit à cet égard de représentez la grosse; la transcription se fait sur un registre particulier, coté & paraphé à chaque féuillet par le premier Officier du Bailliage qui le clôt & l'arrête à la fin de chaque année; le dépositaire du registre est tenu d'en donner communication, quand il en est requis, même d'en délivrer un extrait signé de

TIT. XVII. Des donations. lui, files parties le demandent, en payant pour la délivrance un salaire raisonnable. Déclaration du 17 Février 1733. Article 24 & 25 de l'Ordonnance.

Il a été jugé par Arrêt du 4 Avril 1740 , que l'infinuation des donations se doit faire Avril 1740.

aux Bureaux établis par la Déclaration du

17 Février que je viens de citer.

Si l'infinuation a été fuite dans les délais sonts par les Ordonnances, même après le faite dans les. fores par les Ordonnances, meme apass délais des Op-éces du donateur ou du donataire, la dona-donnances. tion a effet du jour de la date à l'égard de Son effet. tottes fortes de personnes; elle peur cependux être insinuée après les délais, même près le décès du donaraire, pourvu que le dotateur soit vivant, mais elle n'a d'effet en e cas que du jour de l'infinuacion.

Le défaut d'infinuation peut être opposé Qui peut opper les tiers-acquéreurs & créanciers du do- poler le défaux ateur, par les héritiers, donataires posté d'infinuation. icurs on légataires, par tous seux qui y ont inticts, autres cependant que le donateur; ela a lieu, quand même le donateur se seroit chargé expressément de faire insinuer la domion, à peine de tous dépens, dommages & intérêt. Cette clause est regardée comme

mile. Art. 27. Ibidem.

L'article 28 dit que le défaut d'infinuation seut pareillement être oppolé à la femme d'infinuation même séparée & à ses héritiers, pour toutes posé à la femks donations faites à son profit sujettes à l'in- me séparée. fauation, à peine de nullité; il lui réserve son recours, s'il y échet, contre le mari & ses Mritiers, mais la donation ne peut, sous rétexte de leur insolvabilité, être confirmée en aucun cas, nonobstant le défaut d'infiacation.

Le mari ni ses héritiers ou ayans cause ne Exceptional geuvent en aucun cas opposer le défaut d'in-

Infinuation.

132 TIT. XVII. Des donations. finuation, même à la femme séparée ou à ses héritiers ou ayans cause ; il en est de même: des Tuteurs, Curateurs, Administrateurs'ou autres chargés par leur qualité, de faire insinuer les donations faites par eux ou par autres personnes, aux Mineurs ou autres étantfous leur autorité, ils ne peuvent leur opposer le défaut d'insinuation, ni à leurs héritiers ou ayans cause. Article 30 & 31 del'Ordonnance.

Aux Mineurs. fans elpoir de refticution.

Les Mineurs, l'Eglise, les Hôpitaux Mopitaux, &c. Communausés & autres qui jouissent du privilege des Mineurs, ne sont point restitués contre le défaut d'infinuation, sauf le recours. de droit contre les Tuteurs ou Administrateurs; mais la restitution n'a pas lieu quand les Tuteurs ou Administrateurs se trouvent insolvables. Art. 32. Ibidem.

Exception à gne directe.

Les donations faires dans les contrats de-Megard des do- mariage en ligne directe, ne sont point sumations faites jettes à la formalité de l'infinuation. Gettemariage en li- disposition déroge à notre Coutume, Article 19. Ibidem.

Exception en **pobil**。

La peine de nullité ne s'observe pas à l'éseveur du don gard du don mobil fait par la femme à son mari, à quelque somme ou valeur qu'il puissemonter; c'est l'expression de la Déclaration. du 25 Juin 1729, qui est conforme en ce point à notre Jurisprudence.

Pendant quel nuation,

Une donation nulle, par le défaut d'insiemps on peut muation ou d'acceptation, peut être attaquée opposer le dé-pendant 40 ans de sa date; ces nullités ne se fon & d'infi- couvrent pas par le laps de dix ans ; la donation n'est pas en effet contre la Coutume, mais elle ne peut former un titre valable faute d'y avoir observé les formalités prescrites par les Ordonnances. Arrêt du 127 Feyrier 1762.

ARTICLE CCCCXLIX.

Donation faite d'héritage par hom-me ou femme n'ayant enfans, peut de donation être révoquée par le donateur, ave-d'enfans. nant qu'il ait enfans procréés en loyal mariage, réservé celle faite en faveur de mariage. & pour la dot de la femme, laquelle est révoquée quant à la propriété seulement, demeurant l'usufruit à la femme; & si elle est faite an mari, la femme aura douaire sur les choses données.

Les donations entre-vifs, faites par per-Révocation de plein droit; même parde descendans actuellement vivans dans le légitimation, temps de la donation, de quelqu'espece par mariagequ'elles soient, même en faveur de mariage, subséquente fielles sont faites par autres que les conjoints. ou les ascendans, demeurent révoquées de plein droit par la survenance d'un enfant: Reitime du donateur, même d'un posthume, ou par la légitimation d'un enfant naturel par le mariage subséquent. Art. 39 de l'Ordonnance de 1731.

La révocation a lieu encore que l'enfant. Elle a lieudu donateur ou de la donatrice fût conçu au quand l'enfant umps de la donation. Art. 40.

La donation demeure pareillement révo-donation. quée, quand même 'e donataire seroit entré La possessien in possession des biens donnés, & qu'il y au-du donaraire toit été laissé par le donateur depuis la sur- la révocation. renance d'enfans; le donataire ne restitue De quel jour. ependant les fruits que du jour que la naifance de l'enfant, ou la légitimation par ma-

Révocation

au temps de la

134 TIT. XVII. Des donations. ziage subséquent lui a été notifiée par exploit ou autre acte en forme; mais la restitution des fruits est due depuis la notification, quand même la demande en révocation auroit été formée postérieurement. Article 41. Ibidem.

Les biens donation hypotheques du donataire.

Les biens compris dans la donation révo-. compris dans quée de plein droit rentrent dans le patrimoiaffranchis des ne du donateur, libres de toutes charges & hypotheques du chef du donataire, sant qu'ils puissent demenrer affectés, même subsidiairement à la restitution de la dot, douaire ou autres conventions matrimoniales, quand même it seroit dir dans le contrat de mariage que le donataire s'est obligé, comme caution par la donation, à l'exécution des clauses qu'il renferme. Art. 42.

Donations en forme.

Les donations ainsi révoquées ne peuvent révo- revivre ni par la mort de l'enfant, ni par quées ne revi- aucun acte confirmatif; & si le donateur veut vent que par aucun acte confirmatif; & si le donateur veut un second acte donner les mêmes biens, soit avant ou après la mort de l'enfant, par la naissance duquel la donation avoit été révoquée, il ne le peue faire que par une nouvelle disposition. Article 43.

Claufes con-

Toute clause ou convention, par laquelle traires au pou- le donateur auroit renoncé à la révocation. voir de révo-quer sont nul- de la donation, est regardée comme nulle, & ne produit aucun effet. Article 44. Ibidem.

Si l'on peut prescription. cation,

L'article 45 porte que le donataire, ses la héritiers, ou ayans cause ou autres détenteurs contre la revo. des choses données, ne peuvent opposer la prescription, pour faire valoir la donation révoquée par survenance d'enfans, qu'après une possession de 30 années, qui ne commence à courir que du jour de la naissance du dernier enfant du donateur, même posthume, sans préjudice, y est-il dit, des intersuprions telles que de droit. Comme cette dis-

TIT. XVII. Des donations. 135 polition est fondée sur l'article 118 de la Conume de Paris, il semble que nous ne devions admettre que la prescription de 40 ans.



ARTICLE CCCCL.

Donation faite de tous les biens Réduction de à la charge d'alimens, foit par dé-la donation à mission ou autrement, n'est valable que mens, jusqu'à la concurrence du tiers; sauf à déduire les alimens sur les meubles & fruits des deux autres tiers.

N auroit pu douter si une donation de Doutes que certe espece étoit réductible au tiers, l'on auroit pu parce qu'elle greve le donataire & est avan-élever sur ces ageuse au donateur. Il semble donc qu'elle article, devroit être distinguée des donations qui n'ont pour monf que l'exercice de la libéralité; cependant la Coutume, dans l'intention de prévenir la fraude, a statué que la donation sinsi modifiée doit être réduite au tiers, non par le donateur, mais par ses héritiers, sauf 🕶 donataire de prendre, sur les meubles & fat les fruits des deux autres tiers des immeubles du donateur, la dépense qu'il auroit faite pour lui fournir des alimens. Pesnelle tome II.

136 TIP. XVIII. Des retraits & clam.

TITRE XVIII.

DES RETRAITS ET CLAMEUR.

ARTICLE CCCCLE

L'on peut se clamer en l'héritage vendu en quatre manieres; à droit de lignage, droit seigneurial, droit conventionnel, & à droit de lettre: lue.

Cinq fortes de retraits.

N peut ajouter à cette division une cinquieme espece de retraits, qui est celle du propriétaire à l'égard de la rente fonciere & de l'ulufruit mentionné aux art. 501 & 502.

ARTICLE CCCCLII.

Quelles chotemps.

Tout héritage ou autre chose im-Ressont sujettes meuble, soit propre ou acquet, venquel du par deniers, ou fieffé par rente racquittable à prix d'argent, peut être retiré, tant par le Seigneur féodal. immédiat, que par les lignagers du vendeur, jusqu'au septieme dégré icelui inclus, dedans l'an & jour de la. lecture & publication du contrat.

(Voyez l'article 455).

Pour donner F E retrait suppose une vente faite; or, la: Men au retrait, Li vente est consommée par le consentement : da venie doit des parties sur la chose & sur le prix; cepen-Acre parfaire.

TIT. XVIII. Des retraits & clam. 137 dant suivant nos usages, une vente d'immeubles doit être rédigée par écrit; mais il importe peu qu'elle soit sous signature privée ou devant Notaires, à moins qu'il ne fût convenu entre le vendeur & l'acquéreur que la vente n'auroit lieu que forsqu'elle seroit passée devant Notaires. Pothier, du contrat

La promesse de vendre, qui peut être suivie en cas d'inexécution d'une condamnation de dommages & intérêts, ne donne pas ou-. verture à l'action en retrait.

Bainage rapporte un Arrêt, qui juge qu'un Si les offices office domanial est damable. L'Arrêt est du 20 sont clamables. Juin 1653. Autre Arrêt du 21 Janvier 1651.

Rentes constituées à prix d'argent ne sont Rentes hypopoint clamubles. art. 115 du Réglement de theques ne sont clamables.

Les héritages donnés en paiement de dot Héritages à la fille par le pere ou par le frere, ainsi donnés en dot que les biens donnés par le mari à sa femme pour la rem-pour la remplir de ses biens qu'il auroit alié-plir, ne sont nés, ne sont point sujets à retrait. Outre les sujets ni à re-Arrets que rapporte Basnage, la Cour en a trait ni à treirendu plusieurs depuis, sçavoir, un du 25 Février 1757, un autre le 25 Décembre 1765,

registré dans les Bailliages, qui décident que les héritages donnés aux filles pour le paiement de leur dot ou aux femmes pour leurs remplois, ne sont sujets ni à retrait ni

à treizieme. Les contrats de fiesse ne sont point sujets Fiesse quana

1

à clame ir, à moins qu'il n'y ait soulte de de- meur. niers ou promesse de la part du siessant de recevoir le capital toutes fois & quantes , que le fieffataire ou ses héritiers ne rembourkut la rente de fiesse avant trente ans, ou qu'en acquit de la rente de fieffe, le fieffa-Mic n'eût été chargé de payer une tente hy-

138 TIT. XVIII. Des retraits & clam. potheque; on excepte le cas, dans lequel le fieffant auroit stipulé que le fieffataire payeroit les arrérages de la rente qu'il doit, en déduction des arrérages de la rente de fieffe, car cette ftipulation ne rend pas le contrat retrayable. Arrêt du 5 Juin 1657, Basnage. Déclarations du Roi des 10 Janvier & 26 Mai 1725.

clamable.

de Par Arrêt du 7 Décembre 1723, il a été Fiesse quand jugé que la remise faite au créancier de la rente de fieffe des fonds fieffes est sujerte à clameur quand elle est faite à prix d'argent, parce que ce traité a les caracteres d'une vente. On a aussi jugé clamable la rétrocession d'une fieste faite avec rétention d'u-Sufruit. Arrêt du 27 Avril 1762.

An & jour de la lecture tion.

L'an & jour de la clameur ne court que du court du jour jour de la lecture de la ratification, fi le conde la ratifica- trat originaire est nul, car la ratification donne alors l'existence à la vente & transfere la propriété. Ainfi si le mari vend un fonds appartenant à la femme sans fon consentement, comme un pareil contrat n'a aucun effet de luimême ; le délai pour faire le retrait ne courra que du jour que la femme aura ratifié. Arrêt de 1620.

ARTICLE CCCCLIII.

1:curé clama-

Et si la lecture & publication n'en ble dans trente a été faite, le contrat est clamable dans trente ans, en rembourfant le prix & loyaux-coûts; desquels loyauxcoûts le clamant baillera caution , s'ils ne peuvent être promptement liquidés, pour les contrats qui seront faits à l'avenir.

(Voyez l'article 455).

Ladus par un mans constant ont été ven- De plusieurs dus par un même contrat, & qu'ils sont fonds vendus amés en différentes Paroiffes, si la lecture du contrat, les contrat n'a pas été faite le même jour aux uns sont cla-Paroifles de leur situation, le lignager pourra mables, les auretirer une partie des héritages dans l'an & tres ne le sons jour de la derniere lecture, encore qu'à l'égard des autres le temps du retrait soit expiré. Ainsi jugé par Arrêt du 14 Décembre 1655, la Cour, en réformant la Sentence dont étoit appel, condamna l'acquéreur à faire délais des héritages clamés, si mieux n'aimoit remettre le tout; en quoi faisant, le lignager seroit tenu de rembourser le prix du

Si un contrat n'a point été valablement Même au prélecturé, & que l'héritage vendu ait été dé- judice du dés crété aux mains de l'acquéreur, le lignager peut clamer dans les trente ans, du jour du contrat volontaire, en remboursant l'adjudiearaire du prix de l'adjudication à proportion de l'héritage clamé. Arrêt du 28 Juin 1619; cet Arrêt pris en these générale n'est pas juste, car le retrayant, venant dans le délai, ne devoit rembourser que le prix du contrat, puisque le décret ne purgeoit pas le defaut de lecture.

La lecture d'un second contrat de vente ne Si la lecture purge point le défaut de la lecture du pre- d'un mier; mais s'il existoit deux contrats de la le défaut du même chose faits au profit du même acqué- premier. reur par le même vendeur, ce qu'il n'est pas naturel de présumer, la lecture du dernier purgeroit le défaut du premier. Arrêts des 19 Juillet 1669, Juin 1622 & 15 Mai

1668. Le retrayant a selon Godestoi la faculté Si le red'opposer à l'acquéreur la compensation au trayant peut au lieu du prix

140 TIT. XVIII. Des retraits & oppoler

lieu de deniers comptans, d'autant compensation. retrayant , s'il étoit forcé de payer, roit reprendre d'une main ce qu'il aur boursé de l'autre; cet Auteur excepte moins le cas où le prix du contrat encore du ou transporté à un tiers, car trayant n'est créancier ni du vendeur celui au profit duquel le transport a ét Basnage dit que la compensation ne pas un véritable paiement, que c'est un tion feinte, que bien qu'il fut juste d'a tre la compensation, quand la dette ne être contestée, pour prévenir les incid l'acquéreur, il est plus sûr d'offrir le ren senient en deniers pour ne rien hasarde

Lorsque le Secrétaire du Roi acquéroi la mouvance du Domaine, le retrayan privilégié étoit dans l'obligation de lu bourfer le treizieme; mais fi l'Arrêt du

du seil du 16 Mars 1771 s'exécute, tout Confeil du 26 questions, relatives aux exemptions des Mats 1771. taires du Roi, par rapport au treizieme retrait, deviendront inutiles. Voyer I' 171 de la Coutume.

Des incengarant,

Nos Aureurs fur cet article ont tra dies qui en est question du péril des incendies ; la Jus dence en rend fusceptibles les Fermie ne prouvent pas que l'incendie n'est po rivée par leur faute.

ARTICLE CCCCLI

Les héritages ou rentes vendus Lieux où il n'y a que qua- le Pont-Audemer, Pont-l'Evé jours Lifieux, Caen, Coutances, A pour clameur, ches, & autres endroits, efqu n'y a que vingt - quatre heures de

Tit. XVIII. Des retraits & clam. 141 mem, pourront être dorénavant retirés dans les quarante jours du jour de lecture & publication du contrat.

٠ :

....

Ĵċ. 23-

ÞĖ

æ.

तं

-

× . : ::

÷

5

7

🕻 i un contrat de vente d'héritages, situés dans les lieux désignés par la Coutume, a'aroit point été lecturé, il seroit clamable das trente ans; cet article ne parlant que des contrats dont la lecture a été faite.

ARTICLE CCCCLV.

La lecture se doit faire publique- De la lecture ment & à haute voix, à jour de Di- des contrats, manche, issue de la Messe Paroissiale du lieu où les héritages sont assis, en la présence de quatre témoins, pour le moins, qui seront à ce appellés & figneront l'acte de publication sur le dos du contrat, dont le Curé ou Vicaire, Sergent ou Tabellion du lieu qui aura fait ladite lecture est tenu faire registre; & n'est reçu aucun à faire preuve de ladite lecture par témoins. Pourront néanmoins les contractans pour leur sûreté, faire enrégistrer ladite lecture au Greffe de la Jurisdiction ordinaire.

(Voyez ce que j'ai dit sous l'article 452, au sujet des biens situés en plusieurs Paroisses).

UJOURD'HUI les Curés, Vicaires & Sergens n'ont plus le droit de faire la ne peut êti lecture des contrats de vente qui doit être le Notaire d

142 TIT. XVIII. Des retrais faite par le Notaire du lieu de du mois d'Avril 1694 & la Déc 14 Septembre 1710.

le registre du trat.

si on peut Si l'acquéreur clamé a perdu faire preuve de de son contrat, & qu'il ne pui la lecture par de la lecture mile fur le dos, Notaire, ayant vable à faire la preuve par téme perduson con- contrat a été vu , tenu & lu ? bouté par Arrêt du 14 Mai 163 un lignager après 25 ans de po l'acquéreur; celui-ci ne pouvant contrat, représentoit le registre décédé six ans avant l'action, noit que la lecture avoit été fai rapporte, en faveur de l'acquérei tre Arrêt du 8 Juillet 1681, das pece, la lecture étoit justifiée pa du registre du Sergent, par un contrôle où elle étoit employée, Sentence de l'année 1656, par vendeur avoit été débouté de la réméré qu'il avoit retenue, & da la lecture avoit été visée; mais se renferme dans la preuve voca périlleux de l'admettre. Basnage r. Arrêts pour & contre cette opini que si l'on se porte à l'admettre que les témoins parlent précisémes bre de ceux qui ont figné le con leurs fignatures qu'ils déclareront noître; il voudroit encore que c füt faite par quatre témoins.

Lecture faite a part nulle.

Arrêt du 22 Août 1759 fur for une feuille, suit : Un Curé avoit fait la lecture trat d'acquifition le 22 Juillet 16 lieu de mettre l'acte de la lecture du contrat , suivant cet artic prétexte qu'il n'y avoit pas de pl & qu'il auroit été obligé de l'écri

TIT. XVIII. Des retraits & clam. 143 marges; il mit la lecture sur une feuille a part, & la coucha en outre sur le registre ordinaire à faire la lecture. L'acte étoit figné de neuf témoins ; mais la fignature du Curé qui l'avoit faite étoit la quatrieme en ordre : le contrat fut clamé le 10 Mai 1715, à l'expiration des trente ans; & sur ce que le clamé objecta l'acte de lecture, le clamant la soutint nulle, faute d'être sur le dos du contrat, & faute par le Curé de n'avoir pas signé après les témoins, suivant l'Arrêt de Bérault du 15 Janvier 1613, rapporté par cet Auteur sous cet article. Les deux premiers Juges n'avoient point eu d'égard aux nullités, & par l'Arrêt il fut dit à bonne cause la clameur, vu la nullité de l'acte de lecture.

Autre Arrêt pareil rendu le 6 Juillet 1731.

plaidans Thouars & Villers.

Autre Arrêt, Un contrat d'acquisition étoit Enjoint aux passé dans l'étendue d'une Généralité : il fut Notaires quoilecturé dans une autre : le Notaire, au lieu qu'il y ait de mettre l'acte de lecture sur le dos du con- formule , de trat, l'avoit mis sur un acte à part qu'il dé- meitre la lectulivra à l'acquéreur, en observant qu'il en resur le dos, avoit agi ainsi, attendu la diversité de for- à peine de ré-mule. Le contrat ayant été clamé vingt- térêts des pardeux ans après la lecture, l'acquéreur soutint ties. le lignager non-recevable. Il appuya la validité de l'acte de lecture sur l'Ordonnance des Aides de 1680', & sur les certificats des Notaires du canton, qui attestoient que dans le cas de changement de formule, ils mettoient l'acte de lecture sur le formule en usage dans le lieu pour se conformer à l'Ordonnance de 1680. Le premier Juge ayant dit à bonne cause la clameur, la Sentence fut confirmée par Arrêt du 20 Mars 1760, & la Cour faisant droit sur les plus

144 TIT. XVIII. Des retraits & clam. amples conclusions de M. le Procureur-Général du Roi, enjoint aux Notaires des lieux où la lecture a été faite, de se conformer pour la lecture des contrats à l'article 455 de la Coutume, à peine d'interdiction, & de répondre en leur propre & privé nom. des dommages & intérêts des Parties, à laquelle fin ordonne que l'Arrêt sera signisé à ceux des Notaires qui avoient donné des certificats, requête de M. le Procureur-Gé-

Les quatre lecture.

néral, à leurs frais. Arrêt rendu le 7 Juillet 1728, en la deutémoins doi- xieme Chambre des Enquêtes, au rapport més dans la de M. de Martinbos, qui juge une lecture nulle où il n'y avoit que trois témoins nommés dans le corps de la lecture, quoiqu'il y en eût quatre qui eussent signé; mais le quatrieme témoin n'étoit point dénommé, sur ce défaut on admit une clameur intentée vingt ans après le contrat de vente.

Leaure conhaute & intelligible voix.

Arrêt du 19 Novembre 1737, au petit qu'il ne füt Rôle, prononcé par M. de Pontcarré, sur point dit qu'el- les conclusions de M. l'Avocat-Général le le fut faite à Bailli, qui confirme une Sentence, laquelle avoit déclaré valable la lecture d'un contrat où le Notaire avoit dit avoir fait lecture, sans y ajouter que c'étoit à haute & intelligible voix, comme il est requis par la Coutume, plaidans d'Hermenge & Brehain.

ARTICLE CCCCLVI.

Où se fait la Province.

Et où le corps des Eglises seroit lecture lorique hors le ressort de Normandie, & les héritages assis dans ledit ressort, la lecture s'en peut faire au prochain marché des choses vendues, ou en Ttr. XVIII. Des retraits & clam. 145 la Juridiction ordinaire, dont lefdites terres & héritages vendus sont dépendans.

(Voyez l'article 555).

PAR le marché le plus prochain, on doit entendre le marché le plus proche dans le ressort de la Province.

Dans le cas de la lecture à l'Audience, il faut faire figner quatre témoins, les Avocats assistans à l'Audience, ou autres qui soient idoines.

ARTICLE CCCCLVII.

L'an & jour du retrait court aussi Prescription bien contre le Mineur que contre le pour le temps du retrait coutumier, contre tion.

L'absent, &c.

(Voyez l'article 481. Contra articles 435, 437 & 254).

Basnage pose en principe que la preseription coutumiere court en Normanment de B die contre le Mineur, car tout ce qui est nage, requis par la Coutume pour acquérir ou former un droit, a son cours continuel, sans pouvoir être interrompu à cause de la minorité, comme de faire inventaire, faire des offres dans un temps fatal, & particulierement de retraire à droit de sang ou à droit féodal La loi qui exclut le bénésice de restitution est bien sage; car comme il est peu defa milles où il ne se trouve des Mineurs, le bénésice de restitution rendroit Tome II.

146 TIT. XVIII. Des retraits & clam. pendant un temps trop long le fort des aliénations incertain.

Le temps faere les ablens.

Mais si la minorité ne proroge pas l'aceal court con- tion en retrait , il en est de même à plus forte raison de l'absence.

ARTICLE CCCCLVIII.

Dans quel

L'an & jour de la clameur de l'héritemps faut-il tage décrété, commence à courir du clamer les héderniere renchere, & adjudication d'icelle, encore qu'il en fût appellé, & l'appellation indécise, pourvu que le décret soit passé devant le Juge ordinaire, au reffort duquel l'héritage eft affis.

Cas où les décreis ne font pas fujets à lecture.

RTICLE 97 du Réglement de 1666. Il n'est besoin de faire la lecture de l'adjudication par décret des héritages nobles ou roturiers, quand elle est faite en vertu de lettres de mixtion.

La vente à

Il n'en est pas ainsi de la vente faite charge de dé- d'un héritage à charge du décret, car fuicret doit être vant l'Arrêt du dernier Août 1613, rap-clamée dans l'an de la lectu- porté par Bérault, la clameur se doit faire dans l'an & jour de la lecture du contrat. C'est que l'adjudication par décret n'est que l'exécution du contrat qui fait la véritable vente, & que le décret n'est entrepris que pour la sûreré de l'acquéreur & purger les hyporheques. Mais fi un tiers se rend adjudicataire, l'an du retrait ne commencera à courir que du jour marqué par cet article.

des Il faut observer que cet article n'a lien

TIT. XVIII. Des retraits & clam. 147
que pour les décrets & non pour les biens de Mides Mineurs vendus judiciairement, ces sorneurs en Justices de ventes étant sujettes à la lecture, ce, sont sujettes de ventes étant sujettes à la lecture, ces à la lecture, des biens des Mineurs soit précédée de quelques proclamations, elle se fait avec beaucoup moins de solemnité que le décret sorde, de le Juge est moins gêné par la forme, ce qui fait que les ventes de la premiere est-pece sont moins notoires.



ARTICLE CCCCLIX.

Et où il seroit passé ailleurs, l'an Décrets saite de sa clameur n'aura cours que du pardevant le jour que la lecture & publication aura Juge ordinaire été faite de l'adjudication, à l'issue sujeur à lecture. de la Messe Paroissale du lieu où les héritages sont assis selon la forme prescrite pour la publication des contrats de vendition; si c'est un Fies notable, il sustina que la lecture & publication soit faite issue de la Messe Paroissale du lieu où le principal manoir est assis.

(Voyez l'article 97 du Réglement de 1666, rapporté sous l'article précédent).

A RT. 98 dudit Réglement. Mais quand Quid, torfon a adjugé les héritages situés en die et fait en vers Bailliages, en vertu d'Arrêt du Parletud'Arrêt de la ment, la lecture doit être faite à l'égard de Court ceux qui sont situés hors le ressort du Bailliage où ils ont été adjugés.

Gij

148 TIT. XVIII. Des retraits & clam?

Mais si dans un Bailliage on faisoit une adjudication par décret de biens situés dans deux Vicomtés dépendantes de ce même Bailliage, il n'est point besoin de lecture, suivant les Arrêts que rapporte Basnage.

Adjudication vant les Elus doit être lue.

Si une adjudication par décret s'est faite par décret de- devant les Elus, l'adjudication doit être lue, quoique l'adjudicataire réfide dans l'étendue de la Jurisdiction où les fonds sont situés. Arrêt du 19 Mars 1726.

ARTICLE CCCCLX.

.Conditions au contrat.

Toutes conditions retenues par les retenues par vendeurs, doivent être insérées dans le vendeur, se-ront insérées les contrats de vendition, & publiées, autrement on n'y aura aucun égard, & ne seront les clamans tenus les accomplir.

Sageffe cette disposition.

C ETTE disposition est très sage, si les con-tre-lettres tenues secretes avoient quelque force, le retrait deviendroit impossible. & personne n'oseroit s'exposer à en courir les risques, aussi nous n'aurions aucun égard, contre l'opinion de Dumoulin, à une faculté de rachat retenue par un acte séparé du contrat, quoique du même jour; cependant si cet acte avoit été lu & publié avec le contrat, & dans la même forme, Basnage pense qu'il auroit alors son effet, parce que le lignager ne pourroit raisonnablement se plaindre. Tunc censeretur unus contractus.

ARTICLE CCCCLXI.

En permutation de choses immeubles, il n'y a point de clameur : toute- quand est clafois si l'un des copermutans ou personne interposée pour lui, rachete l'échange qu'il a baillé dans l'an & jour, ou bien s'il est prouvé qu'il fût ainsi convenu entre les Parties lors de ladite copermutation, il y a ouverture de clameur dans trente ans.

(Vovez l'article 464).

E contrat d'échange ne donne pas ou- Pourquoi l'éretture au retrait à cause du remplace pas clamable. ment perpétuel qu'il opere ; mais si dans pas clamable. l'an & jour de l'acte l'un des échangistes rachete l'héritage cédé à ce titre, la Coutume répute cette maniere de traiter une venm déguisée sous une forme étrangere.

Deux personnes font échange, l'une pro- Si c'est une met à l'autre par écrit de lui trouver un fraude que de acquereur pour la terre qu'elle lui donne quereur pour en echange; cette convention ou paction l'héritage donne donne point ouverture à la cla meur, néen échanges Parce que le fonds ne rentre points en la Possession de celui qui l'a donné en contr'échange.

ARTICLE CCCCLXII.

L'héritage baillé à rente rachetable Héritage bassen tout ou partie, est sujet à retrait le à rente ra-dans l'an & jour, en remboursant clamable.

G iii

150 TIT. XVIII. Des retraits & clam. le principal de ladite rente & arrérages à celui à qui elle est due, on à son refus icelle confignant : & n'eft reçu le clamant à faire la rente, si ce n'est du consentement du vendeur.

(Voyez les articles 497 & 507).

Particle 452.

Parallele de ARTICLE 452 avoit déjà décidé que tout I héritage fieffé par rente racquittable à prix d'argent est sujet au retrait, & cette décision est fondée sur ce qu'une pareille zente a toujours une estimation certaine, & fait dans le commerce fonction de deniers il résulte de cet article qu'il suffit qu'une portion de l'héritage ait été cédé par bail à rente racquittable pour donner lieu à la clameur pour le tout, en remboursant le sort principal & arrérages de la rente rachetable. & en continuant celle qui ne l'est pas. Mais l'argent donné sans fraude au proxenere n'ouvre pas le retrait. Arrêt du 17 Juillet 1723, au rapport de M. d'Auzouville.

ARTICLE CCCCLXIII.

Boia de hauquand clamabic.

Bois de haure-fûtaie est sujet à rete - furaie , trait, encore qu'il ait été vendu à la charge d'être coupé, pourvu qu'il foit fur le pied lors de la clameur fignifiée & à la charge du contrat.

Cet article CET article est contraire au droit comau droit com- cas , & le retrayant est assujetti à remplie toutes les conditions du marché.

Secondeven. La seconde vente du bois faite par l'achete des hauts- teur n'eft pas fujerte au retrait. Berault rapTIT.XVIII. Des retraits & clam. 151

porte un Arrêt du 7 Mars 1622 qui l'a ainsi bois non re-

jogć.

Basnage traite ici plusieurs questions fort Le créancier peu analogues à la disposition de la Coutu-peut il arrêter me. Il demande si le créancier peut arrêter sie le bois sur le bois vendu par son débient server sie le bois sur sur pied, il rapporte un Arrêt du premier Août 1688, qui déclare que le créancier ne peut user d'arrêt par simple saisse, que le créancier n'a d'autre voie que celle de la sai-

le bois vendu par son débiteur étant encore pied? Le réelle, & permet au débiteur de continuer à abattre son bois. Mais s'il est abattu. le créancier du vendeur y a-t-il encore quelque droit ? L'achereur oppose que le bois coupé est meuble, & n'a pas de suite par hypotheque; mais si ce raisonnement avoit lieu, les créanciers seroient sans cesse trompes : aussi par Arrêts du mois de Novembre 1666 & 11 Mars 1671, on les a autori-

les à faisir les bois gisans sur les fonds de leurs débiteurs, de sorte qu'ils ne perdent leur droit que par l'enlevement qui en est

fait.

Le même Auteur rapporte un Arrêt du 18 Propriétaire Juin 1676, qui permet au propriétaire de peut faire user faire user user & manœuvrer son bois sans payer payer treizietreizieme.



ARTICLE CCCCLXIV.

Tout contrat d'échange où il y a Contrat d'éfolde de deniers, quelque petite qu'el- change quand le soit, est clamable pour le regard de la terre contre laquelle a été baillé Pargent.

(Voyez les articles 172 & 461).

152 TIT. XVIII. Des retraits & clam.

. pareille

Ce qui doit ET article est contraire à l'article 145 cla- échange le retrait que quand la soute excede la moitié de la valeur de l'héritage, la plus petite soute rend parmi nous clamable le Notre Juris- fonds contre lequel elle a été donnée, mais prudence con- le retrayant doit rembourser la soute & la traire à celle valent de l'héritage cédé avec elle en contr'échange, il ne suffit pas de rembourser . l'estimation de l'autre héritage. Arrêt du 14 Mai 1661.

ARTICLE CCCCLXV.

Conficationd'achat nié.

Si l'acheteur dénie qu'il y ait eu do prix en cas achat, & qu'il soit prouvé par après du contraire, le prix du contrat est confisqué au Roi, & l'héritage demeure au clamant, & le treizieme au Seigneur duquel il tient : & pourra le clamant faire purger par ferment, tant l'acheteur que le vendeur, sur la forme & le prix du contrat.

peut demandez le ferment l'acquéreur.

٠,

E demandeur en retrait peut faire purder par serment te vendeur & l'acheteur. le serment du le témoignage du vendeur étant contesté par l'acquéreur ne fit pas de preuve, parce qu'il allegue sa propre turpitude, & qu'il est intéresse au succès du retrait; mais dans le constit des affirmations, comme l'a observé Bérault, le clamant peut être admis à la preuve vocale de l'exagération du prix. Arrêt du 17 Mai 1510.

L'héritier de l'acquéreur

Comme on a aujourd'hui tant de facilités. pour vérifier l'existence d'un contrat de venTIT. XVIII. Des retraits & clam. 153

u, il est rare que cet article ait son applinées pas sujet aussi mais quand le cas seroit arrivé, la à la peine portiée par la Coute n'auroit lieu que contre le coupable, tume.

d'elle ne s'étendroit pas sur les héritiers de laquéreur. Arrêt du 10 Décembre 1529.

Manit.

ARTICLE CCCCLXVI.

ᅺ

14

153

TOTAL STATE

ě.

Le créditeur qui, contre vérité, Celui qui nie dénie ou méconnoît le gage, confis-le gage, perd que au Roi les deniers qu'il a prêté sur icelui, & le gage doit être rendu à celui qui l'a baillé.

Quand l'argent prêté n'est point aliéné de façon que le sort cesse d'être exigible, déduction de se que pour sa sûreté le prêteur exige qu'on lui mette aux mains un héritage pour gage, il ne peut stipules qu'il jouira, sans imputation sur le capital, de l'héritage, jusqu'à ce que la somme par lui prêtée luissoit rendue; il doit tenir compte des fruits en diminution de la somme prêtée: l'antischrese pour l'intérêt du prêt qui étoit permise dans le Droit Romain, comme l'étoit: l'usure, est illicite par notre usage, qui punit l'usure & les contrats qui la pallient sous sapparence d'autres conventions. Arrêt du 16 Juin 1570. Bérault.

H est au reste évident que cet article, extrair de l'ancien Contumier, est déplacé,. Et ne convient pas à la matiere des re-

194 TIT. XVIII. Des retraits & clam-' de la companyation de la compa

ARTICLE CCCLXVII.

Branfaction. Le contrat de transaction n'est claquand est cla-mable, si le tenant n'est dépossédé de mable ? l'héritage contentieux par la transaction, combien qu'il ait baillé argent si autres choses ne sont baillées aupossesseur, dont il n'étoit jouissantlors de la transaction.

h transaction

Un quel cur el par la transaction le possesseur restoen possession de l'héritage au moyen. donne ouver- d'une somme légere, on répute qu'il ne l'a payée que pour se rédimer d'un proces ; mais si au contraire il donnoit une: somme qui approchat de la voleur de l'hétitage, pour lors cette transaction devroits être envilagée comme un contrat de vente. Voyez Dénisard, verbo Retrait. De mêmela transaction par laquelle les lignagers renoncent à clamer au moyen d'une somme. que leur donne l'acquéreur n'est point présumée contenir une vente julqu'à la concurrence de la somme déboursée, & ne peut fonder une action en retrait. Atrêt du 24 Février 1763, rapporté à la fin de la Coutu-. me ; la somme donnée par l'acquéreur étoit : confiderable.

ARTICLE CCCCLXVIII.

Les parens sont recus à retirer les Ordre Dur le retrait entre héritages vendus, selon qu'ils sont pagnagers. plus prochains du vendeur.

(Voyez les articles 473 & 476)

TIT. XVIII. Des retraits & clam. 155

ET article nous fait connoître que le retrait suit l'ordre des successions, en forte que chacun est reçu à clamer suivant le droit qu'il a de succéder à l'héritage; & que comme le plus proche parent exclut le plus éloigné en la succession de sa ligne, de même il l'exclut en cas de retrait.

Il ne faut pas oublier que si l'acquéreur Droit de réest le plus proche parent & le plus habile tention, à succéder dans le bien vendu , il peut user du droit de rétention contre le clamant: plus éloigné; nous avons même des Coutumes qui disposent qu'il suffit d'être parent de

la ligne pour écarter le retrait.

Les biens d'un homme ayant été confis- Il ne suffit pass qués, ils furent depuis décrétés; un de ses d'être parent , parens voulut clamer, il fut débouté par état d'hérites. cette raison que les biens étant confisqués , pour clamer. il ne pouvoit y succéder. Arrêt du 17 Mai.

1657. Balnage. V. l'art. suivant.





ARTICLE CCCCLXIX.

Les paternels peuvent seulement Prens nee retirer ce qui est du côté paternel doivent retirer que ce qui est t & les maternels, ce qui est du côté de leur effoc. maternel.

Rr. 112 du Réglement de 1666. L'hé- Héritier du ritier du vendeur peut retirer l'héritage vendeur peut vendu. V. l'Arrêt que j'ai rapporté art. 460.

Art. 113. Quand plusieurs héritages sont vendus par un même contrat, le lignager clamant doit retirer tous ceux auxquels il a droit: de clamer. D'où il suit que le clamant ne peut être forcé de retirer que ce qui est de fa ligne.

146 TIT. XVIII. Des retraits & cl'am

Différence retrait féodal.

Il existe donc une différence digne d'obentre le retrait servation entre le retrait lignager & le re-lignager & le rait séodal. Le Seigneur séodal, suivant l'art. 114 du Réglement de 1666, cité sous. l'art. 177 de la Coutume, doit reviter, il est vrai, tous les héritages étant en la mouvange du fief à cause duquel il clame, mais il; n'est pas tenu de retirer les autres héritages. relevans des autres fiefs qui sont en sa main. sandis qu'il faut, à peine de déchéance du. retrait, que le lignager clame indistinctement tous les biens vendus par le contratqu'il peut recueillir à droit successifi

Cette interprétation de la loi a fait naltre une difficulté. Le fief de Fontaine ayant été saisi réellement, on comprit dans le décret plusieurs rotures qui en avoient été éclipsées postérieurement aux hypotheques du créancier poursuivant ; les acquéreurs avoient cependant l'avantage de ce que nous apperlons la propriété incommutable ; le lignager, du décrété clama le fief, l'adjudicataire soutint qu'il devoit aussi clamer les rotures; le lignager répondit qu'il, étoit dépouillé de ce droit par la possession des acquéreurs, & que. la saisse réelle n'étoit pas un moyen de réunir au fief des objets qui en avoient été-détachés. Ber Arrêt du premier Août 1767 l'adjudicataire fut condamné à faire remise du fief au retrayant.

En contrats . tout.

Mais, s'il y a plusieurs contrats, fraudufrauduleux, on leux, le lignager n'est point obligé de retirer n'est pas obli- le tout ; il n'est, obligé de prendre le tout gé de retirer le que le sous l'acquéeux a sousie de home que lorsque l'acquéreur a acquis de bonne foi. Arrêt du 8 Août 1638.

Il ne siffic. Un bien acquis ayant fait souche dans une pas d'être pa-ligne, un parent d'une autre ligne ne peut rent, il faut le clamer, quoique parent du vendeur, parce être habile à le clamer, quoique parent du vendeur, parce qu'il n'en peut hériter : c'est la décision beriter.

Tr. XVIII. Des retraites & clam. 157 les Atter de Graverel, rapporté par Basles Voyez ce que je dis sous l'article prétient.

>

2 ...

,

3

ARTICLE CCCCLXX.

Les acquets & conquêts immeu— Acquetspeulles, peuvent être retirés, tant par vent être clales parens paternels que maternels; rens de l'une & & y sont reçus selon qu'ils sont plus l'autre ligne. Prochains du vendeur, soit qu'ils soient Paternels ou maternels.

Le retrait des acquêts est contraire au Retrait des droit commun, & à la fin que l'on s'est acquêts con-proposée en l'introduisant, persque l'objet du traire au droit commun.

Retrait des acquêts con-proposée en l'introduisant, persque l'objet du commun.

Retrait des acquêts con-proposée en l'introduisant, persque l'objet du commun.

Cependant comme il est adopté par nos soix,

on l'attaqueroit inutilement, il est seulement se regie.

Propos d'observer que l'on interprete cet
article non pas par les paroles qu'il présente
a is par les regles tracées dans le Titre des
Successions Collatérales aux meubles & ac-

ARTICLE CCCCLXXL

Le propriétaire ayant possédé par Retrait à tin & jour l'héritage, qui puis après tre de leure.

Oit décrété pour dettes ainées de lue.

On acquisition, il peut s'en clamer titre de lettre lue, en rembourant le prix & loyaux-coûts, dans l'an jour.

158 Tit. XVIII. Des retraits & clam.

RT. 99 du Réglement de 1666. Celui qui a acquis par échange ou fieffe, ne peut clamer à tiere de lettre lue.

Art. 111. Celui pour les dettes duquel l'héritage a été vendu par décret, ne peut cla-

mer.

Il faut avoir Pour.

Suivant cet article, il faut avoir possede par joui par an & an & jour pour user du retrait : en conséquence un acquéreur ayant été trois ans sans faire lire fon contrat , incontinent après la lecture qu'il en fit faire, les créanciers de fon vendeur firent décréter ; les lignagers du vendeur clamerent, l'acquéreur voulut clamer à titre de lettre lue : ils furent préférés à l'acquéreur qui n'étoit point propriétaire incommutable, n'ayant pas joui par an & jour depuis la lecture. Arrêt du 23 Septembre 1643.

Si la femme quets à titre de lettre-lue.

Balnage rapporte un Arrêt qui juge qu'une peut clamer la femme n'est pas recevable à clamer à titre part des con- de lettre lue , sa part dans les conquers de bourgage, faits constant le mariage, le mari étant mort pendant le décret ; cet Auteur ne paroît pas de l'avis de cet Arrêt. Voici ses raisons : Le mari dépossédé d'un conquêt dont il avoit joui par an & jour autoit pu, s'il étoit mort après l'adjudication, intenter le retrait à droit de lettre lue : il avoit donc transmis cette action à ses héritiers, action représentative du conquet , la femme y avoit donc droit ; il est vrai que le mari fut depovillé par la saisse téelle, mais il ne le fut pas sans retour. Cette observation paroit judicieule.

Le retrait à titre de lettre lue est cessible cette espece est entre dans le commerce , & l'acquéreur en peut disposer.

ARTICLE CCCCLXXII.

Et combien que l'héritage soit adjugé par un seul prix avec d'autres, go adjugé par ine peut être confraint, prendre le un seul prix, tout, & ne paiera que la juste valeur aved d'autres de son héritage, eu égard au total au décret ! prix de l'enchere.

(Voyez l'article 113 du Réglement de 1666, rapporté sous l'article 469.).

Ozente dans le cas où l'acquêt est décré. Sur quel priz Let avec d'autres biens, les enchérisseurs se rembourse. faisant la répartition de leur enchere au profit, particulier après l'adjudication, chargeoient les héritages qu'ils prévoyoient être. clamés, on a remédié à cet abus, & on a jugé per Arrês du 18 Décembre 1671, que pour fait porter cette enchere sur l'héritage rociré à titre de lettre lue, il falloit que cette répartition se fit à l'Audience, faute de quoi le clamant n'ésoit obligé de rembourler qu'à proportion du prix total de l'enchere.

ARTICLE CCCCLXXIIL

Les parens de l'acquisiteur perdant, Ciemeurper-sont recevables à se clamer de l'hérita- les parens de per dont il auroit joui par an & jour perdant, proà titre de lettre lue, & ne seront les priétaire inparens de celui pour les dettes duquel commutable. Phéritage est décrété, reçus à se cla-

Sur quel prize

160 TIT. XVIII. Des retraits & clam. mer si le possesseur perdant étoit propriétaire incommutable.

lignager feodal ?

Cette clameura-t-ellela
durée de l'acquéreur perdurée de l'ac-tion en retrait dant, est une espece de retrait lignager, & ou que par cette raison il a été jugé qu'il suffisoit au retrayant d'offrir le remboursement dans l'an & jour ; il cite ensuite un Arrêt d'Audience du 16 Juillet 1630, conforme à son opinion. Mais l'acquéreur perdant qui clame, doit il comme dans le cas du retrait convenrionnel configuer dans le temps fatal? C'est le sentiment de Pesnelle, qui dit, après Dumoulin, que le gérondif en remboursant de l'art. 471, renferme une condition qu'il faux accomplir : on peut répondre que la Coutume, en accordant l'an & jour, se réfere plutôt à l'art. 452 qu'à l'art. 503.

ARTICLE CCCCLXXIV.

mans.

Si l'héritage est vendu plusieurs fois des lignagers, à diverses personnes, dans l'an & en cas de di-versesventes à jour de la premiere vendition, les cla- parens des vendeurs sont reçus à eux clamer chacun en leur ordre, & sont préférés les parens du premier vendeur à ceux du second . & ainsi subsécutivement des autres.

Inconvénient de r trait d'acquèis. .

rer article rend sensible l'inconvédient lu retrait d'acquêts, puisqu'il en résulte une échelle d'actions qui, en multipliant les ouvertures à la clameur, multiplient less moyens de troubler le commerce des fonds.

La Rabine de Santo de La Lag

ARTICLE CCCCLXXV.

En concurrence de clamans lignagers, le plus prochain parent du ven- entre clamans deur, & plus habile à lui succéder est parens. préféré, encore que délai eût été fait à autre du lignage.

Préférence

(Voyez les articles 466 & 479). (Voyez les Arrêts que je rapporte. sous l'article 478).

z retrayant doit être habile à succéder Clamant doit Lau vendeur, sans cette qualité essentielle être habile à l'action tombe nécessairement. Mais notre succéder, Jurisprudence est différente de celle du Parlement de Paris, celle-ci défere le retrait au parent plus diligent, quoique plus éloigné, elle se détermine en faveur de la prévention; La préven-la nôtre appelle bien au setrait tous les pa-tion n'a pas rens du vendeur, mais en même-temps elle gnagers, ordre suit un certain ordre de distribution & de que l'on suit. dégrés : la précipitation de ceux qu'elle place les derniers ne cause aucun préjudice aux au-

Mais il n'est pas au pouvoir de l'acqué- L'acquéseur reur d'examiner la priorité de postériorité d'evaminer le du dégré de parenté du clamant avec le ven- dégré de padeur, il suffit que suivant le droit commun rente du reil justifie qu'il est habile à lui succéder.

Bérault rapporte cependant un Arrêt du vendeur. 22 Mars 1616, qui paroît déroger à notre tion a lieu à usage général; voici l'espece : un contrat de l'égard des revente d'héritages n'avoit pas été lu ; mais traitsdont l'acl'effet en fut clamé par un lignager dans 30 ans. l'an & jour de sa date. Un autre parent plus

d'examiner le trayant avec le

Si la préven-

162 TIT. XVIII. Des retraits & proche intente un nouveau retrait c 30 ans , & il argumente du défaut d re, on lui répondit qu'il n'étoit ne ans après l'acte de remise sur la premi meur, & que le délai avoit été fait au alors le plus proche. Par l'Arrêt on ci la Sentence qui avoit débouté le seco trayant de sa clameur. Basnage rapp autre Arrêt contraire, mais il est d cas différent.

Regles générales.

Ainfi hormis les cas d'exception, qui fe rares, le lignager le plus proche & le plu le à succéder exclut parmi nous en mai retrait le parent le plus éloigne ; le co regne en égalité de dégré, on vient de l ou par représentation. Ces différens po vue feront montrés sous les articles qui s

ARTICLE CCCCLXX

Pour clamer proche parent hétitier.

Et où les clamans seroient en Il faut être plus blable dégré, ils sont reçus à 1 to plus proche meur, felon l'ordre que les f fions sont déférées par la Contu

(Voyez les articles 468 & 46

On fuie en matiere de retrait l'ordre de fucceder.

DASNAGE développe ma derniere vation : « pour obtenir la préfére so retrait, deux conditions sont nécet » la proximité & la capacité de suc

TIT. XVIII. Des retraits & clam. 162 j'ajoute & en certain cas d'exclure. De cette doctrine, qui est certaine, Basnage conclut que l'Arrêt du 3 Août 1555, rapporté par Bérault, est mal rendu : par cet Arrêt on admit le frere ainé, qui avoit pris un fief par préciput, à concourir dans un retrait d'une roture dépendante de la succession directe avec un autre puiné, quoique l'ainé fut exclu de succéder à cette roture, par l'art. 741 de la Coutume.

Concours de

ARTICLE CCCCLXXVII.

Si les freres, fœurs ou autres étant parens du vendeur en pareil dégré, a trayana. se clament, le plus ainé clamant préférera les autres, si c'est un Fief. & si c'est héritage partable, ils partageront également.

(Voyez l'article 468).

a neveu, sorti du frere aîné, est préséré Droit de pré-là son oncle dans le retrait lignager d'un lation sur l'on-che en faveur fief, parce qu'il est plus habile à succeder du fils de l'aique son oncle, on peut même dire que dans né. Droit de le cas de vente d'un fief d'acquer, le descen- retrait en fadant de l'ainé est préférable, parce que dans veur des sœure. le cas de succession il peut rembourser en argent les descendans du puiné.

Les sœurs peuvent user du retrait au défaut des freres, mais l'ainée ne préfere pas les puinées.

164 TIT. XVIII. Des retraits & clam.

ARTICLE CCCCLXXVII

En cas de

Où l'un des clamans aura laissé la plusieurs cla-suite à l'autre, il peut néanmoins éloignéa tren- poursuivre l'effet de sa clameur dans te ans pour de trente ans ; si celui qui à la suite cede par fraude l'héritage à l'acquéreur, ou à un autre pour lui.

Fraus ex con-

L ne suffit pas pour attaquer une clameur filio & evensu. L de fraude de prouver le dessein de la commettre, il faut encore que le projet ait été conduit à son exécution; une promesse faite à un acquéreur, par un lignager, de retirer l'héritage & de le lui remettre, est sans doute un commencement de dol. Mais tant que la remise n'a pas lieu, tant que le lignager plus proche reste dans les bornes de la promesse, le lignager plus éloigné ne peut pas se plaindre. Arrêt du 23 Novembre 1656.

Retrait frauduicux.

Le retrait est présumé frauduleux lorsque dans la procuration, donnée par le retrayant. il autorise le mandataire à fournir les deniers. à charge de le rembourser dans un temps, faute de quoi le mandataire gardera l'héritage clamé, & qu'en conséquence il le garde n'étant pas rembourlé à l'époque désignée par la procuration. Arrêt du 21 Mai 1735. Ce n'est point une fraude que de donner

Si c'est une

fraude que de au retrayant un temps pour faire le rembouss laisser l'hérita- & d'en constituer le prix du remboulfement : fournit les de- de même ce n'en est point une, que de déniers de la cla- clarer que les deniers de la clameur viennent d'un tiers, & de laisser l'héritage aux mains de ce tiers, jusqu'à un temps limité, après lequel le retrayant lui remettra ses deniers; les lignaTIT. XVIII. Des retraits & clam. 165 gers ou le clamé ont seulement un droit de regard en cas qu'en conséquence de ces promesses, le clamant laisse par la suite l'héritage à ce tiers. Ceci est relatif aux Arrêts rap-

portés par Basnage.

La preuve par témoins, pour faits tendans à faire déclarer l'action en retrait frauduleux, est inadmissible avant que la clameur ait été la preuve par gagée, & que le lignager ait mis l'héritage fraude eft adhors de sa main, en conséquence de pactions missible. ou conventions qui aient précédé l'action en retrait; Arrêt de Réglement du 8 Août 1735 . d'où il résulte que si le lignager a vendu l'héritage retiré, on peut prouver par témoins, même par censures Ecclésiastiques, les conventions antérieures au retrait.

En quel cas

ARTICLE CCCCLXXIX.

L'acquéreur, encore qu'il ait fait Acquéreur délais & obéi la clameur, peut dans peut poursuitrente ans demander l'heritage à lui retrait dans 30 vendu, si fraude a été commise en ans. la clameur.

(Voyez ce que j'ai dit sous l'ar- Conséquence ticle précédent, & l'Arrêt du 21 Mai de l'Arrêt du 21 Mai 1735. 1735).

ASNAGE rapporte un Arrêt du 24 de Mai 1672, par lequel il fut jugé que le l'Arrêt du 24 retrayant n'étoit pas tombé dans le cas de Mai 1672. fraude, pour avoir vendu l'héritage auparavant l'action en retrait intentée, le fait particulier concourur à la formation de l'Arrêt; quoiqu'il en soit , il ne seroit pas suivi aujourd'hui, car par le Réglement cité, tout lignager clamant, s'il en est requis, est tenu

Espece

166 TIT. XVIII. Des retraits & clam. de jurer & affirmer avant la clameur gagée, qu'il clame pour lui, qu'il ne prête son nom à personne directement ni indirectement, & qu'il est dans la volonté actuelle de gardet l'héritage clamé. On tint lors de l'Arrêt de 21 Mai 1735, rapporté sous l'article précédent, que l'acquereur avoit 30 ans pour se pourvoir contre le retrait, quoique la stipula-- rion en faveur du mandataire ne lui fut pas inconnue, & que la procuration en son entier lui cut été fignifiée avec l'exploit en retrait.

Confication ectrait,

Bérault rapporte deux anciens Arrêts par lesdes deniers du quels, en déboutant le retrayant de son action, on a déclaré les deniers destinés au retrait confisqués.



ARTICLE CCCCLXXX.

Tatérèts conclameur.

Si le vendeur promet faire ceffer les tre le vendeur clameurs lignageres, & l'acquéreur est faire cesser la dépossédé, le vendeur est tenu seulement aux intérêts du prix à raison du denier dix, sur ce déduit les fruits de l'héritage qu'il aura perçus.

Taux de l'intérêt dû en verau de cet artiele.

T'INTÉRÊT au denier dix du fort prinde cipal avoît cours au temps de la réformation de la Coutume, de là l'obligation du vendeur qui a promis de faire cesser la clameur, de payer à l'acquéreur dépossédé l'intérêt du prix du contrat à ce taux; l'Edit de 1602 ayant réduit l'intérêt des rentes au denier 14, l'article 100 du Réglement de 1666 a modéré sur ce pied l'intérêt dû à l'acquéreur à cause de la stipulation, il est donc conséquent de le fixer aujourd'hui au denier vingt.

TIT. XVIII. Des retraits & clam. 167

Un acquéreur vend l'héritage par lui acquis, la lecture de son contrat n'étoir point tenule vendeur réguliere ; mais son acquéreur fit lecturer d'un héritage, son contrat en forme : le premier acquéreur cheter sur une fut clamé, le second acquéreur soutint que précédente la lecture en forme de son contrat purgeoit vente, & si la le défaut de la premiere lecture; & il con-cond contrat cluoit en des intérêts contre son vendeur, purge le vice en cas que la clameur eut son effet & qu'il du fut évincé de son acquet. La Cour dit à bonne contrat. cause la clameur sans dépens ni intérêts, & condamna seulement le premier acquéreur à restituer au second ce qu'il avoit reçu de lui, en outre le prix du premier contrat. Par Arrêt du 11 Avril 1614. Bérault.

A quoi eft

ARTICLE CCCCLXXXI.

Si par la fraude ou collusion du Tuteur, le Mineur est évincé de sa mour. clameur, le pupille aura recours contre fon Tuteur, pour les dommages & intérêts dans l'an de sa majorité.

(Voyez les articles 349, 457 & 592).

Br article contient dans fon commen- sens de cet cement l'expression du Droit commun , article. car lorsque le Tuteur peut préjudicier au Mineur, celui-ci a une action contre lui en. dommages & intérêts; mais la disposition qui limite la darée de l'action est purement

Tous nos Auteurs proposent la question De quel jour de scavoir si l'an du recours du Mineur, ac-coun l'action cordé par la Coutume, court du jour de la du Mineur

168 TIT. XVIII. Des retraits & clam?

meur.

pour majoriré, ou du jour que le compre est rendu, fraude de cla- sans qu'aucun la décide précisément. Il est vrai que le motif qui détermine à ne faire courir le temps que du jour de la reddition du compte, est de dire que le Mineur ne peut avoir de recours contre son Tuteur que dans le cas où le Tuteur eût eu des deniers otieux aux mains; mais ce moyen ne me paroît point suffisant, puisque le Tuteur peut exciper de ce moyen avant la reddition du compte contre l'action du Mineur pour éviter les intérêts & dommages; & je crois qu'il est plus juste & plus conséquent de faire partir le temps de la prescription du jour de la majorité; on suit le véritable sens de la loi, qui dit, que le Mineur doit agir dans l'an de sa majorité. & qui ne parle point du compte de tutele.

Tuteur qui mal intentés.

Il est de la prudence d'un Tuteur de the agit sans avis, point entreprendre de procès pour son puproces qu'il a pille, sans l'avis des parens & Avocats conseils de la tutele, parce qu'à ce moyen, il n'est pas exposé aux dépens envers son Mineur, en cas qu'il perde son procès.



ARTICLE CCCCLXXXII.

Clameur par de fes enfans, partage.

L'héritage retiré par le pere ou la le pere au nom mere au nom de l'un de ses enfans, quandremisen doit être remis à partage, si d'ailleurs l'enfant n'a biens suffisans pour payer le prix de la clameur.

(Voyez l'article 434).

RTICLE 101 du Réglement de 1666. L'héritage retiré ou acquis par le pere, mere ou autre ascendant, au nom de l'un de ses enfans, doit être remis en partage, si

TIT. XVIII. Des retraits & clam. 169 L'enfant n'avoit d'ailleurs, lors de l'acquisizion, biens suffisans pour en payer le prix. De sorre que l'avantage que le pere fait 主 un de ses enfans ne peut préjudicier aux EEStres.

Nos Auteurs disent que la femme ne peut En remains Then prétendre sur le retrait fait par le pere au nomdes ene fans, la fem-men nom de ses enfans, cet héritage étant me n'y prend Exopre & non acquet; mais il n'en seroit rien. de même si le pere acquéroit au nom de ceirans, la femme y prend telle part qu'aux bien acquis en Copen-Ant Bainage après avoir développe, en Favour de la femme, les raisonnemens les Mus solides, ajoure : la force des enfans emporte fur tous les moyens, lorsqu'il == s'agit que de l'intérêt d'une mere ou d'une Seconde femme.

Le pere qui a acquis ou retiré au nom de senfans en a la jouissance, mais il ne peut evendre ces héritages; il est réputé en avoir sit don à les enfans, qui en sont propriétai- revendre l'hés; les enfans de leur chef ne peuvent du ritage retiré vant du pere vendre & aliéner cet héritage : enfans. Le seroit dur de priver le pere de l'usufruit de

Cette libéralité.

Les créanciers du pere, qui a fait des ac- si les créan-Teifitions au nom de ses enfans, ont droit de ciers du pere adreffer fur les biens acquis. Arrêt du 25 Mai l'acquêt fait au E 674.

Mais les créanciers postérieurs en hypo. fans. Energe s'éleveroient en vain contre les ens, ils n'ont aucun prétexte à objecter que pere a contracté en fraude de leurs droits.

Quant au file, il est de regle que le pere Pareil acquet De peut confisquer l'héritage acquis au nom ne peut être Les enfans; de même les enfans ne peu-confiqué.

Tent le confisquer du vivant du pere.

La mere qui n'eft pas-cutrice, n'a pas qua. La mere qui Tome II.

170 TIV. XVIII. Des retraits & clam: n'eft point tu- lité d'intenter une action en clameur au nom trice ne peut de ses enfant, si elle n'y est autorisée. Arrêt elamer pour les du 23 Juin 1744.

L'aïcul paternel ou maternel, peut intenter Secies des action en clameur, au nom de ses petits enfans mineurs, sans autorisation ni délibération de parens, encore que les mineurs aient leur pere ou un autre tuteut. Arrêt du 6 Août 1749.

ARTICLE CCCCLXXXIIL

ptopre.

L'héritage retiré par clameur de tité à droit de bourse, tient nature de propre & non lignage réputé d'acquêt.

> (Voyez les articles 247 & 511 de la Coutume, & l'article 102 du Réglement de 1666, & ce que j'ai dit sous les articles 245, 246 & 247).

lettre lue est acguët.

de CI le possesseur retire à titre de lettre lue Jun acquet qu'il a fait & qui a été décrété sur lui, cet héritage étant avant le décret un acquet, conserve la même nature après le retrait à titre de lettre lue.

Deniers pro- Si un pere après avoir intenté une clameur venans du de au nom de son fils, se désiste moyennant une fiftement du somme d'argent, le prix du desstement n'est pas réputé propre, il conserve sa qualité de meuble. Arrêt du 8 Mars 1736.

Héritage ré-

Quoique les héritages relevans d'un fief tiré sujet au soient censés réunis au fief, si le contraire remplacement n'est justifié, & que l'héritage réuni par retrait féodal au fief qui tenoit nature de propre soit réputée propre suivant les articles 104 & 108 du Réglement de 1666e; cependant par Arrêt du 11. Févriet 1604, il a été

Tit. XVIII. Des retraits & clam. 171 jugé que le retrayant ayant aliéné du propre paternel pour faire un retrait au droit d'un fief maternel, le bien ainsi retiré féodalement étoit sujet au remplacement du propre de la ligne paternell. Les héritiers maternels oppoloient que l'héritage ayant été téuni à un fief du propre maternel par la force du retrait, il participoit à la même nature, & que les successions devoient être prises dans l'état où elles se trouvoient au temps de leur échéance. Les héritiers paternels repliquoient que cet héritage devoit, relativement à eux, passer pour conquet, puisque les propres maternels en avoient reçu un accroissement, ce qui fat ainsi jugé. On peut appliquer la même décision au retrait lignager; c'est que l'héritage venu par retrait n'est propre que par fiction, & en faveur des héritiers du propre : maxime que l'on ne doit pas tourner contr'eux.



ARTICLE CCCCLXXXIV.

Il suffit que la clameur soit prise Exploit de & signifiée à l'acheteur, dans l'an & clameur quand doit être donjour de la lecture & publication fainé, & quand te du contrat de vendue, encore que doit échoir. le jour de l'assignation pour venir voir compter deniers & exhiber le contrat échée après l'an & jour, pourvu que l'assignation soit aux prochains plaids, our assisses du jour de ladite signification.

PAR Arrêt de Réglement du 17 Janvier Huissier doit 1731, il est enjoint aux Huissiers & Ser-faire figner Records de le faire assistant de deux témoins idoi-idoines en les H ii

exploita de cla. nes , & âgés de vingt ans dans les fignificamour, tions des exploits de clameur, à peine de nullité & de répondre des dommages & intérêts des parties.

Assignation Autre Arrêt du 12 Mars 1726 , qui juge se peut faire que le clamant peut assigner le clamé à son au domicile du domicile, à comparoir devant le Juge des venir devant le fonds, encore que le clamé demeure hors Juge du fonds. l'étendue de la Jurisdiction où les fonds sont litués.

On marie le 'Autre Arrêt du 30 Avril 1736, qui juge délai de la qu'en matiere de clameur, il faut suivre les Courume & de délais de l'Ordonnance & de la Coutume, l'Ordonnance. & que quand ils ne s'accordent pas, on les marie ensemble en donnant assignation aux termes de cet article, & en ne prenant le défaut, & ne faisant juger le bénéfice de la clameur qu'au délai de l'Ordonnance.

Peregui cla- Arrêt du 14 Décembre 1756, qui juge me au nom de que ce n'est pas une nullité dans une clafon fils, & qui meur intentée par le pere au nom de son fils, moin parent, quand un des témoins qui fignent l'exploit dégré avec le pere ; parce que la parenté avec le fils, au nom de qui la clameur est intentée. n'est plus dans le dégré prohibé.

Affignation nier jour , & n'échéant jour.

fur le gagé.

Le 21 Janvier 1757, Arrêt fur le fait qui donnée au der- suit : une clameur est fignifiée le dernier jour du temps fatal avec assignation aux proqu'après l'an & chains plaids : le lendemain , mais avant vingt-quatre heures, le clamé fignifie au Quand garnir clamant, en parlant à sa personne, qu'il gage la clameur : le clamant garde le filence , il se présente seulement aux prochains plaids, demande acte de l'exhibition de ses deniers, le clamé le soutient non-recevable faute d'avoir garni dans les vingt-quatre heures du gagé. Le clamant soutient au contraire que le délai des vingt-quatre heu-

TIT. XVIII. Des retraits & clam. 173 res prescrit par l'art. 491 ne court que du jour des prochains plaids, & que cela s'induit de l'art. 484, qui porte qu'il suffit que la clameur soit prise & signifiée à l'acheteur dans l'an & jour.... encore que le jour de l'assignation pour venir voir compter deniers & exhiber le contrat, échée après l'an & jour. L'Arrêt dit à bonne cause la clameur. Rouillé de querelle de Fief vendu, page 142. Terrien, l. 8, chap. 26, ils expliquent le vrai sens des art. 484, 491 & 492, qu'on ne doit point séparer.

Le 15 Décembre 1758, la Cour a confirmé par Arrêt une clameur signifiée par un un Huissier Au-Huissier Audiencier hors le ressort de la Juris- son ressort.

diction.

Le 11 Mai 1759 on a confirmé un exploit de clameur fignifié par un simple commis un Commis par le Juge de l'Amirauté à un office d'Huis-Office d'Huisfier au même Siege de l'Amirauté; mais dans fier. le fait, le pouvoir d'exploiter par-tout le Royaume étoit attaché à l'office d'Huissier auquel il avoit été commis.

Le 10 Décembre 1705. Arrêt qui juge Clameur qui qu'une clameur n'est point nulle pour n'être n'est couchée pas couchéesur le registre d'hérédité deSergent. du Sergent.

Par Arrêt du 20 Juin 1760, un exploit de clameur a été déclaré nul pour avoir été exploit fait le fait un Dimanche après-midi avant le der jour de Dinier jour du temps fatal. Il en auroit été autrement si c'eut été le dernier jour, suivant Basnage. Arrêt du 14 Juin 1566, rapporté par Dumoulin sur l'art. 322 de la Coutume de Poitou. Quamvis enim citatio die feriato fieri non debeat, hac tamen regula fallit quoties res urget, aut actionis dies exiturus est, aded ut res esset dilatione peritura. l. 1. 6. & les deux Loix suivantes. ff. de Feriis & dilationibus.

diencier, hors Clameur par

Clameur par

iii H

Le lignager : Seigneur peuvent oppo-Tellait.

Lorsque l'exploit d'action en retrait est plus éloigné & nul, le lignager plus éloigné pout opposer le nullité au lignager le plus proche; & le fer la nullité du mérité do ce moyen ne peut souffeir de conrestation, lorsque le délai pour venir par: une action nouvelle cht écoulé : le Seigneur même, quoique le retrait séodal cede au lignager, peut se servir de la même voie pour anéantir un droit plus fort que le sien.

ARTICLE CCCCLXXXV.

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

tenteur de l'hé.

Et où l'acheteur seroit demeurant gnissie au dé- hors la Vicomté où sont assis lesdits héritages, il suffira de la signifier aux détenteurs desdits héritages, soit Fermier, Receveur ou autre.

(Voyez l'article 588).

Cas d'une af. fignation clameur à deux Ttibunaux.

N a déclaré valable un exploit de clameur, portant assignation à comparoir aux plaids d'héritage du Juge royal, ou aux plaids d'héritages du Juge Haut-Justicier au choix du clamé, lui déclarant que faute par lui d'opter l'une des deux Jufildictions, le clamant poursuivroit dans tous les deux Tribunaux.

Dans le fait, un Seigneur Haut-Juficies destroit de réunir par le retrait séodal un fonds mouvant de son fief; la crainte qu'il avoit que son Juge ne put connoître de l'affaire, le détermina à donner une double affignation, on veut dire, à ajourner l'acquéreur & devant le Haut-Jufticier où les fonds étoient situés, & devant le Baille toyal , dans l'enclave duquel **se trouve la** Haute-Justice.

Tit. XVIII. Des retraits & clam. 175 Le Seigneur se présenta aux prochains plaids de l'une & l'autre Jurisdiction, dané fait défaut par - tout ; le Seigneur voyant que le clamé ne comparoissoit poiet, prit son parti, mais après le temps final expiré; ce fut de déclarer au clamé que faute par lui d'avoir voulu faire son option, il renonçoit à poursuivre devant le Han-Justicier, & entendoit faire juger l'effu de sa clameur devant le Juge royal, ort il sbint Sentence par défaut, qui dit à bonne canse sa ciameur. Le clamé appella, sous secteme que le clamant n'avoit pu donner afignation dans deux Tribunaux différens pour la même chose. Par Arrêt du 17 Août 1761 la Sentence fut confirmée.

Par Arret du 13 Juin 1755, il a été jugé Casou on ne que le clamant ne peut adresser sa clameur peut signifier an détenteur du sonds , quand l'acquéreur détenteur. deneure fous une Haute - Justice enclavée dans la Vicomté où les héritages sont af-

ás.

Par autre Arrêt du 7 Mai 1762, il a été En clameur jugé qu'on peut prendre l'action personnelle on peut prenen mariene de retrait, encore que le délai dre l'action de l'affignation échée après l'an & jour de quoique le déla lecture & publication du contrat. Le cla- lai de la signimé argumentoit des termes de l'art. 484 de fication tombe la Contume; il disoit, le délai de l'affigna-jour. tion pour venir comprer deniers & exhiber le cootrat, peut, aux termes de cet acticle, écheoir après l'an & jour de la lecture, mais c'est à condition qu'elle aura été donnée aux prochains plaids & affiles. Or on ne peut affigner un clamé aux plaids ou assiles quand on l'affigne devant son Juge, & que les fonds clamés dépendent d'une autre Jurisdiction : l'action en retrait ne peut donc du invertée par la voie perfontelle quand

176 TIT. XVIII. Des retraits & clami l'assignation échée après l'an & jour de la lecture.

En clameur dience.

En matiere de clameur personnelle, le personnelle, il clamant est obligé de comparoir à la profaut paroftre à chaine Audience, comme il le seroit en la premiere auclameur réelle aux prochains plaids, ou aux prochaines assiles pour offrir les deniers, encore que le clamé n'ait point présenté sur l'assignation en clameur. Arrêt du 13 Juillet

Quid, fil'on teur ?

Mais s'il étoit question d'un mineur qui veut clamer n'eût point de tuteur, seroit-il suffisant de contre un Mi- fignisser la clameur au détenteur de l'héripoint de Tu- tage ? Certe maniere de proceder ne paroît pas réguliere, parce que le mineur étant incapable de comparoître en jugement, il ne peut être valablement assigné; en pareil cas, il faut faire élire un tuteur, & pour sûreté demander au Juge acte de la de-mande, & qu'il lui plaise ordonner que les parens seront assignés, requête du Procureur du Roi, pour élire un tuteur, aux fins de répondre à la demande du clamé.

ARTICLE CCCCLXXXVI.

Les fruits sont acquis au retrayant De quel jour les fuits sont du jour de l'ajournement, débours acquis, ou garnissement qu'il aura sait des deniers du principal du contrat, & lováux-coûts.

Est-il néces-faire de garnir pour gagner obligé de consigner pour gagner obligé de consigner pour gagner les fruits, parer de la per. & Basnage en rapporte un autre, en date se par la dimi- du 4 Décembre 1653, qui juge que dans le TIT. XVIII. Des retraits & clam. 177
cas d'un clamant qui avoit offert les deniers nution des essadont le clamé avoit fait refus, la diminution peces à arrivée sur l'argent depuis l'offre tomboit à la charge du clamé, quoique le clamant a'eût point consigné.

ARTICLE CCCCLXXXVII.

Et où l'acquisiteur seroit resusant Quand offre ou délayant d'obéir à la clameur, il sus de rembours fira d'offrir les deniers du prix & fruits. les loyaux-coûts pour gagner les fruits du jour de l'offre.

A Coutume s'explique ici plus clairela ment que dans l'article précédent, car fition est plus
il sembloit que pour gagner les fruits, les précédents
offres du retrayant ne suffision pas, mais
qu'il falloit y ajouter le débours & garnisfement. Mais par cette disposition les offres
du retrayant lui acquierent les fruits, lorsque l'acquéreur resulte d'obéir au retrait ou temporison.

ARTICLE CCCCLXXXVIII.

Les grains étant sur la terre après Grains Male jour Saint Jean-Baptiste, sont réputés meubles, encore qu'ils ne soient sciés ni coupés, tout ainsi comme s'ils étoient séparés du sol.

(Voyez Carticle 505).

ARTICLE CCCCLXXXIX.

Rembourfecheteur.

L'acheteur sera payé de ses airures. ment dû à l'a- & semences & engrais, s'il n'a les fruits; outre, il aura pour le terrage des deniers du fermage ou du prix qu'eût pu être baillée la terre. pro rata du temps qu'il a possédé avant l'ajournement.

Heft à l'option du clamant de laisser les fruits ou de-

O voique l'acquéreur ait stipulé qu'il aura l'intérêt de les deniers en cas de clameur, le retrayant n'est pas tenu de paxer l'inté-l'en rembourfer ; si l'acquéreur est claméavant la S. Jean-Baptiste, il est rembourse de ses airures, semences & engrais; il a en outre le prix du terrage au pro rata de la durée de la jouissance, & si la clameur est intentée après la S. Jean-Baptiffe, il gagne les fruits industriels; il a encore une indemnité dans l'article suivant : aussi par Ariet du 19 Juin 1665 l'acquéreut fut débouté d'une pareille demande.

MITAIL.

Ouelles dé- L'acquéreur ne peut pendant que dure le penles,impen- temps du retrait, faire des augmentations fur ses & répara- le fonds acquis, au préjudice du lignajettes à rem- ger, lequel n'est tenu au remboursement boursen cas de que des impenses nécessaires : il n'est mêmepas tenu de rembourfer les impenfes qui augmentent le revenu du fonds, des qu'elles ne font qu'utiles sans être nécessaires. Arrêt du 11 Février 1757.

> Par autre Arrêt du 14 Juillet 1752, il avoit été jugé qu'un fieffataire qui le trouve clamé, après bien des années de possession. pour caule de fraude, ne peut demander ré-

TIT. XVIII. Des retraits & clam. 179 pérition des dépenses faites sur le fonds, qu'autant qu'elles en augmentent le revenu.

Autre Arrêt du 16 Juillet 1763, qui déboute un clamé de sa demande en répétition d'impenses faites sur le fonds pendant l'an & jour de la lecture, pour avoir fait planter des arbres, & fait ôter des pierres de dessus ce fonds pour en faciliter le labourage, encore qu'il y fut autorisé par le contrat, qui portoit que des-lors les plantations étoient commencées.

ARTICLE CCCCXC.

Et quand aux prés, bois, pommes & autres fruits naturels, l'acheteur fruits naturels en sera payé au pro rata du temps qu'il aura possédé avant l'ajournement, fur l'estimation qui en sera faite, si mieux le clamant ne lui veut payer l'intérêt des deniers du contrat au denier quinze.

(Voyez ce que j'ai dit article 480)... (Voyez aussi l'article 505).

UAND l'action en retrait est commisee Indemnité après le premier Septembre , l'acqué- relative reur gagne indistinctement tous les fruits fruits indusde l'année ; mais lorsqu'on a clamé avant le premier de Septembre, l'acquéreur a le choix de prendre des fruits naturels par proportion du temps qu'il a possédé, ou de s'arrêter à l'intérêt des deniers du contrat qui, suivant la lettre de la Coutume devroit être moindre d'un tiers que l'intérêt légal, sans même que le Réglement de 16665 H vi

Quid de

180 TIT. XVIII. Des retraits & clam. fair à l'époque du denier 14, y air dérogć.

ARTICLE CCCCXCI.

Garnissement fait.

Le garnissement doit être fait en ment dout être or ou argent monnoyé ayant cours; & au cas que la clameur soit gagée, le garnissement doit être fait dans les vingt-quatre heures.

Divers Arrets pour le arnissement

r es divers délais que l'on doit observer dans le garnissement des deniers sur le deniers retrait occasionnent souvent des discussions dans les cla- à cause de la diversité des combinaisons adoptées par les Arrêts.

Cas de la claploit.

Lorsque l'acquéreur obéit au retrait, & gagée le gage au pied de l'exploit d'action, le retrayant doit rembourser ou garnir le prix du contrat dans les 24 heures de la signification du gagé. C'est l'Arrêt contre Minfant, sieur de Craville, rapporté sous cet arricle par Basnage; il parost que l'on suit cet Atrêt dans son espece, d'autant qu'il abrege les frais, & que l'acquéreur doit avoir son argent compté.

Cas du gagé iudiciaire. avant les pro-

Mais si l'acquéreur ne gage pas au pied de l'exploit, & qu'il fasse le gage avant les chains plaids, prochains plaids, le délai de 24 heures pour garnir ne court que du jour des plaids. Ar-

rêt du 18 Juillet 1749.

Autre espece.

Quand la clameur est gagée contradictoirement dans les prochains plaids d'après l'assignation, le délai ne se compte que du iour de la fignification de la Sentence, quand même l'acquéreur auroit avant la fignification consenti qu'elle fût exécutée. Arrêt du 8 Fé-Trice 1737.

Mais dans le cas où l'aquéreur gage la Autre espe elameur volontairement, le délai de la Contume court de la prononciation du Jugement qui accorde acte de l'obéissance du damé, & non pas du jour de la significa-

zion. Arrêt du 16 Juillet 1740. On avoit jugé le 21 Juin 1712, que dans Autre espe

le concours de deux retrayans, l'acquéreur ayant gagé, à charge de faire cesser la clameur de l'autre, les deux retrayans devoient gamir, cet Arrêt n'est pas suivi ; & il faut avouer qu'alors la matiere du retrais n'étoit pas éclaircie, maintenant le Juge doit dans cette espece décider avant tout la question de présérence entre les divers clamans, & œ n'est qu'après ce réglement que court le délai du garnissement. Arrêt du 9 Août 1763. La Jurisprudence opposée étendoit sans motif les frais de confignation. Il est d'un wage constant au Barreau que quand un des retrayans inteljette appel de la Sentense rendue sur le retrait, l'autre n'est point obligé de garniz.

Autre Arrêt du 28. Janvier 1750, qui Autre espe juge que quand le clamé ne gage point la clameur aux prochains plaids, & qu'il attend les délais de l'Ordonnance pour gager, le clamant a jusqu'aux plaids suivans pour configner, quand même le clamé lui fignificroir plutôr la Sentence de gagé. Ce n'est pas là le cas de l'art. 491 de la Courume, mais celui de l'art. 492.

Nous avons un autre principe dont il n'est pas permis de s'écarter, les délais du garnissement ou consignation ne peuvent être prorogés ni par le retrayant, ni par l'acquereur, ils sont subordonnés à l'empire de la Cousume & de la Jurisprudence,

Le clamant

Le fieur Houdetot avoit gagé la clameur auni le clame ne sieur des Heberts, qui sit offre judiciairement peuvent proro-ger les délais de ses deniers, sur laquelle offre le sieur Houdedu garnisse tot demanda temps jusqu'au Samedi suivant d'apporter son mémoire de frais & loyaux. coûts, sur quoi le clamant sut débouté par la raison que, nonobstant le délai demandé par le clamé, il devoit garnir dans les vingt-quatre heures. Arrêt du 8 Décembre 1651. Bafnage.

Autre Arrêt du 1; Décembre 1670, rendu dans l'espece suivante. Une clameur avoit été gagée à l'Audience du Samedi, le Juge renvoya les Parties au Lundi suivant, devant le Tabellion, devant lequel le clamant représenta ses deniers sans les configner, ni compter, faute de les avoir comptés & confignés il fut débouté de sa clameur, Bas-

nage.

Un retrait est fignifié dans l'an & jour à comparoir aux prochains plaids ; par une premiere Sentence il fut dit que l'acquéreur justifieroit dans les vingt - quatre heures les paiemens qu'il disoit avoir faits, & que vingt - quatre heures après le clamant configneroit pour en revenir au jour enfuivant qui étoit le troisieme ; le clamant ne configna point dans les vingt-quatre heures mais le jour suivant. Par Arrêt du 13 Juillet 1662, il fut débouté de sa clameur. Basnage.

ARTICLE CCCCXCII

Cas du refus Et s'il y a eu refus & depuis obéifgager, & fance, le garnissement doit être fait depuis obéildans les prochains plaids, fi c'est terre

TIT. XVIII. Des retraits & clam. 183 soturiere, & si elle est noble dans la prochaine amie.

ET article presente encore une combi- Rembountenaison différente des autres. La proroga- ment dans les tion du délai de garnir a sans doute été in- prochains. troduite comme une peine de la contumace plaids. de l'acquéreur qui refuse avec opiniarreté de déférer à une clameur légitime. Basnage remarque que le clamant a pour rembourser le délai entier des plaids ou assises.

Le remboursement se fait devant le Notaire du domicile de l'acquéreur; faute au clamé de se trouver, on consigne chez le Receweur des Confignations, & lorsqu'il n'y en

a point, chez le Notaire.

ARTICLE CCCCXCHL

Tout lignager qui a renoncé à user De reffer de de ces droits de clameur, foit lors du la renonciacontrat ou après, n'y peut revenir.

PELUI pour les dettes duquel l'héritage a été vendu par décret, ne peut clamer. Art. 111 du Réglement de 1666.

L'héritier du vendeur peut retirer l'héritage

vendu. Art. 112 dudit Reglement.

L'héritier de celui qui a renoncé au retrait Héritier de ne peut clamer après le décès de son au-noncé au re-teur, parce que cette convention étant li-trait, ne peut cite, elle engage le renonçant & fon suc- clamer. ceffeur à titre universel. Arrêt du 7 Février 1673 3 mais fi celui qui avoit renoncé vivoit au temps de l'ouverture au retrait, rienn'empêcheroit fon héritier présomptif d'enprofiter; on décide la même chose, en casqu'il ait renoncé à sa succession.

Quid du pere On a jugé par Atrêt du 20 Mars 1727. caution de son qu'un pete qui se trouve dans l'espece de fils mineur. cet atticle ne peur clamer au nom de son fils alors en minorité, il faut qu'il fasse ésire un autre tuteur au mineut. Voyez Basnage.

ARTICLE CCCCXCIV.

Le droit de clameur de bourse & Droit de clameur lignage- lignagere, est de sa nature incessible, mais transmis. & néanmoins il est transmissible aux able aux heri- heritiers. Liers.

> (Voyez l'article 112 du Réglement de 1666, rapporté sous l'article préoddent.).

Clameur féodale incessible.

TA clameur féodale, ainst que la lignagere, est incessible, & néanmoins transmissible aux horitiors. Atticle 116 dudit Reglement.

ARTICLE CCCXCV.

Le mari ou ses héritiers genvent Mari peut répéter la moi répéter la moitié des deniers qu'il a tié des deniers déboursés pour retirer l'héritage au faite au nom nom de sa femme. de la femme.

la moitié, quoique la Paréc.

Il n'en peut C 1 le mari retire un héritage au nom de demander que D sa femme civilement séparée, il semble que le mari ou ses héritiers peuvent répéfemme soit se- ter la totalité du prix employé an retrait. Les anciens Arrêts ont varié sur ce point de Jurisprudence. On n'accorda au mari, par Arret du 11 Mai 1632, rendu en cette est TIT. XVIII. Des retraits & clam. 185 pece, que la moitié des deniers qu'il avoit déboursés contre l'héritier de la femme prédécédée, qui s'étoit mis en possession du fonds clamé.

Les créanciers du mari sont plus favo- Secus rables, il seroit injuste de faire à leur pré- créanciers du judice bénéficier la femme séparée de la moi-mari. tié du prix, aussi on la condamna à leur en rembourser la totalité par Arrêt du 13 Mars

1655. Balnage.

Le même Auteur rapporte un Arrêt singulier , qu'il date du 15 Décembre 1655. l'Arrêt du 15 Un pere du vivant de sa femme clame au Décembre nom de ses enfans un fonds de la ligne de cette femme qui le prédécede. Il se remarie & meurt ; sa seconde femme demande aux enfans la répétition de la moitié des deniers du retrait comme meubles : par l'Arrêt ils lui furent accordé. Le Commentateur observe que plusieurs des Magistrats furent d'avis que la seconde femme n'étoit pas recevable, & que le pere étoit présumé avoir fait remise de l'action à ses enfans.

Lorsque le mari a retiré au nom de sa Si le mari femme, il ne peut valablement aliéner l'hé- peut vendre ce ritage retiré sans le consentement de sa femme. Arrêt du 18 Mars 1549, rapporté par

Bérault.

Un mari qui clame au nom de fa fem- Arrêts sur les me n'est pas nécessité d'employer dans l'ex- clameurs ploit de clameur que c'est au droit de sa me. femme, il suffit qu'il dise que c'est à droit de sang & lignage qu'il clame. Arrêt du 21 Janvier 1734.

Autre Arrêt du 10 Mars 1739, qui juge que le mari qui est clamé comme acquéreur ne peut clamer au nom de sa femme, pour retenir après le temps du retrait expiré; c'est que le mari a la propriété de l'acquêt .

Efpece

186 Tit. XVIII. Des retraits & clam. quoique sa femme soit de la ligne du vendeur. a qu'il en peut librement disposer : on a donc pensé que le droit de rétention devoit alors Le régler comme celui du retrait.

ARTICLE CCCCXCVI.

Et où il auroit vendu ou hypothéqué son propre pour retirer l'héritage au droit de sa femme, elle ni ses héritiers, n'y peuvent prétendre aucune chose que le propre ne foit remplacé.

(Voyez Particle 408).

Hétitage retiré au nom de

ORSQUE pendant le mariage le mari a vendu de les propres, les fonds qu'il a rela femme, sujet sirés au nome de sa femme sont fujets au rempropre du ma- ploi des alienations, quand même il seroit constant que le prix des propres n'ent pas fervi au retrait, cela prouve de plus en plus l'attention que l'on a en cette Province à prévenir les avantages indirects entre conjoints mais û la chose retirée excede les objets à remplacer, la femme profite de la moirié de cet excédent en rembousant à proportion. Explication de l'Arrêr de Postel, du 28 Janvier 1660. Balnage.

Quid ?

La femme ou les héritiers doivent, dans augmentations le cas de cet article, rembourser la moitié des améliorations que le mari auroit faires sur un pareil héritage, ce qui est contraire à ce qui se pratique à l'égard des autres sonds de la femme. Arrêt de l'an 1609, rapporté par Bé; zault

ARTICLE CCCCXCVII.

Il ne suffit pas que le retrayant s'o- Clamant doit blige de décharger l'acheteur qui s'est donner cau-foumis d'acquitter le vendeur d'aucune ger le clamé rente envers ses créanciers, ains sera des rentes dont & doit être contraint à garnir les mission. deniers desdites rentes pour la décharge dudit acheteur, & où l'acheteur ne seroit tenu qu'à la faisance & racquit desdites rentes, il suffit que le retrayant s'oblige d'en décharger, pourvu qu'il foit ainfi accepté par le vendeur, & doit le faire fous l'hypotheque de tous ses biens, & non-seulement de l'héritage retiré, en quoi faifant, l'acheteur demeure déchargé de tout.

il a pris fou-

A plupart des Auteurs François, éblouis Clamant doit par le Droit Romain, se sont appe- payer compsantis sur la question de scavoir si le re- tant, quoique trayant a pour rembourser le prix les délais donné temps, de payer accordés à l'acquéreur. Elle fut décidée par Arrêt contre le retrayant le 24 Avril 1629; il fut même jugé non-recevable à offrir caution. On a encore jugé, auparavant l'Ordonnance de 1667, que si l'acquéreur s'étoit obligé par corps envers le vendeur, le retrayant pourroit être contraint de rembourser par la même voie. Arrêt du 9 Mars 1650. Balnage.

Arrêt du 6 Février 1733, qui juge que le Pointde canclamant n'est point obligé de donner cau- tion pour rente tion de décharger le clamé de la continua-

fonciere , ir-

188 TIT. XVIII. Des retraits & clam. racquittable & tion des rentes foncieres, ni de se faire dotale. agréer par le vendeur. Pareil Arrêt le 4 Mar 1742 pour la garantie des sentes irracquittables & qui prononce qu'il suffit de prendre · Toumission de décharger l'acquéreur. La méine chose a été jugé par un autre Arrêt du 20 Décembre 1742, pour une rente dotale, quoique racquittable : le motif de ces Arrêts elt que ces rentes suivent le fonds.

Il en faut

Par Arrêt du 26 Fevrier 1752, il a cie pour vente à jugé que le clamant d'un contrat de vente sente viagere, à rente viagere est obligé de se faire agrées par le vendeur pour la consinuation de la rente ou de donner caution. & de la faire juger avec le même vendeur, ne suffisant pas de l'offrir au clamé.

Créancier s'adreffer

Il a été jugé par Arrêt du 12 Juin 1674 qui a prêté les rapporté par Basnage, qu'un créancier d'une peut rente, pour l'achat du fonds clamé, pouvoit au s'adresser hypothécairement sur le fonds retiré, lorsque le clamant avoit remboursé la rente de les deniers aux mains du clamé sans y appeller le créancier qu'il avoit connu par la représentation du contrat d'acquisition mais le créancier fut débouté de l'action perfonnelle.

> Quoique le retrayant ne soit obligé ch'à l'indemnité de l'acquéreur, le contrat de vente peut renfermer des claules genantes y ainsi's l'acquéreur est chargé de faire la moitié d'une rente conflimée au profit d'un tiers, comme le créantier peur refuler de diviser, le retrayant est réduit à l'alternative de payer le capital à l'acquéreur, dont le fond clamé demeure garant, ou de continuer cette moitié de renteen donnant caution. Atrêt du 19 Décembre 164r.

ARTICLE CCCCXCVIII.

L'héritage donné en faveur ou récompense de fervice, peut être retiré pour récomtant par le lignager que le Seigneur, ce, est clamaen rendant la vraie valeur & estima- ble. tion de l'héritage.

N payant la valeur de l'héritage, il n'y a plus de question sur la valeur des fervices dont l'héritage fait le prix ; mais il faut conclure de cet article que les donations pures & simples ne sont pas retrayables. Voyez Coquille, quest. 36.

ARTICLE CCCCXCIX.

Après que l'action en retrait ligna- Action en res ger, seigneurial, ou à droit de let-trait périt par an & jour. tre lue, aura été discontinuée par an & jour, le clamant n'est recevable après d'en faire aucune poursuite.

N a fait distinction entre l'instance & Sicette regle l'appel, l'instance périt par an & jour, a neu mais en cas d'appel la péremption n'a d'appel, d'effet qu'après trois ans de cessation de procédures. Arrêt du 27 Juin 1657. La péremption de l'appel interjetté par le clamé n'emporte pas la prescription de l'action; fi le retrait a été adjugé par le premier Juge, & que l'appel foir périmé, l'acquéreur ne peut opposer à l'intimé sa négligence, parce qu'aucune loi ne l'oblige de poursuivre sur la Sentence donnée à son profit. Arrêt du 6 Mai 1664.

L'action en retrait conventionnel ne se retrait contrats périme que par trois ans. Arrêt du 2 Féfrauduleux & vrier 1648.

conventionneis.

Un lignager peut se départir de son action en retrait, il en est quitte pour payer les dépens de l'acquéreur. Coutume du Maine, art. 418, d'Anjou, art. 407. Voyez austi M. Pothier, Traite du Retrait, Grimaudet, ibid.

de Appel clameur nonrecevable après l'an.

Le 18 Mars 1746, il a été jugé que l'appel de d'une Sentence rendue sur une question de clameur n'est pas recevable après l'an de la fignification de cette Sentence. Mais fi le retrait a été intenté à cause de la fraude prétendue commise dans les contrats, l'appel de la Sentence n'est pas assujetti à cette limitation. Arrêt d'appointé du 19 Janvier 1666, rapporté par Basnage.

Le décès d'une Partie ou d'un Procureur n'empêche poins en premiere instance la prescription annale de l'action en retrait, encore qu'il y ait contestation en cause s'est Procureur interiompt: bien la péremption mais qu'elle n'interrompt pas la prescription.

Arrêt du 18 Juin 1766.

 $m \mathcal{A}_{i}(\mathbf{a}) = \eta \mathcal{A}_{i}^{i}(\mathbf{q}) \mathbf{\tilde{g}}_{i}^{i} + i \hat{g}_{i}^{i}$. Fig. (6)

Tout contrat de vente ou il y a duleux clama- fraude commise au préjudice du droit ble pendant de retrait appartenant aux lignagers ou aux Seigneurs féodaux, est clamable dans trente ans. នាំ នេះសំ ភាពប្រជាជា

(.Voyez are, 478 & 479.)

'ARTICLE 479 concerne la fraude commile dans le retrait au préjudice de l'acquéreur ; la Coutume traite ici de celle que l'on met en usage pour éluder le retrait. Comme rien n'est plus facile que de déguifer un contrat de vente sous les dehors d'un contrat de fieffe, de donation, d'échange. d'en exagérer le prix ou d'en distimuler les véritables conditions, on admet pour découvrir l'artifice tout genre de preuves, interrogatoire fur faits & articles, preuve par témoins & par censures ecclésiastiques. secours des prélomptions, &c.

ARTICLE DI

Si rente fonciere est vendue, & non retirée par le Seigneur ou le li-ciere par gnager, le propriétaire du fonds peut retirer ladite rente dans l'an & jour de la lecture du contrat, & en décharger fon fonds en payant le prix & loyaux-coûts.

(Voyez l'article 181 & ce que j'ai dit au sujet du retrait féodal, art. 179 & 201, & ce que j'ai dit des Fiefs Tous l'art. 452 & 462).

Es débiteurs des rentes foncieres & ir- Il faut garracquittables sont tenus d'observer dans der les mêmes les retraits qu'ils en font, en cas de vente formalités à un tiers , toutes les formalités prescrites , des rentes que cant pour les retraits lignagers que féodaux, dans les autres Réglement du 1; Février 1732.

La vente de la rente fonciere racquitta- Rente fon-

192 TIT. XVIII. Des retraits & clam. ciere tacquit- ble n'est pas plus sujette au retrait que le table n'est cla- rransport d'une rente constituée. Afrèt du mable. premier Juin 1764.

de Lorsque le débiteur de la rente de fiesse Fiesse qui le Loit.

Fiesse vendue stipulée irracquittable dans le contrat la raau débiteur chete dans les trente ans de la date, le fous les trente ans n'est pas rachat donne bien ouverture au retrait des clamable, il objets compris dans la fiesse, suivant la n'y a que la Déclaration du 10 Janvier 1725, qui a dérogé à l'art. 27 du Réglement de 1666, mais la rente n'est pas clamable d'autant qu'este tient lieu de prix, & l'on suit l'art. 28 du même Réglement. Arrêt du 24 Août 1756.

> On applique à la vente des rentes de fief les regles usitées dans celles des rentes foncieres & perpétuelles étant vendues au propriétaire de l'héritage qui les doit, elles ne

sont pas clamables.

Extinction créanciers.

Lorsque le propriétaire du fonds suite de rente au à une rente fonciere fait l'amortissement du préjudice des capital, le fonds cesse d'être affecté aux créanciers de celui à qui la rente étoit due. Arrêt du 8 Février 1629, article 76 du Réglement de 1666.

ARTICLE DIL

Baux à fer- Baux à ferme à longues années faits me & vente pour plus de neuf ans, sont retrayaquand clama bles; comme aussi est la vente d'un usufruit faite à autre qu'au propriétaire , lequel est préféré à la clameur.

Fieffe à vie I La été jugé par Arrêt du 15 Octobre 1616, n'est clamable. I rapporté par Basnage, qu'une sieffe faite pour le temps de la vie du preneur, n'étoit point retrayable, parce que les fieffes faites a perpetuité ne le lont pas

 $\mathbf{z}_{\mathbf{v}}$

Tous nos Auteurs sont d'avis que les baux Ces à longues années ne sont point sujets à trei- sont-ils sujets ziemes. Voyez Brodeau sous l'art. 78 de la treizieme ?

Contume de Paris, n. 31.

Quand la Coutume dit que le proprié- Qui des licaire, lors de la vente de l'ulufruit, est préféré gnagers on du à la clameur, ce n'est que dans le cas qu'il l'a propriétaire acquis lui même ; car par cet acquet il se fait preseres à claune consolidation & une extinction qu'on ne mer l'usufruit. fait pas revivre; mais si cet usufruit étoit vendu à un autre qu'au propriétaire, les pazens de l'ulufruitier qui a vendu seroient préférables à clamer au préjudice du pro-Priétaire.

ARTICLE DIII.

En retrait conventionnel, le retrayant doit au jour de l'assignation ventionnel. offrir, configner & déposer actuellement les deniers du contrat, autrement il n'est recevable.

Retrait con-

(Voyez ce que j'ai dit articles 13 € 193).

RTICLE 109 du Réglement de 1666. A La vente de la condition de réméré ne meté Peu être clamée après le temps de la condition clamable, expirée, encore que l'an & jour de la venue d'icelle ne soit expiré.

Les clameurs conventionnelles font cessibles.

Att. 116 dudit Réglement.

L'acquereur ne peut proroger la condi-nelle est cessition de réméré au préjudice de la clameur li-

Le relevement de la vente faite à condition le rémère au de réméré, doit être pris dans les dix ans du préjudice des Tome II. Tome II.

Clameur convention-

Aquéreur ne peut proruger

194 TIT. XVIII. Des retraits & clam. contrat de vente, & non de l'expiration de la faculté de réméré. Article 110 dudit Réglement.

Relevement culté expirée. plaids.

Par Arrêt du 8 Juillet 1734, il a été jugé doit être pris que le clamant à droit conventionnel étant dans les dix que le clamant à dive conventionner étant ans du contrat obligé au jour de l'assignation de consigner de réméré & & déposer actuellement les deniers du contrat. non de la fa- rien ne le contraint d'assigner aux prochains

En clameur

Un homme achete un héritage avec faculté convention- de rachat de six ans au profit du vendeur; nelle, on n'est postérieurement l'acquéreur achere la faculté oblige d'affi- postérieurement l'acquereur achete la façulté gner aux pro- de réméré; il ne fait point lecturer le prechains plaids, mier contrat, mais il fait lecturer le second.

fuffit.

Héritageac- Un lignager clame l'héritage sous prétexteuis à faculté que le premier contrat n'avoit pas été ludepuis acquet l'acquéreur répond qu'il lui a suffi de faire de cette facul- lire le second contrat où le premier étoit rété, le dernier féré, que ces deux contrats n'en faisoient qu'un & qu'il lui eût été inutile de revêtir de là lecture le premier contrat, parce qu'ayant le droit de clameur conventionnelle, il useroit, en cas de retrait lignager, du droit de rétention. Par Arrêt du 8 Mai 1616, rapporté par Basnage, le lignager fut débouté de la clameur.

Retrayant en réméré

Par autre Arrêt du 6 Mai 1755, il a été jugé peut que quand un vendeur retient un droit de configner sur le réméré & qu'il en use, il peut consigner champ, quoi-temete de qu'il en die, il peut configner que ce ne soit le même jour de la clameur, encore que ce le dernier jour. ne lois pas le dernier jour, & que l'exploit ne soit point fait en parlant à l'acquéreur.

> La faculté de rachat retenue pour un an, n'emporte point l'an & jour, ainsi l'effet d'une vente faite le premier Janvier 1778, sous la condition de réméré d'un ap, doit être clamée le dernier Décembre de la même année. Arrêt du 20 Février 1728.

Basnage rapporte un Arrêt du 12 Janvier Receveur des

1653, qui condamne un Receveur des con-confignations fignations de rendre l'argent dans les mêmes doit rendre les especes, déposées par le demandeur en retrait ces. conventionnel; il étoit question d'une consignation faite en especes qui avoient augmenté depuis; le Receveur prétendoit profiter de l'augmentation : de là il suit que si l'argent augmente ou diminue, la perte ou le profit regarde celui qui retire l'argent, & non le Receveur, qui doit rendre les mêmes es-

Arrêt du 20 Mars 1739, qui juge que les A quel Re-droits de confignations sont dus au Receveur, ceveur appar-tient droit de devant le Juge duquel se tient l'état des de- consignation. niers au préjudice de celui sur le territoire

duquel la vente a été faite.

peces.

Il est désendu aux Juges & aux Greffiers Juges de prendre directement ni indirectement les Greffiers recettes des confignations à peine d'interdic- peuvent être tion. Art. 22 du Réglement du Parlement de confignations. Rouen du 2 Août 1678.

Deniers de

Par Arrêt du 22 Juin 1762, il a été jugé que les deniers provenans de la vente des vente d'un dé-meubles d'un débiteur ne sont point sujets biteur non su-à consignation, s'il n'y a instance de présé-gnation. rence entre les créanciers, quelque nombre d'arrêtans qu'il y ait aux mains du Sergent qui a procédé à la vente.

Quoique quelques-uns de ces Arrêts soient absolument étrangers au retrait conventionnels, comme ils ne laissent pas d'être intéressans, on en a pris occasion de les citer.

196 TIT. XIX. Des choses cenf. meub.



TITRE XIX.

QUELLES CHOSES SONT CENSEES MEUBLES.

Quelles choses sont immeubles.

ARTICLE DIV.

Obligations & cédules faites pour choses mobiliaires, sont réputées meubles; comme en pareil, les obligations qui sont faites pour choses immeubles sont réputées immeubles.

taires.

Dette restant A regle, pour juger de la nature d'une te due pour Lobligation, est de considérer l'action qui vente de fonds en résulte; s'il en résulte une action pour se doit acquit-ter par l'héri- avoir un immeuble, l'obligation est immotier aux meu- biliaire, mais s'il n'en résulte qu'une action bles & les léga- tendante à avoir un meuble ou de l'argent, l'obligation est mobiliaire.

Par deux Arrêts rapportés par Basnage, on a jugé qu'une obligation due pour acquet fait d'un héritage étoit une dette mobiliaire, & devoit être acquittée par les héritiers aux meubles, & en conséquence la veuve légataire universelle fut condamnée de payer cette dette.

De même si dans une succession il se trouvoit une obligation pour restant de vente d'héritage, l'obligation seroit réputée moTIT. XIX. Des choses cens. meub. 197 biliaire, sauf la question de remploi des propres aliénés.

Les intérêts d'éviction dus par le vendeur Intérêts d'ésont due par ses héritiers aux meubles. Arrêt viction

du 17 Mars 1654. Balnage.

mobiliers.

Un oncle donna 700 liv. à son neveu, pour Deniers pour lui aider à faire une clameur., avec stipula- rettrer des bétion que l'oncle jouiroit de l'héritage jusqu'à ritages réputés ce que la somme lui fût rendue. Depuis l'oncle remit l'héritage & le tipt quitte des 700 liv.; par Arret du 28 Juillet 1656, cette somme sut réputée immeuble vu la jouissance du fonds qui équipolloit à une constitution.

Supplément

Arrêt du 8 Mars 1736, qui juge qu'un supplément de prix payé par un acquéreur pour éviter la pour éviter la clameur est réputé meuble. Les clameur est un meuble. parties étoient Chaumontel & Delivry, plaidant Brebain & Desgenêtes.

Le treizieme dû pour l'héritage acquis par le défunt est une dette mobiliaire. Arrêt dette da 2 Décembre 1626, rapporté par Bé-liaire,

ARTICLE DV.

Les fruits, grains & Hoins étant sur la terre après le jour de la Nativité grains, foins, de saint Jean-Baptiste, encore qu'ils meubles. tiennent par les racines, & ne soient coupés ni sciés, sont néanmoins censés & réputés meubles, fors & réservé les pommes & les raisins qui sont réputés immenbles jusqu'au premier jour de Septembre; & quant au

198 TIT. XIX. Des choses cens. meub. bois, il n'est réputé meuble, s'il n'est coupé.

(Voyez art. 488 & 490).

Si le regain Le regain des prés n'est pas amobilié à la des prés est laint Jean; il a été jugé appartenir au promeuble. priétaire, à l'exclusion de l'héritier aux meubles. Arrêt du 2 Octobre 1683.

Dîmes, quand.

Un Curé légua par testament ses meubles jugés meubles. & les dîmes de la saint Jean aux pauvres, & à d'autres particuliers, il mourus après Pâques. Ses héritiers prétendirent que les dîmes étoient un véritable immeuble; mais par Arrêt du 5 Juillet 1652, elles furent jugées meubles. Basnage. Et depuis est intervenu Arrêt le 12 Mars 1717, qui juge qu'un Curé décédé le Samedi-Saint, ne transmet point la dîme à ses héritiers, la dîme n'étant amobiliée que le jour de Pâques. Excepté dans le Diocese d'Evreux, où elle est amobiliée le Dimanche de Latare.

saint Jean est bonne.

· Les saisses des levées faites la veille de saint grains la veille Jean-Baptiste sont bonnes & valables, comme si elles avoient été faites le lendemain; & il est défendu aux débiteurs de vendre lesdites levées, le lendemain de la saint Jean-Baptiste, à peine de nullité de la vente. C'est la décision de l'Arrêt de Réglement du 6 Juin 1682.

ARTICLE DVI.

TUllenfiles d'Hôtel quand

ķ

Ustensiles d'Hôtel, soit aux champs sont meubles, ou à la ville sont réputés meubles :

TIT. XIX. Des choses cens. meub. 199 mais s'ils tiennent à fer, clou, ou sont scellés à plâtre, & mis pour perpétuelle demeure, ou ne peuvent être enlevés sans fraction ou détérioration, sont réputés immeubles.

' Es canons & artilleries des maisons de Liforce sont immeubles, mais ceux des artilleries sont maisons de plaisance, & qui n'y sont que ils meubles? pour l'agrément, sont meubles.

les ornemens d'une Chapelle sont immeu-

Les foins, pailles, feures & fumiers ont Foins, pail-ché jugés immeubles, & appartenir à l'adjudi-les, &c. sontcaraire par Arrêt du 17 Juin 1649, rap- ils meubles ? Poné par Basnage; mais s'il étoit question d'un locataire d'une simple maison, qui n'auroit fait les fumiers qu'au moyen de l'achat qu'il auroit fait des pailles & foins, il fandroit en juger autrement.

Quoique cet article dise que les ustensiles attachés à cloux, chevilles ou plâtre, soient Ustensiles & immeubles, cela n'a pas de lieu relativement meubles des locataires aceux qui n'ont qu'une demeure passagere, quoique attacomme sont les fermiers ou locataires qui chéssont meupeuvent enlever leurs meubles quoiqu'ils les bles. aient fait attacher avec du fer ou sceller en

Les matériaux provenans de la démolition dun batiment sont réputés immeubles, & Quid des masuivent le sort du fonds; on a même jugé par tériaux? Arrêt du 17 Janvier 1630, rapporté par Bérault, que des matériaux destinés pour achever un édifice devoient être entre des héritiers confidérés comme une dépendance de l'héritage : on décideroit différemment à l'égard d'un acquéreur.

200 TIT. XIX. Des choses cens. menh

ARTICLE DVII.

Rentes confeituées à prix d'artituées sont gent, encore qu'elles soient racquitdonnent lieu à tablés, sont réputées immeubles; &
retraire réehange.

Les rentes constituées à prix d'argent, encore qu'elles soient racquitnéanmoins si elles sont baillées en
échange contre un héritage, ledit contrat est sujet à clameur lignagere.

(Voyez art. 452. Placités; art. 115).

Rentes viageres font bles, & jugées telles par deux Arrêts meubles. des 30 Juillet 1710 & 13 Mars 1727.

ARTICLE DVIII.

Ulufruit d'un L'usufruit des choses immeubles est immeuble, est réputé immeuble,

(Voyez art. 512 & 428).

ARTICLE DIX.

Arrérages de Les arrérages des rentes seigneuriarentes seigneu- les ne sont réputées meubles que du meubles, jour que le paiement est échu.

Voyez l'article suivant.

TIT. XIX. Des choses cens. meub. 201

ARTICLE DX.

Les deniers des fermages font cen- Quand de-Les demers des jerniages font con-ses meubles du jour que les fruits sont mage sont perçus, encore que le jour du paie-meubles. ment ne soit échu. Et pour ses rentes foncieres & hypothécaires, les arrérages qui sont dûs jusqu'au jour du décès, sont réputés meubles.

Le s'est présenté sur cer article une question Question im-intéressante, & qui sixe une Jurispru- portante à cet: dence fur la nature des deniers de ferma- egard, ges ; je rapporterai l'Arrêt en son entier , il. fur rendu le 3 Mars 1750, à tour de petits zôle..

Le fieur Chevalier de la Blandiniere, après : Arrengesde avoir légué les meubles & le tiers de les ac-fermages jugés quêts, mourut au mois de Juillet 1738, avant avant la récolla récolte, ses bions étoient situés dans le te, quoique: Pays de Caux; & il étoit stipulé dans les baux le terme. soite à ferme que le fermier entreroit en jouissance échu. à la saint Michel, & payeroit le premier: terme à la saint Jean-Baptiste, avant la récolte.

MM. les Présidens de Bailleul & de Crosville prétendirent que le terme payable: avant la récolte étoit un immeuble, à l'épo-que du décès du fieur de la Blandiniere, &: ils. le firent juger ainsi aux Requêtes du Palais.

Sur l'appel Me Roger, Avocar du légateire, dit : tout ce qui est exigible & percep-. tible doit être place dans la classe des meubles ; le terme du fermage étoit échu avant: la mort du Chevalier de la Blandiniere, il au.

202 TIT. XIX. Des choses cens. meub. roit pu le faire payer de son vivant, il a donc transmis cette action au légataire. Il est inutile d'argumenter des diverses dispositions de la Coutume, étrangeres aux baux à ferme, on pourroit les appliquer à l'une comme » à l'autre des parties : c'est donc la loi qui leur est propre qu'il faut consulter; s'il y est dit que les deniers des fermages sont censés meubles du jour que les fruits sont perçus, on en apperçoit le motif : le bail à ferme qui n'excede pas neuf années est un effet mobilier, il est donc naturellement un effet disponible par testament; mais la Coutume a dérogé à la regle générale en faveur des héritiers, & elle ne mobilise les deniers du fermage qu'après la perception des fruits, mais il faut l'entendre sainement. M. de la Blandiniere est mort au mois de Juillet, si les fermages suivent la condition des fruits, puisqu'ils sont dûs à cause des fruits, & qu'ils les représentent, les fruits ne sont-ils pas amobiliés après le jour de la nativité de saint Jean-Baptifte? Bérault n'a pas donné d'autre sens à l'article 110; mais quand cette explication fi véritable ne prévaudroit pas, il est constant qu'avant même la récolte principale le fermier a bénéficié du bail, il a profité de l'habitation pour lui & sa famille, & la terre a fourni la nourfiture à ses bestiaux. Le mari. & la douairiere transmettent les fruits de la derniere année en proportion de la durée de leur jouissance, & on refusera au légataire une part dans le fermage, à compter du bail, au décès du testateur, dans une espece où le fermier aura joui neuf mois sans payer. Considérons même, sans abandonner nos moyens, le terme de la saint Jean-Baptiste comme un terme avancé, ce fera dans ce cas une alienation d'usufruit, mais ce reme

TIT. XIX. Des choses cenf. meub. 202 échu n'en sera pas moins meuble. N'est-il pas de principe que le prix de la vente d'un fonds est meuble, que si le propriétaire a vendu son bois à couper, son étang à pêcher, ses fruits à recueillir, le prix de la vente est réputé meuble dans sa succession? On doit donc porter le même jugement du fermage, dont le terme seroit avancé : il est vrai que ces ventes peuvent en certain cas donner lieu à une action en remploi en faveur de l'héritier aux propres; mais si l'alienation concerne un acquet, elle n'est pas sujette au remplacement. Ici les acquifitions forment la plus grande partie des biens, & si l'action en remploi est ouverte relativement aux propres, elle doit être supportée par les acquêts, & le légataire ne doit contribuer à cette charge qu'à proportion du tiers qui lui est déféré par le testament. Par ces raifons Me Roger concluoit la réformation de la Sentence des Requêtes.

Me Perchel, pour MM. les Présidens de Crosville & de Bailleul, concluant l'appellation au néant, dit il est inutile d'entrer dans la question de sçavoir quelle action peut avoir un héritier aux propres pour le remploi des propres aliénés; ce n'est pas la question, elle reside uniquement dans l'article 510 de la Courume; les termes de paiement d'un bail, payables avant la récolte , sont ils meubles ? sont-ils immeubles ? Il ne fant que lire l'article & en prendre le sens pour se convaincre qu'ils font immeubles; les fermages sont une image ou représentation de l'usufruit du fonds pour lequel ils sont dus; à qui appartient la récolte d'un fonds ? à celui qui en jouit au temps qu'elle a été faite ; si le propriétaire & l'ulufruitier meurent avant la récolte delle 204 TIT. XIX. Des chofes cenf. ment. appartient à celui à qui doit appartenir le fonds, s'ils meurent après la récolte, ellaappartient à leurs héritiers ou donataires de meubles, comme un meuble : cela bien expliqué, il est facile d'entendre le sens de l'article 110 de la Coutume. Les deniers des fermages suivent le sort de la récolte, Il faut done que les fruits soient perçus, pour que les deniers de fermages soient censes. meubles, autrement ils sont immeubles, n'importe que le jour de paiement soit échu ou non, autrement il y auroit une inconféquence & une absurdité dans l'article dont nos rédacteurs ne furent jamais capables; en effet puisque c'est la récolte des fruits, qui amobilie les deniers de fermages., leur nature ne dépend donc pas de lavolonté de l'homme, elle dépend uniquement de la Loi; si cependant la prétention de l'appellant avoit lieu, il se trouveroit que la voionté de l'homme éluderoit la Loien partie, car les termes avancés dépendroient de la volonté de l'homme, & les termes reculés dépendroient de la Loi : on ne supposera jamais une Loi austi imparfaite. fur rout en une Province qui favorile, tant qu'elle le peut, les héritiers aux propres.

D'Argentié (1), Coutume de Bretagne, décide la question en termes précis, sous l'art. 76; qu'on lise encore avec attention l'art. 428 de la Coutume, on trouve qu'elle ne permet de disposer par testament de l'usuffruit de l'immeuble ou d'une chose réputée immeuble, si ce n'est en considération de serviteurs ou autre cause pitoyable; c'est cependant au préjudice de cette disposition tex-

US SWOE HE

⁽¹⁾ Brillon verbo fruits.

FIT. XIX. Des choses cens. meub. 205
melle, que le légataire prétend emporter
la suffruit des immeubles du sieur Chevalier
le Blandinieze, est vertu de son testa-

: Ces: principes incontestables bien encandas: scavoir, que les deniers de fermages suivent la nature des fruits à l'effet dere immobiliers, si les fruits sont immobiliers, ou mobiliers si les fruits sont menbles; à quoi serviroit il d'entrer dans la question de scavoir quel genre d'action séroit. sobligé de prendre l'héritier à l'immeuble en fait d'alienation; puisqu'il ne s'agit point dalienation, il s'agir de deniers de fermages 3 à qui appartiennent-ils? MM. les hes ritiers prétendent qu'ils leur appartiennent; ils les demandent au légaraire qui les a touchés, ou aux fermiers qui les doivent, & ilest tidicule de prétendre qu'ils soient tenus de les prendre sur les acquets.

La Cour mit l'appellation au néant avec dépens

Pour les arrérages des rentes soncieres Arrérages de cu hypotheques, ils ne sont ameublis qu'au rentes soncie-jour de leur éthéance, & on ne répute meu- tes hypotheques, & sur le bles que ceux qui sont échus lors du décès. Roi, quand Il fair excepter les rentes dues par le Roi, meubles, ainsi qui ne soin meubles que du jour de l'ou- quele prorate. Venure du Bureau, où le paiement s'en seit. Non-seulement l'année échue des rentes soncieres ou constituées est meu-ble, mais aussi le pro rata. Arrêt du 17 Mars. 1868;

ARTICLE DXE.

"Deniers, donnés: pour mariago des sidealendoi-

meubles.

206 TIT. XIX. Des choses cens. menb. taux sont im- filles par pere, mere, aïeul ou autres. ascendans ou par les freres, & destinés pour être leur dot, sont réputés immeubles & propres à la fille, encore qu'ils ne soient employés ne confignés: & où autres personnes auroient donné denier, en faveur de mariage pour être convertis en héritage ou rente, au nom de ladite fille. feront pareillement réputés immeubles, & tiennent nature d'acquêt en la personne de la fille.

> (Voyez Article 524, art. 390, & l'art. 66 du Réglement de 1666, que j'y ai rapporté. Voyez aussi l'article 245).

immeubles.

Deniers pro-mis par pere à mariant sa fille au sieur de Villars, lui fa fille, paya-bles après sa promit la somme de 60000 livres pour ses mort, jugés droits sur sa succession & celle de la dame sa mere prédécédée ; de cette somme il devoit être payé 20000 comptant, 20000 en partie de rente, & 20000 livres après le décès du pere; il étoit déclaré que de la promesse il y avoit 30000 livres pour le bien de la mere, dont le pere, du consentement de son fils, se réservoit la récompense sur Si récom- la succession de la mere. Le Vicomte se re-

mere.

pense de la dot maria dans la suite, & après sa mort la est immobi liaire ou mobi- le conde femme demanda au fils du premier liaire sur les lit sa part dans la récompense de 30000 liv. la comme étant mobiliaire, & obéit de con-· tribuer aux 20000 livres encore dues à raison de son douaire. Par Arrêt du 2 Juillet 1687, la Cour déclara la récompense des 3 dooo jucement mobiliaire, dont je tiers

TIT. XIX. Des choses cens. meub. 207 fur adjugé à la veuve, & la promesse des 20000 livres restans à payer de la dot, im**mobiliaire, & la veuve condamnée d'y con**tribuer pour un tiers à cause de son douaire.

Les deniers pour lesquels la femme a été colloquée au décret des biens de son mari à la femme sont immeubles. Arrêt du 8 Avril 1658, sont immeu-

dans le fait la fille de la femme qui en étoit bles.

héritiere, avoit obtenu distraction.

Il a été remarqué sous les articles 245 & 390 de la Courume, que les meubles dot quand rééchus pendant le mariage à la femme en ligne directe ou collatérale, sont réputés acquêts dans sa personne : il a été jugé par un autre Arrêt du 28 Avril 1735, que les Meubles promeubles promis par un pere à sa fille en la mis, payables mariant, mais payables après sa mort, ne du pere, jugéa tiennent pas nature de propres, comme ceux acquêta, donnés & livrés en mariage faisant; ils tiennent seulement nature d'acquers, encore bien que le gendre se soit obligé de les remplacer en dot par le contrat.

Deniers ad-

Reversion de

ARTICLE DXIL

Deniers donnés à enfans mineurs Deniers dons d'ans pour être employés en achat nés à mineur de rente ou héritage, sont réputés ployés en renimmeubles pendant la minorité des do- te ou héritages nataires, & tiennent lesdits deniers bles, acquets, donnés & héritages qui en sont acquis, nature d'acquêts.

(Voyez art. 390 de la Coutume & 66 du Réglement de 1666).

RT. 41 du Réglement de 1673, sur Tuteur peut les tuteles. Le Tuteur peut bailler en titution les les einstitution de rente les daniers du Mineur; niers du Minour à charge à la charge de les rendre au Mineur, tante de les rendre à en principal qu'intérêt, après sa majorité.

Ce privilege des Mineurs ne peut s'étendre aux Communautés. Arrêt rapporté par

Basnage, du 7 Juin 1667.

Pour lors ces Par Arrêt du 2 Mars 1720, on a jugé deniers font que des deniers donnés à intérêt au bénémmeubles, fice d'un Mineur, sont réputés immeubles, jusqu'après le rachat.

Cet Arrêt répond aux questions agitées.

par Bainage sous l'art. suivant.

ARTICLE DXIIL

Rentes constituées à prix d'argent Deniers de racquii de ren- sont réputées immembles jusqu'à ce. tes sont imqu'eiles soient rachetées; & où elles. meubles. appartiendroient à des Mineurs, si elles sont rachetées durant leur minorité, les deniers du rachat ou le: remploi sont censés & réputés immeubles, & de même nature & qualité: qu'étoit la rente rachetée, pour tourner aux parens du côté & signe dont: lesdites rentes étoient procédées : ce; qui a lieu pareillement pour les deniers. provenus du rachat ou racquit des héritages qui leur ont été retirés.

> (Voyez art. 409 de la Coutume, &: 66 du Réglement, de 1666).

> Es rentes constituées ayant un revenu successif, & permanent, la Coutume de Nosmandie les a placées au rang des immeubles à cause de l'aliénation, perpétuelle du

TIT. XIX. Des choses cens. meub. 209 capital, elles revêtissent même la qualité de propres & d'acquêts. Lorsqu'elles sont remboursées à des Mineurs, les deniers pro- des rentes convenus de l'amortissement conservent la natu-fituées. re de la rente pour retourner aux parens, dont les rentes étoient procédées, en sorte que si la rente dont on a fait le rachat aux Mineurs vient de la succession de leur pere. les deniers retourneront aux parens paternels à l'exclusion des parens maternels. Voyezles Commentateurs sur l'article 94 de la Coutume de Paris.

J'ai traité ailleurs du partage des rentes. constituées. Voyez sous l'art. 259 l'Arrêt du 26 Juillet 1759, concernant le partage des nouvelles rentes dues sur le Clergé.

DXIV. ARTICLE

Office venal est réputé immeuble. & a suite par hypotheque quand il est immeuble. faisi sur le detteur par autorité de Justice, avant résignation admise & provision faite au profit d'un tiers, & peut être adjugé par décret.

🔽 1. sembleroit résulter de cet article que L les Offices ne sont réputés immeubles que tés immeubles. dans le cas de décret. Mais la Jurisprudence est contraire, les Offices sont non - seulement immeubles, mais étant venus par droit successif, ils ont dans la personne qui les possede la qualité de propre de succession & de disposition.

Les Offices de Judicature se licitoient autrefois à la barre de la Salle du Palais, mais. depuis l'Edit de 1683, vérifié au Parlement.

Offices répu-

210 TIT. XIX. Des choses cens. meub.

Vente for- la licitation des Offices de cette espece doit cée des Offi- être précédée d'une saisse réelle duement enregistrée; Basnage a rapporté cet Edit dans son Traité des Hypotheques. Il est important d'en bien connoître les dispositions. Voyez aussi dans Routier un extrait de la Déclaration du 29 Avril 1738, concernant les oppositions au titre des Offices.

Les autres Offices se vendent suivant les formalités établies pour le décret des biens

immeubles.

Regrets pour Office.

On peut révoquer le traité que l'on a fait de son Office, pourvu que la révocation soit faite & signifiée avant la réception & prestation de serment, sur-tout lorsque le rélignant est resté en possession, & que les choses sont entieres. Arrêts des 3 Juin 1617 & 23 Mars 1662, & en ce cas il n'est point dû d'intérêts à l'acquéreur, on le rembourse seulement de ce qu'il a payé ou dépensé. Arrêt du 22 Janvier 1659, Journ. des Audiences, Tom. 2. l. 2. chap. 4. Arrêt du 21 Juin 1704. Brillon verbo Office. n. 93.

Office faute de paiement.

Celui qui vend son Office & qui en conspossession d'un titue le prix moyennant une rente racquietable, n'est pas obligé de décréter l'Office, faute de paiement, il peut s'en faire renvoyer en possession, nonobstant que l'acquéreur s'y soit fait recevoir après avoir obtenu des provisions. Arrêt du 18 Décembre 1739.

Le contrat de vente à fonds perdu d'un Vente d'Office sujette à Office est sujet à restitution quand il n'y a reflitution. pas d'égalité de risques entre l'acheteur & le vendeur, comme si la santé du vendeur est tellement dérangée, qu'elle annonce une mort prochaine. Arrêt du 8 Août 1741.

Les Offices d'Arpenteurs pour le Roi dans peu- les Forêts sont en titre d'Office ; mais quant Tit. XIX. Des choses cens. meub. 211 aux Jurisdictions particulieres, il est permis vent aux particuliers d'en faire la fonction, en fonction d'arprétant serment en Justice. Arrêt du 25 Juin penteurs. 165j. Balnage.

ARTICLE DXV.

Un moulin & un pressoir, cuves Moulin & tonnes sont réputés immeubles meuble. quand ils ne peuvent être enlevés sans désassembler.

L's'enlever, étant d'un usage essentiel au teau à marc du pressoir, est un immeuble, & reste avec le immeubles, pressoir, même le couteau servant à la retaille du marc, est un immeuble, & appartient au pressoir, suivant l'opinion de Godefroi; mais Basnage ne répute la cuve im- En quel cas. menble que dans le cas-où l'on ne peut la separer du pressoir sans la désassembler.

ARTICLE DXVI.

The state of the s

Pépinieres, chênotieres, haitrieres, Pépinieres oulmieres, & autres jeunes arbres bles. provenus de plans, ou de semence, & tenus en réservoir pour être trans-Plantés, suivent le fonds; néanmoins les veuves, usufruitiers, & autres héritiers prennent part aux pépinieres comme aux meubles, avenant la dis-Olution du mariage en l'année qu'elles ^{biv}ent être levées.

AIS les légataires ne peuvent prendre Légataire ne part aux pépinieres comme meubles, peut prendre Le le défunt soit décédé dans l'an- part aux pépi212 TIT. XIX. Des choses cens. meub. née que les pépinieres doivent être enlevées... Arrêt du 5 Juin 1609, rapporté par Bérault.

En quel cas me.

Les pépinieres ne sont sujettes à dîme que suiettes à di- quand elles sont exerues sur des fonds qui ont payé dîmé par & depuis 40 ans, & seulement pour ce qui en est vendu pour être transplanté hors Paroiste.

ARTICLE DXVII.

Pareillement les fermiers ayant Quelle part le fermiera t-il planté lesdites pépinieres, chênotieen une pépires, oulmieres & autres nourritures. de semblable qualité, les peuvent enlever après leur bail expiré, en laiffant la moitié aux propriétaires, pourvu qu'elles aient été faites du consentement du propfiétaire, ou six ans

avant la fin du bail.

'ou il suit que si le fermier fait des pépinieres sans le consentement de son maître, il ne peut rien y réclamer que dans le cas où elles ont été faites six ans avant la fin du bail.

ARTICLE DXVIII.

meubler.

Les chaudieres & cuves des Teinde turiers & Braffeurs étant bâties aux Braffeurs im- maisons des propriétaires, & à eux appartenant, sont censées immeubles. pour demeurer à celui qui aura pour son partage la maison où sont lesdites. cuves & chaudieres.

TIT. XIX. Des choses cens. menb. 217

L ne faut pas confondre les chaudieres plames par le locataire, qui les peut enlever toutes fois & quantes.



ARTICLE DXIX.

Les bateaux ou navires sont censés meubles: & néanmoins après qu'ils navires sont sont saisse par autorité de Justice, pour être décrétés, sont réputés immeubles.

(Voyez l'article 581).

es bateaux qui n'ont point encore été Cas où ré-Lalancés à l'eau, & qui sont sur les chou-putés immeuquets ou chantiers, sont réputés immeubles, & ne peuvent être laiss que par la voie de saisse réelle. Arrêt du 15 Juillet 1650. Balnage.

ARTICLE DXX.

Les poissons qui sont en étang ou Poisson quand fossés sont réputés immeubles; mais meuble. quand ils sont en réservoir, sont réputés meubles.

C er article s'applique aux lapins & pi- pige. geons qui appartiennent à l'acquéreur lapins. du fonds, s'ils n'ont pas été réservés expressément dans le contrat de vente.

Les ruches de mouches à miel sont réputées immeubles, & suivent le fonds, Chop-miel ou abeil-pin sur Paris, liv. 1, tit. 1, rapporte un les si elles sont meubles. Arrêt du For Arragonois, du 9 Septembre

Mouches à

214 TIT. XIX. Des choses cenf. ment. 1593, par lequel il fut jugé que les ruches des mouches à miel étoient comprises dans le décret de l'héritage. Voyez Demoders, édition de 1748.

** TITRE X X.

DES PRESCRIPTIONS.

A prescription présente deux idées fott oppolées. Ceux à qui elle paroit odicule observent qu'elle favorise les fraudes & les usurpations, autorise le débiteur à se jouet de ses engagemens, & dépouille le propriétaire pour faire passer ses biens à un étranger dont l'audace à envahir forme le titre: admettre la prescription, c'est donc remet ser les fondemens de la société.

Idée de la

Ces cris redoublés n'ont cependan prescription, empêché les plus grands hommes de mer la prescription la patrone du genre main; elle fixe les droits incertains e propriété au milieu des guerres & des i fions qui troublent les Etats ; les titres réliftent pas aux flammes & à mille éve mens imprévus ; la possession, qui est l'a de la prescription, offre un monument te jours sensible, toujours palpable, & C les divers chocs ne peuvent détruire ; fi preseription fait quelquefois varier le doms ne des choses, on présume que celui qui i l'arrête pas dans sa marche, a intention d'a liéner : mais bannissez des Jugemens la precription, vous éterniserez les procès danles familles, & plus les contestations seron éloignées de leur source, plus elles seront funestes à leur repos.

Cependant fi la mauvaise foi , qu'on ne

TIT. XX. Des prescriptions. 215 prelume jamais, vient à éclater, le secours de la prescription devient inutile; quand même les Tribunaux ne pourroient la découviir, le possesseur de mauvaise foi ne peut dans le for intérieur presente par aucun temps, suivant le quarante-unieme Canon du Concile de Latran, sous Innocent III. Quoniam omne quod non est ex fide, peccaium est, Sinodali judicio definimus ut nulla valeat absque bona fide prascriptio tam Canonica quam civilis, cum generaliter sit omni Constitutioni atque consuetudini derogandum, que absque mortali Peccato non potest observari : unde opportet ut qui prascribit in nulla temporis parte, rei habeat conscientiam aliena.

ARTICLE DXXI.

Prescription de quarante ans vaut de titre en toute Justice pour quelque cription quachose que ce soit, pourvu que le possesseur en ait joui paisiblement par ledit temps, excepté le droit de patronage des Eglises appartenant tant au Roi qu'autres.

De la pres-

RT. 117 du Réglement de 1666. On prescrit par 40 ans les biens domaniaux pour biens dodes Ecclésiastiques, aussi bien que ceux des maniaux Ec-Laïques, à la réserve des dîmes solites, des- clésiastiques. quelles on peut seulement prescrire la quotité.

Prescription

Art. 118 idem. Et au regard des dîmes des bois, prés & autres dimes insolites, elles se peuvent prescrire par 40 ans, & sont réglées par la possession sur la chose pour laquelle il y a procès, & non par la possession De dîme.

216 TIT. XX. Des prescriptions. sur le plus grand nombre des autres héritages de la même Paroisse.

Les Ecclésialtiques prescrivent contre d'au-Religioux besoin tres Ecclésiastiques par 40 ans sans titre. que de la pof- Aussi par Arrêt du 18 Juillet 1766, il a été vis des Curés jugé qu'il avoit suffi aux Bénédictins de pour leurs dî- Séez d'avoir possédé la dîme de la Paroisse de S. Germain par 40 ans pour en excluie le Curé, quoiqu'ils ne représentassent pas de titre.

On he prescrit pas contre son titre, cela On ne reut preferire con- veut dire que si la possession est contraire tre fon titre. au titre, on ne peut s'en prévaloir, si ce n'est dans le cas d'une interversion vala-

Si le patroprescrire.

Le patronage n'est pas fujet à la prescripnage se peut tion quadragenaire, puisqu'il en est affranchi par le texte de la loi; mais lorsque la possession excede quarante ans, combien faut-il de présentations effectuées pour prescrire le patronage? une possession immémoriale ne détruit-elle pas le titre contraire? Questions difficiles, & dont il faut rechercher d'après les principes la solution dans les faits de la cause. Ce que l'on est en droit d'affirmer, c'est que l'on peut acquérir par 40 ans écoulés sans trouble la glebe du patronage, & le patronage même qui en est une dépendance.

De l'aliénad'Eglise.

L'alienation des biens d'Eglise requérant tion des biens des formalités, telles que l'information de commodo vel incommodo, des proclamations & des encheres, & le consentement du supérieur Ecclésiastique, lorsque ces solemnités n'ont pas été observées, il est plus prudent de s'en tenir à la prescription & possession de 40 ans, sans montrer le titre, lorsqu'il n'est pas revêru de ces formalités; cependant les Canons en dispensent

TIT. XX. Des prescriptions. 217 pour les objets qui ne sont pas de conséquence, suivant le Canon. Terrulas aut vineolas. Can. 12. quæst. 2.

Le domaine de la Coufonne est impres si la pres-criptible; mais les biens qui ne sont pas contre le Roi. encore incorporés au domaine de la Couronne peuvent se preserire, comme les biens venus par droit de confiscation, d'aubaine, les droits de relief, de lods & ventes, & autres droits caluels.

La prescription de l'action en garantie Cas ou la ne commence à courir que du moment du prescription de quaran trouble & empêchement qu'un tiers apporte ans n'a pas à la jouissance de celui qui a un droit de lieu. recours, contra non valentem agere nulla currit prascriptio; mais si le cessionnaire d'une rente a été payé des arrérages de la rente pendant 40 aus, & que le débiteur devienne insolvable, il n'a pas d'action en garantie contre le cédant s'il n'a intenté contre lui dans les 40 ans l'action en déclaration d'hypotheque; il en est encore déchu s'il n'a appellé le cédant au décret des biens de l'obligé, afin de le mettre en état d'enchérir à si haut prix que la rente soit colloquée ufilement. Basnage sur l'art. 40 de la Coutume.

Le détenteur d'une partie des héritages obligés à une rente fonciere ayant joui pendant 40 années, sans être inquiété pour le paiement des arrérages, ne peut opposer au créancier de la rente la possession quadragénaire, il doit payer les arrérages échus, ou souffrir l'envoi en possession du fonds.

Les Célestins de Rouen étoient créanciers Possesseur de d'une rente fonciere de 120 liv. pour siesse quarante ans de dix-neuf acres de terre; les nommés Tel- tés à une renlier, possesseurs des fonds, en vendirent quatre te fonciere acres à Grandmare. Les Tellier payerent bien payée par des codétenteurs Tome II.

n'est exempt la rente pendant plus de 40 ans depuis l'ade payer cette liénation faite à Grandmare; mais les Tel-Tente. lier ayant négligé de payer, les Célestins se firent envoyer en possession des fonds sujets à la rente, & en consequence attaquerent Grandmare, qui se défendit sur

la possession de 40 années pendant lesquelles il avoit joui des quatre acres en exemp-. tion de la rente. Les Célestins disoient que leur possession sur un des détenteurs conservoit leur droit sur les autres détenteurs; & par Arrêt du 20 Décembre 1681, Grand. mare fut obligé de leur céder les quatre acres de terre : comme on pensoit que le fait particulier avoit déterminé l'Arrêt . la même question a été renouvellée; & par Arrêt du 22 Mars 1754, il a été jugé que le créancier de la rente de fieffe qui a conservé la possession de la rente de fiesse sur les héritiers du fieffataire, possesseurs de partie des fonds fieffés, empêche que l'acquéreur d'une portion de ces fonds ne puisse se lervir de la prescription, sous prétexte qu'il. jouit par & depuis 40 ans, & sans trouble.

L'action con-

La possession du créancier d'une rente sur tre un des coobligés solidairement sert contre obliges lert les autres coobliges, parce qu'à l'égard du créancier ils sont réputés une seule personne. Arrêt du 8 Juillet 1666.

De deux Seigneurs, dont l'un possede le Deux Seigneurs, dont fief dominant & l'autre le fief servant . l'un Pun Vassal de ne peut prescrire les tenures de l'autre. Arcrivent leurs rêt du mois de Juillet 1629. Basnage. La prescription commence à courir du jour

du du contrat de vente à faculté de réméré, & jour du con-trat de réméré. Anna du jour que la condition est expirée. Arrêt du 8 Juillet 1648.

du Quoiqu'une somme payable par termes jour de l'é- soit due entierement du moment de la sti-

TIT. XX. Des prescriptions. 219 pulation, cependant la prescription ne court chéance que de terme en terme. Arrêt de le Lievre, terme, & non du jour de l'orapporté par le même Commentateur. bligation.

ARTICLE DXXII.

Toutes actions personnelles & mo- Actions personnelles & biliaires, se prescrivent par trente mobiliaires se ans.

prescrivent par trente ans.

(Voyez art. 435 pour prescription du crime).

(Voyez ce que j'ai dit, art. 143).

RT. 123 du Réglement de 1666. L'ac- Action pour tion pour le paiement du prix des meu. prix de vendue bles vendus par inventaire se prescrit par dure trois ans. 3 ans , encore que l'acheteur ait signé sur Le registre ou procès - verbal du Sergent, s'il ne s'y est obligé depuis la vente qui lui été faite.

Art. 137. L'action pour demander les fermages, a hypotheque du jour du contrat d'action pour authentique, pourvu que l'action soit inten- se prescrit. tée dans les cinq ans après le bail fini ; & après ledit temps, elle n'aura hypotheque

Hypotheque.

que du jour qu'elle sera intentée.

La reconnoissance d'une dette prescrite la La reconfait revivre. Un vassal s'étoit chargé par noissance fait son aveu d'une rente énoncée dans les anciens titres de la Seigneurie, mais qui depuis plus de 40 ans n'avoit pas été payée ; il prit des lettres de restitution contre ce dernier aveu, mais il y fut jugé non-receva-ble par Arrêt du 18 Juin 1613. Bérault.

La péremption est une sorte de prescription introduite par le droit Romain, elle

tend à l'abréviation des procés ; cependant l'Ordonnance de Roussillon sur cet objet a été reçue difficilement parmi nous, on pré-

féroit de suivre les anciens usages.

La péremption a lieu par la cessation de procédures pendant trois ans ; l'esset de la péremption en premiere instance est d'anéantir les procédures , mais les actes probatoires subsistent. En cause d'appel, elle emporte la confirmation du Jugement sans pouvoir appeller de nouveau, perempti instantia perimitur & causa.

Mon intention n'est pas de traiter la matiere, mais je vais rapporter quelques Arrêts qui, joints aux notions reçues, contri-

bueront à l'éclaircir.

La péremption a lieu contre l'Eglise, même quand il s'agit du fonds du Bénésice. Ainsi jugé par Arrêt du 16 Août 1762.

Le Procureur postulant qui prend une Charge de Garde de la Porte sans disposer de son Office de Procureur, change d'état; de sorte que du jour de sa réception à la Charge de Garde de la Porte, les instancadont il étoit sais comme Procureur ne tombent plus en péremption. Arrêt du 4 Juin 1761.

Une interpellation faite à l'intimé par appellant de communiquer la Sentence, rétrétée tous les trois ans, suffit pour empêcher la péremption. Arrêts des 2 Août

1717 & 7 du même mois 1748.

La péremption peut être levée par l'intervention d'un tiers qui a intérêt au procès, dès qu'on ne peut faire droit sur l'intervention, sans juger le contraire de ce qu'on jugeroit, si on déclaroit l'action périe. Arrêt du 24 Janvier 1727; autre Arrêt à peu près semblable, du 26 Mars 1710. TIT. XX. Des prescriptions. 221 L'appel interjetté par un Tuteur tombe en péremption, quoique le Mineur devienne majear dans les trois ans du jour de la deraiere procédure, quand la majorité n'est pas motifiée à l'intimé. Arrêt du 23 Août 1748.

L'instance appointée & distribuée au Parlement ne tombe pas en péremption par le laps de trois ans, mais elle se present par 30 ou 40 ans, suivant la dissérente nature de l'action, à moins que les sacs ne soient restés clos aux mains du Rapporteur. Arrêts des 7 Juin 1731, & 12 Mars 1765.

ARTICLE DXXIII.

La faculté donnée par contrat de Faracheter un héritage toutes fois & racha fuis 8 quarantes, se prescrit par quarante ans. prescrit par quarante ans.

du contrat & non du jour de la prise de té c four du 25 Juin 1733.

Les Docteurs ont fait de longues disserfations sur la question de sçavoir si la prescription de la faculté de rachat commencée contre le Majeur se continue contre-son héritier mineur; dans le pays de droit écrit on accorde aux Mineurs un temps plus ou moins limité pour se faire restituer. Basnage dit l'opinion générale en pays coutumier est Qu'en ce cas la restitution n'a pas lieu, Parce que la condition de l'héritier mineur ne Peut changer ce qui avoit été fait avec un Majeur capable de contracter, consuetudinar zo jure prascriptiones omnes cum majoribus epeas, sine ulla restitutionis spe currere dicimzes adversus haredes corum...Quod f elizer fic , nullus fucurus est litium finis.

D'Argentré, art. 266, chap. 12, n. 24. H ajoute ailleurs que cette prescription étend son empire sur les enfans qui ne somt pas encore nés, & que si le bénésice de restitution avoit lieu, il en seroit de même que si l'on fermoit la porte d'entrée d'un édifice & que l'on en ouvrît une autre opposée également commode. Les prescriptions introduites & approuvées par la Coutume ou accordées par les contrats & conventions des Parties, commencées avec les Majeurs, courent, suivant le texte de l'art. 286 de la Coutume de Bretagne, contre les absens, pour quelque cause que ce soit, mineurs, insensés, furieux, prodigues, interdits..... sans aucun espoir de restitution.

Faculté de Greffe fois & quantes imprescripțible.

Basnage rapporte un Arrêt du 23 Déun cembre 1624, qui juge que le Greffe d'une toutes Justice vendu avec la faculté de le retirer par le Seigneur toutes fois & quantes, étoit toujours retrayable pour le réunir à la Justice, & qu'ainsi cette faculté étoit impres-

criptible.

Il fut jugé en l'Audience de la Grand'-Chambre, le 14 Juillet 1645, pour le Baron de l'Aigle, que des particuliers auxquels les Barons de l'Aigle avoient fieffé plus de 180 ans auparavant la place du Château, à une condition de la remettre toutes fois & quantes qu'ils voudroient rebâtir un Château, & qui avoient reconnu cette fiesse en 1613, seroient obligés d'en quitter la possession au Baron de l'Aigle, en payant par lui les édifices construits sur cette place, & y faisant bâtir actuellement.

ARTICLE DXXIV.

Rente constituée à prix d'argent en Rente double faveur de mariage, par pere, mere quittable par ou frere, pour être dot, combien quarante ans. qu'elle soit rachetable, néanmoins la faculté de rachat se peut prescrire par la fille ou ses enfans par quarante ans; mais si elle passe en une autre main avant les quarante ans expirés, elle fera toujours racquittable.

(Voyez article 511).

On peut demander 29 années d'arréra- Vingt-neuf ges d'une rente dotale, & même en années d'arréra- rages de rente conflimer les arrérages; ces maximes sont dotale; les arfondes sur la Jurisprudence des Arrêts, rap- rérages s'en portugar nos Auteurs.

Lonqu'un frere promet une rente à sa læur pour sa dot, sans stipuler qu'elle sera racquittable, racquittable ou non, on la juge racquit- quoiqu'il ne le table sous les 40 ans. Arrêt du 20 Décem-soit passtipulé.

bre 1623.

Quant à la rente promise au mari pour Rente de don fon don mobil, elle n'est pas de la même mobil ne denature, & elle ne devient pas irracquittable table. Par 40 ans, les freres ou leurs représentans ont toujours la faculté de l'amortir. Arrêt du 8 Mai 1611.

si la rente dotale est cédée à un étranger, Cas o'i cinq il n'en peut demander que cinq années d'ar-te dotair. rérages; de même la femme n'en peut demander que cinq années aux héritiers du mari . Mains de qui la rente a été amortie.

Vingt-neuf peuvent conftituer.

Rente de dot

ARTICLE DXXV.

Rente créée quand racquirtable.

Si la rente est créée pour fonds ou fonds pour amendement de lotie, la condition du rachat se peut prescrire par le temps de quarante ans.

Si les rentes " for les maisons

L 1440, Henri II 1553, & l'Edit de 1606. des Villes sont déclarent que les rentes foncieres sur les héritages des Villes font rachetables au denier 20; mais je ne pense pas que ces Ordonnances eussent leur exécution dans cette Province, notre Coutume n'en parle pas; la Coutume de Paris qui s'y conforme dans l'Article 121, excepte les premieres rentes foncieres après le cens. Voyez Dénisard verbis Rentes, Rembours, Lods & Ven-

Rente d'Eglife quand devient racquittable.

Par Arrêt du 20 Juillet 1740, in été jugé qu'une rente constituée au bénéfice de l'Eglise à charge de service devient irrasquittable par 40 ans, quoique le donateur ait stipulé dans l'acte de donation qu'elle pourra être rachetée toutes fois & quantes. La même chose avois été jugée le 4 Mars 1700. Pareil Arrêt rendu le 5 Mars 1762. Voyez Basnage, art. 530.

Rente de retoujours fonciere.

Une rente dont un lot seroit chargé pour tour de lot est retour, quoique stipulée rachetable, est toujours fonciere, & le créancier a son adresse fur le fonds.

Rente créée

Dans le temps que Basnage écrivoit, on pour prix de suivoit au Palais l'opinion de Loyseau, & fonds acquis on jugeoit que si l'on avoit débuté dans un ges, le créan- contrat de vente par l'expression du prix, &c cier peut le fai- qu'il eût été dans le même acte constitué en

tente, on ne pouvoit exiger que cinq an- re envoyer e nées d'arrérages d'une pareille constitution, possession faut Arrêts des 7 Juillet 1623 & 13 Juin 1664; de paiement.

mais la Jurisprudence a changé.

Un homme vend un fonds par un prix. il en reçoit partie comptant; & au lieu du paiement du surplus, l'acquéreur se constime en une rente fonciere, rachetable à plusieurs sois. Un siecle après l'acquéreur on son heritier vend partie du fonds à un tiers. sans parler de la rente due originzirement sur le fonds. Vingt - fix ans sprès cette derniere vente le débiteur origimaire devient insolvable; le créancier attaque le tiers-acquéreur pour le faire condamact au paiement de la rente, autrement mil sera envoyé en possession du fonds; l'acquéreur veur s'en défendre, fondé sur e que la rente ne représente pas immédiatement le fonds vendu, mais seulement le pir de l'acquisition. Le premier Juge dit bonne cause la demande, & par Arrêt du: 2Avril 1762, la Sentence fut confirmée.

Un particulier avoit vendu un fonds pour Ho liv. dont 30 livres payées comptant Par l'acquéreur; & pour les 300 liv. restant, il les constitua en 15 liv. de rente. Le débiteur ayant négligé de payer, le créancer l'assigne pour le faire condamner au: Priement des 29 années d'arrérages de cette sente, faute de quoi il seroit envoyé en Possession du fonds. Le débiteur offre cinqui années, & soutient que la rente est hypotheque, parce qu'elle procede uniquement du prix du fonds qui n'est que de l'argent. Par Arrêt du 4 Mars 1763, le débiteur for condamné à payer vingt - neuf années , finte de quoi le créancier renvoyé en posfession du fonds.

ARTICLE DX

prescriptible.

Le Seigneur féodal ne pe crire le Fief de son Vassal sa main par faute d'homme : co Vaffal ne prescrit point la foi mage qu'il doit à son Seigne quelque laps de temps qu'il la chose séodale sans en fair mage.

(Voyez articles 116, 117 où j'ai expliqué les questions relation à cet article).

ARTICLE DXX

tage par

Nul n'est tenu attendre pre preuve d'héri- fon héritage par témoins, ains tous contrats héréditaires & h caires être passés devant Not Tabellions, ou pour le moi seing-privé des contractans.

> E repos & la tranquillité des portent à restreindre, autant possible, l'usage de la preuve voca périence de tous les fiecles prouve elle est dangereuse. C'est donc av coup de raison, comme l'observe que la Coutume dispose que tous héréditaires & hypothécaires doiven digés par écrit, & passés devant N

TIT. XX. Des prescriptions. 227 ou du moins sous le seing-privé des contrac-

De là il suit qu'on n'est pas recevable faire preuve que l'on a payé le prin- prouver l'accival & arrerages d'une rente, quand même quit d'une rende seroit purement hypothécaire, suivant qu'il a été jugé par Arrêt du 4 Avril 1553,.

On ne peui

Si la repré-

rapporté par Bérault.

Si l'obligé représente le contrat en vertu duquel il est obligé, sera t-il présumé quitte ? sentation d'un contrat par l'o-Il faut distinguer fi le contrat est passé de-bligé le rend Vant Notaire ou sous seing, Si le contrat est quitte, ous seing, le débiteur sera censé quitte, a moins qu'il ne soit fait preuve que cet acte a été volé, auquel cas il est question plutôt de la preuve d'un vol que de la preuve de la dette; mais si le contrat est passé devant Notaire, la grosse représentée par le débi-teur ne l'acquitte pas, à moin qu'elle ne foit quirtancée du créancier, ou que l'émar-Bement n'en soit fait sur la minute.

ARTICLE DXXVIII.

Neanmoins si contrat en a été passé, le seing a été reconnu devant Ta-contrat perdu. Dellions, ou que les registres ne s'en Puissent recouvrer, celui qui l'a perdoit être reçu à faire preuve par contrat avec la re-Ennoissance ont été vus, tenus & & le contenu en iceux, Tuil y ait eu possession suivant le Contrat.

(Contrà article 455).

theque contrats.

RT. 119 du Réglement de 1666 : celuis des. A qui a perdu la grosse de son contrat ou. Sentence, peut se faire autoriser par Justice d'en lever un extrait sur la minute étant es mains des Greffiers , Notaires & Tabellions , l'obligé présent ou duement appellé, lequel' extrait a même effet & hypotheque que la: groffe.

Art. 134, Idem. It suffit de contrôler les contrats au contrôle du lieu où ils sont paffés

ou du lieu du domicile de l'obligé.

Art. 135. Idem. Les contrats passés hors: Normandie on hypotheque sur les immeubles: situés en Normandie, encore qu'ils ne Soientpas contrôlés.

Art. 136. Idém. Toute obligation a hypotheque du four du décès de l'obligé, encoro qu'elle no soit reconnue ni contrôlée.

On ne peut contrat fons leing.

Quand il est dit que l'on peut faire preuve. preuve par témoins de la perre du contrat perdu, on entend d'un contrat authentique & passé devant Notaire, & non pas d'un contrat sous. seing-privé. Arrêts des 17 Janvier 1653 & 15 Janvier 1672. Basnage. Autre du 13 Août. 1439. Béraults

On-ne doit tic.

Lorsque l'on a fait lever une seconde expoint prendre pédition d'un contrat, on doit obtenir un de nouvelle ex-mandement du Juge, dit Bérault, & appeller pédition sans intimer la par la partie intéressée : sans ces formalités la seconde délivrance ne fair pas de foi, & elle n'est pas exécutoire contre l'obligé. Arrêt du 25 Janvier 1520,

ARTICLE DXXIX.

Entre cohéritiers la prescription: Brakription

TIT. XX. Des prescriptions. 229 quadragénaire n'a point lieu avant de le partage, & ne peuvent les ainés, trecohéritiers. mili peu que les puinés, se prévaloir de ladite prescription pour empêcher laction de partage.

CET article n'a point sieu pour ses biens Elle a lieu omis à partager; car lorsqu'une fois il pour ses biens Jacu partage, les biens omis à partager se omis à partapequent prescrite par quarante ans.

La Coutume a bien déclare que la prese Prescription cipion quadragénaire n'avoit pas lieu entre centenaire a conteniers; mais il n'en est pas de même de héritiers. le prescription centenaire & immémoriale qui est admile entreux : Arrêts des années 1606 & 1657, rapportés par Basnage.

Par Arrêt du 7 Juillet 1724, il a été jugé Demande en que la demande en légitime d'une fille ne se légitime Preserit point par quarante ans, & qu'elle est se preserit par de la même nature que la demande en parrage

concerniers.

ARTICLE DXXX.

Faculté de racheter rentes consti-Faculté d'atuées à prix ne se peut prescrire par mortir rentes quelque laps de temps que ce soit ; se prescrit. ains sont telles rentes rachetables à toujours, encore qu'il y ait cent ans.

L'effentielle aux rentes constituées, il faut que le débiteur ait à tout moment la faculté de se libérer, & que le créancier ne puisse le · contraindre de rembourser le capital. M. Dumoulin, des usures, observe que l'on remarque

dans ce contrat des clauses de deux especes, les unes annullent la constitution, les autres sont seulement rejettées comme des pactions illicites: si le créancier stipule que le débiteur sera tenu de racheter dans un, deux ou trois ans, le contrat sera nul; mais s'il est dit dans l'acte que la rente sera rachetable jusqu'à trois, quatre ou six ans, la clause sera seulement rejettée, l'acte subsistera & le débiteur pourra perpétuellement racheter. Voyez Pothier, Traité des Rentes.

Il résulte des observations sur l'art. 525, que l'on ne peut exiger que cinq années d'arrérages des rentes constituées, ainsi le décide la célebre Ordonnance de Louis XII; mais les arrérages peuvent être perpétués par une renonciation à la prescription, qui n'a cependant effet contre un tiers que quand elle est faite en temps de droit par un acte authentique : ils sont encore perpétués par la saisse réelle des biens du débiteur, quand même cette saisse viendroit à être annullée. Arrêts du mois de Mars 1615 & du 20 Mai 1667. Il a été jugé par Arrêt du 23 Décembre 1701, que le décret produit une interruption même au profit des créanciers non oppoſans.

Le taux des intérêts des rentes a varié dans cette Province; il étoit d'abord permis de constituer au denier 10 du capital, succéda en 1602 le denier 14, qui sur réduit au dénier 18 par Edit de 1668; il y eut ensuite d'autres variations éphémeres, dont il est inutile de rappeller le souvenir; mais le denier 20, établi par Edit du mois de Juin 1725, vérisié en la Cour le 20 Juillet, a subsisté jusqu'au mois de Juin 1766; l'intérêt des rentes sue alors sixé au denier 25, par Edit enregissré le 12 Juillet: cet Edit n'a pas eu une longue exé-

TIT. XX. Des prescriptions. 231 cution, au mois de Février 1770 on a rétabli le denier de la constitution sur le pied du

denier 20 du capital.

Celui qui constitue une rente à son profit ne peut exiger un intérêt plus fort que le denier déterminé par la Loi du Prince, soit directement ou indirectement; ainsi toutes les charges étrangeres au contrat de constitution sont illicites, si elles n'annullent pas toujours contrat, on doit les rejetter. Dumoulin raite loco citato, n. 182 & suiv. les questions relatives à cette Jurisprudence. Pothier cite pour exemple, de l'augmentation d'intérets la stipulation de ne pas déduire sur les arrérages les dixiemes & vingtiemes.

Il est cependant permis d'acquérir sur un sers des rentes hypotheques à moindre prix sue celui qui est porté par l'Edit. Basnage porte un Arrêt qui autorise le débiteur de rente de se libérer envers le cessionnaire, remboursant le prix du transport; mais ce commentateur a judicieusement remarqué que cet Arrêt n'auroit pas lieu si la rente

Ecoit pas litigicule.

ARTICLE DXXXI.

Action en dommage de bêtes est

Action et dommage de bêtes est an-

Banon & Défend).

"ACTION en dommage de grains est une action mixte, qui peut être portée devant le Juge du fonds sur lequel sont les grains, ou devant le Juge du désendeur, au choix du demandeur. Arrêt du 28 Juin 1765.

ARTICLE DXXXII.

Le créancier peut contraindre la Détenteurda fonds doit possesseur d'héritage qui lui est hypothéqué, soit à titre particulier, ou Douveau. droit universel ou successif, à lui passer titre nouveau, faire reconnoissance de la dette, & que son héritage. lui est obligé.

> (Voyez art. 406. Voyez l'art. 76 da: Réglement de 1666, au sujet du debiteur qui amortit sa rente, que j'ai. rapporté sous l'art. 379).

Effet de cette déclaration tenteur.

CETALE action en déclaration d'hypo-theque ne déposséde pas l'acquéteur,, du tiers-de- elle met seulement le créancier dans le cas. d'agir en décret, & empêche que l'acquéreur n'oppose la paisible possession pendant quarante ans ; c'est ce qui s'induit de l'Arrêt du 21 Juillet 1637, rapporté par Basnage.

Aux frais de Pedic.

Il a été long-temps incertain au Palais sur qui la recon- qui du créancier ou du débiteur devoient: noissance. de tomber les frais de l'acte de reconnoissance. des rentes; mais un Arrêt de Réglement,. rendu le 13 Aout 1771, a fixé les opinions 6. il ordonne qu'à l'avenir tous contrats de révalidation de rentes foncieres on hypotheques, dont le créancier aura demandé la : reconnoissance dans la 39e année, seront passés aux frais du débiteur incontinent après la demande, & qu'à l'égand de ceux dont la : révalidation, ou reconnoissance aura été demandée dans les cas prévus par les articles 528%

TIT. XX. Des prescriptions. 233 de la Courume & 119 du Réglement de 1666, avant la 39e année, elle scra faite aux frais du créancier.



ARTICLE DXXXIII.

Marchands, gens de métier, & Marchands autres vendeurs de marchandises & qui n'ont que denrées en détail, comme Boulan- le faire payer, gers, Tapissiers, Couturiers, Selliers, Bouchers, Bourreliers, Passementiers, Maréchaux, Cuisiniers, Rôtisseurs & autres semblables, ne peuvent faire aucune action après les fix mois passés du jour de la premiere délivrance de leurs marchandises ou denrées finon qu'il y eût arrêt de compte, formation & interpellation judiciaire faite, cédule ou obligation.

C UIVANT cet article, tous Marchands en détail, gens de métiers & mercenaires, c'est-à-dire, qui mutatâ formă rem vendunt, sone que six mois pour s'en faire payer du priz.

ARTICLE DXXXIV.

Drapiers, Merciers, Epiciers, Or- Marchands fevres & autres Marchands groffiers, qui ont un an Mâçons, Charpentiers, Couvreurs, payer. Barbiers, Laboureurs & autres mercenaires, ne peuvent faire action de demande de leurs marchandises & salaires après un an passé, à compter

274 TIT. XX. Des prescriptions. du jour de la délivrance de leurs marchandifes ou vacations, s'il n'y a cédule, obligation, arrêt de compte par écrit, ou interpellation judiciaire.

ment.

mar- C 1 quelqu'un achete du vin, du bétail on chandises dont autres meubles, les Marchands n'ont est censé paie. point d'action, & la livraison suppose paiement, à moins que le Marchand n'offre prouver une promesse de paiement contre l'acheteur alors ou depuis. Arrêt du 10 Juin 1555.

Quoique ces articles dénient action aux Marchands après six mois ou un an, cependant le vendeur peut déférer le serment après ce temps, & former son action en s'en rap-

portant au serment de l'acheteur.

ARTICLE

Une Déclaration du Roi du 4 Juillet 1775, enregistrée au Parlement le 28 Août suivant. porte défenses à toutes Communautés d'Arts & Métiers, d'intenter aucune action, ni procès, ni faire aucune députation, sans le consentement de la Communauté, le vu du Commissaire départi dans la Généralité, & l'autorisation du Lieutenant-Général de Police.

DXXXV.

Quand Tadépenses.

Les Taverniers & Cabaretiers n'ont verniers & Ca-baretiers n'ont aucune action pour vin ou autre chose d'action pour par eux vendue en détail par affiette en maisons, ni pareillement les leurs maîtres des jeux de paulme pour les éteubs qu'ils auront fournis esdits jeux de paulme.

Fs Taverniers n'ont point d'action par Licer article, contre ceux qui ont fait dépense chez eux, & par l'Ordonnance de Blois, art. 361, les obligations pour dépenses de bouches dans les cabarets & tavernes sont nulles; mais on ne comprend pas ceux qui logent en passant dans une hôtellerie, ceux-ci peuvent être contraints au paiement, & les Hôteliers peuvent arrêter leurs har-

Les Hôteliers sont garans civilement des Hôteliers vols & larcins commis chez eux. Arrêt du garans de vols 14 Juin 1616. Bérault. Quand même ils se- eux. roient faits par des étrangers sans force majeure, & en pareil cas les Hôteliers & leurs femmes sont condamnés solidairement. Arrêt du 7 Juillet 1724. Denizart, verbo Hôteliers. En pareil cas les voyageurs sont reçus à jurer in liten sur la valeur & sincérité du vol qui leur a été commis.

Il est défendu de prêter aux enfans de famille; & sur ce principe, par Arrêt du des enfans de 19 Août 1729, on a débouté un Aubergiste les auberges. de la demande qu'il formoit contre le pere Quid ? pour la nourriture de son fils, & ce en conformité de l'Arrêt de Réglement du premier Septembre 1514. Ces Arrêts ont été renouvellés par un Arrêt du 11 Août 1777, qui fait défenses de prêter aucuns deniers, denrées ou marchandises aux enfans étant fils de famille, sans le consentement par écrit de leurs parens, encore qu'ils se disent majeurs & mettent leurs extraits baptistaires entre les mains des prêteurs, ni aux sous-âgés & mineurs d'ans, sans le consentement de leurs parens, de leurs tuteurs, curateurs & gardiens, à peine de nullité des prêts, promesses faires, soit en blanc ou autrement, &

Dépenses

commis cht2

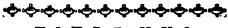
236 TIT. XX. Des prescriptions. confiscation des marchandises, bagues joyaux, & aurres choses prêtées, & de punition corporelle; l'Arrêt prononce aussi des peines très-graves contre les entremetteus de tels prêts & négociations illicites.

ARTICLE DXXXVI.

Quid Ports & Havres ?

Les Tayerniers étant sur les ports Taverniers des & Havres, qui fourniront la nourriture des compagnons durant qu'on dresse l'équipage du navire, auront. action de ce qui aura été arrêté par le propriétaire, bourgeois ou maître de navire.

> TL faut observer sur cet article, que suivant l'Ordonnance de la Marine de l'année 1681, Tit. des Prescriptions & fins de non recevoir. les Taverniers n'ont aucune action pour la nourriture fournie aux matelots, si ce n'a été par l'ordre du maître, & en ce cas ils -doivent en faire la demande dans l'an & jour : après lequel temps ils n'y sont plus reçus.



TITRE XXL

DE BREF DE MARIAGE ENCOMBRÉ.

ARTICLE DXXXVII.

Bref de mariage encombré équiriege encont- polle à une réintégrande, pour re-

Tit. XXI. De bref de mar. encomb. 237 mettre les femmes en possession de leurs biens moins que duement aliésés durant leur mariage, ainsi qu'elles avoient lors de l'aliénation: & doit **être intenté par elles ou leurs héritiers** dans Pan de la diffolution du mariage, lauf à eux à se pourvoir après l'an & tour par voie propriétaire.

MARIAGE encombré. Ce mot mariage le prend pour la dot ou biens de la femme : encombré est un ancien terme qui agnific empêché, c'est-à dire, biens de la

femme vendus, aliénés.

Ce que c'est;

L'on prend en la Chancellerie un bref de mariage encombré, lorsqu'il s'agit de vente de fonds; & dans le cas de transport mamortissement de rentes, il suffit de préfanter une requête au Juge; dans l'un & l'autre cas la femme revendique la possession de les biens, dont l'alienation n'a pas été valablement faire.

La semme qui veut recourir à la voie du bref de mariage encombré, doit préalable requises pour ment renoncer à la succession de son mari; voie. car felle se déclare son héritiere, elle perd son action contre les acquéreurs des biens qu'il au-

exercer

soit aliéné, elle devient l'objet de leur garantie. Le bref doit être pris dans l'an & jour du decès du mari, parce que tel est le terme cation de la prescrit aux actions possessoires; mais après la ce laps de temps écoulé, la femme n'est pas mari dépouillée de la propriété que n'a pu lui enle- l'aliénation de ver un contrat défectueux & invalide, il lui ses biens do-refte le mandement de loi apparente, dont elle peut user contre les acquéreurs dans le delai de 40 ans, à compter du jour de la diffolution du mariage.

Si la ratififemme après 228 TIT. XXI. De bref de mar. encomb.

Quoique la femme ait répudié la succifsion de son mari, il est dans son pouvoir de ne pas profiter du bénéfice qui lui est acordé par la Coutume, & de ratifier l'acte d'alienation dont elle couvre ainsi la nullité. On cite cependant un Arrêt contraire, rendu en ce Parlement; il paroît qu'on faisoit alors abus d'un passage de Dumoulin, car cet Auteur soutient en plusieurs endroits de ses Œuvres, qu'il est des cas où la confirmation & la ratification ont la force d'une disposition.

L'an & jour ne commence à courir que L'an & jour du mariage en- du jour du décès du mari, & non du jour de combré court la séparation. du jour du dé-

Par Arrêt du premier Mars 1736, il a été cès du mari & non de la sé-jugé qu'un fils peut, du vivant de son pere, paration. retirer les biens de sa mere, moins que duc-

Si le fils peut intenter le ma- ment aliénés par le mari, encore que la femdu pere.

riage encom- me y eût consenti, en remboursant néanbre du vivant moins les sommes payées à l'acquit des biens aliénés, si mieux n'aiment les acquéreurs

suppléer le juste prix.

La prescription des biens de la semme est une espece d'alienation, & les questions qu'elle fait naître sont souvent difficiles; on peut la confidérer relativement aux possesseurs des biens de la femme, aux débiteurs de ses rentes, au mari ou à ses créanciers : le mariage n'empêche pas que les droits de la femme, fonciers ou hypothécaires, ne soient sujets en faveur d'un tiers à la prescription de quarante ans, sauf le recours tel que de droit contre le mari; mais la femme acquiert-elle contre son mari une action par le laps du temps à l'effet que sa dot soit censée payée? On a dit en argumentant du Droit Romain, qu'après dix années de mariage le mari étoit présumé avoir reçu la dot, & que la

TIT. XXI. De bref de mar. encomb. 239 kmme pouvoit la demander sur les biens du matien cédant ses actions; quand cela auroit lieu contre le mari & ses héritiers, ses créanciers ae pourroient-ils pas dire qu'il suffit que la dot de la femme ne soit pas preserite du moment où la demande est ouverte? cela paroît équitable, lorsque par la négligence du mari les débiteurs de la femme ne sont pas devenus infolvables.

Il est une espece de biens que les héritiers de la femme ne peuvent pas forcer le mari meltimer, il suffit qu'il les indemnise; ainsi sil a été pourvu d'un office appartenant à sa temme, il n'est pas obligé de le leur remettre, il suffit qu'il leur en paie la valeur. Arrêt du 8 Février 1743.

ARTICLE DXXXVIII.

Quand le mari du consentement de fa femme, ou la femme de l'autorité vente du bien & consentement de son mari, ont ven- par le mari du du & aliéné, les contrats sont bons consentement & valables, & n'y sont la femme ni d'elle. senfans héritiers recevables, cessant minorité, dol, fraude, déception doutre-moitié de juste prix, force, menaces ou crainte telle qui peut tomber en l'homme constant; car la seule révérence & crainte maritale n'est suffisante.

(Voyez article 411).

RT. 121 du Réglement de 1666. La Femme peux femme ou ses héritiers peuvent demander demander que partie des héritages affectés à son dot, non biens affectés 240 TIT. XXI. De bref de mar. encomb. aliénés, leur soient baillés à due estimation pour le paiement dudit dot, sans qu'ils soient obligés de les faire saisir & adjuger par décreus mieux n'aiment les héritiers ou créanciers dudit mari lui payer le prix dudit dot. Mais indépendamment de cette décision la femme ne peut être forcée de prendre un fonds qui ne lui conviendroit pas; elle peut faire décréter les biens sur les acquéreurs. Arrêt du , Mars 1677. Basnage, ast. 539. Par un aurre Arrêt du 19 Juillet 1765, il a été jugé que la femme peut, après avoir demandé l'envoi en possession & fair estimer les fonds, varier en payant les frais, & faire procéder au décret.

Art. 124. Idem. Les contrats de vente, Cas où les de échange & fieffe faits aux termes des articles vente du bien 5;8 & 541 de la Coutume, sont bons & valade la femme bles, & en vertu d'iceux la propriété est transfont bons. férée aux acquéreurs.

Si la femme Art. 125. Idem. Néanmoins il est au choix peut choisie le de la femme & de ses héritiers de se contenter prix de la ven-te ou celui de du prix de la vente, ainsi que du contréchange ou rente de la fieffe, ou demander le juste l'estimation. prix de ses héritages à son mari ou à ses héririers, & subsidiairement aux acquéreurs & détenteurs, aux termes des art. 539, 540 &

542 de la Coutume.

Ce que la dec.

Art. 126. La femme séparée de biens, peut femme (épa- sans autorité ni permission de Justice, & sans rée peut venl'avis & consentement de son mari, vendre & hypothéquer ses meubles présens & à venir. de quelque valeur qu'ils soient, & les immeubles par elle acquis depuis sa séparation, sans qu'il soit besoin d'en faire le remploi.

Art. 127. Idem. Mais elle ne peut vendre ni Ce qu'elle ne hypothéquer les immeubles qui lui appartepeut vendre. noient lors de la Séparation, ou qui lui sont depuis échus par succession, sans permission de Justice

TIT. XXI. De bref de mar. encomb. 241 Justice & avis de parens; & néanmoins les contrats qu'elle en aura fait sans ladite permillion, pourront être exécutés sur ses meubles & sur le revenu de ses immeubles, après qu'il sera échu & amobilié; & par le mot revenu, on entend celui de la dot comme d'un autre immeuble, suivant l'Arrêt du 5 Décembre 1686, rapporté par Basnage.

Art. 128. Idem. La femme ne peut aliéner ni hypothéquer ses immeubles pour Cas ou la les cas mentionnés en l'art. 541 de la Cou-femme ne peut tume, sans permission de Justice & avis de ses aliénersans au-

torité de Juitice & avis de

Comme le partage renferme l'idée d'une parens. alienation , fi une succession écheoie à Si la choisse deux femmes en puissance de mari, il de lors par le faut que la femme squi a le droit de mari sans sa choix , soit appellée à l'acte de choisie , ne. & qu'elle déclare auparavant qu'elle aecepte les lots en l'état qui lui sont présentés : Cette opération ne peut se confommer valablement entre les deux maris. Arrêt du 9 Juin 1676.

Lorsqu'une semme s'est fait séparer d'avec son mari, elle ne peut renoncer à la sépa- Séparation ration, & en conséquence, par Arrêt du juge est irré-24 Février 1684, la déclaration d'une femme de renoncer à l'effet de pareille séparation,

fut déclarée nulle.

Arrêt du 25 Novembre 1760, qui juge que les dettes contractées par une Dettes prises femme civilement séparée, soit pour par- sur le revenu venir à la séparation, ou depuis l'entérinement des lettres doivent être prises sur le revenu de ses immeubles, bien que le mari ait fait rapporter la Senten-

Tome II.

242 TIT. XXI. De bref de mar. encomb. ce qui avoit entériné les lettres de sépara-

Remports semme du jour de la lépara-

La Sentence de séparation à thoro, comme donnés à la il a été remarqué sur l'art. 391, donne ouverture à la femme pour demander les remports stipulés dans son contrat de mariage. Arrêt de rapport du 18 Mars 1760. On opposa sans doute que les droits conventionnels de la femme ne sont dûs que par la mort naturelle du mari; mais la Cour n'y eut pas d'égard.

En cas de lédot ne se peut meubles.

Lorsque la dot de la femme consiste en paration rem- deniers constitués sur les biens du mari, elle placement de ne peut, en cas de séparation civile, en prendre sur les prendre le capital sur le prix de la vente des meubles de son mari, des qu'il y a des immeubles, encore qu'ils soient situés hors Province & dans d'autres Coutumes, lorsque ce sont les mêmes biens dont le mari étoit saisi lors de son mariage, ou qui sont échus depuis en ligne directe, & sur lesquels la femme a son douaire.

> Quant aux femmes marchandes publiques. peuvent-elles engager & hypothéquer leur dot ?

La difficulté consiste le plus souvent dans le fait, il faut auparavant de se décider en droit, sçavoir si la femme est marchande publique; on la jugea telle par Arrêt du 8 Juin 1753, sur les conclusions de M. de Belbeuf, Avocat-Général, dans l'espece suivante : un menuisier, qui avoit épousé une courtiere de toile, le fit recevoir mercier, & continua sa profession de menuisier à boutique ouverre, la femme faisoit le commerce de toile : quand elle achetoit à crédit, elle faisoit des billets comme fondée de procuration de son mari; mais lorsqu'elle vendoit, les billets qu'elle recevoit, étoient en son

Tit. XXI. De bref de mar. encomb. 242 nom; elle obtenoit en son nom Sentence conre les débiteurs. La femme fut assignée au Consuls avec le mari, dans l'état du mi nulle dette résultante de sa profession. mis dettes pour le commerce de la femme ale forces; par l'Arrêt, conforme Sentence des Consuls, la femme fut condamnée & par corps au paiement des sommes deman-

. encor

o. Ou

Di

La jurisprudence des Arrêts rapportés par Si la femm La jurisprudence des arreis saprosses par marchande Balange veut qu'une femme qui fait un marchande peut engage commerce public distinct de celui de son sa dot & soi mani, puisse engager & hypothéquer non-mari fentement ses biens non dotaux, meubles, ac- corps. Prête de conquêts, mais même sa dot, par e faite de la nécessité & utilité publique commerce qui l'emporte sur toutes les ettes considérations. En effet par l'Ordon-Pance du Commerce, les femmes marchandes publiques ne sont pas exemptes de la Rucur de la loi par laquelle toutes obli-Bations & promesses entre marchands em-Portent contrainte par corps, & il est Las difficulté que si une femme peut s'obliger par-corps, elle pent par une consé-Tuence de plus forte raison engager sa dot Pour cause de commerce. Cependant cela Paroit dur, d'autant que le bénéfice du commerce de la femme revient au mari.

Mais la femme, marchande publique, Si elle ol Peur-elle obliger son mari par corps en tou- ion mari. rencontre? Il faudroit un cas d'exception · Dien singulier pour faire stéchir la regle. On peut tirer aucune induction d'un Arrêt Tendu à l'Audience des Placets le 11 Mai 3753. Dans le fait la femme d'un garçon Papisier, qui étoit revendeuse Drapilliere, Tehers des mousselines & autres toiles pour la fomme de 800 liv.; le marchand fit affi-

Si elle oblige

244 TIT. XXI. De bref de mar. encomb. gner le mari & la femme pour se voir condamner & par corps au paiement de la somme; certe femme ne faisoit aucun genre de trafic..; elle me tenoit à aucune Comelle n'étoit pas véritablement marchande publique; le mari abandonnoit d'ailleurs les biens qu'elle pouvoit avoit. En pareil cas le marchand devoit s'imputer sa facilité à confier la marchandise. Par l'Arrêt le mari fut déchargé des condemnations prononcées contre lui en premiere instance.

procès intenté sa femme }

Le mari est- Il est de maxime établie par les Amèrs il susceptible rapportes par nos Auteurs que le mari ou des dépens du les héritiers sont susceptibles des dépens des pour le bien de procès intentés par le mari pour la conservation des intérêts & biens de la femme; mais ceci ne sert de regle qu'entre la femme & le mari ou ses héritiers; car pour le créancier qui a gagné son procès, il peut, en cas d'insolvabilité du mari, s'adresser sur les biens de la femme pour être payé des dépens, pourvu néanmoins que la femme ait approuvé le procès fait par son mari ; d'où il s'ensuit que celui qui intente un procès à raison du bien de la femme doit faire approcher la femme , & obliger le mari de lui faire ratifier la procedure.

remploi.

La vente du Un mari veut vendre les bois de hautebien de la fem- fitraie étant sur le bien de sa femme, la me par le mari focur de la femme, sa présempuve héritiere, la charge de s'y oppose, si mieux n'aime le mari denner caution du remploi de ces bois ; le mari oppose qu'il consent que le remploi s'en fasse fur le don mobil que la femme lui avoit . fait. Par Arret du 7 Mai 1653, il fut permis an mari de vendre les bois, à la caution de son don mobil. Basnage, qui rapporte set Arrêt, dit que sans cette sureté le mari

TIT. XXI. De bref de mar. encomb. 245 n'auroit pas été autorisé à la vente de ces bois. Au surplus de pareilles précautions ne peuvent avoir de fondement que dans l'insolvabilité notoire du mari.

Le mari peut donner les biens de la fem- Baux du mame à titre de ferme , elle est obligée & ses hé- ri entretenus ritiers d'entretenir les baux, Arret du 13 Jan- par la femme, vier 1639. Commentateuts sur l'art. 227

de la Coutume de Paris.

Le statut qui défend aux femmes d'alié- Le bien de ner ou hypothéquer leurs biens est un statut la femme en réel. Une femme domiciliée hors la Pro-jouissance du mari en Nor-vince ne peut engager ses fonds de Nor-mandie ne peut mandie. Par Arrêt de ce Parlement du être décrété
20 Décembre 1607, il fut jugé qu'un pour dettes de
créancier n'avoit pu décréter les biens la femme cond'une femme résidente à Paris étant en ris. puissance de mari, situés en Normandie, en vertu d'un Arrêt de condamnation du Parlement de Paris.

ARTICLE DXXXIX.

Si la dot de la femme a été aliénée en tout ou partie & que les deniers la dot aliénée. ne soient vertis à son profit, elle aura récompense du juste prix sur les biens de son mari, du jour du contrat de mariage & célébration d'icelui.

Remploi de

(Voyez l'art. 366. Placités; article 121 rapporté sous l'article précédent).

A femme qui s'est par son contrat de Cas où it mariage réservé la faculté d'aliener le n'en est point mers de son bien , & qui en conséquence du de remploi.

246 TIT. XXI. De bref de mar. encomb l'a aliéné, n'en peut avoir récompense, & le contrat de vente est valable. Arrêt du 15 Juillet 1666, rapporté par Basnage.

Il ne se fait point de remploi de Coutume Cas où il ne. le fait point de à Coutume, lorsque la Coutume où les biens Coutume à au- aliénés de la femme sont situés n'exige point tre, de remploi. Arrêt du mois de Mars 1620. Secus, si la Coutume du lieu où les biens de la femme étoient situés exige un rem-

ploi.

Ouestions de dot.

Comme souvent une femme peut être pour remplois domiciliée hors Normandie, & avoir des biens en Normandie, il arrive que la femme vend son bien de Normandie, & le remplace hors cette Province; qu'ensuite elle aliene le remploi dans la Courume où elle réside, & où les femmes ont liberté de vendre leur bien; pour lors les héritiers de la femme sont en droit, ne trouvant point de remploi, d'attaquer l'acquéreur des biens de Normandie, & c'est pour cette raison qu'il est de la prudence de l'acquéreur de demander en pareil cas un remplacement en Normandie. Jurisprudence fondée sur les Arrêts rapportés par nos Auteurs, & notamment par Basnage sous cet article, parce que l'acquéreur est toujours garant du bien de la femme lorsqu'il a été mal remplacé. Arrêt du 4 Décembre 1629.

Les remplacemens doivent être faits de la maniere que le mari a pris soumission de les faire. Un mari ayant pris soumission de remplacer une dot en fonds de terre, & ayant au contraire fait le remploi en une rente, il fut jugé que ce remploi n'étoit pas valable, & qu'il devoit être fait en fonds. Par Arrêt

du 28 Mai 1659.

Quoique la femme puisse se contenter pour fon remplacement d'un fonds que le mari

TIT. XXI. De bref de mar. encomb. 247 auroit acquis de ses deniers dotaux, cependant si l'acquisition a été faite sans le consentement & la participation de la femme, les créanciers du mari peuvent s'oppoler à la réclemation, & garder l'héritage, en remboursant la dot. Artêt de Parmetot du 12 Mars 1731.

غما

Un homme achete une terre de celui qui Jui doit une réversion de dot, & il est sti- dot se pres Pulé dans le contrat que pour partie du prix en fonds.

l'acquéreur tient le vendeur quitte de la réversion de dot, l'acquérour venant à mourir Lans enfans, l'héritier de la réversion peur demader parrage en essence jusqu'à la concurrence de la dot, l'héritier paternel n'est pas acevable à offrir le remboursement de La dot en deniers ; ainfi jugé par Arrêt du 30 Juin 1746.

Arrêt de Réglement du 19 Juin 1724, Précautor - Qui ordonne qu'à l'avenir lors des distribu- pour le capir des deniers provenans des adjudications des rentes de Per décret où il y aura des oppositions pour de décret.

- hou hypothéquées appartenantes à des femmariées ou civilement séparées, les Substituts du Procureur - Général seront teet de requérir, & les Juges d'ordonner que les maris & les femmes civilement séparées Cerent obligés pour recevoir, de fournir bon 🗪 valable remplacement , ou au défaur bonne & valable caption des capitanx des Pentes dont il y aura collocation , lesquelles cantions seront reçues par le Juge en Présence du Substitut du Procureur - Géné-. & des parties intéressées ou duement

*PPellecs. La femme a hypotheque sur les biens de mari pour le remplacement de ses des des remplois. dotaux du jour de son contrat de mane s'il a été rédigé devant Notaires ;

Hypothequ

248 Tit. XXI. De bref de mar, encomb. mais lorsqu'il a été arrêté sous signatures privées, elle n'a hypotheque sur les bites de son mari que du jour de la reconnoissace. Réglement de la Cour du 16 Mars 1600. On ne suit pas cette regle dans le cas de l'alienation des fonds de la femme, comme leur existence certaine écarte tout soupçon de fraude, on observe littéralement l'art. 139, quand même le traité de mariage seroit sous seing privé.

J'ai cité sous l'article 538 l'art. 121 du Réglement de 1666, qui permet à la femme de se faire envoyer en possession des biens affectés à sa dot non aliénés. Il étoit beaucoup plus difficile à décider si la femme auroit le même avantage à raison des dettes du mari antérieures à sa dot qu'elle auroit acquittées : il a été arrêté le 7 Juin 1716. sur un consulatur fait aux Chambres du Parlement, que la femme peut demander l'envoi en possession de fonds pour detres par elle acquittées, antérieures à sa dot.

Hypotheque la femme.

L'acquéreur qui est dépossédé par la ferif. de l'acquéreur me de l'acquêt qu'il a fait des biens du mari du mari qui a sa récompense sur l'acquéreur postérieur à l'hypotheque de la femme par une subro-

Hypotheque gation légale des droits de la femme. Arrêt du rembours du 30 Juin 1669. Ce qui ne s'étend pas fait par le dé-biteur de la au débiteur de la rente de la femme qu'il a femme sur le amortie aux mains du mari; ce débiteur n'a bien du mari. de recours sur le bien du mari que du jour du rachat qu'il en a fait, & non du jour du contrat de mariage. Arrêt du 13 Mars 1692.

Bainage.

ARTICLE DXL.

Et où la femme ne pourroit avoir Femme qui fa récompense sur les biens de son n'a récompenmari, elle peut subsidiairement s'a- du mari peut dresser contre les détenteurs dudit s'adresser à dot, lesquels ont option de le lui laisser, ou lui payer le juste prix à l'estimation de ce qu'il pouvoit valoir lors du décès de son mari.

(Voyez les articles 121, 124 & 125 du Réglement de 1666, rapportés (ous l'article 538).

Ecet article il s'induit que la femme qui a Ce recours figné le contrat de vente de son bien doit n'est que subsidiscuter la succession de son mari avant que de s'adresser à l'acquéreur qui n'est que subfidiairement prenable ; mais fi l'acquéreur prend le parti de donner la valeur du fonds par lui acquis, il peut demander caution à la femme, si elle est civilement séparée, parla femme. ou si après son décès elle a convolé en secondes noces, afin de n'être pas exposé à payer trois fois le même objet. Arrêt du 5. Août 1645.

Caurion due:

Cette estimation de biens de la femme aliénés le fait eu égard à la valeur des biens au temps du décès du mati, & sans avoir

égard au prix de la vente.

Basnage rapporte un Arrêt du 13 Mars Pour la don 1681 , par lequel il a été jugé que la fem- en argent l'acme pour recouvrer sa dot ne peut inquierer que reur du males acquéreurs que par la faisse réelle, quand être dépossédé le mari a vendu la généralité de ses biens, que pardécret.

250 TIT. XXI. De bref de mar. encent. quoique la femme opposât qu'ils ne safiroient pas aux frais du décret, cer Arrêt, en supposant le fait, est trop rigoureux. Au rest les freres ont payé la dot au mari sass la participation de leur sœur, elle n'est pas obligée à cette discussion.

ARTICLE D'XLL

Si le dot a été vendu par la femme pour rédimer son mari n'ayant aucuns biens, de prison, de guerre, ou cause non civile, ou pour la nourriture d'elle, de son mari, de ses pere, mere, ou de ses ensans en extrême nécessité, elle ne le pourra retirer, saus le recours de la senance fur les biens du mari où il parviendroit à meilleure fortune, & non surles biens des acquisiteurs.

A RT. 123 du Réglement de 1666. La femme ne peut alièner ni hypothéquer ses immeubles, pour les cas mentionnés en l'art. 541 de la Coutume, sans permission de lustice & avis de ses parens.

La femme ne peut vendre son bien pour subvenir aux frais d'un procès eriminel que l'en feroir à son mari détenu prisonnier. Une semme ayant demandé en ce cas la permission d'aliéner, M. le Procureur Général s'y opposa, & par Arrêt rendu en la Tournesse le 30 Juillet 1635, la Gour appointa la causo au Conseil. L'article ne semble devoir s'entendre que de la détention du mari pour le paiement des intérêts civils.

TIT. XXI. De bref de mar. encomb. 25.1

Voici une espece particuliere jugée le Vendredi 20 Juin 1742, en l'Audience de re-femme séparés levée, plaidans MM. Courtois & Dandâne. pour la somme Le sieur Paulmier, Avocar, propriétaire du où elle s'el Tabellionage ou Notariat en la Vicomté obligée de Bayeux, l'avoit donné à ferme au sieur son mari, Malouin, lequel laissa cumuler plusieurs arrérages. Procès pour le paiement entre le fieur Paulmier & Malouin fur lequel Arrêt intervint, qui condamna Maluin. Les fermages & dépens monterent à la somme de 1000 liv. La femme Maluin se fit séparer de biens à cause du désordre des affaires. de son mari.

Le sieur Paulmier, créancier de Malouin pour la somme de 1000 liv. le fit arrêter & constituer prisonnier dans la conciergerie de Bayeux, alors la femme Malouin se donna les mouvemens convenables; elle pria & sollicita pour procurer la liberté à son mari : enfin elle fléchit le fieur Paulmier, qui eur la générolité de faire remise de 450 livres ,. à condition que la femme Malouin s'obligeroit conjointement & solidairement avec son mari, au paiement de la somme de 550 livres, auquel cas il auroit la liberté: de sa personne.

L'acte fait & arrêté, le mari sort de prison, & même le sieur Paulmier avoit donné des termes pour le paiement de la somme de 550 liv. elle ne devoit être payée suivant l'acte que dans huit ans , c'est-à-dire , à raison

d'environ 60 liv. par an.

Malouin décede peu de temps après, les premiers arrérages échus, le fieur Paulmier fit saiser sa veuve en ses meubles, laquelle s'opposa à la saisse & prit des Lettres de restitution contre l'obligation qu'elle avoir consentie, dont elle fut déboutée

LYI

252 TIT. XXI. De bref de mar. end par Sentence du Bailli de Bayeux. La ver ve appella à la Cour M.º Dandâne, fin Avocat, foutenoit que la femme separte ne pouvoit s'obliger pour son mari, un c'étoit la décisson du Senatus-Confulte-Velleyen, & de la Loi, si qua mulier, Senatus-Con- que le Senatus - Consulte Velleyen a toute

a sa force en Normandie.

fulte Velleyan sa force en Normandie, puisque l'Edit de 1806 qui l'abroge n'y a point été enregiltré : que la Coutume, art. 141, ne permet à la femme d'aliener ou hypothéquet sa dot que pour procurer la liberté à fon mari, quand il est prisonnier de guerre, ou pour cause criminelle ou autres cas exprimes dans l'article; que l'on ne pouvoit opposer cet article à la femme Malouin, attendu que son mari étoit prisonnier pour dettes civiles, lequel auroit pu lui-même se procurer la liberté en faisant une cession de biens.

> Me Courrois, Avocar de Pagimier, convenoir de cer maximes; mais il argumentolt fortement de la maniere générente & défintéressée dont Paulmier son client en avoit use : c'est, disoit-il, un créancier doux, paisible & facile, qui a fair remise de près de moitié de la somme, & qui a donné mais ans de temps pour payer le testant ; un créancier qui s'est reposé sur la bonne soi des promeffes de la femme Malouin, une femme qui a du bien & qui ne l'era pas génée quand elle payera une somme de 556 liv., étant payable de termes en termes, & le dernier terme ne devant écheoir que dans huit ans du jour de la paffation de

Me Courtois oppoloir auffi les dispositions des articles 126 & 127 du Réglement de 1666. d'où il concluoit que la Sentence dont étoit oppel étoit bien rendue, aftendu que finyant IIT. XXI. De bref de mar. encomb. 253 es articles , la femme peut aliéner & hypohéquer ses meubles, acquers & revenu de les immeubles quand il est amobilié. L'Artet mit l'appellation au néant avec dépens. On a jugé par Arrêt du Vendredi a Août 1714, à l'Audience de relevée, qu'une femme avoit pu, de l'avis de trois parens, aliéner toute sa fortune pour faire sortir de prison un mari détenu pour dettes de commerce; on dit & on ne cessa de répéter que l'art. 541 tenferme trois cas, prifon, guerre, caufe non civile, cet Arrêt est encore plus opposé à nos principes que le premier. La femme ne peut en Normandie cautionner son mari ; l'argument tiré de l'article 541 est formellement contredit par le Réglement du 21 Janvier 1600, qui après avoir fait aux femmes civilement léparées des défenles absolues d'aliéner, Joure ces cas d'exception, si ce n'est pour rézimer leurs maris de prison pour cause non tivile, ou pour la nourriture de leurs maris, pere & mere , &c. Voyez l'Arrêt du 14 Août 1611, rendu pour la veuve Vouvrai. Bérault.

ARTICLE DXLII.

Et quant à tous autres biens im- Hypotheque meubles appartenans aux femmes , biens de autres que leur dot, soit à droit de femme autres succession, donation, acquisition ou que la dorautrement, s'ils sont aliénés par la femme & le mari ensemble, ou par la femme du consentement & autotité de son mari, & que l'argent provenant de la vente n'ait été converau profit de la femme, comme

254 Tit. XXI. De bref de mar. encomb dessus est dit, elle doit avoir sa rècompense sur les biens de son maris mais l'hypotheque prend seulement pied du jour de l'aliénation, & oi, le mari seroit non solvable, subsidiai rement contre les détenteurs des dits biens, lesquels en seront quittes en payant le juste prix d'iceux, en égard à ce qu'ils valoient lors du contrat.

' (Voyez article 539 & l'article 127. Placités, rapportes sous l'article 338).

des biens non dotaux.

De la vente T Es formalités prescrites pour la validité Ade l'aliénation des biens dotaux doivent également s'observer dans la vente des biens non dotaux; mais l'hypothèque de la femme pour, le remplacement des biens non dotteux ne prend pied que du temps de l'alienations file par le mari, & les acquéreurs ne long Mujettis à en payer l'estimation que sur la: valeur actuelle, à l'époque de leur contrat. de sorte qu'ils profitent de l'augmentation. qui survient dans le prix des fonds depuis la: vente à la dissolution du mariage.

za ARTICLE DXLIIE.

Femme pent re faite à l'autorité. ion maria

Femme peut pour injure faite à sa agir pour inju-personne rendre plainte en Justice, & personne sans la poursuivre encore qu'elle soit déde savouée par son mari, & la doit le Juge recevoir , pourvu que l'injure foit attroce; & où elle décherroit & seroit condamnée aux dépens les TIT. XXI. De bref de mar. encomb. 255 mari ne sera tenu en répondre, sinon jusqu'à la concurrence des fruits du bien de la femme; & où les fruits ne seroient suffisans, la condamnation sera portée sur les biens de la femme autre que la dot.

Es intérêts jugés au profit de la femme pour injure faite à sa personne appartien- rets adjugés nent au mari, si elle n'est separée, quoique pour injure à le mari n'ait point adhéré à la plainte de la au mari. femme. C'est la décision de l'Arrêt de la demoiselle Pont-Olivier du 18 Février 1668.

Si les intés

ARTICLE DXLIV.

Et où la femme seroit poursuivie Femme depour méfait ou médit, ou autre cri- savouée par me, son mari en sera tenu civile- crime par ellement, s'il la défend; & s'il l'a désa- commis. Quid ? voue, & est condamnée, la condamnation sera portée sur tous les biens à elle appartenans, de quelque qualité qu'ils foient, si les fruits n'y peuvent fuffire.

UOTQUE le mari désavoue sa femme en matiere civile, il est cependant tenu mari tenu civia & prenable des dépens. Arrêt du 16 Juil- pens. let 1659, parce que nonobstant le désaveu & l'autorisation de Justice, le mari continue la jouissance des biens de sa femme. Il n'en est pas de même des condamnations pour crime commis par la femme désavouée de son mari. Le mari n'est pas tenu personnellement dessondamnations jugées contr'elle.

Une femme ayant fait une obligation fous Dettes de

Cas ou le

256 TIT. XXI. De bref de mar, encomb. femme avant fait privé avant son mariage, son mari étant

fon mariage décédé, le créancier agit contre la femme par fait privé pour en spoir le poisment : la femme suite font à sa char- pour en avoir le paiement ; la femme après

avoir d'abord délavoué son fait, mit es cause l'héritier de son mari, qui dit que la date du billet étant incertaine, la veue avoit pu le faire par intelligence au profit du créancier depuis le pécès de son mari comme auparavant son mariage. La femme par Arrêt du 2 Mars 1629, fut deboutes

de son recours contre l'héritier.

Plainte par mari & du pere

Le 4 Novembre 1728, il a cit juge qu'une la femme sans plainte signée par la femme sous le nom de du son mari & sans procutation est valable. Papour son file reil Arrêt rendu le 15 Octobre 1729, sur sont valables, une plainte donnée par le pere pour son fils. Autre le 15 Septembre 1730, sur une plainte donnée par un mari, tant pour lui que pour sa femme. Enfin la même chose a été jugée par un Arrêt du 25 Pévrier 1738.

Par Arret du 7 Mars 1757, il a été jugé que le mari est responsable des délits de sa femme, encore qu'il la désavoue, quand elle les commet dans un tien où elle est propolée par son mari. Dans le fait c'étoit le semme d'un fermier du sour bannal, qui avoit maltraité un bannier allant faire cui-

re son pain à ce four.

Une plaince donnée au lecret de Justice n'est point sujotte au perit scess. Arrêt de 14 Mai 1765.

ARTICLE DXLV.

Etant le mari absent, la semme Action de la semme en Pab- pout intenter action de nouvelle démaci,

TIT. XXI. De bref de mar. encomb. 257 saissine de son héritage qui lui a été arrêté.

(Voyez articles 126 & 127 du Règlement de 1666, rapportes sous l'art. 538).

C et article autorise la femme à exercer, pendant l'absence de son mari, toutes les actions possessoires, relativement aux héritages dont elle a la propriété, suivant les termes de la loi, satius est occurrere malo, quam remedium quarere post vulnus. On comprend sous cet article les actions qui requie-

rent célérité.

Die, marchand Portugais, ne pouvoit payer les créanciers; ses meubles qui étoient peut s'opposer de grande valeur furent vendus; il lui en meubles de son restoit seulement pour quatre ou cinq cens mari qui n'a livres qui furent saisis par un autre créan- d'autre cier : sa femme quoique non séparée s'opposa pour remploi par la raison qu'elle risquoit de perdre sa de dot. dot & ses paraphernaux, & que la faillite de son mari équipolloit à une séparation. On lui objectoit qu'elle n'avoit pas de qualité. Par Arrêt du 10 Février 1631, rapporté par Basnage, la Cour ordonna qu'au principal les parties seroient ouies devant le Conseiller - Commissaire, & cependant que la femme auroit main-levée des choses saisies à la caution de ses droits.

Jeanne Chevalier avoit obtenu des Let- Cas où les tres de séparation d'avec son mari au mois paration ont de Mars; elle les fait fignifier au mois effet du jour de d'Avril ensuivant ; au mois de Juin les créan- leur significaciers du mari font saisir & greter les fer- tion, mages & levées des héritages appartenans à la femme Chevalier , & soutenoient leurs saisse & Arret valables, les Lettres ne

158 TIT. XXI. De bref de mar. encomb devant avoir leur effet que du jour de l'entérinement; la femme repliquoit que ses Lettres avoient effet du jour de leur fignification. Arrêt du 26 Juin 1614, qui adjugea à la femme les levées exerues sur ses héritages, en payant par elle les airures & femences. Autre chose seroit si les Lettres n'avoient été obtenues que depuis la saisse des créanciers, fuivant un Arrêt rapporté par Bérault, art. 391, à la suite du précédent, en date du 9 Décembre 1616., qui justa qu'une femme ne pouvoit avoir ses paraphernaux sur les meubles de son mari sisis avant l'obtention des Lettres de Lettre tion.



TITRE XXII.

Des executions par Decre

ARTICLE DXLVL

En vertu d'obligation reconnue, Décret en vertu de quoi. Sentence de Justice portant exécution, contrar passé devant Tabellions ou Notaires, ou autres lettres exécutoires; les héritages, rentes &

choses immeubles appartenant ou ayant appartenu au débitéur, peuvent être saiss en la main de Justice sommation pour être décrétés, après sommation faite à la personne ou domicile de l'obligé, ou de ses hoirs, ou un

d'eux , de payer la fomme demandée, & pour daquelle on sprétend

préparatoire au décret.

Tit. XXII. Des exécut. par décret. 259 faire décréter l'héritage, sans qu'il t besoin faire sommer le tiers-pos-Micer; & où l'obligé ou ses hoirs finient demeurans hors la Province Normandie, suffira de faire ladite commation à l'issue de la Messe Paroffiale du lieu où l'héritage que l'on vent décréter est assis.

(Voyez article 588 de la Coutume 119 des Placités, rapporté sous l'artide 528).

當 新書源 医唇型周虫 医垂直

A RTICLE 119 du Réglement de 1666. Contrat exé. A Le contrat ou jugement qui était exécu- cutoire contre wire contre le défunt, l'est aussi contre l'hé-contre son hérier, tant fur les biens de la succession que ritier. su ceux dudit héritier, sans qu'il soit besoin lagir contre lui, pour faire déclarer ledit

course & jugement exécutoire. Article 130. Les héritiers sont obligés solidirement & personnellement aux dettes du & personnellefor, fauf leur recours conere leurs cohé-ment obligés. nuirs pour la part que chacun d'eux a eue en

4 succession. Article 131. Le créancier peut Saifir par déent les immeubles hypothéqués à sa dette, fir sur l'acqué-Pfells par le tiers-acquereur, & ne peut cuter l'oblige. de digé de faire auparavant la discussion des iens de son débiteur ni de ses héritiers , se vieux n'aime le ciers-acquéreur bailler déderation des bouts & côtés des héritages possels par le débiteur, ou acquéreurs postérieurs thi, pour être adjugés par décret à sas périls

fortunes, & bailler caution de faire payer le saisffant de sa dette en exemption des frais

de deret & treizieme. Art. 133. Idem. Si l'obligé décede après la Sommation franction par décret, il n'est pas desoin de ne se réitere

On peut fai-

260 TIT. XXII. Des exécut, par décret, vis-à-vis de la réstérer à son héritier; mais on peut en l'hétitier.

conséquence de ladite sommation passer oure à la saisse, criée & adjudication par décret, & à l'état & distribution du prix d'icelle.

Obligation reconnue, &c. Soit en Justice où devant Notaire ou Tabellion. Sentence de Justice, &c. Soit contradictoire ou par défaux, & dont il n'y a point d'appel. Une obligation reconnue devant les Consuls est valable. Arrêt du 22 Mai 1637,

Une Sentence provisoire ne seroit pas suffisante; comme les provisions peuvent être rétractées en Jugement définitif, on peut seulement en conséquence d'icelles saissir récllement, mais il n'est pas permis de faire

vendre.

Jugement Il faut en outre observer qu'avant qu'on doit être fignigée avant que 1º. Qu'elle soit signifiée au Procureur déde saisse.

Art. 18, rit. 35 de l'Ordonnage de 1667. Art. 2, tit. 17. 2°. A personne ou domiele sans distinction des Sentences d'As-

dieuse on de rapport.

Notaires Contrat passe devant Notaire ou Tabellion.
Royaux, leur Les Notaires Royaux ont droit de passes tous contrats, & leurs actes sont exécutoires

tous contrats, & leurs actes lont exécutoires sous l'étendue de la Jurisdiction où ils sont établis ; plusieurs pensent que le scess Royal est exécutoire par tous le Royanme y mais. l'usage est que lorsqu'on veut mettre ces contrats à exécution hors le ressort de la Jurisdiction où les Notaires son prend un pareatis ou attache du Juge. Nota. Les Notaires Apostoliques ne peuvent passer aucuns contrats pour matieres réclies ou profanes à peine de nullité. Ordonnance de 1460, Art. 21. Voyez M. d'Aviron,

1 - L'Edit du mois d'Octobre 1709 ... désend

Notaires Apostoliques. XII. Des exécut. par décret. 261

taires & Tabellions des Seigneurs fticiers , de paffer des actes entre Seigneurs. ersonnes que leurs justiciables, & s affisdans leur reffort, à peine de nulmende. Cet Edit a été enregistré au

t le 17 Novembre de la même année. exécutoires , &c. Les Sentences

s ne sont exécutoires que dans le Lettres es Gours & Jurisdictions où ils ont grand form néus , & lorsqu'on veut les mettre ceffaires,

on , il faut des Lettres de la Chanlu Parlement où l'on veut les met-

cution ou un pareatis du Juge ; Arrêt du Parlement avec des Lettres

d sceau est exécutoire par tout le

yer la somme demandee, On ne peut Pour qu'elle llement les biens de fon débiteur fomme peut-on fomme moindre que de cinquante décréter.

quelle que soit la cause de la dette, le procede d'arrérages de rente sei-, rente fonciere, ou arrérages de

Mituée.

jugé par Arrêt du 9 Février, 1683, - 31 l'acquérs-acquéreur, chargé d'acquitter en- reur peut être Confrairie quarante-deux fols de contraint potheque, ne pouvoit contre un me modique, deniers opposer l'art, 120 du Régle- fans décret de 1666. M. le premier Président aver- la part

casion de cet Arrêt les Avocats que créancier. pourroit décréter pour une somme

res à une fois payer.

Mai 1732 on condamna l'acquéreur tie de huit livres de rente fonciere à l'avenir les arrérages de 20 sols constituée, due par le cédant au ix-huit, aux offres du créancier de ger en cas de remboursement. La de la rente hypotheque donna lieu

Notaires des

Pareatis &

262 TIT. XXII. Des exécut. par décret.

On suit au reste exactement la maximeque Acquéreur à non Domino, le tiers-acquéreur ne peut être dépossédé me ne peut être par la saisie réelle. Il a été jugé par Arrêt des Juillet 1731, que le véritable propriétaite at simple saisie. peut, pour être payé d'une provision en #-

tendant le jugement définitif, inquiéter celei qui a acquis à non Domino, ni son fermier

par une saisie mobiliaire.

On peut emprifonner saifir le débi-

On peur en France cumuler toutes con-& traintes suivant l'arr. 48 de l'Ordonnance de Moulins, de sorte qu'un homme quoiqu'emprisonné peut être sais dans ses biens meubles & immeubles.

La plus pétition ou surdemande n'empê-La plus pétition ou sur- che point l'effet de la saisse des meubles os demande n'an- immeubles, pourvu que la meilleure partie nulle point le de la demande soit duc. Arrêt du 22 Dédécret. cembre 1670.

Si on peut Ptetre.

Quant au titre sacerdotal, la maxime est saisir le titre que si le Prêtre est pourvu d'un bénésifacerdotal d'un ce, il ne peut empêcher le décret des biens affectés à son titre, dans le cas contraire, on passe néanmoins au décret, mais l'adjudication ne se fait qu'à la charge de la pension alimentaire du Prêtre, qui peut user de saisse sur les fruits du sonds affecte à son titre, quai-

rérage point.

Ce titre n'ar- qu'il soit dépouillé de la propriété. Ces maximes sont fondées sur les Artêts rapportés par nos Auteurs. Par Arrêt du 22 Décembre 1742, il a été jugé que le titre sacerdotal d'un Prêtre n'arrérage point, qu'il n'est dû que du jour qu'il est demandé, mais qu'on en doit payer une année d'avance.

Acquéreur

Un acquéreur peut forcer le décrétant de peut obliger le discuter les biens qui sont en la possession du décrétant de vendeur ou des acquéreurs possérieurs de lui, étant & faire distraire son acquêt en donnant cauaux mains du tion de faire payenle décrétant du principal de vendeur sis en sa demande, intérêt &dépens, en cas qu'il ne . XXII. Des exécut. par décret. 263 payé par la discussion des héritages Normandie ies à décréter. Arret du 13 Mai 1610, mais non ceux

le 131 du Réglement de 1666. Le co- hors Province. teur n'a pas le même droit que l'ac-

eur; il ne peut empêcher le décret de biens, en indiquant ceux de son coteur au saisissant pour être décrétés à ses

s & risques, même en donnant caution aire payer le saisissant en exemption des de décret & de treizieme. Arrêt du 13

5 17 5 L. peut aussi demander le paiement des s par lui acquittées, antérieures de pour laquelle la saise est requise, ou

ger le saisssant de donner caution de aire porter en exemption du treizieme & du décret. Article 138 du Réglement

666.

créancier qui n'a saisi qu'une partie des s du débiteur, peut être forcé de saisir le us aux périls & risques de ceux qui le indent; mais on ne peut l'obliger à comdre dans la saisse les autres biens du déir qui ne seroient pas situés en Norman-Arrêt du 17 Mars 1670.

près sommation faite à la personne ou dole de l'obligé ou de ses hoirs, &c.

ette fommation doit contenir : La date de l'an, mois, jour, avant ou de la sommas-midi.

o. Il faut mentionner les pieces en vertu uelles on fomme , leur fignature

u. . Déclarer le nom, furnom, qualité &

eure du requérant. . Le nom de l'Huissier ou Sergent, sa ption & matricule, sa résidence.

. L'Huissier doit être assisté de deux Rels idoines âgés de 20 ans au moins,

Formalite tion préparatoire à décret. 264 TIT. XXII. Des exécut. par decta & designer leur profession & demeun.

6°. Il est requis que l'exploit de sommande soit signé des récords ou témoins à peine de nullité, il ne suffit pas qu'ils aient signé au registre du Sergent. Arrêt du 23 Février 1648. Basnage. Le même Auteur rapporte un Airêt qui juge bonne une sommation où les témoins n'avoient fait que marquer ne sçachant signer, sous le prétexte qu'il n'étoit point requis que les témoins sçussent de retrie; mais il est plus sûr de ne pas risquer une pareille question.

7º. Qu'il foit élu domicile pour le requérant dans la Paroisse où se fait la sommation. Basinage fait entendre que cette formalité n'est indispensable que dans le cas où le poursuivant criées a son domicile hors la Vicomté, son laquelle réside le saiss; mais voyez l'Ordonnance de 1667, Titre des Saisses & Exécutions.

3º. Que la sommation soit faite à la personne ou domicile du débiteur, & dire à qui on a parlé & laissé l'exploit, si elle est faite à domicile, & si elle est faite à la personne, déclarer le lieu où on l'a trouvée.

9°. On doit le sommer de payer la somme ou de donner meubles exploitables, cette alternative est nécessaire.

10°. Enoncer que vu le refus de payement ou de donner meubles exploitables, l'intention du requérant est de décréter.

110. Laisser copie des pieces avec sommamation & en faire mention.

Basnage rapporte un Arrêt qui a jugé qu'une sommation faite pour parvenir au décret du bien d'une semme étoit valable, quoiqu'elle n'oût été faire qu'à son

En décret mari ; il le date du 10 Mars 1522. Mais il est du bien de la plus prudent de faire la sommation en par-

TIT. XXII. Des exécut. par décret. 265 lant au mari & à la femme conjointement, femme on plutôt de les sommer l'un & l'autre, parce sommer le maqu'en matiere héréditaire de la femme, il ri & la femme. ne suffit pas d'agir contre le mari seul.

Si l'obligé-décede après la sommation en décret, le poursuivant criées n'est pas obligé en cas de dé-biteur décédé.

de la réitérer à son héritier.

Les articles 591 & 592 de ce Titre indiquent au créancier la route qu'il dois tenir en cas de Mipour parvenir à la perfection du décret, torsque les héritiers du créancier sont tous dans les liens de la minorité.

Quand il ne se présente point d'héritiers, Quid, lors-on procede à la contumace, ainsi que je l'ex-point d'hériphiquerai sous l'art 587.

Une sommation qui seroit faite seulement au tiers-détenteur, sans l'avoir faite au principal obligé seroit nulle, suivant qu'il a été jugé par Arrêt du 19 Mai 1649, rapporté par

Balnage.

Les décrets ne se font plus en la Cour, & la Déclaration qui avoit attribué à MM. des. Requêtes la connoissance des décrets faits en vertu de leurs jugemens, a été révoquée par deux Déclarations des années 1680 & 1687. Voyez aussi l'Edit de création des Commissaires aux saisses réelles du mois de Juillet 1677, enregistré à Rouen le 18 Août andit an.

ARTICLE DXLVII.

L'exploit de la saisse doit être fait dans l'an & jour de la sommation de saisse. payer, & contenir les bouts & côtés des héritages saisis, s'ils sont roturiers & non nobles, & doivent iceux Tome II.

point 'd'héri-

266 T_IT. XXII. Des exécut. par dient. héritages être tenus en la main de Justice par quarante jours, à compter du jour (de la fignification) de la faisse.

(Voyez articles 113 & 576 de la Coutume).

Arrèts lut la l'EXPLOIT de saisse doit contenis le formalité des faisses en défaisses en déeret, & de la somme demandée, le lieu où elle se fait, c'est à-dire, à l'issue de la Messe Pagoissale de l'Eglise où les choses saises sont fituées.

> Par Arrêt du 12 Juillet 1745, il a été jugé 10. qu'on peur faifir en décret aussi-tôt après la sommation.

> 2°. Que quand les témoins refusent de signer à la faisse, on n'est point obligé de les assigner pour en dire les raisons, à qu'il suffir que l'Huisser en dresse procès-verbal.

> 30. Qu'il n'est point nécessaire que les Paroissiens signent pour témoins, mais que l'Huissier peus en amener d'ailleurs.

4°. Que les Records, autres que ceux de l'Huissier qui instrumente, peuvent servir de témoins.

50. Qu'il n'est point nécessaire que ce soit le Sergent de la querelle qui fasse la statse.

Par autre Arrêt du 10 Août 1754, il,a été prononcé les décisions suivantes sur les décrets.

1º. Que la plus petition n'annulle pas la demande, fauf à se pourvoir à l'état pour faire réduire les créances du décrétant.

sue nouvelle shife réeste, spass s'être de

TIT. XXII. Des exécut. par décret. 267 hate d'une premiere, sans offrir les dépens.

Arrêt de 1606. Bérault. Art. 576.

3 °. Que les Huissiers & Sergens qui font des faisses réelles ne sont point obligés d'avoir des registres d'hérédité, pour y transcrire leurs diligences, les signer & les faire fig mer aux Records & aux témoins ; il suffic qu'ils fignent les uns les autres à la copie. Ba Inage. Art. 546.

4º. Qu'il n'est point nécessaire de désigner le domicile du faisi. Arrêt du 7 Avril 1677.

Ba Cnage. Art. 546.

50. Quand un décret se fait en vertu d'un Arrêt d'attribution , il n'est pas nécessaire que le faififfant fasse élection de domicile; & établisse des Procureurs pour lui & pour décrété dans toutes les Jurisdictions où les biens sont situés ; il suffit qu'il fasse une él ction de domicile dans l'étendue de la Juri Cliction où se fait le décret, & qu'il nomdes Procureurs dans la même Jurifdicion,

6º. Il n'est pas nécessaire de dire ni l'âge, le domicile, ni la vacation des témoins escrits par l'art. 554 de la Coutume ; il fit de les défigner par nom & furnom, & Te que ce sont gens sortis & sortans de la effe Paroiffiale.

7º. Ce n'est point une nullité que le défaut de mention de l'enregistrement de la saisse. Téelle sur la grosse de la faisse. Art. 549 de la Courume, Edit de création des Commissaires

aux faifies réelles.

La saisse en décret est annale en Norman- Saisse est a die ; mais les diligences , & même les actes hale , qu'eft . qui ne serviroient pas à l'avancement du dépéremptione
eret, la perpétuent; observez que les Jugece décret. ns définitifs, comme ceux qui confirment

cause du décret, peuvent être exécutés

168 TIT. XXII. Des exècut. pu. dans trente ans; mais que les interlocutoires, tels que ceux qui ont réglé les appellations incidentes, ou qui concernent la validité des diligences du décret doivent être exécutés dans trois ans. Voyez les Arrêts rapportés par Balnage.

conti- Lorsque l'on vend par quantité d'acres ou ft plus arpens, l'on doit fournir la mesure exprimée elle eaude par abornemens, quoiqu'il soir énoncé dans u con- le contrat que le fonds contient telle quantisé y a-t-il le vendeur n'est pas assujetti au fournissement la refti- de la mesure, parce que le consentement des parties est tombé sur un corps certain & déterminé: si cé n'est qu'il n'en résultat une lézion assez considérable pour faire présemer la fraude. Arrêts des 18 Janvier 1614 &.

13 Décembre 1670. Pour la mesure on suit la regle des lieux ou

l'héritage est situé, e fuivre.

Art. 139 du Réglement de 1666. La feise saisie de renhypothèque & exiée des rentes constituées par argent, doit u le doit fai- être faite en la Paroisse en laquelle l'obligé est domicilié.

ARTICLE DXLVIII.

écrété.

Juelle me-

Il faut met- Lors de la faifie doit être mis prix re un prix sur d'argent pour une fois payer ou rente haque piece racquittable fur chacune piece des héritages faifis par celui qui requiert l'exécution par décret.

(Voyez l'article 556).

D A a cet article, le décrétant doit faire le détail des héritages & mettre un prix sur chacune piece ; la rense que le décrétant met su d 10

TIT. XXII. Des exécut. par décret. 269 lieu du prix n'est cependant d'aucune considération, c'est un reste des anciennes formes, Puisque par l'Arrêt de vérification de l'année 1548, de l'Edit de François I, tout ad-Judicataire des biens décrétés, à charge d'en faire la rente, est obligé de représenter les denien du prix du décret pour être distribué aux créanciers.

C.

5

œ

Je:

E ...

ARTICLE DXLIX.

L'Huissier ou Sergent faisant la Etablissem Taisie, doit lors d'icelle établir Com- de Commis missaires bons & solvables, pour régent ou B Bir & gouverner les héritages saiss, sier. Insérer leur réponse en son procès-Verbal, & la leur faire figner.

Faire signer les Commissaires ou de faire mention de cur réponse ou refus, est conforme à l'art. 174 de l'Ordonnance de Blois. Yez les art. 77, 78, 82, 83 & 84 de l'Ordonnance de 1539, art. 17 & 18 de l'Ordonnance de 1667, tit. 19.

Sergent doit notifier aux Commissai-Ctablis leur commission, à personne à domicile avec assignation, en cas de pour les obliger à l'accepter; & nécessaire que le Commissaire soit nom-Par l'exploit de saisse; par Arrêt du 23 Juin un décret fut annullé, parce que le Sent n'avoit pas établi de Commissaire de la saissella saisse étoit faite le 23 Fé tion d'éta TE 1653, & le Commissaire ne fut établi saire.

le 21 Avril ensuivant; mais si l'établisle 21 Aven curary 270 TIT. XXII. Des exécut. par décret. me cet intervalle n'est pas considérable, il n'y auroit pas de nullité. Arrêt du s Août 1659.

Un Vassal ne peut être forcé d'être Com-

De ceux qui Commissaires.

ne peuvent être missaire des biens saisis en décret sur son d'être Seigneur. Artrê du 11 Août 1667. Il n'est pas permis de confier cette fonction aux proches parens des Parties, de l'Huissier ou Sergent chargé des diligences du décret, aux Officiers de Justice, Greffiers, Avocats, Procureurs postulans dans le Siege. Coutume de Nivernois, tit. des exécutions. Ceux qui sont détenus pour cause de longues maladies, ou dont le domicile est fort éloigné du lieu de la situation des choses saisses, ceux qui ont trois tuteles à gérer, peuvent requérir la décharge de la commission. Arrêt du 11 Mars 1557. Conference des Coutumes. Mais l'action en condescente n'a pas lieu en cette matiere. Basnage rapporte deux Arrêts, un du

Si c'est vn défaut de ne 27 Mai 1662, qui déclare yalables un ex-

pas dénoncer ploit de saisse & le décret fait en conséquen-la nomination Commis- ce, quoique l'exploit ne parlât que de l'étasaire dans l'ins. blissement du Commissaire, mais non de la tant de la sai- réponse, acceptation ni assignation au Commissaire; mais le Commissaire avoit exécuté sa commission. L'autre du 19 Décembre 1665, qui confirme une saisse, dont le Sergent avoit dressé procès-verbal, sans avoir donné à l'instant copie à celui qui établissoit Commissaire; mais il en étoit fait mention dans la minute sur le registre du Sergent.

Les questions de cette espece ne s'offrent plus à discuter, depuis l'Edit portant création en titre d'office formé de Commissaires aux

saisies réelles.

ARTICLE DL.

Les Commissaires établis par ledit Devoir de Huissier ou Sergent doivent faire pro-Clamer les fruits des héritages, pour etre adjugés au plus offrant & der-Dier enchérisseur, pardevant le Juge Ordinaire des lieux, nonobstant op-Politions ou appellations quelconques, ans préjudice d'icelles; par même oyen faire liquider & arrêter sur le Champ les frais de la commission.

1 26 Juillet 1626, deux de Messieurs de Les bannie 1 26 Juillet 1626, deux de memeurs de fruits si la Chambre de l'Edit furent députés pour des fruits sont le ite un consulatur en la Grand Chambre, en Juge des lieux terpretation de cet article, pour sçavoir si Commissaires préposés à la régie devoient proclamer les fruits devant le Juge du decet, ou devant le plus prochain Juge des lieux où les héritages étoient assis. Il fut ré-Ponde d'un commun avisque les bannies & Proclamations devoient être faites devant le June de la situation des fonds.

Les baux des biens saisis peuvent être faits Poter le temps que le décret & la commission

de Cront. Basnage.

ARTICLE DLL

Et seront les Fermiers desdits hé- Permiers étapaiement du fermage, comme dé-tenus.

M iv

reur peut ex-

Si l'acqué- T'ACQUÉREUR peut expuller le fermice L'd'un héritage de la campagne, quand pulser le fer- même le bail seroit passé devant Notaires, & quand même, dit Bérault, la chose donnée à titre de ferme seroit spécialement hypothéquée à la sûreté & à l'exécution du bail; Dumoulin, qui tient cette opinion sur l'article 10 de l'ancienne Coutume de Paris, dit que rien n'est plus raisonnable, puisque le fermier n'est ni maître ni possesseur du sonds, & qu'il faut obvier aux fraudes de ces simples détenteurs, dont le bur est de priver le propriétaire de l'utilité & de l'agrément de la jouissance d'un bien qui lui appartient; il est vrai que le fermier dépossedé a une action en dommages & intérêts contre le vendeur, & que le bail étant passé devant Notaires il a pour en être payé une hypotheque sur le fonds, mais sans aucun droit de rétention. Voyez dans la nouvelle édition de Bérault l'observation sous cet article.

Ouid propriétaire?

Le propriétaire ne peut expulser le fermier pour exploiter lui-même sa ferme, même en offrant de le désintéresser, il faut des préparatifs pour la culture des terres ; des années de stérilité peuvent être récompensées par une année heureuse & abondante. L'incertitude du profit & de la perte fait que de pareils objets ne sont pas susceptibles d'estimation.

Tacite reconduction.

Le fermier qui jouit par tacite reconduction a le même avantage tant qu'elle dure, & elle subsiste pour un an, deux ans, trois ans, selon l'inégalité des solles & façons de terre.

Mais quoique le fermier jouisse par tacite reconduction, & que cette reconduction se soit renouvellée plusieurs fois, le propriétaire n'est point obligé de lui donner congé par écrit avant l'expiration de trois années, si elle

TIT. XXII. Des exécut. par décret. 273 a lieu pour ce temps, le terme de trois ans interpelle en ce cas comme le bail par écrit.

Il n'en est pas de même des maisons des villes; le propriétaire peut expusser le loca-pulser le locavilles ; le proprietante peut capunet le locataire des mai-taire pour y aller résider lui-même, en aver- sons en détissant le locataire trois mois auparavant, & dommageant. en le dédommageant de trois années une. ou de trois termes un; on a même jugé par Arrêt du 28 Avril 1741, que celui qui a acheté une maison pour en jouir sa vie durante seulement, peut expusser le locataire en le dédommageant tout comme le véritable. propriétaire, & on ne fait même pas distinction des maisons souées pour tenir auberge d'avec les autres, suivant qu'il a été jugé par Arrêt du 19 Août 1715, entre la veuve & héritiers Lesevre & la veuve Haut-marêts, plaidant Lechapelain & Simon.

Un fermier obligé par corps vient à décéder, le propriétaire ne peut exiger caution ne peut exiger de ses héritiers pour la continuation du bail. caution des nes de ses Arrêt-du 22 Juillet 1722.

Propriétaire fermier.

On peut ex-

ARTICLE DLIL

Le tiers-acquisiteur ayant joui par Tiers - Asan & jour, ne doit être dépossédé quéreur quand pendant le décret en baillant caution jouit pendant de rendre les fruits depuis la saisse jus- le décret. qu'au jour de l'état.

Es motifs de cet article sont puises dans La la considération qui est due à un propriétaire incommutable, qui peut rentrer dans ses droits par le moyen du retrait à titre delettre lue; d'ailleurs les intérêts du décrétant sont mis à couvert par la caution que la Cou-

274 TIT. XXII. Des exécut. par décret. tume oblige l'acquéreur de donner, mais celui qui n'a pas l'avantage de la possession per an & jour ne peut user du bénéfice de la loi.

De quel jour l'acquéreur doit rapporter les fruits.

L'acquéreur dépossédé n'est tenu de rapporter les fruits que du jour du bail judicialre, Arrêt de rapport du 31 Mai 1691. Dans le fait il s'étoit écoulé de la saisse réelle at bail judiciaire un intervalle de huit années, & le Commissaire établi avoit fait prodamer l'adjudication de la régie trois mels après la saisse des héritages.

Les Commissaires aux saisses réelles ont soin de prévenir cette difficulté, & ils sont procéder promptement aux baux judiciaires.

ARTICLE DLIIL

Etat doit être tenu des fruits échus

Si l'étzt des.

fruits doit être depuis la saisse, avant que des deniers tenu avant l'é- de prix de l'adjudication; & néanl'adjudication moins, où les Commissaires ne représenteroient au jour de l'état leurs deniers, ne sera différé à tenir état du prix de l'adjudication, & sera baillé exécutoire aux derniers créanciers entrans, sur lesdits Commissaires établis au régime.

ARTICLE DLIV.

riers.

Après les quarante jours passés, héritages rous feront faites trois criées par trois jours de Dimanche continuels à l'issue de la Grand Messe Paroissiale de l'E-

TIT. XXII. Des exécut. par décret. 275 glife où les biens faifis font affis; auxquelles criées & chacune d'icelles . le Sérgent appellera témoins jusqu'au nombre de trois, autres que ses Refigner chacune desdites trois criées, ensemble les faisses.

(Voyez l'article 139 du Réglement de 1666, rapporté sous l'article 547 Les Arrêts que j'y ai rapportés).

L n'est pas nécessaire d'afficher copie des N'yeft befoir pieces lors des criées , il suffic d'afficher d'affiches opie de l'exploit de criée & déclaration des onds par bouts, triage & prix. Confulatur de la Chambre de l'Edit en Grand'Chambre

27 Août 1629. Les trois criées doivent être faites par trois Observations

manches consécutifs , à peine de nullité , & formaines moins que le saisssant n'ait été obligé de di scontinuer par un appel interjetté, car l'ap-Pel tient les diligences en état & empêche l'interruption ; le saisssant peut les continuer après le jugement rendu sur l'appellation. Arrêt de la Chambre de l'Edit du 2 Juin 1610 fur un confulatur en Grand'Chambre. Bé-

rault.

L'omission d'élection de domicile pour le derétant ne fait pas une nullité; il fuffit qu'elle air été faite dans la sommation & la saisse. Arrêt de 1607.

Si le décrétant reconnoît une nullité dans les criées, il peut les recommencer sans être obligé de fignifier son désistement au décreté, ni de lui offrir les dépens & intérêts. Arrêt

s quarante jours d'intervalle entre la

glement.

27 Août 1607, qui ordonne que cas de décret des héritages roturie distraction des fonds situés dans lou la saisse & les criées n'auront tes; on se proposa par ce Régler médier aux incertitudes causées prétation des Arrêts. Cependant déjà jugé que cette omission n'i sur la validité du décret, pourvu crétant en consentît la distraction qu'il sût accordé à l'adjudicataire nution proportionnelle sur le prix

Saisse où il Une saisse a été cassée, parce que n'yavoit qu'un signée que d'un témoin. Atrêt témoin, cassée. Avril 1683.

ARTICLE D

L'Eglife de Et où le corps des Eglife la Paroific fiales feroit hors le reffort de étant hors die, les faisses & criées fero faisse & criée à jour ordinaire du plus au marché, marché des choses faisses.

ARTICLE DLVL

A la faisie & chacune des trois Lefture des criées, le Sergent est tenu faire lec-titres à chaque ture des lettres, obligations & déclaration par bouts & côtés desdites terres faisies, & du prix mis sur chacune piece.

(Voyez article 548 & les deux Arrets rapportés sur l'article 547, & l'Arrêt de 1629, rapporté sous l'article 554).

es criées d'un défaur capable d'annuller S'il faut au-les criées d'un décret qu'elles soient sur tant de procès-un même cahier, étant d'ailleurs les exploits rés, ou s'il complets ; autre chose seroit si le deuxieme suffit d'un mêtroisieme exploit se référoient aux autres, me cahier, C'est-à-dire, qu'à la fin de chaque exploit il faut que le Sergent fasse mention qu'il a été lu (suivant les Arrêts de Bérault) & qu'il ne suffiroit pas de le dire à la fin du cahier. Arrêt du 22 Février 1650. Il fut auffi jugé que le Sergent ayant signé son record au bas du cahier & à la fin de l'exploit, avoit rempli le vœu de la Coutume; le même Arrêt décide encore qu'il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, d'afficher les contrats des qu'il est constant que la la lecture en a été faite.

Lorsque les criées se font en différentes Paroisses, il est nécessaire de dresser pour chaque Paroisse un procès-verbal séparé, suivant l'Arrêt du 21 Mars 1614, rapporté par Bérault.

278 TIT. XXII. Des exécut. par décret.

ARTICLE DLVII.

Affiches par Le Sergent doit afficher la Déclaration des choses saisses par placard à la le Sergent. porte de l'Eglise Paroissiale, ou aux poteaux des halles & marchés, tant à la faifie que criées.

Record

(Voyez l'Arrêt de 1629, fous l'article 554).

ARTICLE DLVIII.

& Les criées doivent être rapportées sectification aux prochains plaids & recordées par des crides & le Sergent, pour la lecture faite de diligences. la faisse, criées, lettres, obligations & déclarations, être procédé à la certification defdites criées & diligences. par l'avis des Avocats afliftans aux plaids jusqu'au nombre de sept pour le moins, le Juge compris; de laquelle certification sera baillé acte à part & féparé auxdites parties : la minute duquel fera fignée, tant du Juge que des Avocats affiftans; de laquelle fera fait mention en l'acte qui en fera délivré aux parties ; & fi l'héritage faisi est tenu d'une Haute-Justice & qu'il n'y ait affiftance suffifante, le décrétant pourra, si bon lui semble, faire certifier lesdites criées aux prochains plaids ensuivant en l'un des auIT. XXII. Des exécut. par décret. 279 tres Sieges dépendans de ladite Haute-Justice, ou Siege Royal de la Vicomté, au ressort de laquelle la Haute-Justice est exercée.

ART. 140 du Réglement de 1666. Une Quid des faut point certifier les criées d'abondant, criées d'abondant dant ou confirmées par Arrêt du mées par Arre Parlement ; mais le Sergent qui les a faites ret. Les doit recorder aux prochains plaids qui fe-Font tenus après la criée d'abondant, s'il s'a-Bit de roture, & à la prochaine affife, s'il s'agit d'un fief noble.

Ce record de saisses & criées doit précéder la certification, art. 571.

Le record des saisses & criées, & le jugement de certification s'expédient en même Téance; mais ils se délivrent par actes séparés.

Recorder ; attefter , reconnoître un exploit Veritable. L'Huissier affirme à l'Audience que recorder. avoir fait la faisse & criées du décret , & que ses exploits sont véritables, ce qu'il figne au pied de chaque exploit, à peine de nullité. Arrêt de Réglement du 20 Juillet 1624. Bérault, art. 558. Basnage dit qu'il Temble que ce Réglement n'ait pas été suivi ; il cite un Arrêt contraire du 17 Août 1664, & il dit qu'aucun des plus célebres Avocats consultés sur le pourvoi contre cet Arrêt ne

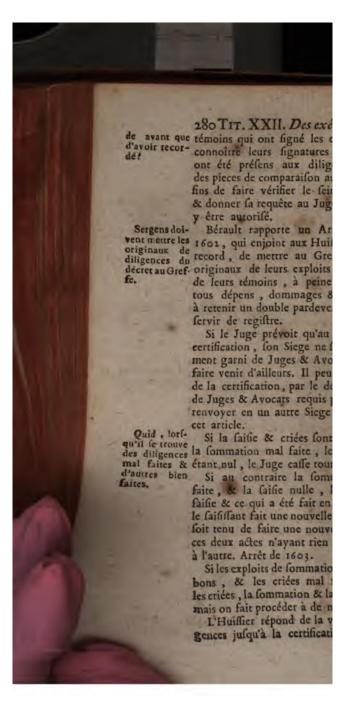
Sil se présente opposition ou appel depuis la derniere criée, ou lors de la certification, le record ne se differe pas , mais la certifi-Cation. Cependant l'Auteur du Traité des Decrets dit que la fimple opposition ne suf-Pend pas la certification, fauf à y faire droit avant l'interpolition.

se rappella le Réglement de 1624.

I'Huistier qui a fait les diligences Quid, st , le décrétant doit faire comparoir les l'Huisses déce

certification.

Ce que c'eft



Tit. XXII. Des exécut, par décret. 281 Juge a certifié les diligences bien faites, 1 Huissierest hors de garantie, quand même dans la suite elles seroient déclarées nulles. Ant de 1603.

Un Edit du mois d'Octobre 1694, enre-Milté au Parlement le 4 Février 1695, porte que les saisses réelles & criées qui ne se trouveront pas faites suivant les us & coutumes des lieux, seront rejettées comme nulles, & les Huisliers & Sergens qui les auront faites condamnés aux dommages & intérêts du saisssant, & en 60 liv. d'amende dont l'Edit fait l'application; on ne suit pas à la rigueur cette derniere disposition, qui n'a Plus le même motif depuis l'extinction des Offices de Certificateurs des criées.

L'on s'est départi, suivant l'observation de Basnage, de l'exactitude scrupuleuse que fon desiroit dans les décrets; cette multide de formalités, la plupart inutiles, ne lervoient que de piege. Suivant la Jurisprudence qui est suivie au Palais, pourvu que - le décret soit fondé sur une dette légitime, ue les solemnités essentielles aient été Crvées, on le confirme, & l'on n'a plus descard à ces usages minucieux qu'il falloit refois respecter, à peine de nullité.

On a juge par Arrêt du 14 Mai 1670, defaut de nulcertification valable, quoique la grosse lité de ne pas qu'il contenoit qu'elle avoit été faite par sept faire mention Juges désignés par leurs noms n'attestat pas dans la grosse de la Sentence leur fignature, mais la représentation de la de la fignature minute justifioit qu'ils avoient signé. des Juges.

Les Juges qui ont certifié les diligences ne sont pas garans des frais du décret, quoi- les diligences que les diligences soient déclarées nulles, n'en sont gails sont seulement privés de leurs émolu-rans si elles mens pour la cerufication. Arrêt du 22 Dé. sont nulles. Seembre 1670.

cus de la tification

Si c'eft un

DLIX

Interpolition du décret.

Aux prochains plaids en suivant la certification, sera procédé tant au passement & interposition du décret, au préjudice du décrété & de tous autres absens & non contredisans qui pourroient prétendre droit, qu'à la réception des encheres & rencheres. & jour assigné aux prochains plaids, pour être procédé à l'adjudication d'icelles; & seront tenus les opposans dans la quinzaine après l'adjudication, mettre leurs oppositions au Greffe, afin d'être communiquées aux oppofans & colloqués par le Greffier. selon l'ordre de priorité & postériorité, sur peine d'éviction.

s'oppoier décret.

A RT. 141 du Réglement de 1666. Les créat-🔼 ciers sont reçus à s'opposer sur le prix de tout état du la terre adjugée par décret, même après l'onverture de l'état, auquel cas ils doivens payer les dépens du retardement, pour n'avoir pas mis leur opposition dans le temps prescrit par la Coutume, & ne peuvent emplicher l'effet des Sentences & Jugemens donnés au profit des autres opposans mis en ordre avant leur opposicion.

Les oppositions aux fins de distraire, d'annuller & de conserver se forment par requête, & avant l'interpolition, ou quinzaine au moins avant l'adjudication finale; & à l'égard des oppositions sur les deniers provenans de la vente des biens décrétés, elles se forment par un simple acte signé de la partie opposante ou de son Procureur; l'acte est déposé au Greffe sans TIT. XXII. Des exécut, par décret. 283 que le Procureur soit tenu de présenter sur l'oppolition. Le Greffier est obligé de registrer les oppositions & les pieces justificatives sur une feuille particulière du registre destiné pour chaque état de décret, &c. Lettres-Patentes pour l'admin. de la Just. art. 14 & 15 du tit. 4.

Le décrété, en quelqu'état que soit le décret, ell reçu à faire cesser le décret, soit en payant peut en tout ou en justifiant que la dette n'est pas due.

Basnage est d'avis, en conséquence d'un payant, Atrêt rapporté par Bérault, qu'un Mineur indéfendu, & qui n'a point de Tuteur, peut se pourvoir par appel contre le décret de ses biens passé en sa minorité dans la trente-cinquieme année de son âge; mais il n'en est pas de même si la sommation avoit été faite à un Tuteur. Bérault rapporte deux Ar- Peine contre rêts des années 1600 & 1601, qui condam- les téméraires nent & par corps les téméraires appellans appellans des des décrets aux dommages, intérêts & dépens des opposans. Il rapporte même un Arrêt de l'année 1611, qui y a condamné par corps une femme mariée.

Mais si sur l'appel du saisi le décret est cassé & annullé pour dette non due, ou pour une dette inexigible, pro non debito, nonseulement le saiss doit obtenir main-levée de ses héritages, le saisssant doit encore être condamné à la restitution des fruits du jour de la dépossession du saisi, & en ses dommages & intérêts dont on l'autorise à donner une déclaration. Quand au contraire le décret entrepris est cassé par défaut d'accomplissement des formalités nécessaires à sa validité, on se borne à renvoyer le saiss en possession de ses biens du jour de l'appel, mais on le condamne à rembourser au décrétant les dettes du saisi qu'il auroit valablement acquittées, & les impenses & améliorations

Si le décrété fer le décret en

Décret for Mineur qui n'a Tuteur. Quid ?

284 TIT. XXII. Des exécut. pe faites sur l'héritage mis en décret. sant perd au surplus les frais de d treizieme & de l'instance d'appel. E

ARTICLE DL

ARTICLE DL

Saisie de Fiefs nobles,

Et pour le regard des Fiefs ils pourront être décrétés e d'obligations, fentences, cont thentiques, & autres lettres e res, pour quelque fomme que

L'ancienne Jurisprudence ne p pas de faisir réellement le fief vant que le décret des rotures eur sommé. Bashage cite un Arrêt de l'a qui l'avoit ainsi jugé; mais on s'e long-temps apperçu que cette man Fr. XXII. Des exècut. par décret. 285 de ou ses hoirs, ou l'un d'eux, de dyer ou bailler meubles exploitasies, le Fief sera saiss en main de sustice dans l'an & jour de la sommation, pour y être le temps & espace de trois mois depuis la saisse jusqu'à la premiere criée, & y seront éta-lis Commissaires les Receveurs ou sermiers, comme dit est, pour les terres roturieres, & suffira que la saisse se fasse à l'issue de la Messe Paroissiale où le ches mois du Fief saisse et assis.

ARTICLE DLXIII.

Celui qui a fait saisir le Fief est tenu prix seul lors de la saisse mettre prix sur le Fief pour le Fief. & toutes les parties d'icelui, par une seule somme.

SI on saisssoit des rotures avec le sief, il Quid, s'il y faudroit mettre un prix à part sur les ro- a roture & Fief tures & sur chaque piece de l'héritage roturier, art. 573. Arrêt du 14 Décembre 1602.

Si on saissssoit aussi plusieurs fiefs, il fau-Quid de lroit mettre un prix à part sur macun d'eux. Plusieurs Fiefa Arrêt du 9 Mars 1534. Idem.



ARTICLE DLXIV.

La saisse étant faite, le décrétant Déclaration est tehu mettre au Greffe déclaration du Fief si doit du Fief, contenant les terres, bâti- Greffe.....

286 TIT. XXII. Des exécut, 1 mens, bois, rentes ou autr tenances ou dépendances d'ic les Paroisses esquelles il s'éte

L n'est point nécessaire que la de la confistance du fief soit détail dans l'exploit de saisse, il s soit mise au Greffe pour être décrété, & être insérée au corps Arrêt du mois de Juillet 1621.

La déclaration doit être dépoi jours après la saisse, au Greffe, & le héritiers doivent être assignés deva pour en prendre communication par eux de déclarer dans les quara à compter du jour que la déclar a été remise, s'il y a erreur fion en la déclaration, & faute le faire, elle est jugée valable, puisse imputer au saisissant, après aucunes défectuofités dans cette dé puisque le décrété à dû les réforn en avoit. Arrêt du s Avril 1677 par Balnage lous cet article. Von ticles 565, 565 & 570.

ARTICLE

Communicaaffigné

Ladite déclaration doit êt rion de la dé-muniquée au faifi ou à l'obl Fief à l'obligé à leurs Tuteurs s'ils sont Min qui doit être à cette fin doivent être affigne vant le Juge où le décret se

ARTICLE DLX

Lesquels obligé, faifi ou l

TIT. XXII. Des exécut. par décret. 287 teurs doivent en Jugement déclarer de la déclaradans quarante jours, à compter du tion en quel jour que la déclaration sera baillée, fi en icelle déclaration dudit Fief appartenances ou dépendances, ainfi à lui exhibée en Justice, il y a aucune omission ou erreur pour ôter ce qui est de plus, ou ajouter ce qui se défault : autrement à faute de ce faire dans lesdits quarante jours, sans autre fommation ni interpellation, ladite déclaration demeure valable, & le décret interposé sur icelle, sans que puis après le décrété la puisse impugner, débattre ou contredire, ni appel'er du décret pour défectuofité d'i-

(Voyez ce que j'ai dit article 364).

celle déclaration.

ARTICLE DLXVII.

Et où après l'adjudication du Fief A qui il se trouveroit aucune partie de rente la partie du feigneuriale, our quelque partie du la déclaration domaine, ou autre chose dépendant du décret. d'icelui, omise en ladite déclaration & décret, elle demeure en la propriété du décrété ou autre possesseur, tenue néanmoins dudit Fief décrété. à même fujétion qu'elle étoit ; fi mieux n'aime l'adjudicataire la mettre entre ses mains, en payant aux derniers opposans non emportans deniers. & où il n'y auroit opposans au décrété.

288 TIT. XXII. Des exécut. par déque le prix au denier vingt du revenude la chose omise, auquel cas sera remie & incorporée au Fief.

Si le rembourlement le fait fuf la vaque.

ODEFROI a pense que si l'objet chis J'dans la déclaration confistoir en m leur intrinse-maison, en un bois de haute-futeie de revenu modique, mais d'un priz confid rable, l'adjudicataire, qui voudrois le a tre en les mains devroit en payer la va intrinseque. Basnage adopte cette opinion. & il dit que ce seroit punit avec une une grande severité la faute du sais de n'avoir pas rectifié la décharation, que de réduite le taux du remboursement de la chose sur le pied du revenu.

ARTICLE DLXVIII

Et si puis après elle est décrétée ou vendue, le Seigneur du Fief décrété la peut remettre entre ses mains, en payant le prix au-devant & au préjudice de tous héritiers & lignagers, & fans pouvoir prendre treizieme pour la premiere fois,

A faculté que la Coutume accorde par s cer arricle à l'adjudicataire n'est pas perpétuelle, il doit, lorsque la chose omise est décrétée ou vendue, en faire usage dans le temps fatal du retrait, car elle n'est à propremene parler qu'une prélition féodale. mais plus étenduc que la clameur à droir de fief , puisqu'elle a l'avantage sur les héritiers de lignagers du rendeue. ประเทศเกิดดังเกรียกรับ และ

ARTICLE DLXIX.

ès les trois mois passés, les Sergens uissiers qui procederont audit dé- criées de Fiels feront trois criées par trois Dimancontinuels, issue des Grand'Messes iffiales de l'Eglise du lieu où ledit est assis, & dont il porte le nom; à le manoir fieurial seroit assis en Paroiffe que celle dont il porte m. se feront lesdites criées esdites Paroisses seulement, à chacune selles appelleront trois témoins le moins, autres que leurs Res ordinaires, auxquels ils feront r lesdites saisses & criées, comme s est dit, & mettront par affileur exploit, déclaration dudit . appartenances & dépendances, prix, aux portes des Eglifes Paroifsoù lesdites criées se feront, ou aux aux des plus prochains marchés.

(Voyez l'article (54).

ARTICLE DLXX.

t où leseites Paroisses seroient fi gnées les unes des autres, qu'un criécen diver ent seul ne pourroit faire lesdites es en un même jour, elles pourètre faites par divers Sergens en cune desdites Paroisses par trois ome II.

Forme de

Forme fes Paroisses. Dimanches consécutis, & assignation donnée à venir à un même jour après la derniere desdites criées, & que les Sergens qui feront lesdites criées ailleurs qu'en la Paroisse du manoir principal, fassent lecture sur les co pies des contrats, obligations & Sentences duement approduées e collationnées par un Notaire, Table lion ou Gressier.

ARTICLE DLXXI

Tertification: Les criées ainsi faites seront rapiles criées du portées par le Sergent à la prochaine Assis, pour être recordées par les dits Sergens en Justice, où lecture faite desdites saisses, criées, obligations, déclarations & prix; sera procédé à la certification d'icelles criées, par l'avis des Avocats affistans à l'Assis, jusqu'au nombre de sept pour le moins, compris le Juge, qui seront tenus de signer en la minure, de laquelle les Parties auront acte séparément, comme dessus est dit pour

(Voyez ce que j'ai dit fous l'article 558 & l'article 140 du Réglement de 1666 que j'y ai rapportées).

La certificagion des criées La peuvent être certifiées que par les Officiers me peut être du Siege & Avocats licenciés, & qui ne le-Juges & Avo-ront parens des Parties, suivant un Arrêt du caus licenciés. 26 Janvier 1675, rapporté par Basnage,

les terres roturieres.

ARTICLE DLXXII.

A la prochaine Assise, ensuivant la Certification, fera procede à l'inter-tion, enchere Position dudit décret, réception d'en-de Fiel. cheres & rencheres, vente & adjudication par Justice dudit Fief, au plus offant & dernier enchérisseur, au préjudice de l'obligé, saisi, & tous Tables absens & non contredisans; & dans l'Assisse ensuivant, les opposans seront tenus, comme dessus, mettre leurs oppositions au Greffe.

(Voyez ce que j'ai dit sous l'artick 559).

A LA prochaine assise. Les Assises doi- Assise se tient vent le tenir de fix femaines en fix le- de fix femaines mines , delai qu'il fans suivre scrupulense-en six semai; Dene, suivant l'Arrêt que rapporte Basna-Se sous cet article, en date du 7 Juillet 1626. Dans le fait de cet Arrêt l'affise n'a-Par été anticipée que de six jours . mais Indication faite à cette assis avoir été Ortée à un prix si bas que si elle eue subarté, les créanciers du sais auroient éprouvé ane perte infaillible.

Il se trouve cette différence entre le dé- Différence Chet des terres nobles & celui des fonds des encheres Formiers, qu'à l'égard des terres nobles on celles de Fiel. Procede à la prochaine assis d'après la cer-Enfication tant à l'interpolition du décret. Eception d'encheres & rencheres qu'à l'adjudication; maile s'il s'agit du décret d'hérita-Ses toturiers, on ne procede aux prochains

292 TIT. XXII. Des exécut. par décret. plaids depuis la certification qu'à la réception des encheres & rencheres, & ce n'est qu'aux plaids ensuivans que l'on passe à l'adjudication. Cela n'empêche pas que le décrer d'un sief ne soit beaucoup plus long que celui d'une roture, à cause des délais de l'assise. Bérault, Basnage.

Le décret Le décret ne purge point les droits réels ne purge point & hypothécaires, quand l'héritage décrété les droits réels n'a point appartenu ou n'appartient point quand l'hérita- n'a point appartenu ou n'appartient point ge sais n'est à celui pour les dettes duquel le décres a point au dé- été entrepris : ce qui a été jugé au bénéfice d'une femme dont les biens avoient été compris au décret des biens de son mari pour deues de son mari. Arrêt du 14 Mai 1619.

ARTICLE DLXXIII.

Terres rotuavec le Fief,

Si avec le Fief sont saisses terres rieres faifies roturieres appartenans à l'obligé pour être passées par décret, elles pourront être décrétées en la même forme que le Fief, sans que pour ce on puisse alléguer nullité ou défectuofité audit décret, en mettant néanmoins prix fur chacune piece en particulier desdites rotures.

Décret d'un Office attire en Bailliage celui des rotures.

B 18 Novembre 1732 a été rendu Ar-1 rêt qui juge qu'un Office de Trésoriet de France a le même privilege qu'un héritage noble, à l'effet qu'en cas de décret, il attire les rotures pour être décrétées en Bailliage, quoiqu'il y ait différence entre la licitation & le décret.

T dec

le a

ARTICLE DLXXIV.

L'adjudicataire doit tenir état de son ; enchere à la seconde Assise ensuivant judicataire l'adjudication , fi c'eft Fief noble , & Fief doit te aux seconds plaids fi c'est terre rotu- état. riere; & lors dudit état représenter les deniers fur le bureau, pour être distribués aux opposans, sans que le Juge l'en puisse dispenser, ores que les opposans le consentissent, sur peine à l'adjudicataire de payer les arrérages des rentes & intérêt des deniers au denier dix, en son propre & privé nom, jusqu'à ce que les deniers des cheres aient été actuellement garnis, fauf en cas de renchere au prohe particulier, à configner l'obli-Sation, fi elle n'est contredite, pour gent comptant, & à ces fins elle Oit être mise au Greffe quinze jours ant l'état, pour être communiquée x opposans & autres créanciers.

(Voyez l'article 577).

(Voyez article 141 du Réglement

RT. 145 du Réglement. Le Juge ne Le Juge doit pas retarder l'adjudication finale, doit pas retarder l'adjudication finale, doit pas retail n'y a opposition ou appellation. E s'il der l'adjudication, et s'il der l'adjudication, et s'il répondra en son nom privé tion, es dépens, dommages & intérêts du sais des créanciers.

Niij

294 TIT. XXII. Des exécut. par décret.

Att. 142, idem. Les exécutoires doives De l'ordre cicanciers lors payées aux créanciers qui se tronveront es de la tenue de orare, jusqu'à la concurrence de la somme de laquelle eft tenn état , sans en attendre la clôture.

De Phypo-

Arr. 143, idem. Et néanmoins en cus theque du sie de contestation pour distractions & défaite tions demandies, ceux qui ont obtenu leus exécutoires, n'en peuvent demander le paisment qu'après avoir baillé caution de les rapporter, si faire se doit.

Art. 132, idem. L'obligation du plege es éteinte quand la dette eft payée par le priscipal obligé, lequel néanmoins peut sabroger celui qui a baulé les deniers pour acquitter la dette, à l'hypotheque d'içelle, sut ses biens seulement, & non sur ceux du

plege.

Art. 149, idem. Les intérêts dis pour le reçours des artérages payés par le plege au cohéritier, ont hypotheque du jour des paismens, s'il a payé sur la poursuite du créancier , laquelle poursuite il est tenn de faire sfavoir au principal obligé, dans les fix mois & en avoir acte en Justice; autrement lesdits intérêts n'ont hypotheque que du jour de l'adion.

Art. 150, idem. Mais les intérêts des arrérages que le plege a payé volontairement, ainsi que ceux qui sont adjugés pour le retardement d'une dette, ne sont dus, & n'ont hypotheque que du jour de la demande.

Art. 151, idem. Les deniers pris en cons-Hypotheque deniers titution ayant été employés au rachat d'une donnés pour rente, les arrérages de la nouvelle confitution Facheter une sont subrogés à l'hypotheque de la rente rarente. chetée, jusqu'à la concurrence des arrérages qui en étoient aus par chacun an & le surplus

TIT. XXII. Des exècut. par décret. 295 seulement hypotheque du jour du dernier GO ntrat.

Are 134, idem. Il suffit de contrô-Les les contrats au Controle du lieu où contrôle, ezto sant passés, ou du sigu du domicile de Poblieć.

Où se fait se

Art. 199, ident. Les contrats passes kors de Normandie, ont hypotheque sur les immeu- des Les seués en Normandie, encore qu'ils ne Normandie, Soient pas contrôlés.

Hypotheque

Art. 136, idem. Toute obligation a hypo-Zheque du jour du décès de l'obligé, encore gwelle ne foit reconnue ni contrôlée.

- Art. 137, idem. L'action pour demander Les fermages a hypotheque du jour du contrat de fermage. * ** Athentique , pour vu que l'action soit intentée dans les cinq ans après le bail fini : & après Ledit temps elle n'aura hypotheque que du jour

Hypotheque.

92'elle sera intentés. Lorsque l'adjudicataire a consigné le prix Sur qui tom-

Perre; elle retombe en totalité sur les créan-cret. - sies, soit que la perte arrive par cas fortuit par l'insolvabilité du Reseveur des Consi--Suations; mais si l'adjudicataire n'a pas configné dans le temps prescrit par la Coutume, il encourt les peines que cet arricle proponce i il peur être contraint par corps de garmir 3 cependant l'intérêt qu'il est oblige de Payer du capital ne doit pas être plus fort que le denier 20, suivans l'Edit actuel.

DLXXV. ARTICLE

Les rentes seigneuriales & foncie-Rentes setont pris sur le prix dudit décres avant reizieme toutes choies.

frais du décret

296 TIT. XXII. Des exécut. par décret.

pris en privi. ege fur le prix du décret.

RT. 144 du Réglement de 1666. Le 🤰 creizieme de la vente faite avant la saise par décret, n'est pas payé en privilege, mais seulement en l'ordre & hypotheque du contrat demente.

Des choses

Les rentes seigneuriales, foncieres, le qui se préle- treizieme dû à raison de l'adjudication, sont frais du décret, pris avant les frais du décret ; la fille a pour sa dot la même prérogative, lorsque le décret des biens affectés à sa légitime est entrepris pour les dettes du frere; notre Jurispridence l'accorde à la femme sur les biens non aliénés de son mari, contre les créanciers postérieurs à son hypotheque : mais pour que les droits de cette espece ne supportent pas les frais du décret, il faut du moins s'opposer avant l'adjudication. Arrêt du premier Juin 1677.

On place sur cette ligne la demande en tiers-coutumier formée par les enfans, avec la même distinction que l'on observe à l'égard des droits de la femme ; la demande des freres du décrété aux fins de partage ou de récompense de dettes acquittées à la décharge de la succession commune; celle du vendeur pour être payé du prix du fonds, lorsqu'il est saisi réellement pour les dettes de l'acquéreur 3 celle du prêteur des deniers pour acquérir avec subrogation : les créances de cette espece ne sont pas assujetties à la

contribution aux frais du décret.

Ceux qui ont conservé le fonds en y faisant les réparations nécessaires, ou qui en ont augmenté le prix par des améliorations, sont aussi payés avant les frais de Justice; mais avec ce tempéramment d'équité qui ne permet pas d'excéder le prix des impenses ou le dégré d'utilité que peuvent en retirer le créancier & le sais.

TIT. XXII. Des exécut. par décret. 297

Il est aussi des droits qui ne sont pas encore échus au temps du décret, ou qui dépendent de l'accomplissement d'une condition;
sprès l'expiration du terme ou l'accomplissement de la condition, ils deviennent tels
que s'ils avoient été purs & simples dans leur
principe, & ils sont acquittés avant ou après
les frais du décret suivant leur nature, pourvu que la demande en protestation ait été
formée dans le temps prescrit par les Arrêts
& Réglemens.

On ne douteroit pas que les créanciers purement hypothécaires ne doivent porter les frais de décret, quand même ils n'y seroient pas obligés par une disposition de texte, puisque la vente forcée des biens du saiss leur est indispensablement nécessaire pour opérer le resouvrement de te qu'il leur doit.

ARTICLE DLXXVI.

Saisse sur saisse ne vaut rien, & saisse sursaid néanmoins où il y auroit oppositions sie ne vaut ou appellations, sera l'opposant ou appellant tenu les faire juger dans trois ans; autrement, & à faute de ce faire, & ledit temps passé, sera tiré outre à ladite exécution par décret, comme si lessites oppositions ou appellations n'avoient été interjettées.

CETTE maxime saisse sur saisse ne vaut saisselur saise rien, requiert de l'éclaircissement, dit sie ne vaut Pesnelle, ce seroit une erreur de dire qu'après avoir saiss quelques biens du débiteur, on ne peut pas faire une nouvelle saisse de ses autres biens moubles ou immeubles; il

J'ai fait mention des oppositions au décret sous l'art. 559, elles ont pour but la cassation du décret, la distraction d'un hérimet qui ne doit pas y être compris, la conservation d'un droit réel ou foncier, le paiement d'une dette légitime : Lemaître, Bruneau, d'Hericourt, ont discuté singulierement chacune de ces oppositions, on peut les consulter ; mais il faut observer qu'en Normandie elles ne sont pas toutes d'une égale utilité.

ARTICLE DLXXVIL

Obligation au décret vaut d'argent pomptant,

Si l'adjudicataire est ainé oppomon contredite sant pour obligation authentique & valable, il suffit qu'il consigne ses obligations pour deniers comptans, tout ainsi que l'enchérisseur au profit particulier ne garnit que les obligations jusqu'à la concurrence de sa renchere à son profit particulier, & doit à cette fin mettre la copie de ses lettres au Greffe, quinze jours avant l'état, pour être vue par le décrété & opposans, à la charge de représenter les originaux de l'état dudit décret, sur peine d'éviction.

> (Voyez articles 559 & 574 de la Coutume, & les articles 119 & 129 du Reglement de 1666 & l'article 528 de la Coutume).

XII. Des exécut. par décret. 299,

obligations n'étoient pas valables, n'elles fussent contestées par des sont contredia égitimes, elles ne devroient pas être tes ? u lieu de confignation. Arrêt du mbre 1661. Basnage.

Onid fl ellen

TICLE DLXXVIII.

ret ne peut être passé au préles rentes seigneuriales ou fonx anciennes, pour faire perdre foncieres es à ceux à qui elles font dues, seigneuriales qu'ils ne soient opposans audit arrérages. , mais perdent seulement les es échus jusqu'au jour qu'ils les demandés, sauf à l'enchérisfaire revenir les derniers em-: deniers_

Décret ne le

yez l'art. 538 & 263 de la Conles art. 121 & 122 du Régle-1666, que j'y as rapportés, & 138 dudit Réglement, rapporté rticle 552. Voyez aussi ce que sous l'article 3,99.).

crer ne purge point les rentes Seiriales & foncieres, le propriétaire les arrérages por le décret ou négligé de s'y opin peut être évince, il est vrai que cieres & feiaut d'opposition il perd les arrérages, gneuriales que nt dans la suite dûs que du jour de la depuis l'état. : ; on distingue au Parlement de Paris s de censives, des rentes foncieres; l'égard des rentes foncieres , die , s'apposer au décret, parce qu'els N ti.

L'adjudica?

300 TIT. XXII. Des exécut. par décra. les sont dues en vertu d'un titre particuler qui tombe en prescription.

Décret ne re hi le tierscoutumier.

Le décret ne purge point en Normandie purgeni douai- les droits réels, le douaire, le tiers des enfans, & le titre d'un Prêtre, par le défant d'opposition; mais la douairiere & les enfins sont tenus de donner caution, s'ils en sont requis, pour la sûreté du paiement du tien des dettes antérieures.

Il ne peut rentes foncie-

L'adjudicataire ne peut être force de ra-Erre force de cheter les rentes seigneuriales & foncieres, les d'autant qu'il est à la liberté du propriétaire de refuser le rachat, & qu'il n'existe pas d'action contre l'obligé pour le faire condamner à fournir les capitaux quand il n'est point chargé de les racheter. Loyseau du Déguerp. liv. 3, c. 9. Mais le créancier d'une rente constituée peut s'opposer pour le principal; le débiteur a interêt qu'il soit rembourlé, puisque ce n'est que par cette voie qu'il sort d'obligation.

ARTICLE DLXXIX.

A la défalcation qui se fera pour Comment se défalquent les rentes seigneuriales & soncieres irrarentes teigneu-quitables, estimation d'icelles sera faite au denir vingt si elles sont en . Cieres, . . . argent; & si elles sont en especes. l'altimation pour le principal sera faite fur le prix commun de cinq années dernieres réduites à une; & pour le regard des arrérages, elle sera faite sur le prix arrêté en Justice pour chacune année des arrérages qui sont échus.

(Voyez article 567).

Tit. XXII. Des exécut. par décret. 301

DAR l'art. 8 de la Déclaration du 12 Août L 1766, il est dit que : Lorsque l'adjudizaire par décret, obtiendra une défulcation Jon prix, pour raison des rentes seignenles & foncieres irraquinables, suivant fat. 579 de la Coutume, Kestimation desties rentes se fera au denier 25.

. Pour faire cette défalcation , supposons en 1762, le bled valut 3 liv. le boishie, en 1763 2 liv., en 1764 x l. 10 f. \$1765 4 liv. & en 1766 s'liv. Il faut faire it addition de ces cinq années qui revienme a 15 liv. 10 f., ensuite il faut tirer le inquieme de cette somme pour en faire la vieir commune, ce qui opérera 3 liv. 2 s. 🙀 est le taux auquel il faut défalquer la 🚾 en bled & ainsi des autres especes,

ARTICLE DLXXX.

Les Sergenteries nobles ayant Domine fieffé ou non fieffé, doivent sergenterie. tre décrétées en la forme & maniere que les autres terres nobles; & s'il A'y a Domaine, les diligences & criées su seront faites en la Paroifle du prin-≠ipal exercice de la Sergenterie, com-Dae pour les autres Offices vénaux.

C'i une Sergenterie s'étend dans plusieurs Paroisses, il faut qu'il en foit fait men- s'étend en plution dans le décret, & mettre au Greffe; la fieurs Paroifdeclaration de son district, laquelle doit tre communiquée au laifi. Arrêt du 23 Aoûr 3502, rapporté dans le Traité des Décrets. Par Forget, page 460. Voyer at, 367 de la Coutume.

Quand etc

302 TIT. XXII. Des exécut. par décret.

Offices de juLes offices de judicature ne sont point se décretent, mais on les licite devant its décretent.

Juges supérieurs qui ont reçu l'officier.

ARTICLE DLXXXI.

Décret de baLes bateaux & navires doivent être
décrétés en Justice après les criées &
proclamations faites par trois Dimanches subsécutifs sur les quais &
havres, & à l'issue de la Messe paroissiale de l'Eglise proche du lieu où
le bateau ou navire sera arrêté.

(Voyez l'article 519).

Devant qui.

I décret des bateaux, navires & gribanes qui vont en mer, se fait devant
le Juge de l'Amirauté, & celui des vaisseaux
qui vont sur la Seine se fait devant se Vicomte de l'eau. Arrêt du 10 Juillet 1670.
Basnage.

ARTICLE DLXXXII.

Après l'adjudication faite au plus temps des enoffrant & dernier enchérisseur; les créanciers ayant dettes créées auparavant la faisse, pourront, s'ils voient que bien soit, aux prochains plaids ou à la prochaine affise pour tous délais, enchérir à leur prosit particulier, & à cette sin coucher leurs encheres au Gresse, sans que pour ce faire il soit besoin d'obtenir lettres en la Chan-

TIT. XXII. Des exécut. par décret. 303 cellerie, desquelles encheres sera fait. le Eure publiquement auxdits plaids Ou affises.

Es encheres au profit commun different Ce que c'est des encheres au profit particulier, en ce qu'enchere au Que les unes, suivant le sens de l'expression, lier & comtournent au bénéfice de tous les créanciers, mun. & que sur les autres ils ne peuvent réclamer que le quart, les trois autres quarts cédant

Il doit configner l'ensemble des sommes qui viennent au profit commun, mais il suffit qu'il garnisse des obligations valables jusqu'à la concurrence des trois quarts de

l'enchere au profit particulier.

à l'avantage de l'enchérisseur.

La Coutume décide avec beaucoup de paison que la dette qui sert de base à l'en- l'enchere au chere au profit particulier, doit être anté-lier. rieure à la saisse réelle; il faut ajouter qu'elle doit être justifiée par des titres authentiques pour prévenir les fraudes, & par le défaut de justification on doit configuer au profit commun toutes les encheres sans aucune distinction; le subrogé à l'adjudicataire même dans la quinzaine & anparavant l'onverture de l'ésat est dans la même obligation, quoique le subrogé ait des créances de son chef sur le décrété. Arrêt du 30 Mai 1688.

Il est donc indispensable à l'enchérisseur au profit particulier de couvrir la totalité

des encheres au profit commun.

· Les avantages de l'enchere au profit partieulier ne laissent pas que d'être considérables, l'enchérisseur demeure adjudicataire, & dans le cas du rerrair, il est remboursé du prix de son enchere en totalité; s'il paie le treizieme à raison des trois quarts, il a son recours sur le décrété & ses héritiers.

304 TIT. XXII. Des exécut. par décret.

Elle proroge l'adjudication finale,

Il a été rendu trois Arrêts en interprétation de cet article. Le premier du 14 Juin 1657, juge qu'il n'est pas nécessaire que l'enchese au profit particulier ait été couchée au Greffe avant la séance des plaids ou de l'assic; mas qu'il suffis de déclarer & faire enregistres cette enchere lors de la séance. Le second juge que l'enchere de certe espece, quoiqu'adaptée sur une partie des héritages décrétés, doit avoir son effet pour tous les autres héritages décrétés, & qu'elle donne ouverture à toutes les encheres au profit commun, sur les héritages même sur lesquels l'enchere au profit particulier n'a point été impartie. Arrêt du premier Juin 1669. Le troisseme Arrêt en date du 7 Juillet 1676, juge qu'une enchere faite au profit particulier, en vertu d'une dette créte depuis la saisse de quelques héritages, mais antérieure au décret d'autres héritages compris au- décret, prorogeoit l'adjudication finale de tous les héritages décrétés; de sorte que d'après ces Arrêts, il suffit d'une enchere au profit particulier telle qu'elle puisse être, pour empêcher que l'acte que le Juge a donné des premieres encheres, n'ait l'effet d'une adjudication finale & définitive.

lier.

Lors de l'adjudication finale, on peut augde menter ou diminuer l'enchere au profit partiau culier ; on peut même s'en départir entiereprofit particu- ment, pourvu que l'enchere au profit commun soit plus avantageuse aux créanciers.

ARTICLE DLXXXIII.

Et aux autres prochains plaids ou cheres, adjudi- affises ensuivant, au cas qu'il n'y ait cation quand aucun qui veuille enchérir au profit état.

T. XXII. Des exécut. par décret. 305 unun après lecture de rechef faite lites encheres au profit particu-, sera procédé à l'adjudication elles, sans qu'aucun, soit l'adjutaire ou autre, puisse après être 1 à renchérir, soit au profit comou particulier, s'il n'y a queln qui veuille à l'instant & avant la 🖢 de la Jurisdiction , renchérir & vertir l'enchere particuliere au * commun, & ladite adjudicafaite, sera tenu état dans les prons plaids, si c'est terre roturiere. i la prochaine affise si c'est Fies le., fans prolongation aucune de i a nonobstant quelques lettres que pourroit obtenir.

Voyez l'article 145 du Réglement 566, rapporté sous l'art, 576).

RT. 146 du Réglement de 1666. Nul Quand n'est L'est reçu à surenchérir après la levée de Plus permis de risdiction en laquelle a été faite l'adju- mettre encheon finale, si elle n'a été faite par doi alence; & la vilité du prix, quand bien oit au-dessous de la moisié de la jube r, ne peut donner lieu à la Jurenchere. rsquala Cour renvoie devant les Juges tux, pour être faite l'adjudication finale une proclamation d'abondant ; on par cette proclamation déligner un de quinzaine pour les rotures & mois pour les fiefs, auquel temps ra l'adjudication définitive. Arrêt de ment du 24 Mars 1678. Cette protion ne se certifie point suivant l'art.

306 TIT. XXII. Des exécut. par décrei. 140 du Réglement de 1666, que j'ai rapporté sous l'art. 558.

Adjudication. d'abondant.

Basnage rapporte un Arrêt du , Août 1671, cassée, criée qui cassa une adjudication d'un office de Conseiller en la Cour, comme faite à vil prix; ce qui prouve qu'en certaines occasions la Cour casse l'adjudication, & renvoie en faire une nouvelle après une proclamation & cne d'abondant : cependant les cas d'exception font fort rares, ce que l'on peut pratiquer alors, c'est que quand la lézion énorme el constante, le moindre défaut doit donner ouverture à la cassation du décret,

Ce que doit enchérit au lier.

Celui qui veut enchérir à son profoire celui qui fit particulier, doit laisser la quaprofit particue trieme partie au profit commun , & tenir état, comme dit est, auxdit plaids ou assisses, & à faute de ce faire, sera évincé & condamné par corps, aux dépens, dommages & intérêts, même à la folle enchere, tant envers le décrété que les opposans, pour la liquidation de laquelle sera procédé à nouvelle proclamation auxdits plaids ou affises.

Si une en- T'ENCHERE étant désavouée, on se rechere est désa- Lu tourne point sur le précédent enchérisseur: va pas sur le Arrêr du 16 Décembre 1604, si ce n'est du précédent en- consentement de l'enchérisseur & des créanchérisseur, ciers. On l'a jugé de cette maniere par Arrêt mais on pro- du 28 Juin 1646; mais la Cour ajouta: fans cede à la puà tirer à conséquence; aussi Basnage dit que solle enchere. dans le fait on remarqua de la collusion enTIT. XXII. Des exécut. par décret. 307 tre le dernier adjudicataire & le saisi; car fans cette circonstance il tt été injuste d'enlever au décrété l'espérance de voir ses fonds portés à un plus haut prix.

Lorsque l'adjudicataire ne garnit pas, on Ce que c'est Procede à une nouvelle adjudication à sa folle que folle enenchere, c'està-dire, que si les fonds exposés chere, comca décret sont passés à un taux inférieur à ce- der. thi de son enchere, il est condamné & par corps à fournir le surplus, & aux dépens,

dommages & intérêts des créanciers. Yoyez Fart. 574.

Une femme mariée, ni une fille, ne de-Vroient pas être contraintes par corps, pour l'adjudication & enchere par elles faite, faute de configner, suivant l'art. 8 du titre des contraintes par corps, de l'Ordonnance de 1667. La question a été diversement jugée, & le parti le plus sûr, depuis l'Ordonnance, Ceroit d'obliger les femmes qui enchérissent de donner caution.

Basnage rapporte un Arrêt du 27 Juillet 1638, qui juge qu'il n'est point dû de trei- enchere treizieme. zieme de la folle enchere; c'est une peine imposte, & non une partie du prix de la chose.

Si la follé

ARTICLE DLXXXV.

Et quand l'héritage est décrété pour Quand on est dette ancienne due par autre que par requaenchérir le possesseur, les créditeurs ne seront au prosit partirecus à renchérir à leur profit particulier, si leur dette est postérieure de Pacquifition par lui faite.

A raison de cet article est sensible, dit ⊿Basnage, celui qui a vendu ses fonds n'a pu l'affecter aux dettes qu'il a contractées

ARTICLE DLX

Les adjudicataires par Originaux des diligences meureront faisis des origina du décret à gences du décret, s'ils v qui demeurent. laissant au Greffe copies of prouvées. Ne seront tout dix ans après l'adjudicatio ter lesdites diligences, les meureront pour constan qu'elles seront énoncées d cret.

de les repréception.

L'adjudica- BASNAGE rapporte un Arraire déchargé Bqu'après dix ans les créanc senter après plus obligés de reptésenter dix ans, Ex- d'une contumaçe d'héritiers pieces en vertu desquelles l'on le profit. Arrêt du 10 Décembre

Décrétant

Un décrétant est garant de doit suppléer d'un décret, de sorte que, fi les frais du den'eft fuffilant, fuffilant pour payer les frais décrétant feroit obligé de delli

ARTICLE DLXXXVII.

Et quand il ne se présente héri- Forme is de l'obligé, la forme est de sommation en re les ajournemens & exploits aux il n'y a hérintiers en général, à squvoir que tiers de l'oblihuistier ou Sergent sera, tenu en Be. emier lieu se transporter en la maia & domicile où réfidoit le défunt is de son décès, & illec, ensemble voifiné & à l'issue de la Grand'-Me Paroissiale, à jour de Dimane, de la Paroisse où sera assis sedit micile, faire perquifition sommai-, pour sçavoir & entendre s'il y m aucune personne qui se veuille le ou porter héfitier dudit défunt; faucun ou aucune est trouvé, qui le veuille dire ou porter, lui sera ine assignation à comparoir parde-L'le Juge, à certain, bref & com-Heu, & lequel jour sera désigné l'exploit; & s'H n'est trouvé aume personne qui héritier se veuille ne & porter, ajournera ledit Huistou Sergent, les héritiers en génél, en parlant aux personnes, si aurésidens audit domicile, sinon dit Voisiné, & à l'issue de la Grand'. esse Paroissiale à jour de Dimanche, comparoir au lendemain du quattieme jour prochain en suivant le-

cès-verbal & du mande Huissier ou Sergent sera cher par placards les co à l'huis ou porte dudit de l'autre à la porte de la Paroissiale, afin que lesd foient notoires, & qu'a fonne n'en puisse ignorer emporter profit contre 1 en général, il faut deux dé le second sera de trois se par intimation, le jour d non compris, pour le pro sera passe outre à la saisse du décrété, & à l'interposi cret , état & affinement d

procéder par

CET article trace au saisissa conduite qu'il doit tenir po contumaceaux dre le décret. Lorsqu'il ne se p fins de saisse héritier de l'obligé, il faut sui ment les dispositions qu'il renfer pas affez de contumacer les hé remplir pac les formalis

T. XXII. Des exécut. par décret. 311.

Il ne suffit pas d'un simple défaut obtenu Il faut suivre tte les héritiers en général, sur un pre- les formes de itte les heritiers en general, sur un pre- la Coutume & rajournement; mais pour emporter pro-réajourner en il faut deux defauts, für deux exploits decrets, perquisition & d'ajournement, dont le mier doit être à comparoître au lendemain quarantieme jour, & le sécond aux trois Mines. Arrêt de l'an 1678, rapporté par inge. Dans le fait les Juges du Pontemer avoient donné une Sentence de immace contre les héritiers en général, u le profit d'un seul défaut, & en vertu ceus Sentence on avoit procédé à la saianz crices; les Juges sur l'appel armentoient de l'Ordonnance, qui défend les fournemens, par l'art. 2 du tit. 5, & ticle 5 du tit. 11. Mais on réponp que des Déclarations postérieurement mées en interprétation de l'Ordonnance de l'Edit du Contrôle, portent que les pies de saisse réelle & criées ne sont **les d**ispensés des formalités de la Cou-🏬 Par l'Arrêt la sommation en décret sessée, & tout ce qui avoit été fait en Equence, avec restitution de fruits. Après l'an & jour de la date du défaut Arrète sur les

contumaces.

11660.

٠.

ARTICLE DLXXXVIII.

Quand celui que l'on veut faire Ajournement hvenir & ajourner est demeurant lie hors Proes le pays de Normandie, l'ajour-vince, ment doit être fait sur le lieu conutieux en action réelle où dépendant de réalité, lequel doit être rapporté à jour de Dimanche, & fignifé par le Sergent à haute voix, issue de la Messe Paroissiale; & en ce cas doit y avoir quarante jours d'intervalle depuis le jour de l'exploit & publication faits jusqu'au jour de l'assignation, le jour de l'exploit non compris; & les dits quarante jours révolus & passés, & non plutôt, peut être donné désaut en jugement contre celui qui n'auroit domicile au pays de Normandie, & qui seroit absent.

(Voyez l'article 485).

Sommation au fermier détenteur n'est hors Province fut jugée nulle, quoiqu'elle eût été faite au fermier des terres obligées: Basnage sous l'article précédent.

ARTICLE DLXXXIX.

Cas d'ajour. Si la Partie principale est ajournée nement à Avo- en l'introduction de la cause, & que cat & Procu- son Avocat & Procureur s'est présenté en Cour, il suffit ajourner lesdits Avo-

en Cour, il suffit ajourner lesdits Avocat ou Procureur en tous les actes & procédures qui se font en ladite cause, fors en faisant l'enquête & production de témoins, qui se fait hors le lieu de la Jurisdiction, auquel cas la Partie doit être ajournée à personne ou domicile.

ARTICLE

RTICLE DXC.

fi la Partie n'a domicile audit , il suffira d'ajourner l'Avocat ou neur qui aura occupé dans la en lui baillant délai compésour le faire sçavoir à sa Partie.

l'on applique ces deux articles au déz & vente forcée des biens-fonds , ils sent pas de renfermer une maxime ale; tout oppolant, luivant l'art. 360 Contume de Paris, doit élire domians le lieu où se poursuit le décret, ans doute que le décrétant y puisse ous les exploits tendant à la perfection cret; le même article dispose que ces iles élus ne sont révoqués ni par la du Procureur constitué, ni par celle iz chez lesquels il a été établi. Voyez ommentateurs de Paris sur cet article.

RTICLE DXCI.

où l'Obligé seroit Mineur d'ans, en décret, à fit sommer le Tuteur de bailler qui se fait en meubles exploitables pour le cas de Minent de la somme, sans faire neurs. perquifition de biens dudit Mi-, finon que le Tuteur est tenu. e jours après la sommation, r état abrégé de ce qu'il doit à son ur, à peine de répondre de tous nages & intérêts, tant du Mime II.

Sil faudroit leur en faire établi

agir contre lui.

Il n'est pas nécessaire que le sai tende la reddition du compte, il saisir après la quinzaine, si le comp été rendu. Basnage rapporte même qui a jugé valable une saisse sait quinzaine; mais le Tuteur, lors sie, déclara n'avoir point de denitenans au Mineur.

ARTICLE DX

Cas où le Et au cas que le Tuteur fû
Tuteur est redevable, est tenu l'autre q
trouvé redevaaprès représenter les deniers o
le.
à son Mineur, autrement à

à son Mineur, autrement à ce faire, & icelui temps pai faire autre sommation, le peut faire faisir les héritage tenans audit Mineur, & iceu

TIT. XXII. Des exècut. par dècret. 315 ou qu'il ne l'eût payé dans ledit temps.

(Voyez art. 349 & 481).

DAND le bien d'un Mineur a été aliéne par son Tuteur, sans formalités de neur Justice & lans utilité, il n'est point be- sans forme ni soin que le Mineur prenne de lettres de resti- nécessité, le when; il peur se pourvoir par lettres de loi ap. Mineur y renpurate, Arrêrdu mois d'Août 1626. Basnage. re par Loi ap-

ARTICLE DXCIII.

Ka discussion de biens meubles, les Endiscussion deniers seront distribués aux créan- de meubles . ciers selon l'ordre de priorité & sont payes suipoliciorité, & le premier arrêtant vant la date de aura les dépens de ses diligences, pre- que, les frais au mier & au-devant des créanciers.

premier lailif-

÷\$.

(Voyez article 97 de la Coutume. Voyez austi ce que s'ai dit sous l'areicle 574).

Ous distinguons trois sortes de créan-ciers, les créanciers privilégiés, les chanciers hypothécaires, & ceux qui n'ont Privilege ni hypotheque, qu'on nomme prographaires; les créanciers privilégiés ont toujours colloques les premiers; les uns seut privilégies sur les meubles, les auares sur les héritages; on estime la valeur de privilege par la nature de la cause; en matiere d'hypothèque les plus anciens vont devant, qui prior est tempore potior est jure. Les chirographaires concourent entr'eux. La 316 Tit. XXII. Des exécut. par décret. subrogation met à la place du créancier ce-

lui qui succede à ses droits.

Le créancier d'une succession peut demander la féparation de biens contre le créancier de l'héritier, & le créancier de l'héritier jouit du même avantage. Un Arrêt du 10 Mai 1766 développe le principe. Un pere meurt, laisse une terre chargée de la dot de sa femme & d'autres dettes passives; fon fils accepte la succession, & en jouit pendant plusieurs années ; il jouit en outre d'un bien qui lui appartient à titre particulier, & il est en même-temps débiteur & créancier de la dot de sa mere ; un créancier de la succession saisit en décret le bien du pere & celui du fils , il ne saisit pas la dot , parce qu'elle dormoit en la personne du fils. A l'état du décret le créancier personnel du fils, antérieur à l'adition d'hérédité, demande la séparation des biens du pere & des. biens du fils , sur le fondement qu'il doit être payé sur les biens du fils par préférence au créancier du pere, qui n'a hypothèque fur ces biens que du jour du décès du pere. Par l'Arrêt on ordonna non-seulement la séparation des biens réels, il fut encore jugé que le créancier du fils seroit payé sur la dot de la mere par préférence au créancier du pere, même en exemption des frais de décret.

ARTICLE DXCIV.

Devant qui Les décrets d'héritages & choses se font les dé-immobiliaires ne pourront être pourfuivis, faits ni passés pardevant aucuns Juges extraordinaires, ni même TIT. XXII. Des exécut. par décret. 317 les Elus, ains feulement pardevant les Juges ordinaires, sur peine de nullité.

AR Arrêt du Conseil rendu le 26 Janvier 1761, sur un Réglement de Juges, il à été décidé qu'une demande en distraction de fonds formée à un décret n'est point évocable. Un Huissier du Châtelet soutenoit la validité de l'évocation.

Indépendamment de cet article, la Cour des Aides de Normandie s'est fait attribuer la connoissance en premiere instance des décrets qui se font à cause de deniers dûs pour Aides, Tailles, Gabelles & Droits

Royaux.

ARTICLE DXCV.

Exécutoires de dépens en Normandie prennent hypotheque du jour de l'introduction du procès, les non de la condamnation pour les Jugemens donnés audit pays de Normandie.

A Rt. 1148 du Réglement de 1666. Les De l'hypodépens des procédures faites pour recoutheque des déver le paiement d'une dette; n'ont pas l'hypotheque de la dette; mais feulement du jour
de l'action, à la réferve des frais du faissfant, qui sant psis en privilege sur les choses saisses.

Poyez ce que j'ai dit art, 574.

Balnage rapporte un Arrêt du 7 Décem- Quid de bro 1683,, qui jugo que les dépens d'une celle des Juge-inftance! poutée d'abord au Conseil - Privé l mois rendus n'avoient bypothèque que du jout de la con-die?

leur faire perdre un avantage de la loi de leur domicile.

Notre Jurisprudence est en contraire à l'art. 53 de l'Ore Moulins, qui n'accorde hypothe Jugemens que du jour de la con il est conçu en ces termes : D en l'instant de la condamnatio dernier resson, & du jour de l tion, sera acquise à la Partie a theque sur les biens du condamn fet & exécution du Jugement o lui obtenu.



ARTICLE DX

varech, ce Sous ce mot de Varech gaives, font comprises tou

TIT. XXIII. De Varech. 319
rue par nos Auteurs, sans précision à cet
égard, & qu'il reste encore douteux si l'herbe nommée Varech a donné le nom aux
débris jettés par la mer, ou si ce sont les
éthris qui ont donné le nom à cette herbe.
Je trouve dans le Manuel Lexique, imprimé en 1750, que Varech est détivé de
l'Anglois, & que le mot signise naufrage,
éthris.

ARTICLE DXCVII.

La garde du Varech appartient au Seigneur du Fief sur lequel il est trouvé, sans qu'il le puisse enlever ou diminuer aucunement, jusqu'à ce qu'il ait été vu par la Justice du Roi.

DAND on consulte les monumens du moyen âge, on remarque des loix qui permettent aux habitans des côtes de mettre en esclavage tous les malheureux qui venoient y échouer ; l'usage de s'emparer des effers de ceux qui avoient fait naufrage, & de les confisquer au Seigneur de la terre où le navire écon jetté, parost avoir ésé universellement établi; notre Courane a remédié à cet abus û contraire à l'humanité: l'Ordonnance de 1681, Tit. des Naufrages, arc. 3, enjoins aux Seigneurs & habitans d'avertir les Officiers de l'Amirauté. de visiter les effets naufragés avant que de les déplacer; & suivant l'art. 4, ils sont tenus, en attendant l'arrivée des Officiers, Wen empêcher le pillage.

320 TIT. XXIII. De Varech.

ARTICLE DXCVIII.

Seigneura la La Justice, après visitation duegarde du Va- ment faite, doit laisser le Varech au Seigneur du Fief; & au cas qu'il sut absent, & qu'il n'y eût homme solvable pour lui, doit être baillé à perfonnes solvables pour le garder par an & jour.

Garde Varech.

du S 1 le Seigneur ayant droit de Varech laisse enlever les marchandises échouses sur la Seigneurie, if en est responsable, & dans le concours de plusieurs Seigneurs l'obligation est solidaire 3 ainsi jugé par Sentence de l'Amirauté de Rouen du 22 Novembre 1608 e elle enjoint en outre aux Seigneurs de les mettre en bonne & sûre garde, après un inventaire fait par autorité de Justice, à peine de répondre des intérêts des parties. Bérault.

ARTICLE DXCIX.

Le Varech Si c'est chose qui ne se puisse garpeur être vendu der long-temps sans empirer, elle sera l'il périssoit à être gardé en vendue par autorité de Justice, en essence, retenant marque & échantillon d'icelle pour reconnoissance, & sera le prix baillé ainsi que dit est, pour être gardé comme la chose même.

> (Voyez Ordonnance de la Marine, titre des Naufrages, art. 15 & 16).

ARTICLE DC.

Si dans l'an & jour le Varech est réclamé par personne à qui il appartient, il lui doit être rendu, en payant les frais raisonnables faits pour la garde & confervation d'icelui, telsque Justice arbitrera.

: (.Voyez Ordonnance de la Marine. tiere des Naufrages, articles 19, 27 &·28).

A Loi Romaine, 2. Cod. de Naufr. s'ex-A prime comme notre Coutume. Si per nes gligentiam prafinitum anni spatium claudatur, supervacuas, seras que interpellationes emento **anno** placuit non admitti.

ARTICLE DCI.

Et où aucun ne se présentera dans Pan & jour pour le réclamer, le Varech appartient au Seigneur, sans. que puis après il en puisse être inquété.

B s Commentateurs ont pris occasion due 🛦 Varech de traiter du Vraich ou Varaich 🜊 quoique ces deux objets n'aient entr'eux aucun rapport.

' Ees Seigneurs' ne peuvent empêcher les Viage laboureurs de prendra des herbes nommées l'herbe nom-Vraich, & de les porter fur leurs ferres pour mée Vraich, permile au ter engeailles Amerika 18, Mai 1624; autre laboureure

322 TIT. XXIII. De Varech. du 14 Décembre 1633. Voyez l'Ordo de la Marine, tit. de la coupe du Vai

ARTICLE DCI

L'or & l'argent, en quelqu'e qu'il foit, en vaisseaux, monne en masse, pourvu qu'il vaille s vingt livres, chevaux de fervice. chiens, oifeaux, ivoire, corail rerie, écarlate, le vair, le gris peaux zebelines, qui ne font e appropriées à aucun usage mes, les trousseaux de draps e liés, & tous les draps de foie er & tout le poisson royal qui vient en terre fans aide d'hon appartient au Roi, en quoi comprise la baleine; & toutes choses appartiennent au Seigne Fief.

A Courume fair en cet article un particuliers; parrage fort inégal, con bien observé Basnage, puisqu'elle a au Roi tout ce que le Vanech peut pude plus utile & de plus précieux; ma Réformateurs n'ont fair autre chose endroit que de transcrire l'ancien Cour ce qu'il accordoit aux Dues de Norm la nouvelle Courume l'accorde au Roi

ARTICLE DCI

Les chofes gaives font, quin

TIT. XXIH. De Varech. appropriées à aucun usage d'homme ne réclamées par aucun; & doivent être gardées par an & jour, & rendues à ceux qui feront preuve qu'elles leur appartiennent.

ous appellons chofes gaives les objets monnuyé troudélaissés , abandonnés , & que les au- vé , à qui aptres Coutumes nomment épaves, les habits, partient bagues, chaînes d'or, les diamans montés, même l'argent monnoyé, que l'on trouve sans fouiller, ne sont pas dans le nombre des chofes gaives, ils appartiennent à l'inventeur. Bérault & Bainage.

ARTICLE DCIV.

Les choses gaives trouvées appar-Chofer gali tiennent au Seigneur de Fief, & se- ves, à quiront gardées par lui, fon Sénéchal, Prévôt, Procureur ou autres Officiers. par an & jour.

) A S N A G E remarque fort judicieulement Que le délai d'un an est trop long à l'egard des bestiaux, done la valeur se consume en fourriere : il seroit en effet plus équitable d'affujettir le Seigneur à des proclamations réglées, après quoi l'animal égaré lui appartiendroit.

ARTICLE DCV.

Nul ne peut retenir les choses gai-Combien ves plus de fept jours; ains les doivent gardées. rendre au Roi ou au Seigneur à qui

324 TIT. XXIII. De Varech. elles appartiennent, sur peine de l'amende.

La Coutume femble moins favorifer à maître de la chose que le sisse gneur, puisqu'elle leur attribue l'amende, dans le cas où la chose seroit retenue plus de ser jours : on peut cependant dire que se maine a une adresse certaine sur le receveur du Domaine, ou le Seigneur de Fief.

ARTICLE DCVL

Celui qui affirme la chose prise comme gaive lui appartenir, comme son bœuf ou son cheval, la doit reclamer dans l'an & jour, & prouver qu'elle lui appartient, autrement demeurera au Roi.

I a chose gaive ne demeure au Roi que quand elle est trouvée sur son domaine.



TITRE XXIV.

DE SERVITUDES.

Diffinction les fervitudes.

L'a fervitude, telle qu'elle doit être enternance du ce titre, est un droit qui assuje est un fonds à quelque service pour l'usage d'ana autre sonds, qui appartient à un autre maître.

Les servitudes sont comprises sous des especes générales, les unes sont d'une no sité absolute, les autres sont établies pu une plus grande commodité.

TIT. XXIV. De Servitudes. 325 Toutes les servitudes sont pour l'ulage s mailons & autres bâtimens, ou pour alage des autres fonds, comme prés, teres, vergers, jardins & autres, foit qu'ils pient fitués dans les villes ou à la cam-

Le droit & l'usage de la servitude se regle par le titre qui la constitue ; c'est le titre qui détermine ses bornes & son étendue; cependant si la maniere d'en user est incertaine, on a recours aux Experts, dans les cas qui peuvent dépendre de leur art. Extrait des Loix

civiles ...

ARTICLE DCVIL

Droiture de servitude de vue . Point de Egonts de maisons & autres choses vitude sans semblables, par la Coutume générale de Normandie, ne peut être acquise Par possession ou jouissance, fût-elle de cent ans, fans titre; mais fa liberté le peut acquérir par la possesfion de quarante ans continuels, contre le titre de servitude.

(Voyez l'article 186 de la Coutume de Paris). I me much serely their apparent de care como "Avecent sucero divite su

TET article renferme deux dispositions également intéressantes, l'une décide la célebre question si la prescription est un titre valable pour acquérir les servitudes l'autre présente une maniere de se libéres des servitudes légitimement établies.

On dit dans prefque tout le Pays Coursmice , nulle fervieude fans titre par conit ;

TR11/8+

WENT AND

326 TIT. XXIV. De Servitudes.

quelque déférence que nous ayons pour postession , elle n'a , suivant notre Jurispre dence, aucun crédit en matiere de servitude quand elle remonteroit au delà d'un fiecle par une continuité d'actes non interrompus elle ne prévaudroit pas sur la liberté du fonds réclamée par le propriétaire, à moins qu'elle ne fût du moins appuyée fur des

utres déclaratifs du titre originel.

Quoique la Courume ne cite que la fervitude de vue, égouts de mailon, & autres chofes semblables, il ne faut pas induire du texte que les servitudes d'une autre efpece foient subordonnées à la loi de la prefcription, de maniere qu'on puisse être autorifé à les exerces fur le fonds voifin , par le feul effer du laps de remps ; car par Arrêt sendu les Chambres affemblées le 13 Juin 1611. rapporté par Bérault & son Observateur derniere édition, il a été jugé que le statut négatif de l'art. I de ce titre ne s'étend pas moins aux fervitudes rustiques qu'aux fervieudes urbaines.

bytere lans ti-

Gros déci- Arrêt du 3 Février 1733, qui décharge un ne Curé de la communauté qu'avoient en les de- gros décimateurs d'une grange fituée dans mander l'usage la cour du presbytere ; quoique cette comfituée dans la munauté fut prouvée être sublistante depuis cour d'un Pref- plusieurs siecles, on conclut de ce que la grange étoit placée dans un lieu où les gros décimateurs n'avoient aucun droit, que la communauté ne pouvoir être qu'une ferviaude qui avoit besoin d'un titre qui leur manquoit.

Par autre Arrêt du 11 Juillet 1761, il a the ne s'ac- été jugé que le droit de pêche, prétendu par quiere lans ti- un vaffal dans une riviere enclavée dans un fief, est un droit de servitude qui doit être justifié d'un titre propre à obliger le Seigneur.

TIT. XXIV. De Servitudes. 327 Les Arrêts développent le sens du texte, s'il pouvoit présenter quelque obscurité; cependant il faut l'entendre avec l'interprétation de Dumoulin, dans sa note sur l'artiele 230 de la Coutume de Blois, titre 21: appliquez, dit-il, la Coutume au fimple égour, qui n'est pas inhérent & atraché au fonds du voisin, soit qu'il ait sa pente sur ce fonds, ou qu'il ne l'y air pas; mais il en est autrement lorsque l'égout est incorporé au fonds du voifin , qu'il est visiblement édifié fur ce fonds, ou qu'il y a sa base & y repose. Intellige de simplici stillicidio in area. id est non quiescente in fundo vicini, five pendeat supra fundum vicini, sive non pendeat, sed in illud stillat : secus ae incorporato, & inadificato visibiliter, vel quiescente super fundo vicini per leg. in vendendo D. de contrah. vend. & empt. La distinction de Dumoulin a été adoptée parmi nous ; on a jugé par Arrêt du 13 Juin 1742, que l'existence d'un tarmier n'est pas un titre sufficant pour actribuer le fonds fur lequel il combe à celui qui le possede, quelque long-temps qu'il se soit écoulé depuis que le larmier fublifte; il ne résulte du larmier, ainsi pendant, qu'une servitude qui ne peut s'acquérir sans tiere. Pesnelle rapporte un Arrêt sans date, par lequel il fut jugé qu'une chausse de cloaques . bâne sur la cour dépendante de la maison du voian, n'étoit point une fervitude, mais un droit de propriéré qui n'avoit pas besoin de titre. Cet Auseur présume qu'il faudroit dire la même chose d'un acqueduc bâti sur le fonds d'autrui, pour la conduite des caux, & qu'un sel ouvrage qui fair partie du fonds, attribue

on peut prescrire,

une véritable possession en vertu de laquelle

328 TIT. XXIV. De Servitudes. héritages de ses voisins, sans aboutir à chemin, peut contraindre un de ses voisins de lui donner passage pour enlever ses fruits & exploiter son héritage par l'endroit, le moins incommode, en le dédommageant, Ce défintéressement se payoit autrefois en argent & par évaluation; la Jurisprudence a changé, celui qui exerce cette servinde forcée sur le fonds de son voisin doit faire une rente équipollente au dommage qu'il cause, tant que la servitude subsiste. Arrêt du o Mars 1736, rendu au rapport de M. de. Marolles.

Le propriétaire d'un héritage insérieur sit Le propriébent s,en fet-

vir.

la obligé de recevoir l'eau qui du fonds supésource de l'eau rieur coule dans le sien : il peur cependant le servir de l'eau pour son usage, mais il n'a pas la faculté d'en arrêter ou détourner le cours ampréjudice de ceux qui ont des héritages au dessous, & contre la Coutume ancienne. Mais lorfou'il se trouve une fontains on une founceidans un héritage , il sil permit à celui, qui en a la propriété de disposer à son gré de l'eau qui en provient, même à l'exclusion des propriétaires des fonds inférieurs qui ne peuvent opposer la prescription ni le le long wage contraire,

L'exemption de la servitude s'acquiert en Normandie par quarante ans . on plutôt le droit de l'envirade est anéanti, par le non ulage pendant un pareil espece de temps. ..

Quand la servitude ne consiste qu'en simple faculté, la preseription de l'exemprion ne commence que du jour de la contradiction, c'est-à-dire, du jour que l'on a fair quelqu'obstacle à l'exercice de la servitude ; ainfa vous avez le droit d'exhausser votre maison. je m'y oppose, la prescription commence Citi nacital of the second of the size of

.XXIV. De Servitudes. vitudes se conservent contre la n par l'ulage qu'en font les possesu du maître, comme les fermiers, , usufruitiers; & si une servitude our l'ulage d'un fonds commun , la possession d'un seul la conere pour tous, car c'est au nom dit Domat, qu'il possede,

TICLE DCVIIL

nque a le fonds peut faire Celui qui edifier dessus & par-dessous batir, &c. éritage, & y faire puits, autres choses licites, s'il n'y au contraire.

rticle, qui est mis au rang des regles roit François, par tous les Auteurs aitent, s'exprime ainfi en termes jus est solum, ejus est usque ad ais quelque étendue qu'elle patoisse eut être non-seulement restreinte par ations, mais par des Réglemens de oduits pour la commodité publique. ivient dans la plupart des Coutues servitudes apparentes ne se pur- purge les sers t par les décrets, quoiqu'il n'y ait tudes. ppolition formée, parce que l'état & la science de l'adjudicataire. lis, équipollent à opposition; mais un autre jugement des servitudes & les Jurisconsultes estiment que position elles se purgent par le uet & Brodeau, tit. 8, n. 1. Bou-. 5, n. 1. La question est en Nor-

ort délicate, le décret ne s'y fair préjudice des droits réels & fon-

Si le décr

330 TIT. XXIV. De Servitudes.

ciers, & l'opposition pour conserver n'y est pas nécessaire ; d'ou l'on peut conclure que les fervitudes étant des droits réels, ne se purgent pas par le décret, foit qu'elles foient visibles ou latentes; la cause s'étant présentée en Grand'Chambre a été appointée.

De la fervid'echelle.

Lorsque la maison borne tellement le voitude du tout fin qu'il n'est pas possible de placer des alliers & échelles pour réparer, ce voifin est obligé de souffrir le tour de l'échelle, en le défintéreffant & réparant les pertes & dommages qu'il auroit pu en résulter. Arrêt du 4 Août 1614, rapporté par Godefroi, sous - l'art. 607.

A quelle difbres !

Basnage traite ici plusieurs questions relatance de son tives aux arbres & à leurs plantations, aux voisin peut-on distances du fonds voisin qu'on doit observer en les plantant, au cas où l'on peut les ébrancher ou élaguer, elles sont décidées par un Reglement du 17 Août 1751 , infere dans un des volumes du Recueil des Edits, Arrêts & Réglemens de cette Province.

bent fur ke fonds voifin.

A qui appar. Le même Auteur rapporte un Arrêt du 2 Août tiennent les 1669, qui juge que le voilin peut avoir à lon fruits qui tom- benefice les fruits qui tombent fur les heritages , d'un arbre voisin ; parce que ce voisin pouvant obliger le propriétaire de l'arbre de couper la partie qui s'étend fut son fonds, il doit avoir les fruits pour l'indemnifer de la perte que lui cause cet arbre.

voifin.

Des bran- Si les branches d'un arbre s'étendent for ches d'arbres le bâtiment du voifin, il peut demandet qui s'étendent que l'arbre foit coupé par le pied ; mais fi & fonds du elles s'étendent feulement fur un héritage ou il n'y a point de bâtimens, le voisin peut seulement demander que les branches soient coupées à quinze pieds de terre. Voyez Denifard & la Combe , verbo. Arbres. Art. 5 du Réglement de Rouen, du 17 Août 1751.

ARTICLE DCIX.

En faisant partage & division entre Des servitu-cohéritiers ou personniers de chose desentrecohé-ritiers, si elles commune , dont une partie fert existent fans à l'autre, les vues & égouts demeu-qu'elles soient rent comme ils sont lors du partage, si partages. par les lots & partages il n'est expresfément dit du contraire.

(Voyez article 621. Voyez aussi article 353).

L des vues & égouts, on ne doit pas en étendre la disposition aux autres servitudes comme de passage ou droit de puiser de l'eau, dont un des copartageans ne peut faire ulage fur le lot de l'autre, si ces servitudes n'ont été recenues & mentionnées aux lots. Basna-

ge , Godefroi & Bérault.

Les servitudes stipulées dans les partages doivent être clairement exprimées, & ne s'étendent pas d'un cas à un autre. Bérault nous a transmis sous l'art. 353 de la Coutume une espece particuliere, qui prouve la certitude du principe : un frere avoit stipulé dans les lors le droit de faire cidre au pressoir échu à son frere par le partage ; ce frere n'ayane recueilli aucuns fruits fur les fonds provenans de la succession commune, en acheta de quoi faire fix tonneaux qu'il voulut faire braffer au prefloir de son frere; celui-ci s'y opposa, & prétendit que la servitude n'étoit due que une pour les fruits provenans des fonds de la cohéridité cependant il fut dit à tort son op-

332 TIT. XXIV. De Servitudes. polition; par Arret du 15 Janvier 1610, la Cour fe détermina sur ces deux circonstances qu'il n'avoit pas été recueilli de fruits sur ces fonds héréditaires, & que la quantité de cidre à braffer n'excédoit pas la provision or-

mailon commne.

dinaire du coheritier. Il peut naître, dit Basnage, des difficuld'une tés sur le fait des réparations d'une maison qui aura été divilée entre plusieurs tohésitiers. Il est d'usage que chacun entretienne la portion qui lui appartient ; celui qui a la partie inférieure , les murailles & le premier étage, & celui qui a le dessus, le comble & in convenure : mais fi les murs viennent à manquer sans la faute de celui qui possede le bas, ils doivent être reconstruits à frais commune parries propriétaires, parce que le partage est considéré moins comme une division effective du domaine de la chose, que comme un arrangement pour la facilité de in fouiflaters of 50. 121) | Energy will be suite he de l'angrant av lervincier nicce

ARTICLE DCX

mitoyen.

Mur quand Tout mur & parol auxquels font construits armoires, fenetres ou corbeaux., attribuent le mur à celui du côté duquel sont lesdites armoires ou sonêtres y finon en cas qu'il s'en trous vât des deux côtés , auquel cas ledit mur est censé mitoyeni

Possé, moyen Dya R. Parti a de la Contume locale de de justifier à Vernon ; il este dis ique!: La plante; qui il appar- nouve bu foste de foste upparcient à celui de etce duquet elle est jercée le planten, s'il n'y a ritre y dotneron pufftflois amebatquire aft.ciefs

4 7 7 70 200

TIT. XXIV. De Servitudes. 333 n usage général en la Province, que le fossé A censé appartenir à relui du côté duquel est jet de la terre; & lorsque le jet est des cotés , le fossé est déclaré commun. mer ce que j'ai dit art. 83.

ARTICLE DCXI-

Be-tout mur mitoyen chacun des Usgedumur Wifine: auquel il appartient, peut mitoyen. hider & percer ledit mur tout outre. Maruffeoir ses poutres & sommiers, bouchant les pertuis, même pour Hebir les courges & consoles des chefinées à fleur dudit mur; & est tentr edifiant le tuyau ou canal de lacheminée, laisser la moitié dudit entier, & quatre pouces en oure pour servit de contreseu; & ne Quera le voisin mettre aucuns somen contre ni à l'endroit de ladite minée qui aura été premierement tie.

ARTICLE DCXII.

En tout mur mitoyen, le voisin ne Ce qui est eut, sans le consentement de son mus mitoyen, Ce qui est Oifin faire vues, ne contre icelui aire égouts ou cîternes : ne peut aussi hausser en son intégrité, mais bien Pourra aider de ladite moitié, & hausser, si ainsi de que le mur soit Mez fort & épais pour commodé-

ment porter la structure & servitudes, choses pour lesquelles il est haussé

Loi défend toute entreprise l'achose commune, sans l'agrément concert de ceux qui y ont droit. communi nemo dominorum jure fucere quam alteri invito potest. Leg. Sabinus comm. divid. C'est d'après cette Loi, o par la raison, que notre Coutume intau voisin de faire des vues dans le mitoyen, de pratiquer contre le munégouts ou cîternes propres à en ruin fondation: moins libérale que celle de ris, elle ne permet que d'en exhaussi moirié, & si elle ne suffit pas pour pla structure, celui qui fait l'exhausse répond des dommages & intérêts du verte.

ARTICLE DCXIIL

tructions Contre mur mitoyen aucun
chambres peut faire chambres aifées ou ci
ou citernes, finon en faifant bâtir con
mur de trois pieds d'épais en bas
au-dessous du rez-de-terre, à pier
chaux & fable tout à l'entour de
dite fosse destinée auxdites cham
ou cîternes.

ninée de Un particulier de Lions avoit loué de Madoit être plaça sa forge, la cheminée de la maisor toit que d'argille; le propriétaire de la maijoignante sans moyen, se voyant expospéril d'un incendie, à cause du mauvais de la cheminée, assigna le maître de la

TIT. XXIV. De Servitudes. 335 on occupée par le maréchal, pour se voir condamner à faire construire une cheminée de pierre, brique, ou moilon, & il conclut que défenses provisoires seroient faites au maréchal de travailler : cela fut ainsi ordonné par le premier Juge; sur l'appel la Sentence fut confirmée par Arrêt du 4 Mars 1652. Basnage.



ARTICLE DCXIV.

Qui veut faire forge, four ou Construction fourneau contre le mur mitoyen, de forge Quid ? doit laisser demi-pied de vuide d'intervalle entre-deux du mur, du four ou forge, & doit être ledit mur de pierre brique ou moilon.

de la companya del companya de la companya de la companya del companya de la comp ARTICLE DCXV.

En mut mitoyen ne peut l'un des Feneures ou voisins, fans l'accord ou consente-vuer en mur ment de l'autre, faire fenêtres ou fendues. trous pour vues en quelque maniere que ce foit, à verre dormant ou autrement.

miroyen

ARTICLE DCXVI.

Toutefois si aucun a mur à lui seul si on peut appartenant, joignant fans moyen avoir vues &c à l'héritage d'autrui, il peut en ice-rhéritage voilui mur avoir fenêtres, lumieres ou fin. vues, pourvu qu'elles soient sept pieds

and Tit. XXIV. De Servitudes.

en haut, tant au premier que second
étage, le tout ferré & vitré, sans qu'il
puisse ouvrir & que cela puisse préjudicier son voisin, voulant bâtir contre, s'il n'y a titre particulier au contraire.

OMME la Coutume ne restreint qu'au premier & second étage les vues que l'on peut avoir dans le mur joignant immediatement l'héritage du voifin, il semble que dans le même cas elle permette d'avoir des vues libres au troisième & quarrieme étage. L'Arrêt du 8 Juillet 168; rapporté par Basnage, ne décide pas la question. Par cet Arrêt il fut ordonné que des vues en un quatrieme étage, qui étoient à hauteur d'appui , & qui ouvroient fur la cour du voifin, seroient ferrées & vitrées, mais il fut donné du consentement des Parties. Le Commentateur pense que le voisin seroit suffiamment à couvert, si les vues étoient au delfus de la hauteur d'appui, parce que l'autre voisin auroit seulement lumen & non prospectum, un jour libre & non pas la vue fur l'héritage voifin.

L'intention de la Coutume n'est pas de gêner la liberté d'un voisin sans aucun avantage pour l'autre; aussi les défenses portes par cet article ne s'étendent pas aux héritages de campague, ou qui sont situés dans une distance considérable des maisons, cours égardins du voisin. Arrêt du Parlement de Paris, rapporté dans le Journal des Audiers

ces, tom. 3, liv. 2, chap. 23.

Nous adoptons l'art. 202 de la Coutum de Paris, qui dispose qu'aucun ne peut fair vues droites sur son voisin, ni sur place à lui appartenames, s'il n'y a six pieds d distanc

TIT. XXIV. De Servitudes. 337 ifance entre ladite vue & l'héritage du voin, & ne peut avoir bées de côté, s'il n'y

deux pieds de distance.

Cependant si deux maisons sont séparées er un chemin ou sentier public, l'un des ropriétaires ne pourroit empêcher l'autre avoir des vues droites sur lui, sous préme de défaut de distance marquée par la betteme, & quand le chemin seroit large amoins de six pieds. Ferriere, sur l'art, 202 Patis, en rend cette raison, que la vue Riar le sentier public, & non pas sur l'héimp on la maifon du voifin.



ARTICLE DCXVII.

I est loifible à un voifin contrain-par Justice son voisin à faire re-réparer un mur tre le mur mitoyen & édifice cor-mitoyen. upu menaçant ruine, & d'en payer acun fa part, felon la portion qu'ils It audit mur ou édifice mitoyen; & l'n'est mitoyen, le propriétaire ut être contraint à le redresser ou attre.

A voie de contraindre le-voisin, est de le sommer de contribuer au réta-Tement du mur mitoyen, & il est à proaprès cette sommation, en cas qu'il it péril en la demeure, de présenter sa nête au Juge, & de le faire autoriler tresser procès - verbal de l'état du mur, à le faire rétablir, en prenant quittance ouvriers; si le voisin refuse de rembourla part contributive des impenses, celui la fait rétablir peut faire ordonner en Tome II.

338 TIT. XXIV. De Servitudes. Justice que par le défaut de paiement dans un temps fixé, il restera en propriété & possession de la totalité du mur. Par Arrêt de 29 Avril 1727', il a été jugé qu'un voifin. qui ne veut pas contribuer à la réparation d'un mur mitoyen, en est quitte en abandonnant la propriété de sa part du mur. Si le mur non mitoyen deverse confiderablement sur la maison du voisin, s'il menace ruine, celui à qui appartient la maison a une action contre le propriétaire de mur pour l'obliger à le réédifier ou à l'abattre; ce propriétaire seroit même suscepsible des dommages, intérêts du voisin occasionnés par la chûte du mur, quand même le voisin n'auroit pas intenté d'action contre lui.

Si on peut Les habitans des Villes & Fauxbourgs sont obliger le voi- tenus de se clorre à frais communs. Arct de sin de se clorre, 2 Mai 1687. Les difficultés que peut faire naître la clôture des héritages à la campagne sont prévues par le Réglement du 17 Août

1751.

ARTICLE DCXVIII

Relais ou armoires ne font marques de propriété du côté dont elles font faites, si elles ne sont accompagnés de pierre de taille traversant tout le mur.

ARTICLE DCXIX.

Quand aucun met hors de ses Servitude de portiondemai mains partie de sa maison, ou une son vendue.

TIT. XXIV. De Servitudes. 339 naison qui a vues & égouts, ou autre ervitude sur une autre qu'il retient i soi, il doit spécialement & nommément déclarer quelles servitudes il retient sur l'héritage qu'il met hors de ses mains, ou quelle il continue sur le sien, tant pour l'endroit, grandeur, hauteur, mesure, qu'espece de servitude, autrement l'héritage vendu demeurera libre au préjudice du vendeur.

C et article est fondé sur cet axiome de droit, res sua nemini servit. Tant que deux maisons appartiennent au même propriétaire, elles ne sont pas chargées de servitudes l'une envers l'autre; ainsi s'il vient à aliéner une de ces maisons, il doit stipuler la servitude qu'il prétend exercer dans la suite sur la maison vendue, il doit encore la spécifier, car une constitution générale de servitude est inutile.

ARTICLE DCXX.

Et pour le regard de la maison Portion de retenue par le vendeur, les choses maison de redemeureront en l'état qu'elles étoient. son état.

N particulier donne une partie de sa maison à tique de siesse, l'autre partie qu'il avost conservée avoit des vues sur la partie siessée, on ne les réserva pas par le contrat, le siessaire prétendit les saire boucher. Par Arrêt du 7 Juillet 1666, il sut débouté de sa demande; mais Pesnelle observe que cet Arrêt n'auroit pas empêché le P ii 340 TIT. XXIV. De Servitudes, fieffataire de faire bâtir & élever un mur se préjudice des vues du bailleur à fieffe.

Arrêt du 15 Juillet 1757, dans cette ef pece. Une femme fieffe le rez-de-chauffe d'une mailon, avec une petite cour, ca exemption de toute charge, & elle retient le haut de la maison; dans l'appartement, retenu étoit une dale qui fluoit par une gouttiere de plomb, régnante de haut et bas, pour porter les caux dans la cour. Ser l'action de cette femme ou de ses bérgien. tendante à user de la gouttiere comme me paravant l'acte de fieffe, elle obtint ses conelutions contre le fieffataire devant le promier Juge, & la Sentence fut confirmée par l'Arrêr. Il n'étoit pas présumable que la femme, en fieffant une partie de la mailon eût eu intention de se priver d'un droit qui lui étoit utile, & que le fieffataire n'avoit pu ignorer.

ARTICLE DCXXL

usage de En division d'héritage entre cohécour & puis ritiers, si une cour ou un puits leur sont communs pour passer & repasser par la cour, & puiser de l'eau au puits, le propriétaire pourra faire clore de murailles la cour & fermer de portes; parce que les cohéritiess pour seur usage auditét chacun une clef des serrures; & ne pourra ladite

fervitude être possédée par autre personne que par celui ou ceux, lesquels possédent les héritages à cause desquels est due ladite servitude.

TIT. XXIV. De Servitudes. 341

ORSQUE le voisin à droit de passer sur son voisin ou par une allée commune, si les temps ne sont pas réglés, suivant un Arrêt de Parlement de Paris, du g Févuier 1618, le passage doit être ouvert de Pâques au premier Octobre depuis quatre heures du matin jusqu'à dix heures du soir ; & du premier Octobre jusqu'à Pâques depuis six heures du matin jusqu'à six heures du soir. Observat, sur Bérault.

ARTICLE DCXXII.

Tout chemin Royal doit avoir pour Largeur des le moins quatre toises, & ne peuvent chemins royaux, déles propriétaires faire plants & fossés fense de les qui l'étrécissent.

(Voyez article 83).

A réparation des chemins publics est une les réparaticharge des propriétaires, & les locataires réparations. Temphytéote & le sieffataire, doivent réparer les chemins ; il en est de même de l'usuffraire.

C'est à celui qui a droit de chemin sur Celui qui a son voisin à l'entretenir à ses stais; il sussit une servitude au voisin de souffrir le passage sur son son voisin doir fonds sans être encore tenu d'en fournir entretenir le l'entretien & la réparation.

La preuve d'un chemin public se fait par l'usage & par les tittes & aveux des terres voisines qui y sont bornées. Godefroi. 342 TIT. XXIV. De Servitudes.

On trouve dans Denisard un Arrêt Conseil du 26 Mai 1705, qui attribue a lui dont on a pris le fonds pour l'aligneme ou réparation des chemins, la faculté prendre l'ancien chemin pour sa récor pense.

Fin de la Coutume.

\$

US AGES LOCAUX

DELA

VICOMTÉ DE ROUEN.

I.

es héritages assis ès Paroisses de Malaunay & Saint-Maurice, depuis la fontaine de la Cressonniere, venans jusqu'au bourg de Malaunay, & depuis le pont dudit lieu jusqu'au Maupas, qui fait la sépatation du Houlme & Malaunay, sont partables également entre freres, & le reste des héritages situés esdites Paroisses, tiennent nature de Caux.

II.

Les héritages assis en la paroisse de Jumieges, sont partables entre freres également.

III.

Les femmes ont moirié en propriété aux acquisirions qui se sont d'héritages, franchement tenus en ladite Paroisse.



USAGES LOCAUX.

De la Vicomté du Pont-de-l'Arche.

I.

A v x acquisitions qui se font, constant le mariage, des héritages dépendans de la Haute-Justice des Abbé & Religieux de Royaumont, au village de la Haye-Malherbe, les semmes y ont moitié en propriété. P iv

USAGES LOCA

De la Vicomté de Caudet

1

L s héritages assis ès paroisses Dame & Saint-Denis-de-Li & aux hameaux de la Vallée & I parragent entre freres & sœurs cohéritiers.

TT

Les puinés qui prennent part tages sussible , sont exclus de la qu'ils pourroient prétendre sur biens qui sont en la disposition tume de Caux.

III.

Les héritages qui sont assis du Trait, Sainte-Marguerite-surdans le bourg & vallée de Villeq partables entre freres & sœurs cohéritiers; mais toutes les sœur ne peuvent prétendre que le tier cession.

IV.

Les héritages affis en la paroificaftel & dedans le bourg de B partagent entre freres & fœuts portion. Et néanmoins où les fimariées par le pere ou frere, elle ront demander partage.

Les héritages affis à Bebec Gerrude, & ceux de la paroiff con, qui relevent des Abbé & R S. Wandrille, ensemble ceux du paroiffe de S. Wandrille & ha Usages locaux.

Caudebecquets, Gouville & Caillouville (non compris les hameaux d'Estaintot & Abbeville) se partagent par égale portion entre freres seulement, sans que les sœurs y aient part.

VI.

Ceux de la paroisse de Norville, qui doivent dime seulement, sont partables entre freres & sœurs, & ceux qui doivent dime & champart appartiennent à l'ainé seul, sans charge de provision à vie aux puinés, encore qu'il n'y air autres biens en la succession.

VII.

Les maisons & héritages assis dans l'enclos du bourg des Bans-le-Comte, d'aurant qu'il y en a de compris dans les chemins auxquels se fait la procession par chacun an le jour de l'Ascension, appellés volgairement les Rues des Processions, sont partables entre freres & sours également.

USAGES LOCAUX

De la Vicomté d'Arques.

٦.

Les maisons, masures & héritages assis en la bourgeoisse de Saint-Hellier & en l'enclos du bourg de Belencombre, depuis la Croix-de-la-Chasne jusqu'à la Croix-Saint-Martin, & les héritages qui sont assis au bourg & paroisse d'Austay, tenus du Duc de Longuevile, du sieur de Chambray & du Prieuré d'Austay, même les maisons, masures & jardinages qui sont dans l'enclos & pourpris du bourg de Longueville, & les héritages qui sont assis en la

Jages locaux.

paroisse & vallée d'Arques, depuis la Croix du Valmessier & porte du Bessevers-Martigny, jusqu'au pont d'Archelles, & tout ce qui est au dessous de la prairie jusqu'au ruisseau du Flé, dépendant du grand chemin de Dieppe, se partagent également entre freres, à la charge du mariage des sœus; & ne laissent les freres pusnés à prendre provision à vie sur les autres biens & héritages assis au pays de Caux; & outre aux acquisitions qui se sont dessits héritages pendant le mariage, les semmes y ont moitié en propriété, aux charges de la Coutume générale.

Les héritages qui relevent de la Baronnie de Berneval, qui s'étend à Saint-Martin en campagne, Berneval le grand & le petit, Vassonville, Grincourt (réserve le Fief de la Cour & ce qui en dépend) & les héritages qui sont situés hors la ville de Dieppe jusqu'audit ruisseau du Flé d'Arques, depuis la riviere jusqu'au chemin dudit Arques, de quelque Seigneurie qu'ils soient tenus (réservé le domaine non fiessé de la Seigneurie de Machonville) se partagent également entre freres, à la charge du mariage des sœurs; & ne laissent les puînés à prendre provision à vie sur les autres héritages assis au pays de Caux; & aux acquisitions qui se font esdits lieux, constant le mariage, les femmes n'y ont que moitié par ulufruit.

IIL

Les terres qui sont dépendantes de la Baronnie du Jardin en la Prévôté de Tour-neville, qui doivent sourment ou orge de rente, ou champart & dîme vue, se partagent eatre freres, à la charge du mariage des sœurs.

USAGES LOCAUX

De la Vicomté de Montivilliers.

L

A v x acquisitions qui se font pendant le mariage, aux villes de Harseur, se Havre, Montivilliers, Féramp, ou en quelqu'autre ville ou bourgade que ce soit en ladite Vicomté de Montivilliers, les semmes n'ont rien en propre; ains jouissent de la moitié desdites acquisitions par usus seulement.

T T

Les héritages qui sont assis en la paroisse & vallée de Graville, au dessous de l'ancien chemin qui tend de Harsteur au ches de Caux, & qui prend au-dessous du châtean de Graville & de la maison du Helleur & le Sauveur, entre le derriere de la maison Berhaut Hurel, & le devant de la mailon de Vesiers, dir Jobes, & les quartiers tirans vers la Croix Tallant, le long des étables de la maison Raoullin Gougeas, & au puits d'Ingouville & Sanvic, jusqu'aux terres & héritages qui sont au-dessus de la côte & communes desdites Paroiffes exclusivement, & tous les héritages. qui sont assis en la paroisse de Lheure, même les terres qui sont assiles en la paroifie d'Oudale, bornées d'un côté le chemin qui tend de la riviere de Seine au bois de Tancarville, d'autre côté le chemin qui passe par le long de la commune dudit lieur de Tancarville, d'un bont de la prairie appartenant à la Duchesse de Longueville. & d'autre bout à la riviere de Seine, sont partables entre freres par égale portion, à la charge du mariage des sœurs.

USAGES LOCAUX

De la Vicomté du Neuf Chatel.

T:

Les maisons & masures tenues du Duc de Longueville, à cause de sa Prévôté de Gournay, se parragent entre freres également, à la charge de contribuer au mariage des filles; mais les maisons & masures qui sont tenues d'autres Fiefs & Seigneuries dans ladite ville & fauxbourgs; sont partables en la forme que les autres héritages roturiers desdits Fiefs ont accoutume d'êne parragés selon l'assiette des lieux où lessier Fiefs sont situés.

II

Les maisons, masures & héritages situis en la ville & fauxbourg d'Aumalle, & en l'étendue des anciennes bornes, tenus en bourgeoisse du Duc d'Aumalle, & ès paroisse de Hodenger & Bellozenne, tenues en bourgeoisse du Duc de Longueville, se partagent entre freres ou autres cohéritiers également, à la charge du mariage des filles.

Aux acquisitions qui se font pendant le mariage des héritages susdits, où les freres et cohéritiers partagent également, la semme y a moitié en propriété; aux charges de la Coutume générale.

T A

Les terres toturieres des paroisses de Grumesnil & Bohyon sont partables entre freres ou autres à qui ils échéent, tant en ligne directe que collatérale, à la charge du matiage des sœurs, si mieux ils n'aiment délaisser le tiers à toutes les sœurs ensemble.

Aux acquisitions qui se sont desdites terres, constant le mariage, la semme y a moitié Par usufruit seulement.

COUTUMES ET USAGES LOCAUX

Des vingt-quatre Paroisses , Hameaux & Villages qui sont au ressort de Gournay, affis delà la riviere d'Epte, appelles les Conquêts Hue de Gournay, & Spéciautés de Beauvoisis, tenus & mouvans méniment & Par moyen du Duc de Longueville, à cau-Se de sa Châtellenie & Haute - Justice dudie Gournay; seavoir, est la Paroisse de Ferieres & hameaux d'icelle, qui font Lauden court , la Forest , Hardencourt , Anchy en partie, la paroisse de Mantois, le hame a u d'Iencourt étant de ladite Paroisse, Saz nt-Quentin & Beaulevrier , Hincourt , la paroiffe de Héricourt , & les hameaux de Beaumont & la Houssaye étans de ladite Poiffe, Saint-Sanfon - fous - le-Rain, Doudeauville , Rozay , Lovense , Songens, Raincourt, Torchy, Sullys, Moul. guyes , Humermont & Boimont , terroir Ce Ganicourt.

T

N ligne directe, représentation a lieu en quelque dégré que ce soit, & en lieu e collatérale jusqu'au second dégré inclusivement.

II.

fils ainé appartiennent les deux tiers iefs outre le manoir feigneurial & Jages locaux.
pourpris, qui lui demeure par préciput sans aucune récompense jusqu'à deux mines & demie dix perches (qui est un acre) tant seulement, & l'autre tiers demeure en propriété aux puinés tant sils que filles.

III.

Le fils ainé pourra racheter ledit tiers au denier vingt-cinq, ou bailler héritages roturiers de semblable valeur, étant de la succession, un an après la choisse.

[· V.

Et où il y aura plusieurs Fiess en la succession, situés en divers Villages ou Hameaux, & portant diverses nominations, sera suivie la Coutume générale de Normandie.

V.

Audit tiers qui demeure propre aux puinés, les filles y ont part égale avec eux.

V I

Et où elles auront été mariées par le pere ou mere, elles se contenteront de ce qu'elles auront eu en mariage, sans pouvoir demander aucun partage, & sans que leur mariage vienne en diminution sur la part desdits puinés.

VII. '

Mais si le mariage est payé par le frere ou freres, la pair de la fille accroîtra à celui qui l'aura payé.

VIII.

Si aucun desdits puinés, ou fille, décede sans enfans, la portion du décédé accroîtra aux autres puinés vivans & aux enfans des décédés, à la représentation de leurs peres ou meres.

IX.

Te relief des Fiefs se paie selon qu'il est contenu en la Courume générale de NorUsages locaux. 351 mandie, s'il n'y a aveu ou titre au contraire.

X.

La Justice & Jurisdiction desdits Fiefs sera exercée par Avocats, lesquels demeureront & résideront actuellement en Normandie, & à trois lieues près du Fief; & sera ladite Justice & Jurisdiction exercée sur les terres & héritages dépendans desdits Fiefs assis en Normandie.

XI.

Les héritages roturiers & autres tenemens non nobles, se partagent entre freres & sœurs également, & sans aucun droit de préciput ou maisnéesse.

Par Arrêt du 3 Mars 1602, entre Thomas le Vasseur & Nicolle Garet sa femme, Appellans d'une part, & Louis Garet, Intimé, sut jugé que cet article s'entend & a lieu tant en ligne directe que collatérale, & en ce faisant, adjugea auxdits le Vasseur & sa femme moitié de la succession de François Garet.

XII.

Le relief desdits héritages roturiers se paie, à sçavoir pour chacune masure pleine, quatre sols pariss.

XIII.

Pour demi - masure, deux sols parisis à l'équipollent.

XIV.

Et pour les autres héritages, douze deniers parisis pour chacune mine, s'il n'y a titte, aveu ou possession au contraire.

X V.

Le Vassal sera tenu payer relief dans les
quarante jours, du jour qu'il échet, sur

352 Usages locaux, peine de l'amende, qui est de dix-huie sols pariss.

X V I.

La femme ne peut restamenter du vivint de son mari sans son consentement, ou s elle n'est réservée par son traité de mariage.

X A 1 I'

Mais le mari peut disposer par testament de ses acquêts & conquêts à qui bon lui senblera, pourvu que sors de son décès il a sis aucuns enfans vivans,

XVIII.

Et s'il y a enfans vivans ou descendus de lui en ligne directe, il ne peut telter que d'un tiers de ses acquets & conquets à qui il lui plaira, autres néanmoins qu'à ses enfans.

XIX.

Ne pourront le mari & la femme dispofer par testament de leur propre, en quelque sorte que ce soit.

XX.

La femme mariée a la moitié en propriété aux conquêts qui se feront pendant & constant le mariage, & ne peut néanmoins disposes, vendre ou aliéner ladite propriété après le décès de son mari, en cas qu'il y ait enfans vivans issus de leur mariage.

X X I.

Le mari survivant la femme, jouica par usufruit des acquets & conquets faits constant le mariage, encore qu'il y air enfans.

XXII.

Et si sera & demeurera le mari vrai Seigneur de tous les meubles qui seront en la possession de lui & de sa semme, lors du décès de ladite semme. La femme, après le décès de son mari, pour son douaire le tiers seulement des liss, rentes & héritages, desquels elle a wouvé son mari sais lors de ses épousailles, & de ce qui lui est échu ou pourra écheoir en ligne directe, s'il n'y a douaire présix, lequel ne pourra excéder ledit tiers, mais pourra être constitué de moins.

XXIV.

En toutes lesdites Paroisses, Villages & Hameaux, outre les articles ci-dessus, sera la Courume générale de ce pays de Normandie, même la forme & style de procéder, observé & gardé selon sa forme & teneur.

USAGES LOCAUX

De la Vicomté de Caen.

I.

Les femmes n'acquierent aucune part en propriété aux acquisitions faites par leurs maris, constant leur mariage, d'héritages ou rentes affises en la ville de Caen, & autres lieux où il y a droit de bourgeoisse en la Vicomté dudit Caen, mais jouissent de la moitié desdits conquêts par usus fruit seulement; & au cas qu'elles renoncent à la succession de leursdits maris, se privent dudit usus fruit, fors & excepté au bourg d'Argences, où les semmes acquierent moitié en propriété auxdits conquêts.

Les freres partagent également en roture fuccession à eux échue, sans que l'ainé y

354 Usages locaux. puisse prétendre aucun droit de préciput, sors le choix après les partages faits.

III.

Le Seigneur du Fief ne peut demander que vingt deniers pour livre du prix de l'héritage vendu pour tout treizieme & relief; & ayant reçu lesdits vingt deniers, se prive de pouvoir retirer à droit séodal ledit héritage vendu, soit noble ou roturier.

USAGES LOCAUX

De la Vicomté de Bayeux.

I.

Les femmes jouissent par usufruit, encore qu'elles se remarient, de tous les conquêts faits en franc-aleu par leurs maris, constant leur mariage, à la charge d'entretenir les maisons & édifices, & d'acquitter les rentes dues à cause desdits conquêts. Et où elles renonceroient à la succession de leursdits maris, ne jouiront desdites acquisitions.

. .

Les maisons & héritages de la ville & fauxbourgs de Bayeux, & partie de la banlieue, selon qu'elle est bornée d'anciens mercs & devises, sont tenus en franc-aleu.

III.

Les venditions faites d'héritages tenus en franc-aleu en ladite Vicomté de Bayeux, peuvent être retirés par clameur dans l'an & jour de la lecture & publication du contrat.

IV.

L'ainé faisant partage à ses freres puinés, en succession directe de pere ou de mere, aïeul ou aïeule, peut retenir par préciput le lieu chevel, anciennement appellé hébergement, soit en ville ou aux champs, de quelque étendue qu'il soit, pourvu qu'il y ait manoir & maison commode pour habiter, & qu'il ne soit séparé d'aucun chemin ou voie publique, riviere ou cours d'eau ancien, qui prenne sa source hors la Paroisse en laquelle ledit lieu chevel est assis, en faisant par ledit ainé à ses puinés récompense en rente, tenant nature de fonds, à la proportion de la valeur dudit lieu chevel, duquel à cette fin sera fait estimation devant le Juge ordinaire par douze témoins voyeurs des plus notables de ladite Paroisse ou lieux circonvoisins, desquels lesdits freres conviendront; autrement seront pris & choisis par le Juge de son Office, à la charge toutefois que ledit ainé ne pourra avoir qu'un seul préciput, encore qu'il y eût plusieurs successions desdits pere ou mere, aïeul ou aïeule. Et ou ledit aine auroit gage partage à sesdits puinés, sans avoir au préalable fait rétention dudit lieu chevel, il ne le peut puis après réclamer.

V.

Le Seigneur de Fief ne peut avoir plus de vingt deniers pour livre du prix de l'héritage vendu, pour tout droit de treizieme & relief, & recevant lesdits vingt deniers, il se prive de retirer à droit seigneurial ledit héritage vendu, tant noble que roturier.

VI.

Il y a droit de bourgeoisse à Thorigny, Cerify & Isigny, pour les maisons & héritages bornés d'anciens mercs & devises, autrement appellés les Sangles; & y acquierent les semmes moitié en propriété aux acquisitions faites par leurs maris, constant 3 46 Usages bocaux.

leur mariage, des hótitages assis involcians desdites bornes: réservé qu'aux acquisitions faires d'héritages assis au franc-aleu de ladire paroisse de Cerify, elles n'acquierent aucune propriété; ains jouissent seulement par usufruit du tiers desdites acquisitions, néanmoins qu'il ne soit dû aucuns treiziemes de la vente des héritages assis audit franc-aleu.

man W. L. L.

Les sœurs n'entrent en distrations de partage avec leurs steres, sois en hourgage ou hors bourgage; mais leur est par les fortes donné mariage, si mieux ils n'aiment leur laisser la sierce partie de la succession, ou les recevoir à parrage, sans distinction de ce qui est en bourgage on dehors.

USAC'ES LOCAUX

De la Vicomté de Vire.

I.

E Seigneur du Fief ne peut demander pour le drois de treizienne & relle!, plus de vingt deniers pour livre, prix de l'héritage vendu. Et recevant lessits vingt deniers, il se prive de pouvoir retiser par droit seigneurial ledit héritage, soit noble ou roturier.

II.

Les sœurs ne viennent en aucun partage avec leurs freres, même des héritages assis en bourgage; & en cas de partage entre lessis freres & sœurs, il ne se fait distinction de ce qui est en bourgage ou hors bourgage.

En roture le frere ainé partage également avec ses puinés la succession de leur pere ou mere, aïeul ou aïeule, sans que ledit ainé y puisse prétendre aucun précipire, sors le choix après les partages faits.

USAGES LOCAUK

De la Vicomié de Falaise.

I.

L'a lecture des contrats de vente & achats d'héritages, assis en sadite ville & bourgeoisse dudit Falaise, sera faite devant le Vicomte. Maire du lieu, aux pleids de la Commune & Mairie de ladite Vicomté, & pourront être dorénavant retirés dans les quarante jours du jour de la lecture & publication desdits contrats.

I I.

Le Seigneur de Fief ne peut demander pour le droit de treizieme & relief, plus de vingt deniers pour livre du prix de l'héritage vendu. Et recevant lesdits vingt deniers, il se prive de pouvoir retirer par droit féodal ledit héritage, soit noble ou roturier.

COUTUMES LOCALES

De la Vicomié & Châtellenies d'Evreux & Nonancourt.

l.

Les filles venant à partage par faute de mariage, ont aussi-bien part en essence aux héritages, maisons & manoir, assis

358 Usages locaux.

tant aux champs qu'aux Villes & Bourgages, combien qu'il n'y ait tant de manoirs que de partageurs, à la charge du contenu en l'article trois cens cinquant-sixieme de la Coutume générale.

II.

La femme, après le décès du mari, a la moitié des meubles, à la charge de moitié des dettes mobiliaires & des frais des obseques & funérailles, en exemption des legs testamentaires, soit qu'il y ait enfans ou non.



De la Vicomié de Beaumont-le-Roger, compris le Comié d'Harcourt.

T.

Les filles venant à partage, ont part en essence aux maisons, masures & ménages, tant en Ville, Bourgage qu'aux champs.

I I. 😘

La femme, après le décès du mari, a la moitié des meubles, soit qu'il y ait enfans ou non, à la charge de la moitié des dettes mobiliaires & des funérailles, en exemption des legs testamentaires.

III.

Et au Comté d'Harcourt, s'il y a enfans, la femme a le tiers des meubles, ca contribuant au tiers des dettes seulement.

COUTUMES LOCALES

De la Vicomté & Châtellenies de Conches & Bretheuil.

Ì.

Les filles venant à partage, ont pareille part aux meubles qu'aux immeubles de la fuccession, & leur part des maisons en essence.

La femme, après le décès de son mari, a la moitié des meubles, à la charge de la moitié des dettes mobiliaires & surérailles, en exemption des legs testamentaires, soit qu'il y ait enfans ou non.

I I I.

Homme marié ayant enfans, ne peut disposer par testament que du tiers d'une moitié de ses meubles, parce que l'autre moitié déneure à sa semme, sinon au cas de l'article quatre cens dix-neuvieme de la Coutume générale, commençant: Néanmoins s'il n'y a que des filles, &c.

IV.

La femme non mariée ou veuve, n'ayant enfans, peut disposer de tous ses meubles par donation à cause de mort ou testament; & quand elle a des enfans, du tiers seulement.

USAGES LOCAUX

De la Vicomté de Gisors.

A femme, après le décès du mati, a la moitie aux meubles, soit qu'il y ait enfans ou non, à la charge de payer la moirié des dettes, legs testamentaires & frais funéraux.

Les filles réservées à partage ont leur légitime aux manoirs & masures logées aux champs, comme aux autres héritages roturiers non logés.

III.

Et quant aux maisons de la ville & fauxbourgs de Gisors, le fils ainé aura droit d'opter telle maison qu'il vondra de la ccession paternelle & maternelle, en baillant récompense à ses puinés en autres héritages de la même succession ou en deniers.

USAGES LOCAUX

De la Vicomté de Vernon.

I.

r n la ville de Vernon & Bourgage d'i-🚨 celle , confistant en ladite Ville , aux fauxbourgs de Gamilly, la rue de Normandie, le val Corbeschamps, Bizi, Montigny, Saint-Marcel, le Soulcy, Saint-Just, Saint-Pierre d'Authis, Notre-Dame de l'Isle, Pressengny-le-Val, Cateauboujion, Pressengny l'orgueilleux, Vernonnel, Merccy,

la Chapelle Genevray, Saint-Etienne, ay, Caignart & Hameaux, & autres sits dépendans desdites Paroisses & gage, celui qui a la plus ancienne rente pour fiesse de fonds, comme Seigneur al a droit de vente & treizieme, à la n de dix huit deniers pour livre sur l'hée affecté à sa rente, quand il est aliéné rendu par contrat volontaire ou juire; & outre a le droit de retirer ledit age affecté à sadite rente, par puissance ies & Seigneurie.

T T.

t si ledit héritage est trouvé franc de :, lesdites ventes & treiziemes appartent au Roi.

J 1 I.

t néanmoins le propriétaire dudit héripeut, en aliénant ou fieffant icelui, sir rente sur ledit héritage, de laquelle ation les ventes & treiziemes en apparsent au Roi; & si paraprès ledit héritage rendu ou aliéné, les ventes, treiziemes lroit de retrait en appartiennent audit er foncier.

USAGES LOCAUX

De la Vicomté d'Andely.

T.

es femmes, après le décès de leurs maris, ont le tiers par usufruit seulement acquisitions faites, constant leur mae, des héritages assis ès Hautes-Justices saillon & Grandmont.

II.

aront aussi esdites Hautes Justices le tiers ome II. 362 Usages locaux.

aux meubles, soit qu'il y ait enfans ou non
en payant le tiers des dettes, exempt tou
tefois de frais funéraux & legs teltamen
taires.

USAGES LOCAUX

De la Vicomté de Lions.

I.

A raès le décès du mari, la femme a le tiers aux meubles s'il y a enfans vivans de leur mariage, en contribuant aux dettes pour leur tiers, déchargé des funérailles & legs testamentaires; & s'il n'y a enfans vivans dudit mariage, elle a la moitié aux meubles, eu contribuant pour moitié aux dettes, funérailles & legs testamentaires.

COUTUMES LOCALES

De la Chatellenie d' Alengon.

I.

A LA femme appartient en propriété la moitié des conquêts que son mari a faits en ladite Chârellenie, constant leur mariage, desquels il étoit Seigneur lors de son décès. Et avenant le décès de ladite femme avant son mari, la moitié desdits conquêts appartient aux héritiers de ladite femme, dont l'usufruit demeure au mari, encote que de leur mariage ne soient issus aucuns enfans, ou qu'il se remarie.

La moitié des meubles délaissés par le tré-

gé de payer la moitié des dettes mobiliaires & frais des obseques.

III.

Et en considération de ce que dessus, p'est ledit mari ni ses hoirs tenu faire rem-

n'est ledit mari ni ses hoirs renu faire remploitte des meubles échus à ladite semme, constant leur mariage, nonobstant l'article trois cens quatre-vingt-dixieme de la Coutume générale, commençant: Les meubles échus à la semme, &c.



COUTUMES LOCALES

De la Vicomté de Verneuil.

I.

La femme appartient en propriété la moitié des conquêts que son mari a fait des terres, rentes & autres héritages, en l'étendue des livrées, banlieue & franche bourgeoisse de Verneuil, constant leur mariage, desquels il étoit Seigneur lors de son décès. Et avenant le décès de ladite semme, la moitié desdits conquêts appartient aux héritiers d'icelle semme, dont l'usustiuit demeure au mari survivant, combien que de leur mariage ne soient issus aucuns enfans, ou qu'il se remarie, sans désoger à l'article trois cens trente-deuxieme de la Courume générale, commençant: Le mari & ses héritiers, &c.

II.

La femme, après le décès de son mari, a la moitié des meubles, soit qu'il y ait enfans ou non, en contribuant à la moitié des dettes mobiles de frais des obseques.

En considération du contenu aux deux articles précédens, n'est ledit mari ni ses hoirs tenu faire remploitte des meubles 'échus à ladite femme, constant leur mariage, nonobstant l'article trois cens quatrevingt-dixieme de la Coutume générale.

La plante, douve, ou jettée du fossé, appartient à celui vers lequel elle est jettée & plantée, s'il n'y a titre, borne ou possesfion au contraire.

POUR LES USAGES LOCAUX

De la Vicomté de Domfront.

treizieme en la ré de Dom-

E RAIT des Registres de la Cour de Parlement. Entre Joachim de Fallaise ville & vicom- Sieur de la Ferriere, Chansegré, Dampierre & Batilly, héritier de feu Maître Joachim de la Ferriere, vivant Sieur du lieu, & ayant repris le procès tel & en l'état que l'avoit laissé ledit défunt, renvoyé à la Cour par les Conseillers-Commissaires députés par le Roi pour la réduction des Courumes & Usages locaux du Pays de Normandie, pour lui & les autres tenans Fieß nobles en la Vicomté de Domfront, prétendans droit de ventes des héritages tenus & mouvans de leursdits Fiefs en l'adite Vicomté, à la raison; à sçavoir, en bourgeoisie, au treizieme, & hors bourgeoisie, au sixieme denier, ensemble les droits de relief, le cas offrant par la mort de l'ainé, au double prix des rentes, tant en deniers qu'en especes, & par la mort du Seigneur, demi-relief de terres en roture.

Et Messire François de Donadieu, Evéque d'Auxerre, heitigt par benefice d'inventaire, & ayant aussi repris le procès en l'état que l'avoit laissé seu Messire Pierre de Donadieu son frere, vivant Chevalier de l'Ordre du Roi, & son Lieutenant-Général au Gouvernement du Pays d'Anjou, & jouissant par engagement du Domaine dudit Domfront, reçu partie au procès à-la conservation des droits du Roi pour les ventes, reliefs & treiziemes des Fiefs nobles & tenemens roturiers mouvans d'icelui Domaine : Joint le Procureur-Général dudit -Seigneur Roi d'une part, & les gens des trois Etats, habitans de la Ville & Vicomté de Domfront, possédans héritages en roture en ladite Ville & Vicomté, Défendeurs: Joint avec eux Guillaume le Tourneur, l'un desdits Habitans, opposant pour son intérêt particulier d'autre part. IL EST DIT, faisant droit sur les conclusions des Parties, que la Cour a maintenu & maintient lesdits Demandeurs en la possession & jouissance de leurs droits de ventes, treiziemes & reliefs des terres & héritages tenus de leurs Fiefs & Seigneuries en ladite Vicomté de Domfront, payables, à sçavoir en bourgeoisse, au treizieme denier du prix de la vente, & hors icelle aux sixieme, & les reliefs terres en roture avènans par la mort de l'ainé du Fief ou possesseur de l'héritage au double des rentes en déniers; & par la mort du Seigneur demirelief. Et où il ne seroit dû aucunes rentes en deniers, ains seulement en especes, en sera payé pour ledit relief le prix & estimation d'icelles, sans préjudicier néanmoins à ceux qui ont titres particuliers on exempzions au contraire, a condamné & condamne lesdits Désendeurs au paiement desdits droits de vente, reliefs & treiziemes échus & empêchés percevoir à raison de seur contredit envers lesdits Demandeurs, & sans dépens. Et sera le présent inséré au cahier de la Coutume, pour servir de Loi & Usage local audit pays. Fait & prononcé à Rouen en Patlement le quinzieme jour de Décembre 1608.

FIN.

The second section of

T A B L E

DES MATIERES.

¶ Les chiffres Romains (I & II) marquent les Tomes & les chiffres Arabes dénotent les Pages.

BSENCE du vaffal qui , a couvert le fief , li elle donne ouvertute à la faisie aux fins de réunion ? 153, I ABSENT (héritier présomptif de l') s'il a qualité pour donner aveu? 165, I Saisi par la Loi de la succession qu'elle lui défere. Ulage qui s'observe en ce cas, 261,I Réputé mort : depuis quel temps? 261, I Acquars, oppolés aux pro-289, 376, I pres, Acquees (biens de femme réputés) 288, I 207, II Idem. Biens de mineurs, 207, II Aides-chevels, droit féodal (trois sortes d') 207, I De rançon, a cessé d'être exigible depuis l'établissement des troupes mercenaires, 207, I Aides-chevels (files colonabiers, moulins, rotures

doivent les) 206,I AIDE de relief, autre droit féodal; cas où elle cit due, 205, 206, I Comment elle s'acquitte, 205,I Elle ne se paie pas à toute mutation de la part du chef-Seigneur, 206 , I Le Roi ne peut l'exiger, 205, I Aini, terme de fief, portcur en avant, 79, L Doit une déclaration de l'ainesse & de ses charges, 214, I La déclaration de l'ainé ne préjudicie pas à la solidité da Seigneur, Si les masuriers peuvent être forcés d'élite parmi eux un ainé, ibid. Ainé, quel recours il exerce sur ses puinés lorsqu'il a payé pour eux, 79, I Ainé (bénéfice de l') en cas de renonciation d'un puiné à sa part du tene-214, 215, I ment, Q iv

REITRES (quelles person- nes peuvent être) régle- ment sur leur Jurisdic-	fans d'un même pere; s'interprete strictement, a
nes peuvent être) régle- ment sur leur Jurisdic-	s'interprete (trictement . 2
ment sur leur Jurisdic-	o interprete desired
	lieu en collaterale, est
	irrévocable : exception
tion: signification de la	/284, 285, I
	AUBAIN, explication du ter-
prononciation: peine du	me, 196, I
dédit, 50,51,1.	Tout étranger qui décede en France, n'est pas réputé
ARBRES (décilions fur la	
plantation des) élagage	aubain, ibid.
des branches; cueillettes	Etat de l'aubain en France,
des fruits, 330, II	ibid & 198, I
ARCHIDIACRE (compétence	Effet des lettres de natura-
de l') au sujet des comptes	lité en faveur de l'au-
de Fabriques, 14, I	bain, 196, 197, I
ARPENTEUR (Office d')	Elles ne se présument pas;
pour le Roi, en titre:	il faut en justifier, 198, I
secus pour les Justices	Succession de l'aubain na- turalisé; mort sans en-
particulieres, 210, 211, II ARRÊT de deniers: son es-	
fet; sa durée; mais quid	fans, à qui elle appar- tient ibid.
	Quid ? de la succession des enfans de l'aubain,
32, 156, I Arnêts du Parlement, sont-	ibid.
	Les enfans d'un François ou
Province? . 261, I	d'une Françoise nés en
	pays étranger, ne sont
deux assises principales,	, pas réputés aubains en
65 "Í	ceRoyaume, 197, 198, I
	Aubaine (droit d') réservé
commerce : differe de la	au Roi, 196, I
cession; ne libere pas	Aubergiste, responsable
toujours, 67,68,I	des vols commis chez lui,
AVANCEMENT de succession.	. 225 . II
titte translatif de propriété	Aveu, terme de fief , sa
avec pouvoir de disposer;	forme, 166, I
effet de la clause de re-	Ce que doit renfermer l'a-
tour : ne préjudicie pas	veu du fref, ou de la
à l'égalité entre les en-	roture, 151,1
•	Q v

370 TAI Doit êtr e do nné par le pro-	13,29,1
priétaire, 228, I	Ses fonctions transférées
Comparence du vassal aux	à ses Lieurenans, 7,1
plaids seigneuriaux d'a-	Le roturier ne peut être
près la prestation de l'a-	traduit par le noble de-
veu. 167, I	vant le Bailli, hors les
Peut être blâmé & réformé	cas exprimés par la Cou-
dans trente ans, 167, I	tume, 12,I
Ne déroge pas aux droits	BANON, explication du mot,
qui ne se prescrivent que	127, I
par quarante ans, 167,	En quelle saison de l'année
168,I	on use du banon, ibid.
Est un obstacle à la faisse	BANC dans le chœur des
féodale, 151,I	Eglises, droit honorisi-
Bon ou mauvais, sauve la	que, à qui il appar
levee, 165, 166, I	tient, 123,1
Donne lieu à la complainte	Bancs dans la nef (Juril-
du vassal, si le Seigneur	prudence actuelle sur les)
retient dans la suite ses	124,1
fonds à sa manse, 166, I	BANNISSEMENT, peine in-
AUMONE (tenure par) com-	fligée au crime, à per-
ment elle se forme, 180, I AVOCAT (devoir d') 48, I	pétuité ou à temps, 185,
Ne connoît pas toujours des	188, l Bas-Justicier (compéten-
causes de son Seigneur,	ce du) 73, 74, 75;
ibid.	76,80,1
Ne manque pas au respect	Il ne peut condamner à mort,
qu'il lui doit en plaidant	8 ₇ , I
contre lui : distinction ,	N'a pas de Jurisdiction hors
168, I	l'étendue de son fief,
В	78,I
BAIL à ferme, à loyer,	Combien d'années d'arréra-
conventionnel, judiciai-	ges de ses rentes il peut
re, 271, 272, 273, II	exiger de ses hommes;
Bailalongues années, 192,	mais quid s'il a fieffé par
193, H	générale hypotheque? 79,
BAILLI étymologie du rom,	80,I
7,I	Quelle amende il lui est
Sa compétence, 7, 11,	permis d'exiger pour rente
•	

DES MATIERES. 371 ée, & si elle arréaife elt exclu. wid. BÉNÉFICE d'inventaire, ce I, I. V. AMENque c'est; motif qui l'a (quel est celui introduit, 133,I ppelle) 265, I S'éloigne en pays coutumier nourri par son des maximes du droit 335, I Romain, :urel, 133, 134, I ge s'étend. sur ses Il ne s'accorde qu'à une , mais la veuve personne habile à sucis tenue de concéder, 133, I à la nontriture du Celui qui n'est ni conçu. idultérin, 335,, ni né lors de l'échéance de la succession, peut-il 236 , I par qui doit être réclamer le bénéfice d'insuivant notre Juventaire? 139 , I. Formalités à obletver pour 337,I jouir de l'effet du benéser de ses biens, 338, I fice, 133, 135, 136, fans le confen-137, 139, 140, I de ses parens, En succession directe il suf-337,I fit d'obtenir des lettres, succéder s'il n'est & une Sentence d'entérinement , inventaire 335, I on du batard en préalablement fait : l'octroi du Prin-134, L s effets, 195, En quel temps doit-on va-196, I quer à la confection de l'inventaire ? droit de) 140 , I .195 , I Avant l'adjudication du bélu en cette Pronéfice, l'héritier pur &: Seigneur de fimple, exclut l'héritier ibid. bénéficiaire, s'il n'est mionstituées ayant neur, ou s'il ne s'agic nu au batard; ses d'une succession directe. s, & les fonds s en franc - aleu, Après l'adjudication aul n'est innent au Roi, reçu à se porter hérifier pur & simple : excer 190, I en faveur des e droit de basar-

Q vi

& des femmes en puisfance de mari. Autre exception tirée du fait particulier, 136, 137,

276 , I

Ce qui doit suivre l'adjudication du bénésice, 140, I Frais du bénésice privilégiés : pourquoi? 141, I Dans lesquels n'entrent pas ceux de la contumace

des héritiers en général , 139 , I Effet de l'entérinement des

lettres de bénéfice d'inventaire, cessant les soultractions & recélés,

Si les défauts de forme font décheoir fans retour du privilege du bénéfice,

Faculté concédée aux créanciers de faire vendre les menbles & immeubles de la succession bénésiciaire, 142, I

Cas où les deniers provenans de la vente des meubles, ne sont pas sujets aux droits de Consignation, 143, II

Reconnoissance des faits du défunt, peut être exigée de l'héritier bénéficiaire.

Quid des autres proces contre la succession?

143, 144, 1

Le bénéfice ne dispense pas

du rapport des dons & avantages : est une fin de non-recevoir contre la démande en tiers-coutumier, 141, 141, 1 Mais la renonciation au bénéfice fait revivre les droits de l'héritier qui

bénéfice fait revivre les droits de l'héritier qui peut répéter les capitaux débourfés à la décharge de la fuccession, 142,

Le bénéfice n'est pas admis contre le Roi : étendue donnée à cette maxime,

Bestraux (liberté ou prohibition de faire pâturer les) dans les communes , 118, I

Tribunal compétent des contestations nées sur le droit de pâturage des bestiaux, 128, I II est défendu de laisser di-

vaguer les bestiaux dans les terres ensemencées,

Bêres pâturantes fur le fief (droit du Seigneur de faifir les) pour fa rente, 112, I

Si le maître des bêtes a un recours solidaire à distinction, 113, I

Propriétaire a pour le prix de la ferme un droit égal à celui du Seigneur, Quid du créancier d'une

DES MA	TIERES. 373
rente constituée? 112 &	COMBRÉ, 236, 237, II
ibid.	BRUIT de marché de la
Bêtes causant du domma-	compétence du bas Jus-
ge, peuvent être saisses	ticier 74, I
par toute personne inté-	A qui de deux Fermiers de
ressée, 115, I	la seigneurie, appartient
ressée, 113, I Bois (dommages causés	l'amende du bruir de
aux) les Juges des Eaux	marché, ibid.
& Forêts en connoissent,	· C
- 132,I	CAS royaux défignés par le
Les peines en forfait de	. Code Criminel, 28,55,
bois sont sixées par les Or-	5€,I
donnances, 86, I	CAUTIONNEMENT éteint pat
Etant sur bout, le crean-	le paiement, 294, II
cier du vendeur ne peut	CAUTION (qualité requise
les arrêter pat simple sai-	dans la) 77, A Cautions (quelles person-
fie; étant abattus, il	Cautions (quelles person-
conserve son droit tant	nes peuvent être refu-
qu'ils ne sont pas enle-	sées pour) ibid.
vés, 151, II	CAUX: Voyez MARTAGE
BOISSONS (le prix des)	AVENANT, SUCCESSION,
n'est plus réglé par le	340, 349, I
bas-Justicier, 75, I	CERTIFICATION. Voyez
BOURGAGE (définition du)	DÉCRET.
179, I	CHASSE (droit de) sur la
Utilité de la possession pour	part des puînées parageres
en justifier, ibid. & 180, I	accordée à l'ainé pen-
A sa Jurisprudence particu-	dant le parage, 174, I
liere, soit en matiere de fief, ou de succession,	Voyez PARAGE.
	Chasses (Ordonnances sur
179, 331, 369, I BOURGEOISIE (droit de)	le fait des) 127, I
comment il s'acquiert en	CHEMIN royal (largeur du) suivant la Coutume : dé-
la ville de Rouen, 198, I	fenses d'y empiéter,
BREF, de nouvelle dessai-	j41, II
fine. Voyez Nouvelle	Qui en doit les frais de
DESSAISINE, 108, I	réparation, ibid.
De mariage encombré.	Celui dont on a employé le
Voyez MARIAGE EN-	fonds pour la construc-
- 7.5 m	Lette in

	B. L. E
dérés, comme des con-	veur des) divers Andr
quéis, 371, 372, I, 23,	qui les concernent, 194,
24, H	I, 201
Conquêts, la femme peut en	CONSULS (questions sur
se mariant renoncer à y	la compétence des) 9,
prendre part, 173, I	10, I
e mari en cas de prédécès	CONTRAINTE par corps,
de sa femme a l'usufruit	prononcée par l'article 29
de la totalité des conquêts,	de la Coutume, 77, I
347, I	CONTRE-Lettres nulles.
Conquêts (retrait de la part	Tout acte séparé du con-
de la femme aux) 3742	trat'n'est pas réputé contre-
375 , I	Lettre, 30,31, II
in quel temps le mari doit	CORPS de l'homicidé doit
user du retrait, 374, I	être visité de Justice, 96, 1
Doit être de la totalité de la	CORVÉES n'arréragent pas
part de la femme, 375, I	à volonté; comment li-
in retrayant le mari perd son	mites; quand l'effet en eff-
usufruit, ibid.	il solidaire? 80, I
e retrait doit être entiere-	COTTE-morte des Religieux,
ment consommé dans le	Curés, à qui elle appar-
délai de la Coutume,	tient, 334, I
ibid.	Cours des caux & rivieres
Ce qui entre dans la liqui-	doit être entretenu: com-
dation du rembour e-	pétence en cette matiere,
ment, 376, I	46, I
e retrait des conquêts est	CRÉANCIERS (trois ordres
transmissible aux héritiers	de) regles sur leur collo-
des acquêts du mari, &	cation: changement que
fait partie de cette suc-	la subrogation peut y ap-
flion, 375, I	porter, 315, 316, I
ils peuvent l'intenter pen-	CRIÉES. Voyez DECRET.
dant la vie de la femme,	CRIME, doit être poursuivi,
ibid.	47,1
CONSERVATEURS des pri-	Crime incident, 48, I
vileges de l'Université,	Prévenu de crime peut-il
s'ils connoissent d'une ac-	aliener? 191,I
tion en partage, 43, I	Si le crime est remis après le
Consignations, (Rece-	jugement le Seigneus
	•

tient-il compte du prix de la vente des fonds confilqués ? 188., I DÉBITEUR, s'il est libéré par la représentation du titre de la créance, 227, II Décret, vente judiciaire des biens affectés à une dette légitime, 258, II Doit être fait devant le Juge ordinaire: ne se fait pas à la Cour, ni aux Requêtes du Palais, ni devant aucun Juge extraordinaire. Exception, 265, 316, 317, II Cas où il faut obtenir des 🐔 Lettres de mixtion devant 🚁 🚣 Bailli ou devant le Vi-Mcomte, 29, 30, 44, 45, I En vertu de quels titres 258 , I S'il peut être entrepris sur une Sentence provisoire, 260, II Titre exécutoire contre le défunt, l'est contre son héritier, 259, II Pour quelle somme il est permis de décréter : si le tiersacquéreur peut être con-

damné personnellement au paiement d'une dette hypothécaire modique. Regle générale, 261, 262, I Décret (sommation en) formalités qui doivent y être observées,
S'il suffit, pour mettre en décret les biens de la femme,
de faire la sommation au
mari, 264, 265, II
Si le débiteur décede après la
sommation, ou ne la réi-

tere pas à son héritier,
265, II
S'il est domicilié hors la Province, 311, 312, II
Quand le débiteur est mineur, sommation que l'on
fair au tuteur, qui yaut

neur, sommation que l'on fait au tuteur, qui vaux selon les circonstances de sommation en décret, 315,316; H

Lorsque la succession du débireur est renoncée, diligence que l'on doit faire contre les héritiers en général, 39, 310, 311, II Décret, (saisse en les formalités, 266, 267, II Se fait quelquesois au prochain marché, 276, II Affiches que l'on doir mettre au lieu où se fait la saisse,

Doir être faite dans l'an de la fommation, 265, 266, II Abornemens des héritages dans le procès-verbal de faisse : il faut mettre un prix sur chaque piece ou une rente racquittable; ce qui résulte de cette dernière formanté, ibid. & 268, 269, II

MATIERES. isse. Arrêt raptes préférables à elles, peuvent-ils opposer pour lainage, 278, 79, 281, II distraire ? 263, 299, partie des dili-300 , II Si l'opposition en distraction décret est dé-280, II peut être évoquée hors la écres surseoit la Province, 317, II Est-il permis d'opposer en 279, II dant ne se certout état du décret ? 182, II , 305, 306, II contre les Ju-Si le saisi peut toujours fait certifié valare cesser le décret en iligences malpayant, 283, II 281, II Opposans doivent élire domicile dans le lieu où Ce :erposition de) : que le Juge poursuit le décret, 313, П e l'exposé en 282, II Décret, adjudication premiere : on assigne lors ochains plaids de l'interposition, jour aux certification, ibid. . plaids prochains, pour y tion d'encheres procéder. 282, II Décret, saisse de fiefs noes aux plaids ofition , ibid. bles; ancienne Jurisprudence à cet égard, fort fition; on peut préjudiciable, 4 284, II our distraire, Formalités particulieres à cetrver, pour an-82, 283, II te espeçe de saisse, 284, & rencheres 185, U Lors de la saisse on met un : continuées de laids, à peine prix fur le fief ou fur chae toutes les dique fief, si elle en comdécret, 284, II prend plusieurs, 285, II oppolitions le On peut saiur conjointement un fief & des rotures, en 282, II les droits réels se conformant à la Coutuaux dettes qui me, 191, II laifie, l'acqué-Déclaration de fief saifi

doit être mile au Greffe

ayé des crédi-

286 , II Doit être communiquée au décrété, & ensuite con-

par le décrétant, 285,

tredite dans le délai de la Courume, 286, 287, II L'objet omis dans la décla-

ration demeure en la propriété du décrété, si l'adjudicataire ne préfere d'en payer l'estimation; se faitelle sur le pied de la valeur extrinteque ? 287 , 188 , II

En cas de vente, quel est le droit de l'adjudicataire,

Décret, criées, intervalle de trois mois de la saisie du fief à la premiere criée, 284, 285, 289, II

Ce qu'il fant observer si le fief saisi s'étend dans pluficurs Paroiffes , & fi les criées ne peuvent être faites en même jour par un meme Officier , 289 , = 290, II

Record , certification. ces articles.

Décret , interpolition & adjudication premiere fe font à la prochaine assile d'après la certification,

291, II On ne peut anticiper le temps de l'affile , ibid.

Decree, encheres au profit commun ; explication de

ces termes, 302, 303, I Encheres au profit partice lier, Il en revient un quart an

profit commun. 106 . II Elles doivent couvrir les encheres au profit commun.

Prorogent , telles quelles foient, l'adjudication fina-

On peut les augmenter, diminuer, même s'en départir lors de l'adjudication finale; en quel cas, 104, II

Avantages des encheres au profit particulier , 303, II Cas où elles ne sont pas re-

cevables , 307 , 308 , II Quid ? Si elles ne font pas fondées, ibia.

N'ont plus lieu après la levee de la jurisdiction ou s'est faite l'adjudication 105 . H finale.

Décret, adjudication finale des fiefs ou des rotures, delais dans lefquels elle le doit faire , 304 , 305 , 11 Le Juge ne peut la recattler.

291, 11 Décret (état du) dispositions du Réglement de 1666 fur-la collocation

à l'état . 294, 11 Etat des fruits doit être tenu avant celui de l'adjudica-474,11 tion,

Du prix de l'adjudication :

ES MATIERES. : lequel il doit d'en faire le rachat, 300, Ħ par l'adjudica-293, II Défalcation sur le prix du peut aux fins décret des rentes leigneude l'état, être riales & foncieres, 300, par corps de 301 , II :érêts auxquels S'il purge le douaire & le damné par le tiers - coutumier, 300, II Purge t il les servitudes lagarnissement, 295, II tentes? 329,330,H ion contredite Décret, dettes privilégiées qui le prennent sur le prix nissement, 298, 299, II du décret, même avant les frais de Justice, 295, tire oft garant s confignés, 296,.297,II 195, II Dettes non encore échues ou dépendantes de l'évérnir on ne res sur le précénement d'une condition; frisseur, 306, comment elles se regient à l'état . 307, II 197, II Décret, frais : le saisssant : (ce que c'est doit fournir les frais du dication à la) 307, II décret, si le prix ne suffit 308, H e mariée, une pas, Adjudicataire saisi des oriêtre condamnée ginaux des diligences; au paiement de temps après lequel il n'est ibid. ichere,

t du) cas où il plus obligé de les repréni les droits fenter, ibid. Décret (pourvoi contre le) les droits hypo-292, II si on peut devant le pres les rentes sci-Juge oppoler la : & foncieres. péremption contre les diligences du décret : différen-: quant aux ar-299 , II ce entre les Jugemens interlocutoires & les Jugetemps les arrédéfinitifs , 267 , t dûs par l'adibid. 268 , II Si la plus pétition est un ;ataire est tenu

B L E 282 moyen de pourvoi, 262, II fon temps , 158 , 159,1 Si le décrétant peut valable-Délit militaire, compément consentir la distractence, tion des fonds situés dans Commun, privilégié, 10, I des Paroisses où les dili-Désaveu, terme de fief, il gences n'ont pas été faiemporte la commile, 170,l 276, II Ne produit pas la commit tes ? L'adjudication peut-elle être de plein droit, attaquée à cause de la vi-Causes qui l'excusent, 171, I 306, H Fin de non-recevoir conte lité du prix? Pourvoi particulier au mila demande en commise pour désaveu, 283,H neur, Décret cassé pour dette non Désaveu du propriétaire, du due, ou par défaut de mari, du Bénéficier; son formalité; différence eneffet, 171,I tre ces deux cas, 283, Déshérence, droit féodal, 284, II cas de désherence, 193,I Peines portées contre les té-Une ligne ne peut couvrit méraires appellans du dél'autre ligne au préjudice de la déshérence, 193, 283, U cret, Décret des Sergenteries ; 194,I déclaration que l'on doit Quelle preuve de parenté mettre au Greffe après la admissible contre la delaisie, 301, II mande en déshérence Des bateaux & navires; ses formalités, Le titre unde vir & uxor 302, II Du fonds du titre sacerdon'est point un obstacle au tal; en quel cas ou à queldroit du Seigneur, ibid. les charges il le fait, 262, Biens retournent au Seigneur II avec leurs charges, en cas Défends opposé au banon; de déshérence, Dîne (Bailli compétent des temps pendant lequel les terres sont en défends, questions de) 127, 128, II Dimes inféodées, different des dimes eccléfiastiques; DÉGUERPISSEMENT ibid. quéreur qui déguerpit comment, De quelle maniere s'établisaprès être entré en paiement d'une rente doit sent les dimes inféodées; acquitter les arrérages de se regient comme tout

DES MATIERES. bien profane, 14, 15, I Dimes eccléfiastiques, solites ou insolites; réglement sur l'une & l'autre 15, I Dues en exemption des frais de récolte, 23,I De poires & de pommes; quelle est leur nature, 20 , I De arrasin (diversité d'Arrêts sur la dîme) 20, 21,I Du bois, cas où elle est due; si elle se leve sur le prix de la vente du bois de haute-fûtaie, 19,I Herbages (Réglement sur 16,I la dîme d') De l'herbe qui croît dans les masures, dépouillée en verd . 18, I Du tresse coupé en verd, Des fruits excrus dans les jardins clos & fermés, 22, I Des joncs-marins, D'agneaux; si l'on peut toujours l'exiger en essence, Novales (à qui appartient la 23,24, I dîme des) Dâne (quotité de la) 22, 23, I Comment s'évalue - t - elle quand elle est payable en argent? 19,I

En fruits, obligation d'a-

383 vertir le décimateur avant leur enlevement, 25, I Dîme (partage de la) entre le Curé & des décimateurs étrangers; lieu où il se fait ; droit du Curé, 24, I Peut être affermée à toutes personnes; sous quelle condition. 23, I Transmissible à l'héritier du décimateur; en quel cas, 25, I Dime (exemption de la) en faveur des Chevaliers de Malte; limitation, 24, I DOMAINE de la Couronne. s'il est sujet à prescription, 217, II Don mobil, ce que la femme "majeure ou mineure peut donner à son mari par contrat de mariage. Si le mari a un don mobil de droit; divers Arrets sur des questions de don mobil, 199, 300, 301, 302, 303, 304, I Il court en intérêts; le mari peut en exiger vingt-neuf années; premiers paiemens imputables sur le don mobil, 304, I Don mobil de la femme qui convole en secondes noces; comment on en fixe la quotité ; si les filles y sont considérées comme

.

ES MATIERES. ice à déduire de en cas d'absence du dona-Exception taire, 128 , II r des donations Ne s'induit point par précontrat de mafomption, ibid. Quid , si le donataire est 4,125,126,II éceffaire pour la mineur ou interdit ? le la donation; 128, H Si la donation est faite à une équivalentes, 126 , H femme en puissance de la donation, il mari , à un Hôpital , &c. ie l'on n'en peut 128,129, II 122, 123, II On n'admet pas de pourvoi les contribuent contre le défaut d'accepges hypothécai-129, II tation, 123, II Exception à la regle en faductible, 116, II veur des donations faites biens à charge en contrat de mariage, ; réductible au ibid. 135, II Autres exceptions qui renentre la donation trent dans le principe, ibid. os certain & celle Donation, infinuation ııı, II (formalité essentielle à ordé aux héritiers la) 127, 130, II teur pour agir en Sa forme, ce qu'elle renfern; conséquence · me, lieux où elle se doit le 435, 116, II faire, 130, 131, II poser contre une Faite dans le délai des Orı l'imbécillité du donnances; son effer, r? 116, 117, II 131, II s pour pouvoir Oui peut opposer le défaut ibid. Exception en fad'infinuation, mariages, 110,II S'il peut être opposé à la fem*mation* doit être me séparée, aux mineurs, Hôpitaux, &c. sans esvant Notaires, & minute, à peine poir de restitution, 131, :é, 109,11**0,**II 132, II , acceptation, sa Cas où le défaut d'infinua-, 127, 128, II tion ne peut être opposé, du moins à peine de nullile peut être faite R

ibla. Pendant quel temps on peut oppoler contre une donation le défaut d'acceptation ou d'infinuation ,

152, II Donation (révocation de la) par survenance d'enfans; elle se fait de plein droit, même par la légitimation du batard par mariage subsequent,

133 , II Quand l'enfant auroit été conculors de la donation,

ibid. La possession du donataire n'est pas un obstacle à la · ibid. revocation,

De quel jour est due la restitution des fruits, 133,

134, II Les biens compris dans la donation font affranchis des hypotheques du donataire , 134, II La donation ainsi révoquée

ne revit que par un fecond acte en forme, Claufes contraires à la faculté de révoquer, nulles,

ibid. Quel prescription on peut alléguer contre la deman-

135 , Dor (fi le pere est obligé

de en révocation, 134,

de donner une) à la fille, 296 , I Comment la meres'oblige à la dot de la fille lon obligation est contributve & non folidaire, 197. 198,1

Si le pere & la mere ont donné à la fille une dot excellive , les freres pervent en demander la teduction , 310 , I Cette demande ne les oblige

pas de recevoir la file a partage. En quel temps elle doitette

intentée , à peine de de-311,1 chéance .

Cas d'exception qui proroge le délai de la demande .

3 1 2 , 3 15 , 1 Formalités à observer de la part des freres avant de la former , 310, 311, 1 Tuteur (le) du frere peut

agir en réduction, 110, 1 Les alienations faites par le mari de lafille ne procurent pas une fin de non-recevoir contre l'action, ; 12,1

De quel temps le fait l'eltimation des biens des perc ibid. & mere,

Le pere n'a pas d'action pour se plaindre de l'excès de la dot , 311,1

Les filles non mariées ont le droit de demander part dans la dot de la fille avan-- 313 , 1 tagéc, Dot . les freres peuventDES MATIERES.

ils marier leur sœur sans
dot? 304,305, I
Si après la mort du pere la
fille est tenue de s'arrêter
à la dot qu'il a arbiurée
hors contrat de mariage,
416,317, I
Les freres peuvent ils, avant
le mariage de la sœur,
transiger avec elle de sa
dot? 305, I
Quid, si elle a été mariée
sans déparage, encore
qu'elle n'ait pas eu une
dot suffisante, ibid.

Les freres tenus solidairement de la dot de la sœur, 307, I Intérêt que les freres ont de

constater la dot promise ou payée à la sœur, 305, 306, I

Dot (cautionnement de la)
fait par le beau-pere n'est
pas un avantage indirect:
discussion des biens du
cautionné avant de s'adresser à la caution, 6,

Dot (confignation de la)
fur les biens du mari,
doit être expresse, est
une aliénation des biens
du mari, une constitution
de rente qui quelquefois n'empêche pas la répétition de la dot : ses effets : opinion de nos Auteurs; ne se confond pas

avec le remploi de l'arricle 390; comment le mari s'en dégage, 399, 400, 401, I

Confignation tacite (cas de)

Dot (confusion de la) de quelle maniere elle s'opere, 287, 288, I Exception dans le cas de remplacement spécial ...

remplacement spécial , ibid.

Eprouve des retranchemens au marc la livre, de l'aliénation des biens paternels faite par l'héritier des deux lignes, 288, I Dot garantie (cas où le pere doit garantir la) promise à sa fille, 296, 297, I Garantie des freres beaucoup plus étendue, 306, 307,

Sont obligés de faire valoir les rentes cédées en doc à la sœur sans qu'elle soit tenue à la discussion des immeubles des débiteurs.

Garantie prononcée contre l'oncle en vertu d'une stipulation, 306,307, I Dot (hypotheque de la)

9, 10, 22, II

Dot en deniers; en quel cas
réputée un bien propre;
en quel cas un simple acquet, 205, 206, 207, II

DOVAIRE; sa définition, 1, II

Rij

les biens du mari, fur ceux

des ascendans du man. 8,9,22,II

mier, il peut être moin-

Héririer du mari ne doit le

dre,

9,12,11

DES MA	TIERES. 389
Ouverture à la demande en	les fruits de la derniere
douaire en cette Provin-	année? 6, II
ce, 6, II	E
Na lieu que du jour de la	EAU (fource d') , (droit
demande; effet de la	du propriétaire sur une)
formation en délivrance	Quid à l'égard de celui
de douaire, 5,6,II	qui possede le fonds in-
La veuve fait les lots en	férieur? 328, II
douaire, 4, II	Eaux (cours des) doit être
Doit entretenir les fonds du	libre; si elles peuvent
douaire de réparations	être retenues, 240,
viageres, il lui importe	241, I
de faire dresser un procès-	Eaux & forêts (tribunal
verbal de l'état des bâti-	. des) sa compétence, 9, I
mens, 13, II	Eaux défendues; explication
Autres charges du douaire,	des termes, 87, I
15, 16, II	Ecclésiastiques (biens,
Différence entre le douaire	formalité de l'aliénation
de la premiere & de la se-	des) 216, 217, II
conde femme, 285,	Ecclésiastiques (privileges
286, I, 71, II	des) en matiere de Juris-
Si la femme peut renoncer	diction, 11, I
au douaire par transac-	Ecclésiastiques & Prélats
tion, 18, II	(séance des) au Parle-
La femme qui n'assiste pas	ment, 88, I
fon mari dans sa derniere	Ecclésiastiques (délits) leur
maladie est-elle goujours	instruction, 10, I
privée de son douaire?	Ecclésiastiques possédans sief
16, 17, II	noble of I
Si elle se remarie dans l'an	noble, 95, I ECOLIER, privilege de scho-
du deuil; si elle vit impu-	larité, 10, I
diquement, 18, 19, II	larité, 10, I EMANCIPATION (Lettres
Le monachisme éteint-il le	d') à quel âge les mineurs
	d') à quel âge les minours peuvent les obtenir,
douaire? 4, II Finit par le dépérissement	
totale de la chose, 14,	Enfans des condamnés en
	quel cas habiles à succé-
Der la mort de la veuve	
Par la mort de la veuve,	der, 338, I Emancipés, 100, II
ses héritiers partagent-ils	Emancipés, 100, II
	v m
	•

A B L E 390 la confiscation. De famille (Réglemens con-170, I En cas de réunion par félorie tre ceux qui prêtent aux enfans) 235, 236, II comment le Seigneur est tenu des dettes du vallal, ELUS, leur compétence, 9, I ETANGS réputés nouveaux: 169, 171, I liberté d'en faire construi-*Félonie* (effet de la) fi le re fur son fonds, 240, Seigneur en est convain-241, I 172, 1 ETAT des personnes (si la FEMME ne peut agir en Julpreuve par témoins est tice sans l'autorisation de admile en matiere d') son mari, ni contracter. 277,I Exceptions, 334, I, 254, Exécuteur testamentaire 255, H (qui peut être) office Si n'étant pas séparée elle gratuit; remboursement peut pour la sûreté de ses des impenfes, 108, 109, II droits s'opposer à la vente Exécutions en vertu d'un du mobilier de son mari, titre paré; si elles peuvent 257, 1 se faire un jour de sête: Ce que la Coutume lui perelles se cumulent, 32, met dans l'absence de son 33,I mari, 256,257, 1 Exécutoires de dépens; Femme prévenue de crime leur hypotheque en cette & désavouée, sur quels biens se porte la condam-Province, 317, 318, II nation, Exhérédation; fi l'aïcul 255, 11 peut après la mort du pere Cas où la femme ne peut être délavouée, 256, II déshériter ses petits-enfans, à cause que son fils se Différence entre l'autorifaseroit marié sans son contion de Justice en matiere fentement, 272 .1 civile : de la même autorifation en matiere crimi-FACULTÉ de rachat. Voyez nelle . PRESCRIPTION, TREIZIE-Femme (part de la) dans ME , &c. les conquêts. Voyez Félonie (cas de) doit CONQUÊTS. être jugé ; Sa part aux meubles de la 169 , I Qualité de cette action, Tucceffion du mari : diftinction faite par la Cou-171, I Différence entre la félonie & 41, 43, 44, [tume .

DECMA	TIEDEC
DESMA	TIERES. 391
Ne contribue ni au legs ni	Fief; appartenances de fief, 203, I Indivisible, 378, I
aux frais funéraires, ibid.	Thef, 203, 1
Femme prenant part à la	Individible, 378, 1
succession de son mari,	Se divise entre filles, hormis
étendue de sa contribu-	le fief de dignité, 238,
tion aux dettes, 398, I	394, L
Cas où elle est obligée de	Se partage également en-
donner caution, 44, II	tr'elles & leurs descendans
Doit entrerenir les baux faits	au premier dégré, 333, I
par son mari, 245, II	Il n'est pas permis de prendre
Femme renonçante. Voyez	le nom d'un fief dont on
RENONCIATION.	n'a pas la propriété, 146, I
FERMIER de biens à la cam-	Fieffe (contrat de) si les
pagne ne peut être expul-	clauses commissiones y em-
fé par le propriétaire,	ployées s'exécutent avec
même pendant la durée	rigueur, 161, I La Sentence qui accorde l'ef-
de la réconduction, 272,	fet de la clause étant exé-
Fermier (héritier du) obligé	cutée, tout pourvoi inter-
par corps, n'est pas tenu	
de donner caution, 273, II	dit, 161, 162, I Clause pénale dans le contrat
Fêres de Palais abrogées,	de sieffe se modifie sui-
65, I	vant les circonstances,
FIEF ; la définition , 144, I	ibid.
Fief (droits de) ordinai-	Effet de l'hypotheque géné-
res ou casuels , ibid.	rale apporce dans un con-
Fief & Jurifdiction ne fe fe-	trat de fieffe, 158,1
parent pas en Norman-	Si le mari & le Prélat peu-
die , 73 , I	vent couvrir la commise
Toutes contestations en ma-	en matiere de fieffe, 163, I
tiere de fief de la compé-	FILLE (liberté indéfinie don-
tence du Bailli , 12 ,	née au pere de marier sa)
13,1	296, 297, I
Fief s'établit par la pof-	Peut donner à ses filles
fellion s'il n'v a titre con-	des conquêts en dot,
traire, 146. I	309 , I
traire, 146, I Fief de dignité, de haubert,	Peut, après le mariage, leur
membre de haubert, 201,	donner un supplément de
202, 1	300 -3133
CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE	R iv

B 392 Mariées par leurs alcendans ne peuvent réclamer dans leurs successions quel'effet des promesses à elles fai-308, I Les filles peuvent exiger de leur frere une promesse particuliere qu'il leur auroit faite de son chef, 310, I Ne sont tenues des dettes de la succession qu'hypothécairement, si elles ont reçu des immeubles en dot, 309, I Mariées pour telle part qui leur appartient dans les biens de pere & de mere: cette clause équivaut-elle à une renonciation aux biens parisiens? Peuvent demander l'envoi en possession des biens sujets à leur dot, 295, I Viennent par concurrence entr'elles à l'état du décret des biens du pere , 298 , I Agées de 25 ans ont une provision équivalente à leur dot, 328 , I N'en acquierent la propriété que par le mariage. Exception, ibid. De quel jour courent les intérêts de leur dot contre les freres, 329, L Ne peuvent être forcées de prendre partage au lieu de 295,I dot,

Admiles à partage par la né-

L E gligence du frere à les marier. Exception en faveur des mineurs, 325, I Quid, si elles refusent de se conformer à la volontéraisonnable du frere ≥ 326,I La minorité des freres ne doit pas être un obstacle au mariage des filles, 326, 327, I Le tuteur & les parens ne font pas garans des promesses : si elles sont jugées excessives, 327, I Le file ou créancier subrogé; l'acquéreur des biens du frere obligés de donnet partage aux *filles*. Excep-323, 324, I tion,

Elles ne sont pas tenues en ce cas de faire les lots ni de prendre les dernieres aliénations, 314, I. Ont aussi parrage encasded cret des biens du pere pour les dettes du frere, ibid. Filles parrageantes avec leur frere (quels sont les droits des) 319, 330, I. Filles réservées à parrage: Voyez Réserve.

For & hommage, leur forme: on suit à cet égard la Coutume du fief dominant, 149, I En quels cas dûs, 148, I Devoirs personnels. Exceptions, ibid.

Acquéreur a faculté de ra-

DES MATIERES. chat : doit foi & hom-Gage-plege; séance solemnelle de la basse-Justice; sa 228, 229, I mage, De même le mari à cause du forme; sa proclamation, fief de la femme. Quid 222, 223, 236, I du fief échu à la femme Par qui tenue; amende du gage-plege; surețes que depuis le mariage? 232, I les hommes non resséans Foires & marchés (Lettres d'octroi de) leur entériy donnent. ..: 224, I GARANTIE, elle est simple ou nement : si le droit s'en formelle; différence qui perd par prescription, 73,I regne entre l'une & l'au-FORGAGE, droit accordé .89,90,I Procédure que l'on doit obau saisi; temps de sa durée, server sur la demande en 110, I Fossé étant entre deux hé-90,I garantie, ritages, à qui il est censé .Garantie en matiere de cession de rente suivant la appartenir, 129, I, 332, Jurisprudence Norman-333, II Si le voisin peut être forcé 91 , I de l'entretenir', En fait de partage, ibid. 130,I Frere. Voyez Ainé, Dot, La garantie des faits du Roi MARIAGE AVENANT n'a point lieu, PARTAGE, &c. Son étendue en contrat de Furieux, a la garde des vente d'héritage, 93, I parens ou des voisins, Garantie résultante de la propriété d'une Sergente-200, I ric . Si la garantie a lieu en dona-GAGE, action en dégagement de biens, 31, I tion entre-vifs, 92, I Distinction entre le gage-Si l'action en garantie opere mort & celui qui produit la décharge des dépens, des fruits : regle qui sort de la distinction, 153, H Se prescrit - elle par 30, ou Peine portée contre le créan-40 ans ? 217, H cier qui méconnoît le GAIVES (choses) ce que gage, 153, H l'on entend par ces ter-GAGE PLEGE, la définition; mes, 322 , 323 , H son étendue : cette action Ce que l'on y comprend, se peut-elle évoquer? 31, I

323 , H

Rv

A B Ne doivent pas être retepas la personne des minues plus de sept jours, neurs. 251. 1 Le Seigneur fait les fruits à peine d'amende au fiens du fief pendant la profit du Seigneur, 323, garde ; a queile condi-324 , II Temps pendant lequel il eft tion, quid en cas d'abinlibre de les réclamer. don des biens des mineurs 323 , II à son profit ? 251,1 Aqui elles appartiennent par En quel cas le Seigneur peut être privé de la garde, défaut de réclamation, 314 . II 250,1 GARDE de mineurs ; sa dé-Charges de la garde, 141, I finition , 146 . I A quel âge les mineurs Est féodale ou royale, fortent de garde toyale 247 . I ou feigneuriale : formali-Fiefs tombent en garde; tés pour fortir de la garde objets qui n'y tombent royale, 253, 254, 1 ibid. En sortant de garde ils ne pas . Rentes constituées , si elles doivent pas de relief, tombent en la garde royale , 248 , 249 , I Le frere ainé ayant acquis Poines paragers exempts de l'âge pour sortir de gardt, 250, I la fair ceffer à l'égard de la gurde , Ecclésiastiques ont ils le droit tous les freres puines, de garde à caule de leurs 250,1 ibia. La fœur n'a pas le meme La minorité du mari fait avantage; mais la garde tomber la femme en des files mineures celle 157 . I par le mariage, en pregarae, De quel temps commence nant les précautions orla jouissance de la garde . données par la Coutume, foir royale ou leigneu-155, 156, 157, 158,1 riale, Femme mariée ne recombe 148 , I Ouel ordre fuit - on pour en garde, 157, 258, 1 adjuger le don de la GARDE-ARRIERE, cason cile échoit . garde royale, & au profit de qui la remile est cen-Si la mere donataire de la garde royale peut au fée faire ? La garde féodale n'affecte préjudice du mineur, faire

DESMA	TIERES. 205
remife de l'arriere garde,	TIERES. 395 glent 5 cas où il n'en est
149, I	pas dû . 336 , I
GARDIEN des meubles sai-	pas dû , 336 , I
fis , 110 , 111 , I	HAIE VIVE (marque de la
GARENNES ont besoin de	propriété de la) placée en-
titres , 86 , 87 , 1	tre deux héritages, 130,1
GENS MARIÉS DE PEUVENT	HARO (origine & étymo-
le céder, donner ou trans-	logie du) 101, 102, I
porter l'un à l'autre quel-	Juge compétent du haro .
que chose que ce soit,	7, 30, 101, 1
86, II	En quel cas, & pour quelles
Donation mutuelle n'a point	causes peur être interjet-
lieu en Normandie entre	té ; s'il s'interjette pour
gens mariés, 87, II	meubles , 101 , 10; , I
Especes d'avantages indirects	Assajettit les parties à le plei-
que la Loi réprouve : re-	ger; étendue du caution-
medes introduits par la	nement, 10; , 104, I
Jurisprudence , 86 , 87 ,	Ne peut être vuidé sans
88,11	amende, se converrit
GLANAGE (Réglement sur	quelquefois en action,
lapolice du) 130, 131, I	105, 106, 1
GRADUÉS (expectative des)	HAUTE-JUSTICE, fon origi-
fi tout Patron Ecclésiaf-	ne, comme elle se prou-
tique peut en être grevé,	ve ; il n'est pas permis
116, I	d'en multiplier les Offi-
Divers Arrêts concernant	ciers, qui ne peuvene
l'expectative des gradués,	être destitués ad nutum
116, 117, I	71 , 51, 52, I
GROSSESSE, fille tenue de	Haute-Justice (à qui ap-
la déclarer , sans être	partient la nomination
obligée d'en nommer	des Officiers d'une?) 52,
Pauteur, 336, 337, I	Quid , fi la Haute-Juftice
La déclaration est reçue	est arrachée à un Béné-
Sans frais, 337, I Ne suffit pas pour convain-	
cre l'auteur prétendu de	fice tombé en régale?
la grossesse, 336, I	Le Sergent Royal n'y peut
Intérêts résultans de la grof-	exploiter: exception, 60, I
fesse; comment ils se re-	HAUT-JUSTICIER(Seigneur)
Jeffe , comment us le le-	R vi
	201

peut demander 29 années d'arrérages de ses rentes; si trois quittances font présumer le paiement des années précédentes, 69, I

Doit se conformer aux appréciations toyales, ibid.

Doit faire les frais de la procédure criminelle : quid, fi le procès est évoqué ? 56, 57, I

Haut-Justicier, Bailli (compétence du) 54, 55, I

Haut-Justicier (Bailli) ne peut user d'Arrêt contre un Officier Royal pour fair de son Office, 64, I

Doit requérir le renvoi des causes qui lui appartiennent : distinction sur ce point, 18, I

Ne connoît pas des lettres émanées de la pure grace du Souverain, 66, I

Peut bannir hors du Royaume, 185, I Cas où il ne lui est pas

permis de prononcer la peine de confication, 186, I

En débat de Jurisdiction entre deux Hauts - Justiciers, que doit faire le Juge Royal, 39, I

Appel des Sentences des Hauts-Justiciers; s'il se porte indéfiniment aux Présidiaux, 59, I En quel Tribunal se portet il en matiere de police?

HERITIER, actes d'héritier,

Si l'on peut le faire restituer contre de pareile actes, ibid.

Le plus proche parent du défunt sais par la Loi,

Héritier (n'est) qui ne veut, 160, I Héritier absolu, héritier bénéficiaire. Voyer Bi-

NÉFICE D'INVENTAIRE.

Si l'héritier a une action contre fon cohéritier, afin d'entrer en part d'un profit commun, 276, I

Héritiers solidairement & personnellement obliges aux dettes de la succession, comment ils les supportent cutr'eux, 259,

Héritiers en diverfes lignes ou des acquêts, tous tenus des frais de la visdicte de la mort du défunt, 277, I

Héritiers de la femme, en quel cas ne font pa obligés aux dettes immobiliaires du mari échu depuis le décès de la femme, 42,43,11

HÉRITAGE (marques de la nobilité d'un) 145,1

DES MATIERES. 397 . Partable & impartable en Normandie, 378,I Impartable par convention, ibid. . HOMICIDE de soi-même; peine du suicide entraîne 🙏 la confiscation des meubles & immeubles, 199, I HOMMAGE (coutume que l'on suit dans la prestation de l') 149 , I Se fait au manoir seigneurial : exceptions, 150, . 151, I - 1 Ne se fait pas par Procureur : exceptions , 148 , I Lige, est dû au Roi seul, 147, 148, I HONNEURS dans les Eglises, attachés à la glebe si le patronage n'est justifié personnel, 123, I Détail des honneurs de cette espece, 124, I Huissiers (Réglement relatif aux fonctions des) 62, I HYPOTHEQUE (action en déclaration d') quel est fon effet y temps dans lequel elle doit être intentée, 232, II Hypotheque légale ou conventionnelle, 228, II Hypotheque du cohéritier, ou plege pour le recours des intérêts de leurs capitaux, 294, II

Hypotheque du tuteur contre

le mineur, & vicissim. TUTELE, TU-Voyez TEUR. Hypotheque du jour du décès de l'obligé quand l'obligation seroit sous signature privée , 228, M Hypotheque, si la délivrance de la seconde grosse a l'hypotheque de la premiere, on doit appeller. partie à la seconde expédition 🚬 228, II Si les actes passés hors la Province ont hypotheque. bien que non contrôlés, Hypotheque. Voyez Subro-GATION. JAUGE (Réglement sur le fait de la) 72, I Immeubles (Bâteaux , navires, en quel cas répu-213, II Chaudiere, euves, 212, 213, N Deniers donnés à des mineurs, à charge d'emploi en immeubles, 207, H Deniers du racquit des rentes à eux appartenans, 208,II Deniers constitués par le tuteur même à temps au nom des mineurs, 208, II Deniers promis à la fille pour sa dot par ses ascendans, freres étrangers, ou

205, 206, II.

des dommages caul Même payables après la mort du pere, ibid. par un) 140, INDEMNITÉ (droit d') Adjugés à la femme pour ses droits à l'état du décaule des acquifitions des gens de main-morte, s'il cret des biens du mari, elt du pour la dot des re-207, II Immeubles (foins & pailles ligicules en fonds de réputés) limitation , 181,1 terre, Pour acquifition de fonds 199, II Matériaux provenus de déallodiaux, ibid. & 182, I S'il est dù dans le cas de chanmolition; étendue de la fiction en cohérédité, gement de main-morre ibid. à main morte, 181, I Quel est le taux de l'in-Moulins & prestoirs, en quel cas immeubles, 211, II demnité . 181 . I Pépiniere, distinction à cet Pourquoi on y joint l'obliégard: 212, H gation de donner homme vivant , mourant , &c. Pigeons en colombier, poilsons en étangs, abeilles 181 . 5 Ce que doit faire le Seien ruches , 213 , 214 , II gneur pour être payé Immeuble (prix d'une rente cenfé quelquefois) & , II du droit d'indemnité .. Rente constituée réputée ibid. immeuble; interprétation Par qui le droit est acquireé de cette disposition . dans le cas de donacion entre vifs , ou de legs 200 , II Immeubles (uftenfiles d'hôteltamentaire , 181 tel censes;) cas d'excep-18; , 1 Indemnité (effet du paiction, 198, 199, II IMPUISSANCE , empechement du droit d') 18; I ment dirimant du ma-Quia, si les gens de mainriage; quid, si elle étoit morte préferent de vennotoire avant la célédre les fonds ? 182 . bration? ouvre-t-elle un 183 . I moyen d'opposition en Indemnité (la demande en) faveur des parens? Arfe preferit par 40 ans; ret notable, 271 . I de quel remps court la INCENDIE (fi le locataire, prescription; fes effets . 181, 184,1 ou termice font garans

DESMA	TIERES. 399
Jau de paume (maîtres de)	mandement de désense,
n'ont point d'action pour	1,8,1
la fourniture des éteufs,	Qui doit suppléer le Juge
234, II	en cas d'absence, 4, I
INFAMIE (lettres accordées	Juges (compétence des)
pour restituer contre l'.)	nécessité de s'en instrui-
n'effacent pas la tache	re, 1,1
188 1	Voix réductible à cause de
INHUMATION de personnes	parenté entre les Juges,
mortes de mort violente;	49,1
-défendue avant le pro-	Question de préséance en-
cès - verbal du Juge,	tre les Juges & les Gens
96,1	du Roi, 4, I
INJURES réelles, en quel	du Roi, 4, I Juge subalterne ne peut
cas miles au rang des	être Receveur du Sei-
crimes capitaux, 190,	gneur, 77, I
2 191, I	JUGEMENS criminels in mi-
Institution d'héritier n'a	tius; quid de l'action
lieu en Normandie	en soustraction? 186
277,1	187 , I
INTERDITS ; actions con-	JUNISDICTION Eccléfiasti-
servatoires de la posses-	que (Officiers de la)
fion , 31, I	destituables à volonté,
Juge, en quel cas doit être	56-1-1 6 Size 33 1
Avocat & reçu par le	Féodale (Seigneur déchu
Parlement dans fon Of-	de la Jurisdiction) pour
fice, Devoirs qu'il doit remplir,	en avoir abusé, 87,1
Devoits qu'il doit rempir ,	LECTURE des contrats de
Ne doit plaider pour les	vente d'héritages. Voyez
narries , I	RETRAIT.
parties, 3, I S'il peut être contrôleur,	LEGATAIRE (batard peut
ibid.	être) de son pere nate-
Ne doit être Marchand,	rel , jusqu'à quelle con-
ni tenir des fermes, 3, I	currence : exception con-
Doit juger par l'avis de	tre les batards incef-
l'affiftance : exception ,	tueux , &c. 104 , II
48 , 49 , I	Peut on être en Norman-
Juge Royal peut user de	die légataire & héritier
	The state of the s

TAB LE 400 en même-temps? 103, laisse aucuns immeubles, 104, II 107, 108, 11 Légataire doit à ses frais Legs, transmission; cas ou mettre le testament en il neest pas éteint par forme, 103, II décès du légataire avant le testateur, 97, Ne doit pas se saisir de son legs : punition des voies 102, II de fait, 108, 109, II LEPRE, maladie; elle a cessé Légataires (entre) droit depuis long-temps d'affliger l'Europe d'accroissement, 102, II , 334., I Légataire (femme) auto-Lépreux étoient incaparisée à rompre les murs bles de succéder, 334, d'une mailon : pourquoi? 333,·I LETTRES de cession, leur 100, II Parens de la femme ne peufin : dettes qui en excluent le bénéfice: si les vent être légataires des conquêts. du impétrans sont tenus de mari 101, II porter le bonnet verd, Légataire (charge du) 67,1 De rappet de ban à temps doit fournir des habits 188,I abrogées, de deuil; à qui? 41, De rémission, leur cas: si 42, II Doit contribuer aux dettes le Haut-Justicier, Te Seide la succession du tesgneur peuvent y oppolet: 99 , ÌI tateur, recevable, opposition 66 , I Legs, fait à un Confesseur en lui laistant l'applica-De répit ; leur but ; dettes contre lesquelles elles tion à sa volonté, s'il est valide, 92,93, II n'ont pas lieu, 66, 67, I Legs de la moitié de ses LICITATION, elle tient lieu meubles fait par le mari de partage, quelquefois à la femme, ce qu'il indispensable, 391, I renferme . LITIGE (droit de litige) 99, N Legs de meubles (comment royal, comment il s'ouon regle le pouvoir du vre; devant quel Juge il mari de faire un) à sa se porte : son effet ; de femme? 107, II quelle maniere il prend S'il peut lui léguer de ses fin, 120, 121, I LOCATAIRE d'une maison meubles, lorsqu'il ne

402 Difficulté d'établir dans une la femme antérieures au femme la qualité de Marmariage, 297, 1, 256, 11 chande publique , 243 , dettes immobiliaires échues depuis le décès 244, II MARCHANDS. Poyer PRESde sa femme, 41, II CRIPTION. Doit-il les dépens des proces intentés pour la con-MARI, avantages indirects qu'il ne peut faire à sa servation du bien de la femme, 86, 11 femme? 244,1 S'il lui est permis de re-MARIAGE contracté entre connoître avoir reçu une parens; entre quelles personnes , & à quel dedot qu'il n'a pas reçue, gré abulif , 269 , 270,1 87, II Si les héritiers du mari sont Des enfans de famille fans recevables a prouver cet le consentement de leurs parens , a quel age vaavantage par témoins, lide? obligés à tout ige 87 , II S'ils peuvent, nonobstant une de le requérir . & comquittance authentique de ment ? En cas de divertité d'avis la réception, demander l'affirmation de la femme entre la mere & le tiou de son prétendu doteur ; regle qu'on oblerpateur, 327,1 Mari peut-il donner de ses Contracté chez l'Etranger immeubles à la femme par eft valable des qu'il eft contrat de mariage ? 10, conforme aux Loix du pays, 273,1 Ce que l'on doit penser des Mariage, cas ou il elt recontrats de vente d'impuré adultérin, 171, meubles faits au profit Contracté par un fourd & de celle qu'on époule dans muet , valable , 171, la fuite , Diverles questions fur le ma-86,87,11 Ne peut hypothéquer son riage, bien pour amortir les Mariage avenant (princirentes passives de sa fempes généraux fur le) me. 57 , II 120.1 Il peut bâtir fur le bien de Après que les filles ont atla femme, teint 20 ans & demande

mariage, le frere aine

S'il est tenu des dettes de

DES MA	TIERES. 403
peut les garder par an	ble, 321,322, I
& jour . 319 . I	Sur les meubles & biens
& jour, 319, I Mariage de la sœur après	de bourgage, 321, I
l'an & jour, ne peut	Maniere de le liquider fur
être différé sans cause;	Maniere de le liquider sur les fiefs, ibid.
peine portée contre le fre-	De quel temps & par qui
re . 325 . I	se fait l'estimation des
mariage, s'il est offert par	biens sujets au mariage
le frere, & refusé mal-	avenant, 322, I
a-propos par la fœur.	avenant, 322, I Si les provisions éteintes de-
Ne doit être defféré pour	puis la mort du pere
Ne doit être defféré pour	augmentent le muriage
la minorité des freres,	avenant, 322, I
326, 327, I	avenant, 322, I Cas où il s'étend fur la
Si le tuteur néglige de ma-	fuccession collatérale aux
rier la sœur de son pu-	acquets, 365, I
pille, comment elle se	Ne peut être demandé sur
pourvoit pour parvenir au	un avancement fait par
mariage, 327, Si la peine portée contre le	le pere à ses enfans mâ-
Si la peine portée contre le	les , 186 , I
frere majeur a lieu cor-	Si une batarde mariée com-
tre le mineur, 326, I	me telle, légitimée dans
Si le frere est tenu de faire	la suite par un mariage
inventaire des biens su-	subséquent, pent deman-
jets au mariage avenant,	der mariage avenant,
quand il n'a que des	
fœurs , 323 , I	Si la demande en mariage
Mariage avenant; maxime	avenant se prescrit par
puisce dans l'art. 52 du	40 ans, 229, I
Réglement de 1666,	Mariage avenant en la
320, I	Coutume de Caux, com-
Doit être évalué précisément	ment se liquide, 349, I
au tiers des biens qui	Filles n'y font comprises
le doivent, ibid.	fous la dénomination de
Mariage avenant fur la ro-	puinés, 344, I
ture, fur les rentes, fur	Mariage avenant en Caux
les Offices, comment il	fe leve d'abord fur les
se liquide; si le préciput	meubles, 349,1
roturier en est suscepti-	Si le préciput de Caux en-
THE RESERVE AND ADDRESS OF THE PARTY NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PARTY NAMED IN CO	

ABLE 404 est une fin de no tre dans la liquidation, ou s'il y contribue seuvoir , lement, 322, 323, I Si le fils peut recourii Autres dispositions relatives de mariage encon au mariage des filles en vivant du pere. MATIERES bénéficia Caux, 350.1 Mariage encombré (bref compétence de) action possessoire qui Royal, Distinction fur ces n appartient à la femme, entre le possessoi 236 , 237 , II N'est recevable que dans le petitoire , cas d'une aliénation nulle Marieres héréditaire du bien de la femme, fonnelles. Explica ibidem & 239, II termes , Doit être pris dans l'an & MESURE pour la pr jour du décès du mari, des rentes féodale Des terres; quand 237, II Quid en cas de séparation agir en fournisse civile? mejure. 238, II Doit être précédé de la re-Mesure (en questi nonciation de la femme quel usage on dois à la fuccession de son ma-237 , II Mession (temps Cas où l'aliénation n'est pas nulle, quoiqu'elle ne foit Après la mellion, o pas revêtue des formes des Jurisdictions de la loi, 245, II brées , Statut concernant la vente MEUBLES (choles re des biens des femmes en cette Province, est un . Canons & artilleries ftatut réel, ibid. des meubles. Diff Le bref a lieu dans le cas d'alienation d'une rente Deniers provenus d de la femme : ce que doit d'une rente : en faire le débiteur qui veut cenles meubles . le libérer 79,11 Quid d'une fomme Si la ratification de la vente par le pere a son nulle, faite par la femme inrérêts , après la mort du mari, Deniers de fermage

DESMA nt au rang des meu-201 , 202 , 203 , 104, 205, II (deniers provenus vente d'un acquet 101 . II du défistement d'une n en retrait meubles : s en quel temps répumeubles, 170, II, fief , 198, II & fruits non perçus: fief . s où ils sont censes les , 177 , 197 , II s (rentes viageres dérées comme) 200, II es des rentes foncie-& constituées, sont les au pro rata de ce est écha, 205, II des rentes seigneulité. 100 , II ites dues fur le Roi, 205 , II es du condamné à une e emportant mort ciappartiennent au & a quelles charges, 193,I es, quelle part la fema dans les meubles de mari après son décès : ces différentes , 41 , 42, 43, 44, II

vR, il ne peut le marier le confentement de les

ens : dispense de trois

s jugée abusive, 256, I

TERES. été vendu lans formalité ni nécesfité; il peut user de la loi apparente, 315, II Après les formes observées, le tuteur n'est pas garant d'un contrat annullé par le mineur devenu majeur, 42 , I Moulin, dépendance de 201, I Peut être tenu à part & lans 204, I Il n'est pas permis indifféremment de faire conftruire un moulin , 242, I Moulin bannal : comment on envilage la bannalité, ibidem G :43 . I Le meûnier du moulin bannal a droit de suite, 241, I Si le moulin à vent a bannaibid. Différence entre la bannalité & la verte-moure, ibid. Obligation de celui qui fait valoir le moulin; droit de moute, ibid & 244, I MONNEAGE, droit régalien, 125, 1.6, 1 Mur (marques de la propriété d'un) 338, II Si l'on peut être contraint d'abattre ou redreffer son 338, II

Si le propriétaire du mur,

immédiatement joignant l'héritage du voisin, peut

y faire fenêtres, lumieres

ou vues, 335, 336, 337, II

406 Si on peut en ville forcer le nier à Sel : bornes du liez de leur exercice , voilin à contribuer à un mur de clôture, ibid. Notaires Royaux, étenduc Mur, en quel cas réputé mide leur pouvoir, 160, Il Si le scel royal appolé a leun toyen, Ce qu'il est permis ou défenactes les rend exécutoidu de faire dans le mur res par tout le Royanmitoyen, 333, 334, 335, me . Quid des Notaires apolto-336, 337, II Si le voisin peut être conliques ? traint de réparer le mur Des Notaires subalternes, mitoyen , 337 , 338 , II 261,11 NOUVELLE dessaifine (but NAMPS, érymologie du terde) action pour recou-110,1 vrer la possession, 99, I me, Namps morts du fermier du Etant fignifié tient l'héritage vallal, ne peuvent être en lequestre. N'admet point l'accession de faifis par le Seigneur, lieux . 108, 1 NOTAIRES & Tabellions tenus de résider sur leur OBLIGATION, en quel cas réputée mobiliaire ou imdiftrict & arrondiflement. mobiliaire, 196,1 62 , I Offices font immeubles & Acte qu'ils peuvent passer dans leur étude, ibid. peuvent être propres, Notaires Royaux font les 109, II inventaires dans l'éten-Vente d'Office révocable tant due des Hautes-Justices, que le titulaire n'est pas dépossédé, 210,1 Ne sont tenus d'y appeller Vente d'un Office à vil prit les Priseurs - Vendeurs annullée , ibia. Envoien pollettion d'un Off-Ne peuvent pour faits d'Ofce faute de paiement, ibid. fice être cités que devant Réputé propre; même le prix de la vente du droit de le Juge qui les a reçus, ibid. préférence , Leurs registres sujets au pa-Vente forcée des Offices, ibid. raphe. 109, 110, II Notaires créés pour le Gre-Offices de Judicature ne l'ont

DES MATIERES. En quoi il confifte, 55, II point sujets au décret : ils le licitent . ibid. Après le décès du mari la demande doit être précédée PAILLES provenans des dîd'une renonciation à sa mes : comment fe venfuccellion , 23 , I S'il est transmissible aux hédent . PANAGE; explication du territiers . 55 , II Paraphernal & legs incomme; ce que c'est qu'amende de panage, 78 . I patibles, PAPIER terrier , peut être PARC seigneurial; explicafait par le Sénéchal, 76, I tion da terme; bris de PARAGE (tenure par) a lieu parc , PARTAGE d'une succession ; entre filles, 173,I Dignité de la portion de l'aidevant quel Juge il se ibid. née , porte, 42 , 43 , I PATERNELS (biens réputés) Ne peut lui être enlevée par l'effet du partage, 174, I s'il n'y a preuve contrai-Différentes décisions sur le 289 , I PATRON, terme de matiere 176, I parage, Retour au parage d'une bénéficiale; ce qui confdes portions vendues, titue tel, 114, I 177, I Laïque ou ecléfiastique : dif-Ne s'ouvre que dans le cas férences qui regnent ende fuccession, 173, 174, 1 tr'eux, 114, 115, 116, I Ne se pratique qu'en division Patrons alternatifs, 117. de fief , Si le fief est mis dans un lot Patrons réputés laïques & le domaine non fieffé 116 . I dans un autre, il n'y a Patrons honoraires : a qui pas licu au parage, 177, I l'on doit conférer ce titre. Quand le parage prend fin , 123, I 176, I Si les patrons dans l'indigence ont droit au revenu du PARAPHERNAL, droit apparbénéfice, tenant à la femme, 50, II 122. I S'ils contribuent aux répara-Si pour le demander il faut tions du Presbytere, ibid. que le contrat soit recon-54 , II PATRONAGE attaché à la S'il est acquis par la séparaglebe fi le contraire n'est justifié . tion civile, ibid.

L E 408 Patronage (bref de) pourme fous le nom de foa quoi intraduit, 120, I mari & fans procuration PAVAGE des rues : quel jugée valable, 156,ll Plainte donnée par le man Juge en est compétent, au nom de la femme, du 46 , I PERE ne peut avantager l'un pere au nom de fon fils eft recevable, de les enfans plus que les Plainte au lecret, non lujette 114, II autres . Ne peut aliéner ni hypoau petit leeau , Poins & mefures (compethéquer l'héritage acquis ou retiré au nom de les tence fur les) attribuct par prevention an Juge enfans , S'il peut être contraint de Royal, PONTS aux frais de quidoifaire une pension à lon vent etre rétablis, 46, 1 fils; quid du beau-pere ? 28 , II Porcs & volatilles trouves PEREMPTION d'instance : en dommage; s'il est percomment elles s'acquiert; mis de les tuer, 131,1 ses effets en premiere inf-Possession, fes avantatance, en caule d'appel : ges : peut-on la maintenit comment elle s'intera force ouverte? PRAIRIES : Arrêt fur le fait rompt, 219,220, 221, II Pigeons (défenses de tirer de leur irrigation, 239 1 fur les) à peine de puni-240 , I rion exemplaire, 179, I En défends en tout temps, PLAIDS, étymologie du ter-PRÉCIPUT (l'ainé peut choime, Plaids d'héritages (délai fir un fief par) 179 8 379 , 1 des) se marient avec l'Ordonnance. 88 , I En alienant le fief le pere Plaids de baffe-Justice , prive l'aine du preciput ; 76, I mais pendant la vie du Plaids & gages-pleges; cas pere il n'y renonce pas où ils doivent être proclavalablement. més sous le nom du Sei-Le fils de l'ainé en succession gneur propriétaire, & de de propre a le droit de son l'usufruitier conjointe-227, 128, I Il est permis à l'ainé de pren-PLAINTE donnée par la femdre deux préciputs, l'un

DES MATIERES.

sur le paternel, l'autre Tur le maternel, cessant la confusion : question sur · la confusion, 386, 387, I Peut prendre un préciput en Caux, & un en Coutume 382, I générale, En succession par souche, l'ainé d'une souche peut opter préciput malgré ses cohéritiers, 380, I Choix de préciput itrévocable. Exceptions, ibid. Si l'ainé après la mort du pere renonce au préciput, il palle au premier puîné, 379 , I Quid, lorsqu'il y a plusieurs fiefs dans une succession? 381,I Le fils ainé légitimé par mariage subséquent peut avoir le droit de préciput, 380,I En quel cas le frere ainé ou le frere puiné peuvent exercer deux préciputs nobles sur une même succession, 383, 384, I Si la succession n'est composée que d'un fief, en Coutume générale ou en Caux, il appartient à l'ainé, à charge d'une provision aux puînés, 367, 385, I Effet de l'option de préciput, ce qui reste appartient aux puinés, 381,382,I Charges du *préciput*, 380, I Tome II.

un de ses puinés la part qu'un autre puiné auroit eue dans la succession sur laquelle il a pris préciput: limitation, 382, 383, Le fisc ou le créancier subrogé ne peut au droit de l'ainé demander de préciput. Exception, 384, I Préciput de Caux, considéré comme avant-part, 341, I Préciput rotutier (en quoi confiste le;) ce qui suffit pour l'exclure; s'exerce fur les successions de pere & de mere; & nom en collatérale : récompense que l'ainé doit aux puînés; comment elle se fait, 391, 392, 393, I Prescription (idee générale de la) 214, 215, II Prescription de six mois contre les Marchands dénommés dans l'art. 533 de la Coutume, 233, II D'un an contre ceux dénommés dans l'art. 534, présumés payés lors de livraison, peuvent demander le serment mêaprès les délais,

D'un an; action en dommages de bêtes, 2;1, II

De trois ans des arrérages 3

des rentes dues au Bas-

234 , II

Ainé exclu de partager avec

409

TABLE 410 Justicier, même de l'acle don mobil ? 223 . II De racheter la rente pour tion en recours, 79, I Pour la demande du prix foute de partage , 224 , des meubles vendus à l'en-219. II De racheter la rente créée De cinq ans en arrérages de en faveur de l'Eglife pour fondation , rentes constituées, 219, Prescription; si le patrona-De vingt ans en fait de crige se prescrit par quaranme, tant en principal te ans. Diftinction, 216, qu'accessoire, s'il n'y a eu Sentence, 189, I On ne preserit pas contre Décret de prise de corps fon titre, 216, II Si le rachat stipulé d'un n'intercompt pas la prefcription, 190, I greffe le preserit, 222, II De trente ans contre les Le Seigneur ne prescrit pas actions personnelles & les héritages nobles ou roturiers faifis en fa main, mobiliaires, 219, II 161 , I , 226 , II Des arrérages des rentes foncieres ou de celles qui en Le vastal ne prescrit pas la foi & hommage, 160, I ont le privilege, 223, 225 , II Comment on prescrit une Des rentes dues au Hautfomme payable par ter-Justicier . 69 , I mes, 218, 219, II De quarante ans, vaut de Entre cohéritiers, avant le titre en toute Justice . partage, la prescription 215, II de quarante ans n'a pas Si les biens domaniaux, ceux lieu; quid de la prescripdu clergé sont sujets à cette tion centenaire ? 228 prescription, 215, 216, 229 . II En matiere de dîme fi la Faculté de rachat d'un héprescription a lieu en faritage le prescrit par quaveur d'un laique, & fi rante ans du jour du conl'Eglife preserit contre l'Eglife , 215 , 216 , II trat, 221 , II Faculté de racheter la rente Faculté de racheter les rendotale : en quel cas se prestes constituées imprescripcrit par quarante ans ; tible, 229, 11 Entre deux Seigneurs dont guid de la rente due pour

l'un releve de l'autre, les tenures ne se prescrivent pas, 218, II Prescription (interruption, minorité; si elle est une cause d') 145, 221, 222, III Si la prescription des biens de la semme court pendant le mariage au prosit d'un tiers, au prosit d'un tiers, au prosit du mari même, 238, 239, II Prestation d'une rente par un des coobligés interrompt la prescription à l'égard de tous, 218, II La reconnoissance empêche la prescription, 219, II Si la preuve par témoins est recevable contre la prescription, 70, I Présentation; temps accordé pour la faire: de quel moment il commence à courir, 114, 118, 119, I Elle appartient au possessemment de quel moment au possessemment de quel moment actuel de la glebe du patronage, 263, 264, 265, I Stipulation relative à la manière de faire la présentation déclarée incivile, 173, I Présenté doit sidélité au	TIERES. 411 PRÉSIDIAUX (Réglementur le fait des) ne peuveminterdire les Juges, 65, 1 PRÉVENTION du Pape, n'a pas lieu contre le patron laïque; remplit le tout du patron eccléfiastique quid dans le cas de deux patrons eccléfiastiques 118, 1 PRÉVÔT des Maréchaux: sa compétence, 7, 1 PRÉVÔTÉ, terme de sief, (trois especes de) leux dissérence, 222, 223, 1 Doit être établie par titre, si elle n'est due que par les masuriers; si elle se prescrit. Réglement pour la prévôté receveuse: maniere de s'en rédimer, 223, 224, I Tenans noblement non sujets à la prévôté, 224, I Si le Seigneur la doit, il est obligé en siessant l'héritage de la stipuler nommément, 219, I PREUVE par témoins n'est pas reçue en matieres réelles ni hypothécaires: sagesse de la disposition, 226, 227, II Ni contre, ni outre le contenu aux actes, 30, II Ni du rachat d'une rente,
	Ni contre, ni outre le con-
17.3 , I	tenu aux actes, 30, 11
patron, & peut encourir	ni du rachat d'une rente,
la peine de félonie, 121,	Si le contrat passé ou recon-
122, I	na devant Notaires a été
	S ij

LE 412 perdu, on peut admettre Ne passent pas d'une ligne à la preuve vocale; & de une autre ; au défaut de la quels faits, ibid. ligne ils retournent au Mais dans le cas d'un con-Seigneur, 286, 287, I trat fous feing elle eft Héritages acquis en partie inadmillible, 228, II à prix d'argent, & par PRISE à partie contre un Juquittance de réversion de ge (cas de) dot : julqu'à qu'elle con-PRIVILEGES Royaux (nocurrence réputés propres, tions sur les) 27, 28, I 247, II Propre maternel, pris dans PROCUREUR du Roi, s'il peut être réculé, & s'il réun partage au lieu du propond des dommages & pre paternel, conferve fa intérêts des acculés, 4, I qualité, PROMESSE de garder succession; sa forme, son QUERELLE (Sergent de la) effet; ne transfere pas la 110,1 propriété; n'affecte pas les meubles; s'étend fur RANG dans les Eglises, les rentes constituées, 123,124,1 283, 184; 285, 286, I RAPPORT; en Normandie PROPRES (comment les on ne peut s'arrêter à fon biens font faits) 289, don, il faut rapporter. 376, I 114 . II Présomption en faveur de Les créanciers n'ont pas la qualité de propres, droit de demander le rap-189 , I 114 . II port , Les biens sont propres sans Divers objets non fujets avoir succédé en ligne dià rapport, 114, 115, II recte . ibid. De quel temps on estime les Nulle diffinction entre les fonds lujets à rapport ; propres anciens & les proquid des Offices ? 115 , pres naiffans : Jurisprudence fur les propres, Si les contrats de vente ou 289 , 290 , 191 , 292 , de constitution du pere 293 , I au fils sont sujets a rapport Plusieurs biens réputés procomme frauduleux, 115, pres , 293 , 367 , 368 , Rapport en demande de



DES MATIERES. riers-couramier : distinction célebre. 72, H Rapport entre filles venans aux successions directes; quid en succession collatérale ? 394,I Si la petite-fille doit, sur sa légitime dans les biens de sa mere, faire le rapport du mobilier à elle donné par son aïcule, 319., I RAPT de violence ou de léduction : peine due à ce crime, 336, I Receveur des confignations; en quel cas ne peut exiger le dépôt des deniers d'une succession bénéficiaire : Arrêts concernans ces Officiers, 143, I, 194, 195, II RECONNOISSANCE d'héritier étant seule n'est d'aucune considération, 283, I D'une rente, ou detre, quand elle fait pleine foi, 69, 70, I Aux frais de qui se fait l'acte de reconnoissance, 232, 233, II RECORD de mariage; son usage : s'il a lieu dans le cas où le contrat n'a pas été rédigé par écrit : comment il se fait, 29, 30, II Record de diligences du décret. Voyer Dicket. Rícusation (moyen de)

413 contre un Juge, 6,1 RÉDHIBITOIRES (actions) leur durée, 93,94,E REGISTRES du Seigneur, du Domaine du Roi, s'ils font preuve, 151, 152, I Relief; droit féodal : cas où il eft dû, 204 L Du Duché, du Marquisat, de la Baronnie, du plein fief de Haubert & de ses membres, 201, 202, I Des rotures (taux du relief des) différence à cet égard entre la roture & le fief noble. 203, 212, 1 Du moulin separé du fief, 204, E Si les dignités & Offices Yans glebes doivent relief, Relief, en cas de parage, 176, I Cantons de la Province où il n'est dû pour *relief &*c treizieme en sief ou roture que vingt deniers pour livre, 180,1 RELIGIEUX peut dans les cinq ans réclamer contre ses vœux; n'a besoin, même après ce temps, de bref du Pape, 333, I Ne peut user de bref, de nouvelle dessaifine contre fon Abbé 🚬 99,I Créancier ne peut s'opposer à l'entrée en religion Lon débiteur, 339, 3 jii 2

414 T A E	
Religieux profès ne succede	meubles à l'effet d'éten-
point, 333, I	dre le remplacement sans
REMPLACEMENT entre con-	une disposition de la loi,
joints, 80,81,II	34, II
Du propre aliéné par le ma4	Héritiers aux meubles & ac
ri: pourquoi il a été in-	quêts, & légataires char-
troduit, 80, II	gés du remplacement,
Si la femme doit le rempla-	82, II
cement du propte aliéné	Propre vendu à rente via-
avant le mariage, 81, II	gere doit être remplacé,
Ce que l'on entend par pro-	83, II
pres sujets au rempluce-	Se fait en corps héréditaires,
ment à l'égard de la fem-	ibid.
me, ibid.	Quid, si l'héritier au propre
Propres (biens réputés) que	s'arrête à une somme de
la femme ne remplace	deniers? ibid.
pas, ibid.	Si l'affranchissement d'une
Si la femme doit le rempla-	rente passive tient lieu de
cement des biens que le	remplacement, 82, II
mari auroit vendu pour	Remplacement se fait sur les
la libérer d'une rente, ou	meubles, sur la rente
pour lui conserver la pro-	viagere, au défaut d'ac-
priété d'un fonds, 57,	quêrs, ibid.
88 , II	Il ne s'étend point au-delà
Mais quid, si le mari, sans	du premier dégré de suc-
aliener de son bien, a fait	cession, si la minorité
l'amortissement? 57, II	empêche la confusion,
Héritage retiré au nom de la	84, 85, H
femme, sujet au rempla-	Remplacement dû à la femme
cement des propres da	sur les biens du mari,
mari, 186,II	245, H
Ce que la qualité de léga-	Dans le cas où la dot de la
taire ajoute à l'obligation	femme a été reçue en de-
de la femme de rempla-	niers par le mari, 246, II
cer, 82, II	Elle produit des intérêts de
Remplacement du propre en	droit du jour de la disso-
faveur des héritiers de	lution du mariage, quand
cette espece, ibid.	elle ne seroit pas consi-
On n'immobilise point les	guée, . 6, II
	•

Elle doit être remplacée conformément à la stipulation portée dans le contrat 246, II de mariage, Si le mari a reçu la dot sans la participation de la femme, elle peut s'adresser directement au débiteur de la dot pour son remplacement, à l'exception du pere, 296, 297, 306, I, 250, II Elle peut pour le paiement de sa dot demander l'envoi en possession des biens de son mari non aliénés, ou saisir réellement : une voie prise n'empêche pas l'autre, 239,240, II Quand le mari a acquis un fonds avec stipulation d'emploi des deniers dotaux sans appeller sa femme , les héritiers ou créanciers du mari peuvent garder l'héritage en payant la dot, 247, II Les héritiers du mari ou créanciers postérieurs de la femme, peuvent faire cesser sa demande en payant, Hypotheque de la femme pour sa dot en deniers, a lieu du jour du contrat passé ou reconnu devant Notaires, 247, 248, II

On a décide que la femme

peut conclure l'envoi en

415 possession pour dettes antérieures à sa dot qu'elle auroit acquittées, 248, II Remplacement de la dot en deniers (la demande en) ne se confond dans les biens du mari qu'après deux dégrés de succession & de génération : comment cette demande s'affoiblit, 287, 288, I Remplacement des fonds de terre de la femme. Cette demande suppose une aliénation valable des biens de la femme : quelles sont les conditions pour sa validité, 239, 253, 254, II Le mari doit le remplacement des fonds retirés au nom de sa femme, 185, II Le mari peut donner de ses fonds en remplacement: qui peut opposer que ce remplacement est exces-89 , II · Hypotheque de la femme pour le remplacement de ses biens dotaux & de ses biens non dotaux, 245, 249, 253, 254, II Recours : subsidiaire de la feinme pour son remplacement sur les acquéreurs de ses biens, 249, II La femme avant que de les inquiéter doit discuter les fonds de son mari, 249, 250, II S iv

La femme peut se contenter du prix de l'aliénation de ses biens, s'il lui est offert, 240, II De quel temps, afin de par-

fert, 240, II

De quel temps, afin de parvenir au remplacement,
se fait l'estimation des
biens dotaux, & celle
des biens non dotaux,

249, 253, 254, II
L'acquéreur peut quelquefois
obliger la femme, dont il
acquitte le remplacement,
adonner caution, 249, II

Subrogation légale de l'acquéreur dépossédé par la femme, 248, II

Le remplacement subsidiaire est en cette Province un statut réel, 246, II

Remplacement des rentes qui appartiennent à la femme : le débiteur n'a hypotheque sur les biens du mari que du jour du rachat fait en ses mains,

248, II Remplacement doit être donpé des capitalys des rentes

né des capitaux des rentes pour lesquels les femmes, en puissance de mari ou civilement séparées, sont colloquées à l'état d'un décret and I aux II

décret, 307, I, 247, II
Especes dans lesquelles la
femme peut aliéner sa dot
en argent, fonds ou rente, sans recours subsidiaire: Arrêts modernes con-

traires à l'ancienne Juisprudence, 250, 251, 252, 253, II

La femme ne peut demander le remplacement de ses biens aliénés sous une Coutume qui ne le present pas, 246; Il Remplacement de la moitié

des meubles échus à la femme constant le manage, 34, II En quel cas il n'est pas exigible, 34, 35, II

Si la femme est reçue à prouver par témoins la quotité des meubles dont elle a hérité, 35, II Réputé fair sur les biens du

Réputé fait sur les biens du mari à l'égard des intérêts, ibid.

Hypotheque du remploi, 36, II

REMPORT; sa définition; s'il exclue le paraphernal; avantage pour la femme de le stipuler en espece ou en argent à son choix; s'étend-il sur les immeubles du mari? Distinctions, 51, 52, 53, 54, II

RENONCIATION de la femme à la fuccession de son mari doit être faire dans les quarante jours de son décès communément sçu; après ce délai réputée héritiere si elle n'est séparée, est aussi réputée seile si elle

DES MATIERES. a enlevé des effets de la tées, 229,230, II succession avant d'avoir Variations du taux des intérêts des rentes, 230, II renoncé, 44, 45, 46, II Si l'Ordonnance de 1667 On ne peut constituer à un proruge le délai de retaux plus onéreux que le 47 , II taux légal, même indirecnoncer, La femme peut demander tement, 231, II un délai à la Justice, ibid. Mais on peut acquérir sur Quid de la femme mineure? un tiers une rente à moindre prix; si le débiteur 46, 47, II Ne peut s'interdire en se mapeut se libérer par le prix riant la faculté de renonde l'acquisition, 47, II Rentes constituées immeu-Forme de la renonciation, bles . 208, 209, II En transport de rentes, leibid. Effets de la renonciation, quel de deux cessionnaires doit être préféré, 107, 48, II 108, I, 76, II Doit être nourrie par la succession du mari pendant Rentes créées pour le prix le délai de renoncer, ibid. d'un fonds : ses avanta-Si la femme peut se pourges, 224,225,II voir contre la renonciation Rentes de fief payables au grenier; s'il n'y a conou acceptation, RENTES constituées (sort vention contraire, le Seides) aliéné à perpétuité, gneur peut changer le grenier. Exception, 82, I 230, II Constituées à temps, tolérées En grain : comment elles en faveur des mineurs s'acquittent, 70, 71, I sculement & non des Exigibles en espece : si le autés, 208, II Seigneur les refuse, 83, I Le capfin on peut être exigé Offres du vassal : conditions fur une succession benérequifes pour leur validité, ficiaire : en quel cas, 142, A quel prix elles se paient en 143 , I Faculté de sachas perpécas de retardement, 85, I 229, II tuelle, Appréciation que le Seigneur Clauses qui annullent les est obligé de suivre, 8, , I Rentes de fief non portaconstitutions de rentes : bles : Réglement pour leur claufes seulement rejet-

418 TAB perception, 84, I	mine, 286,287,I
Le Seigneur n'est pas tenu	En succession d'acquet, en
de recevoir d'un étranger	quel dégré reçue: comment
les rentes de fief, 83, I	elle differe de la représenta-
Ne les perd pas par le défaut	tion en succession de pro-
de blamer d'aveu dans	pre, 353, 354, 355,I
trente ans, 167, 168, I	Estet de la représentation en
Se perdent & s'acquierent	fuccession d'acquêt, 358,I
par quarante ans, 160, I	N'a pas lieu entre les oncles,
Il suffit au Seigneur de justi-	freres du défunt, & les
fier de la prestation d'une	enfans des sœurs, 359,I
rente par quarante ans,	A lieu entre la sœur & le
69,70,71,1	neveu, fils du frere ou
Rente fonciere sur les mai-	d'une autre sœur, ibid.
fons de Villes; si elles	Enfans de l'ainé venans par
peuvent toujours se ra-	représentation n'ont pas
cheter, 224, II	le droit de préciput : leur
Rente présumée sonciere,	avantage si la succession
ibid.	est composée d'un sief;
Portable même sans stipula-	359, 360, I
tion. Exception, 83, I	Représentation de sexe; sa
Rente constituée & foncie-	force en parité de dégré,
re, n'ont pas de suite sur	363,I
le débiteur qui s'est libé-	D'une personne vivante a
ré, 192, II	lieu en Normandie, 355,I
RÉPARATIONS d'une maison	Réserve des filles à parta-
divisée entre plusieurs co-	ge, 314,I
héritiers: comment elles	Elle doit être expresse; se
fe font, 332, H	fait quocumque actu; réser
Des Presbyteres; sur qui tom-	ve à succession à parta-
be cette charge : celles qui	ge, idem sonant, 315,1
font à la charge du Curé &	Le pere peut réserver sa
de ses héritiers, 245, I	fille à sa succession &
Ce que l'on entend par pres-	à celle de sa mere, même
bytere ou logement con- venable ibid.	décédée, 314,316,I
	Beau-pere peut réserver sa belle-fille à la succession
REPRÉSENTATION en fuc-	
cession de propre : dans	de sa mere, 316, I
duct delice ene te ter-	La mere peut bien réserver
•	•

DES MA	TIERES. 419
sa fille à sa succession,	des freres, & à quelle con-
mais non à celle de son	dition, 314, 396, 397, I
mari décédé, 317,	Réserve en Caux, 317, I
Si n'ayant rien donné à sa	Si elle y a lieu, 350, I
fille en la mariant, elle	RETRAITS (cinq sortes de)
peut la réserver lors d'un	136, II
second mariage, 316, I	Retrait conventionel (ce
Réserve n'a pas lieu sur les	que le retrayant doit
successions collatérales,	faire au jour de l'assigna-
317, I	tion en) 193, II
Réserve se renferme sur la	N'est point obligé d'assigner
succession du réservant,	aux prochains plaids,
393, 394, I	194, II
Réserve mise en alternati-	Peut configner sur le champ,
ve, le frere a le choix,	ibid.
317, I	Ce retrait ne peut être pro-
Fille réservée, quelle est sa	rogé au préjudice des li-
, part sur le fief, soit qu'il	gnagers, 193, II Est cessible, ibid.
y air plusieurs freres, ou	Eit cestible, ibid.
qu'il n'y en ait qu'un,	Retrait à droit de lettre-lue
317 , 318 , 395 ,	introduit en faveur de
396,I	l'acquéreur perdant, 157,
Sa part dans les rotures,	1,8,H
dans les nouvelles rentes	Il faut pour pouvoir l'inten-
sur le Clergé, sur le Roi,	ter qu'il ait joui de l'hé-
dans les meubles, dans	ritage décrété depuis la
. les biens de bourgage,	lecture par an & jour,
318, 329, 330, 331, I	158, II
N'a rich sur les manoirs,	Sur quel prix se fait le
s'il n'y a plus de manoirs	remboursement, 159, II
quede freres, 331, 332, I	Effectué par l'acquéreur,
Doit faire les lots, 329,	continue d'être un acquêt,
330, I	,170 , II
Rapporte à la masse de la	Si la femme peut retirer les
fuccession à laquelle elle	conquêts dont son mari
prend part, 319, II	auroit été dépossédé
Fille mariée, ou ayant fait	158, II
profession de Religion,	Ce retrait est cessible, ibid.
si elle fait part au prosit	Parens de l'acquéreur per-
	S vj

•

dant sont reçus au retrait, sans que les parens du décrété puissent l'intenter,

159 , 160 , II Sì ce retrait a toute la durée du retrait lignager, 160,II

En quel temps le rembourfement doit être fait, ibid.

Retrait lignager, 136, II
Quelles choles sujettes au
retrait; il suppose une
vente parfaite: la promesse de vendre ne suffit
pas, 136, 137, II

Baux à vie, à longues années, s'ils sont retrayables, 192, II

Bois de haute-fûtaie sujets à retrait: singularité de la disposition; le retrait n'a pas lieu dans le cas de revente, 150, 151, II

Donation pour récompense de service, clamable en remboursant la vraie valeur de l'objet donné,

En échange pur & simple, point de retrait; en quel cas présumé frauduleux; espece de présomption qui n'est pas reçue, 119, H En échange avec soute; re-

trait de l'héritage donné fous foute; ce que le retrayant doit rembourfer,

Héritage donné à rente rachetable, en tout ou parl'assujettir au retrait.

Donné en dot à la fille, ou à la femme pour la remplir de ses conventions, par bail à rente irraquittable, à moins que la rente ne soit rachetée dans les trente ans non clamables, 137, 138, 191, II

Remise de fieffe, en quel cas clamable, 138, II Transaction, en quel cas ouvre l'action en retrait,

Vente d'acquêts (le retrait de la) autorifé en Notmandie, 157, Il Usufruit vendu à autre qu'au propriétaire, sujet au re-

Ordre qu'on suit dans le retrait lignager; il est le même que l'ordre de su-

céder, 154, 155, II Le vendeur ou celui pour les dettes duquel l'héritage a été vendu par déctet, ne peur tetiter, 158, II

Héritier du vendeut a la liberté d'user du retrait,

Il ne suffit pas pour pouvoit retirer d'être parent du vendeur, il faut être habile à succéder, dans la ligne d'où procede le bien

DES MATIERES. 156, Le Notaire doit écrire la Vendu , 155, 157, II lecture fur le dos du con-Parent le plus proche, étant trat, quoique rédigé sous une généralité étrangere, acquéreur, exclut le re-143, 144, II trait, 155, II L'ainé exclut les puinés en Les témoins doivent y être retrait de fief; il en est dénommés, mais il n'est pas nécessaire d'y énonde même du fils de l'ainé, cer qu'elle a été faite 163, II Cas où les parens concouà haute voix, 144, II 162, 163, II Toutes conditions retenues Sœurs, elles usent du retrait par le vendeur, doivent au défaut des freres être insérées dans l'acte de vente & lues, 148, 163, II Maximes sur l'habileté à re-Vente forcée, en quel cas tirer les acquêts, 157, II Action du retrait, elle doit sujette à la lecture; enêtre intentée dans l'an & quel cas elle ne l'est pas, jour de la lecture du con-146, **147,** 148, II Vente à charge de décret; 130, II vente de biens de mi-Cantons de la Province où elle doit être commise neurs doivent être lues. dans les 40 jours de la Si on peut faire preuve de la lecture, 140, 141, II Le délai court contre les lecture par le registre du mineurs & les absens. Notaire, après avoir per-146, II du la groffe du contrat de Espece où il ne court que vente. Lecture faite fur une feuille du jour de la lecture de la 138,11 à part & léparée de la ratification. Retrait; formalité de la grosse du contrat, jugée lecture; doit être faite nulle, 142, 143, 11 par le Notaire du lieu, Si la lecture n'a point été 141, 142, II faite, ou a été mal faite, Lieu où se fait la lecture, le lignager a trente ans lorsque le corps de l'Epour user du retrait, glise Paroissiale est hors Ainsi de plusieurs fonds venla Province, 144, 145,

II

421

IE

ibid.

142 , II

138, II

dus, les uns peuvent être

422

retrayables , & les autres ne l'être pas , 139 , II

Décret entrepris pour les dettes de l'acquéreur, n'empêche pas les parens du vendeur de retirer en cas de défaut de lecture, 139, II

La lecture du second contrat ne purge point le défaut de lecture du premier,

Si le vendeur qui n'a point fait lire son contrat, doit des dommages & intérêts à l'acquéreur qui a fait lire le sien, 167, II

Le vendeur promet vainement la garantie contre l'action en retrait; elle se résout en intérêts, 166, II

Le lignager forcé de retirer tous les biens auxquels il est habile à succéder, 155, II

Si au décret d'un ficf on a joint des rotures dont les acquéreurs avoient la propriété incommutable, le lignager peut être contraint de retirer le fief & la roture, 156, II Lorsque l'acquéreur a com-

mis fraude au préjudice du retrait, le lignager a trente ans du jour du contrat pour retirer: maniere de découvrir la fraude, 191 II

Fraude ordinaire : la surfac-

tion du prix; le lignager peut demander le lerment du vendeur & du clamé, & quelquefois la preuve vocale, 152,153, II Acquéreur qui dénie la ven-

te, confisque les deniers; cette peine n'a pas lieu contre son héritier, ibid.

Si le parent plus éloigné à cédé la fuite au parent plus proche, il peut dans 30 ans agir en répétition de retrait contre l'acquéreur; comment la fraude s'établit. En quel cas on admet la preuve par témoins. Conduire fuspecte du lignager le plus proche, 164, 165, II

Fraude commise dans le retrait au préjudice du mineur; de quel temps doit-on compter l'année que la Coutume lui accorde ? 167, 168, II

Renonciation au rettatt; fon effet: si l'héritier de celui qui a renoncé, peut l'intenter: si le pere qui est dans cette espece, peut retirer au nom de fon fils mineur, 183,

Retrait lignager inceffible, mais transmissible aux héritiers, 184, Il Retrait; action en retrait, valable encore qu'elle

DES MATIERES. tombe après l'an & jour, fous quelles conditions, 171, II Formalités de l'exploit en retrait; l'Huissier doit être assisté de deux témoins idoines , 171 , 172 , II Fait par un Huislier Audiencier hors le ressort; confirmé, 173, II Si la demande en retrait doit être couchée sur le registre à peine de nullité, ibid. L'exploit en retrait donné à un jour de Fête est-il ibid. valable? Peut être donné au domicile de l'acquéreur devant le Juge du fonds, 172, II Précautions à prendre pour assigner en retrait un mineur qui n'a pas de tu-176, II Retrait (fignification du . au détenteur du fonds, en quel cas valable) 174, 175, H En retrait on peut prendre la voie personnelle, mais en aflignant à la prochaine Audience, lorsque l'action tombe après le dé-175,176, H Nullité dans l'exploit d'action peut être oppolée par tous ceux qui y ont intérêt, 174, II En action en retrait, on

423 ' marie fur l'instruction, les délais de la Coutume avec ceux de l'Ordonnan-172, II ce, Lors de l'assignation, le retrayant doit - il garnir pour gagner les fruits? •176,177,IL Si le gagé du retrait est fait au pied de l'exploit, le retrayant doit garnir dans les 24 heures, 180, II Quand l'acquéreur gage volontairement, le délai de 24 heures court du jour de la prononciation de la Sentence, 179, II Arrêts sur-le temps du garnissement, 180, H Le clamant, le clamé, le Juge, ne peuvent proroger les délais de garnir, 180, 181, **II** Remboursement, en quel cas se fait aux prochains plaids d'après le gagé, 183,II Doit être fait devant le Notaire du domicile de l'acquéreur, ibid. Entre coretrayans l'appel suspend le garnissement, 181, IX Le Juge doit avant tout juger la préférence, ibid. En quel cas le retrayant doit rembourser les capitaux des rentes, ou les

continuer,

187,II

A B Ne doit pas de caution de la moins foit parent avec faisance de la rente fonciele pere dans le dernier re ou dotale; quid s'il s'adégré de l'Ordonnance, git d'une rente viagere ? 171.1 En quel cas l'héritage ainsi 187, 188, II Si en retrait on peut, au retiré le remet à parrage, lieu du prix, opposer la 168, H En ce retrait la femme ne compensation , 140 , II prétendre, peut rien. Le retrayant doit appeller 169, II celui qui a prêté les de-Mere (la) qui n'est pas tuniers employés à l'acquitrice, ne peut agir en fition, 188, II retrait au nom de les En cas de défaut de compaenfans ; secus de l'aieul rution de l'acquéreur, le paternel ou maternel, retrayant doit garnir, & 170,1 en monnoie ayant cours, Intenté au nom de la femme par le mari , lui ou 181 , II Clauses onéreuses du conses héritiers peuvent tetrat de vente que le repéter la moitié du prir; trayant doit exécuter, quid, fi la femme cit 188, II civilement féparée ? dil-Retrait , indemnité , s'il est tinction ; cas ou elle retoujours du à l'acquéreur; pete tout le prix , 184, l'intérêt de ses deniers : 185 , 186 , 11 distinctions à cet égard, Retrait feodal; appartenan-178, 179, II ce de fief, Si le Secrétaire du Roi peut S'étend fur les rotures comexiger le treizieme qu'il me fur le fief fervant, 216,1 n'a pas payé, 140, II Retrait étant effectué, les Appartient à l'usufruitier, héritages retirés sont réfous quelles conditions, putés propres, quoique su-235, 236, 1 Est incessible. 215,1 jets au remplacement des Differe du retrait lignager; propres aliénés, 170, II Retrait intenté par le pere ne fort pas au-dela des au nom de ses enfans, ce bornes de la mouvance, n'est pas une nullité dans ibid. l'exploit qu'un des té-L'objet du retrait féodal



est de réunir; cependant un héritage retiré féodalement est sujet au remplacement du propre, 215, 216, I, 170, 171, II Rente fonciere retitée à droit de fief; le Bas-Justicier en peut demander 29 années, 219, 220, I Retrait féodal éteint les charges; laisse subsister le service de Prévôté, 218, I Autre effet du retrait séo-217,I Différence entre le *retrait* féodal, & l'acquisition pure & simple, 219, I Seigneur retrayant ne peut amortir les rentes foncieres, 217, I Causes qui excluent le re*trait* féodal ; fi elles ont lieu dans la vente par décret, 210,221,[Seigneurs qui ne peuvent user du retrait féodal. 218, I Retrait à droit de propriétaire; sa définition; on y doit observer toutes les formalités du retrait lignager; cas où il n'a pas lieu, 116, I, 191, 192, II Si après l'adjudication du retrait le demandeur peut se délister, 190, II Action en retrait s'éteint par an & jour, 189, II

DES MATIERES. 425 Le décès de la partie ou du Procureur, ne la perpétue pas, 190 , II Si cette regle se pratique en cas d'appel, sur-tout lorsque le retrait a été intenté pour cause de 189,190,11 fraude, Quoique le *retrait* ait été entierement consommé, l'acquéreur a 30 ans pour revendiquer l'héritage, si le recrait est frauduleux, 165, II Il a même ce délai quand la fraude ne lui auroit pas, été inconnue au temps de l'action en retrait 166, II Autrefois dans le cas du retrait frauduleux, les étoient confisdeniers qués , 166 , II Réunion au fief; elle ne s'opere par acquilition qu'après le temps preserit par la Coutume, soit que le Seigneur acquiere le fief servant, ou le vassal le fief dominant; des fiefs procédans de diverses lignes ne se réunissent pas par le temps., 233 , 234, I Ne se fait par le retrait à faculté de remere, 217, I Réunion à titre de confiscation, ligne éteinte, 'ulufruit .

&c, aug

mais sans préjudice du En difcuffion de faifies ; or retour à la propriété, dre de la collocation, 235 , 236 , I 315 , II De plusieurs siefs en un seul Saifie (fi le Seigneur peut par Lettres-Patentes; cas faire diriger une) lans où elle n'est pas permititres fur les meubles de fon veffal, ISI,I 234 , I RIVIERE (contestation fur Saifie féodale on aux fins de réunion ; la cause ; la propriété ou possession d'une) de la compérence ses formalités, 157.1 du Juge ordinaire, 86, I Si le Seigneur ayant un fich Rivieres navigables appartiennent au Roi, 240, I dans une Paroiffe, peut Rot (le) tenu de mettre y faifir fans attache, hors de fes mains les 157,1 fonds qui lui viennent Si l'asufruitier, le tuteur au à cause de son domaine, nom du mineur, peuvent ou de payer une indem-Saifir feodalement, 151, nite . 148 , I Délai que Seigneur doit ob-ROTOIRS, défense d'en faire server avant de saifir; li en eau courante, ni d'y jetter aucune immondice, l'Ordonnance de 1667 a apporté quelque change-241, I ment dans la Coutume. ROTURE, ce que c'est; étymologic du mot , 145 , I Tant que le Seigneur dort, RUISSEAU servant à l'usage le vaffal veille , 154, I de deux moulins (le pro-Saifie féodale, les fins n'en priétaire du) tenu de le 240, I peuvent être jugées penfaire curer . dant la mellion, 157, 1 SAISTES & arrêts le cumu-Est annale; la signification lent en France; comment de la Sentence ne dépossede pas le vassal, il cela s'explique, 262, II Saifie faite fur les débiteurs faut une exécution de des rentes de fief à l'iffue Pendant la faifte le Seigneur de la Messe Paroissiale, déclarée nulle, 157, I fait fiens tous les fruits Faite des levées le jour de S. J. du fief , 154, I Baptiste, valable, 198, II Sans être tenu des charges

DES MA'	Après la prestation de l'a-
S'il est tenu de souffrir la	veu, le Seigneur ne fait
jouissance de la douairie-	plus les fruits siens; l'a-
re; quid d'un autre usu-	veu présenté par Procu-
fruitier? 159, I	reur sauve la levée, 162,
Fruits qui ne sont pas en-	163,166, I
levés du champ, lors	Si une ainesse a été saisse
de la prise de possession	& réunie au fief par la
du Seigneur, lui appar-	négligence de l'ainé,
tiennent, 164, I	comment on pourvoit aux
Cas où le Seigneur n'a, pas	puînés : choix que la Cou-
la coupe des bois, ni la	tume laisse au Seigneur,
pêche des étangs en to-	159, 160, I
talité, 163, I	L'usufruitier peut-il accor-
Le Seigneur peut expulser	der au nom du proprié-
le Fermier du Vassal, ou se	taire main-levée de la
contenter du fermage,	<i>saisie</i> au vassal, 162, I
ou de la moitié des fruits ,	Le désaveu , le débat de
164, I	tenure sont un obstacle
L'option étant faite des	à l'effet de la <i>saisie</i> , 151,
fermages, il ne peut plus	152,153,I
vaiier, ibid.	Quoique le Seigneur ait usé
Il n'a pas toujours la to-	de saisse ou prise de fief,
talité des fermages, ibid.	& qu'il ait joui en con-
Le Seigneur rembourse au	séquence, il peut exiger
Fermier les airures & se-	du vassal le relief &
mences dans le cas où il	treizieme, 158, I
a les fruits, 165, I	Sauve-garde de la Justice &
Le Seigneur après l'option	du Roi, en quel cas on
supporte les cas fortuits,	peut la demander , 98, I
ibid.	Seigneur, s'il peut aliéner
Le vassal est-il obligé d'en-	ses vassaux nobles
tretenir le bail fait par	238, I
le Seigneur pendant la	En plaidant contre son vassal,
faisie? 153, I	n'a que les frais curiaux;
Le vassal peut toujours faire	quid de deux vassaux qui
cesser la saisse en faisant	plaident à raison du fief?
son devoir & payant les	85,I
frais, 157, I	Sénéchal, Officier de Basse-
77.3-	
	_ ` .

Justice , Autres effets de la séparation 73 , I SÉNÉCHAL (le) & le Grefforcée . 239.1 fier ne doivent pas ré-Séparation jugée est ittévocable ; dettes contractées fider à une distance trop confidérable du fief; pour y parvenir, quels biens doivent les supporfi les Procureurs peuvent 241, 242, 1 être Sénéchaux, 227, I Femme léparée n'a aucunt Sénéchal sujet à la correcpart aux meubles & contion du Bailli Royal, quets du mari faits depuis 65 , I la Separation . Si les Sentences sont exécu-N'est réputée héritiere de toires hors le ressort, 261, fon mari, encore qu'elle n'ait pas renonce, ibid. SENTENCES criminelles ; fi Peut aliéner les meubles & leur exécution par effigie les immeubles par elle le prouve par témoins, acquis depuis la separa-190, I SÉPARATION de biens : tion . Ne peut vendre les immeupeut-elle être demandée par les créanciers de la bles qu'elle possédoit avant succession, & par les la féparation , ou qui lui créanciers de l'héritier ? font échus depuis par fuccession, ibidem & 38, IL 316 . II Ses meubles, au défaut d'en-Séparation entre conjoints de deux sortes, Séparation fans . appartiennent au civile, ou de corps & mari, à charge d'acquitter les dettes, 19. Il d'habitation, 38,39, II Séparation civile, contrac-Le mari jouit à droit de viduité des acquets qu'elle tuelle ou forcée ; si la séparation contractuelle a auroit faits ; quid s'il n'a point eu d'enfans d'elle? toujours fon effet contre les créanciers du mari. 238 , II Séparation de corps & d'ha-Causes de la séparation cibitation (causes ordinalvile forcée, res de la) Femme séparée d'habitation Lettres de séparation civile: operent-elles du jour de peut exiger les remports conventionnels , 241 , II leur fignification ? 257, SEQUESTRE, il doit être ot-

DES MATIERES. donné en Justice, 99, 105, I Sequestrée (chose) les parties n'y peuvent atten-105, I Doit être rendue à celui qui obtient gain de cause, ibid. SERGENT tenu civilement de l'évasion du prisonnier confié à sa garde, 104, I SERGENTERIES glébées (divers Arrêts en faveur des propriétaires des) 61, I Sergenteries, V. CAUTION, Décret. SERVITUDES réclles; leur définition 3 leur division générale; autre division zirée de leur destination; comment se reglent le droit & l'usage d'une servitude ? 324, 325, II Cujus est solum, ejus est usque ad cœlum; explication, 329, Nulle servitude sans titre, cette regle domine fur toutes les fervitudes; distinction entre un droit réputé propriétaire & un droit de servitude, 325, 326. 327, II

Partage, titre valable par

rapport aux servitudes

énoncées dans la Coutu-

me, mais à l'égard des

outres elles ont dans les

expresse, 330, H Servitude de passage; cas ou elle est forcée, en dédommageant; comment se fait le dédommagement, 327,328,II Nécessité de souffrir le tour d'échelle, Nécessité où la Coutume réduit celui qui vend une partie de sa maison, ou une maison qui a vues & égouts sur une autre qu'il conserve, de déclarer qu'elle servitude il retient sur la mailon qu'il vend, 338, 339, K Constitution générale Servitude oft inutile, 339, Si la maison conservée par le vendeur demeure au même état qu'elle étoit auparavant la vente, ibidem & 340, II Comment s'exerce la servitude de passage dans une allée commun**e** depuis Paques au premier Octobre, & du premier Octobre à Pâques, 341, II Si en vertu de lots l'usage d'une cour & d'un puits iont communs, précautions que le propriétaire peut prendre pour éviter que la servitude ne soit communiquée à des étran-

429

lots besoin d'une clause

340 , II Comment s'acquiert la libetté contre le titre de 318, II Servitude? Servitude qui ne confifte qu'en simple faculté, de quel temps commence à fe preferire, Par quelles personnes on maintient les droits de fervitude contre la prefctiption, 329,11 SOUFFRANCE , terme de fief, est due au mineur par le Seigneur en la requérant & donnant déclaration; ne suspend pas le paiement des rentes &c redevances, 230, 231, I Est également due pour les rotures comme pour le fief , ibidem & 232 , 1 SOUSTRACTION , faire par la femme, elle peut être commise en deux temps différens; fi la femme peut être poursuivie criminellement, 48,49, II Peut être condamnée par corps à rapporter les choles soustraites, 49, II S'il est permis de prendre la voie extraordinaire contre un cohéritier pour fait de foustraction, & obtenir monitoires, 49,50, II Reçoit-on en ce cas le témoignage des parens &

domestiques? ibid.

SUBROGATION accordecant eréanciers de l'héritier qui a renoncé à une succession échue, se pratique en toute succession; n'a pas lieu en faveur des créanciers postérieurs à la renonciation, ni du confiscataire, Subrogation ; fil'on a prisdes deniers en constitution pour être employés au 18chat d'une rente, les atrorages de la nouvelle reme font subroges a l'hypotheque de la rente anciente, & julqu'à quelle concusrence , 294 , 295 , 11 Le débiteur qui se libere d'une dette par un emprunt , ne peut fubroger le préteur au préjudice du plege, 294, II SUBSTITUTION en donstion, Ita, Il Doit être clairement expirmée, 111, 11; Il Succession directe, collatérale, ascendante, delcendante, 177,1 Qualités requiles pour être habile a fucceder , 165, 1 Concepti pro natis kabentar. Questions sur la validité du mariage dont dérive la capacité de succèder, 170,1 Enfant né onze mois qua-

tre jours après la mort du mari déclaré incapable de succéder, 271, I Religieux profès, batards, aubains; ceux qui sont nés de mariages clandestins ou tenus secrets, ne sont pas habiles à succéder, si la bonne foi d'un des conjoints couvre la pullité du mariage, 265, 266, 267, 268, I Un enfant né deux mois après la célébration du mariage , peut-il succé-268,I Successions échues aux condamnés par contumace contradictoirement (regles fur les) 274, I Un condamné par contumace, qui ne s'est pas prèsenté en temps de droit, exclu du droit de succéder, même vingt ans après le crime commis, 187,I Les enfans des condamnés pour crime capital succedent-ils à leurs parens? 338, I Quand une succession à été recueillie, ceux qui sont nés ou conçus dans la suite, n'y peuvent rien prétendre, 260,261, I Si on accepte une succession

à laquelle on avoit d'a-

bord renoncé, il faut en-

tretenir les faits du parent

qui s'étoit porté héritier, 238, 239, 261, I Renonciation à une succession : en quel cas réputée frauduleuse, Action contre l'héritier présomptif, pour le contraindre d'accepter ou répudier la succession : délai de la loi pour déclarer sa volonté, 259, I Mineur restituable contre l'adition d'hérédité, 276, Succession en propre (nécessité de s'instruire des maximes qui régissent la) 259,I Les astendans ne succedent pas tant qu'il y a aucun descendu d'eux vivant 181, I Les oncles & tantes excluent leurs enfans de la succession de leur neveu; mais ils concourent avec leurs aurres neveux, fils de leurs freres, 282, I En succession de propres les filles ne peuvent succéder avec les mâles ou leurs descendans : l'exclusion des filles n'est que relative, 293, 295, 296, I Théorie des principales maximes sur la succession en propre, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292,

293,294,I

•	
432 T A	BLE
Succession en propre au bail-	en faveur des puinés do-
liage de Caux: conjectu-	nataires . 343. I
res sur l'origine de cette	nataires, 343, I Ne s'étend pas sur la dot des
Coutume, son étendue,	filles, ibid.
	Ne donne au premier puiné
340,341, I	
Disposition du tiers en Caux	aucun avantage particu-
permile aux ascendans en	lier sur ses freres, 351, I
faveur des puinés ou l'un	Puîné est tenu de s'arrêter
d'eux, 341, I Sans préjudicier au préciput	à son don, ou s'il y re-
Sans préjudicier au préciput	nonce., il est réduit à la
de l'ainé, ibid.	provision, 342, I
Le pere ayant des enfans de	La renonciation ne le prive
deux lits ne peut faire la	pas de prendre part aux
condition des enfans d'un	biens hors Caux; mais il
lit meilleure que celle de	perd sa provision, 345,
l'autre, 342,343, I	346, 347, 348, 1
Les femmes peuvent dispo-	Les ascendans étant more
ser en faveur des puinés	sans avoir disposé, le tiens
du tiers en Caux, sans	
l'autorisation de leur ma-	des biens de Caux appar-
	tient aux puînés, sans
ri, 344, I Formalités à observer dans	y comprendre le préciput,
	348, I
les donations de Caux,	Ils prennent en outre part
341,344,1	aux biens hors Caux,
Infinuation (l') de la dona-	351,352,1
tion doit être faite, à pei-	Si la succession de Caux ne
ne de nullité, six mois	consiste que dans le pré-
après le décès du dona-	ciput, quels sont les droits
teur, 345, I	des puînés, 342, I Quid, si elle n'est compo-
Puiné donataire obligé aux	Quid, si elle n'est compo-
dettes de la succession sur	sée que d'un fief? 352,
laquelle il prend son don,	Ţ
342, I	Faculté accordée à l'ainé de
Donation en Caux ne prive	rembourser le tiers des
pas le donataire du droit	puînés dans un temps li-
de prendre part aux biens	mité; & au cas qu'ils ne
hors Caux. Exception,	foient pas donataires,
342, Ĭ	comment se fait le rem-
Substitution (la) autorisée	boursement : regle sur l'es-
	timation

DESMA	TIERES. 433
timation du tiers, 348,	Succession mobiliaire se re-
349, I	gle par le domicile du
L'ainé a les deux tiers de la	défunt, 377, I
succession paternelle du	En succession d'acquets, les
puîné en Caux, s'il ne	descendans préserent les
s'y trouve un fief noble,	ascendans, 356, I
350, 351, I	Les enfans excluent leurs
Le second fils a la succession	pere & mere de la succes-
entiere en Caux des pro-	sion de leur frere, 281, I
pres de son frere ainé,	Frere utérin exclut le pere
pres de ion mere anne,	de la succession de son
La réversion de dot de la	fils, 281, 282, I
fille mariée en Caux se	Les paternels préferent les
partage suivant la Coutu-	maternels, 360, 368,
me de la situation des	369 , I
biens du mari, ibid.	Exclusion des filles & de
Si le pere a constitué une	leurs descendans en fa-
rente sur ses biens de	yeur des mâles & de leurs
Caux pour la dor de sa	
fille en la mariant, & si elle	lien n'a pas lieu en
meurt sans enfans, com-	Normandie; disposition
ment se partage cette ren-	en faveur des freres uté-
te, ibid.	rins, qui ne s'étend pas
Si un puîné de Caux aliene	aux enfans des sœurs
- & remplace en Coutume	utérines, 360, 361, I
générale, la succession	Autre disposition en faveur
fera réglée par la Coutume	des freres au préjudice
générale, 343, I	des sœurs, ibid.
L'ainé a seul l'ancienne suc-	La sœur germaine & la
cession de ses parens col-	fœur utérine, succedene
latéraux, 352, I	avec la sœur de pere &c
Droits des filles sur les suc-	de mere, 362, I
cessions de Caux. Voyez	
MARIAGE AVENANT EN	pere excluent les enfans
CAUX.	de la sœut utérine, ibid.
Succession collatérale des	Le petit neveu du défunt
meubles & acquets, &c.	
Idée générale de la ma-	mais en diversité de sou-
tiere, 353, I	
Tome II.	T

	•
434 T A	BLE
fere, 357, I	la dépense faite par affiet-
Succession d'acquêts de l'on-	te; secus pour celle des
cle se partage entre les	voyageurs, 234, 235,
neveux fils du frere, &	II
les nieces filles d'un au-	Quid de ceux qui ont
tre frere, 351, I	fourni la nourriture aux
Se partage également, même	compagnons de navires?
en Caux, le préciput ré-	2;6, II
servé; cas où l'ainé peut	TÉMOINS, s'ils ont des
prendre deux préciputs	vacations dans les pro-
dans la succession colla-	cès où le Roi est seul
térale, 364, 365, I	partie, 193, I
Les acquets se partagent par	TENURE (mandement en
souches dans le cas de	débat de) les Seigneurs
représentation, & par	qui ne relevent pas l'un
tête en égalité de dégré,	de l'autre doivent se com-
358, 359, 366, I	muniquer, 95, I
Neveux, arriere-neveux en	TESTAMENT, sa définition,
semblable dégré, succedent	اً , 0و
par tête, sans préciput en	Formalité du testament so-
faveur des descendans de	lemnel : dérogation à la
l'ainé ; avantage du repré-	Coutume, ibid.
sentant l'ainé, si la succes-	Ne peut être reçu par les
fon n'est composée que	Notaires apostoliques,
d'un fief : regle à suivre	92, II
dans l'estimation du fief,	Il doit être tédigé par le
366, I	Notaire du lieu où il se
Suppression des vice-Bail-	passe, ibid.
lis & Sénéchaux , 8 , I	Devoir du Notaire ou du
SURDEMANDE; action con-	Curé qui le reçoit, ibid.
tre le Seigneur, son ob-	Il faut suivre la Coutume
jet; quel Juge en doit	du pays où l'of teste,
connoître 100 101 I	ihid

TABLE de Marbre; sa com-

TAVERNIERS, Cabaretiers n'ont point d'action pour

Tribunal,

pétence: suppression du

9, I

Qualités des témoins dans

Age du testateur ; quotité de meubles disponible

un testament suivant la

Coutume & l'Ordonnan-

91,92,II



à l'âge de 16 ans, 95, 97, II Testament olographe, simplicité de sa forme; si la reconnoissance devant Notaires le rend nul; si la preuve vocale de suggestion, soustraction, Tévocation du testament olographe, est admissible, 94,95,II *Testament* du batard valide ; pourquoi ? 97, 98, II Femme mariée ne peut disposer par testament sans l'autorité de son mari; quid de la femme séparée ? 98, II Sourd & muet ne peut faire · de testament; secus d'un aveugle. 96, II Si les furieux & insensés peuvent tester, La preuve de la démence est-elle reçue sans inscription contre l'énoncé dans le testament? Prodigues interdits par Justice; Religieux profès ne peuventtester: distinction à l'égard de ces derniers, 96,97,II Le majeur non marié & n'ayant enfans, peut donner tous ses meubles par testament, 95, II Testateur ayant enfans, ne peut disposer que du tiers de son mobilier, 99, II

MATIERES. Cas où il peut disposer de la moitié & même du tout, ibidem & 100, II La femme ayant des enfans, ne peut après la mort du mari disposer par testament que du tiers de ses meubles, 103, IL Pere & mere ne peuvent avantager de leurs meubles un de leurs enfans plus que l'autre; quid de l'aieul? 102, L Legs d'acquêts; condition pour la validité; temps pendant lequel le testateur doit survivre au testament, 100,101, II Le testament doit être daté à peine de nullité, 107, Le legs d'acquêts ne peut être fait par le mari au profit de sa femme, ni de les parens, ibid. Pere naturel ne peut léguer à son batard aucune part de ses immeubles : il n'est pas défendu de lui léguer des alimens; combien il peut demander d'arrérages de sa pension; legs d'immeubles fait au batard, non contesté dans le temps de la Coutume. a son exécution, 117, · 118, II On ne peut léguer par tes-

tament, ni propres, ni

rentes à prendre sur les propres; exception en faveur de la dot des filles; confession de dettes rejettées ; disposition pour canfes pies sujettes à la Coutome & à l'Ordon-105 , II nance,

L'on ne peut léguer l'usufruit de ses immeubles; on peut léguer la premiere année du revenu: explication, 106, 107, II

Ratification d'un testament nul, s'il préjudicie aux créanciers de l'héritier. .93 , 94 , II

Tiers coutumier, sa définition; s'il est toujours égal au douaire, 61, 62,

Distinction entre la demande du tiers comme du jour du premier mariage, ou des secondes & autres 70,71,11

Ne peut être aliéné ni par le pere ni par les enfans, fauf le recours sur les autres biens, 59, 60, 68, II

Il n'est pas sujet à confisca-

tion; il a même été déchargé des intérêts civils, 68 , II

S'il peut être affecté par les enfans à la rançon du ibid. Ne peut être exigé qu'après la mort du pere .

Cas où les enfans ont la délivrance du tiers du vivant du pere, 64, II On accorde fur le tiers une penhon & quelquefois la totalité au pere indigent .

67,68,11 Les enfans n'ont le tiers qu'en renonçant à la fuccession du pere ; il n'est pas nécessaire que tous renoncent, 71, 75, II Demandeurs en tiers-coutu-

miers doivent rapporter : diverses questions for ce rapport . ibid. Tiers le prend sur les biens

reçus en contréchange. & sur les rentes de fieffe fi elles fufficent, 63, II Augmente par les améliorations du pere ; de quelles dettes il est passible , 63 ,

En cas d'alienation , doit être fourni par les acquéreurs en effence ou en argent; le paie par estimation sur les fiefs.

62,75, II L'adjudicataire doit fournir le tiers en effence, 75 . II Comment & de quel remps on fait l'estimation des biens fujets au tiers-coutumier ; fi l'on y fait entrer les haut-bois vendus



MATIERES. DES rage : si le Prêtre peut par le pere, on suit la Valeur extrinseque, 74, saisir les fruits du fonds 75, II affecté à son titre; si ce Les enfans ne sont pas tefonds peut être saisi réellenus de s'arrêter à des renment, 262, II TREIZIEME, droit féodal. tes constituées, 70, II Ordre d'hypotheque entre en quoi il consiste, & comment il est ouvert, les acquéreurs ; l'on suit l'hypotheque des dettes 208, 213, I acquittées & non celle Dû par le vendeur, 210, I des contrats, 69, 75, II S'il est dû de tout le fief, Hypotheque du tiers-coutuquand la mouvance & le mier sur les biens de domaine utile ont été l'aïcul . 69,70,L vendus par actes séparés, Le tiers-coutumier n'est pas 237, purgé par le décret, 70, A raison d'une vente sous faculté de rachat, quand la clause a été exécutée Débiteur d'une rente amortie peut-il être inquiété avant la demande, 210, I pour le tiers-coutumier ? S'il est dû de la folle enchere, 65, II 307, II Caution du douaire n'est pas Si les baux à vie y sont tenue de faire valoir le fujets, 193, II tiers-coutumier, 68, II Quid des baux à fieffe dont La prescription contre la la rente a été rachetée ou demande du tiers ne comstipulée rachetable dans mence à courir que du les trente ans ? 209, 210, [Par les Secrétaires du Roi jour du décès du pere, 69, II dans le Domaine : révo-La part des enfans morts cation de leur privilege, après le pere accroît aux 213,I · **au**tres enfans ; *secùs* des N'est pas dû dans le cas collatéraux, 60,72,73, d'échange pur & simple, II 212, I Se partage avec droit d'ai-Ni des fonds du mari cédés à neffe, la femme par les héritiers 74, II La fille n'y peut être réservée pour le paiement de sa dot; secus pour le paieà partage, 73,74,II TITRE sacerdotal, s'il arrément du douaire, 210, E

A B LE Juge du délit : est annale, Des héritages en bourgage. Exception . 258, I TROC (en) de chevaux Ni du transport des rentes point de garantie. 94. I constituées; secus de celui TUTELE (qui doit provodes rentes foncieres, 209, I Est du de la vente des hautsquer la) & fous quelle bois, si ce n'est que le peine , 34 . E Nombre des parens qui doipropriétaire ne les ait fait vent élire un tuteur : ordre ufer fur le lieu , 212 , 213 , I, 151, II que l'on suit pour le for-Est dû dans le cas où le limer : la mere & aieule gnager retire fur le Sein'ont pas de voix délibégneur acquéreur ou rerative , ibid. trayant; Jecus fi le ven-Au défaut de parens on apdeur exécute la clause de pelle des voifins : fi le remere , mari qui a des enfans 221 , L N'est pas dû de la premiere vivans de la femme décévente faite par un parager, dée peut être appellé à la tutele des parens de la 176 , 177 , I S'il est imprescriptible , femme, 35, 37, 38, I Différence entre la smele & Transaction du tuteur faite la curatelle, 33,1 avec le mineur, non vi-Tutele dative en Normanfis tabulis; temps accorde die. Exception . ibid. au mineur pour le pour-Si l'aïeule & la mere peuvent voir, 41, 42, I être tuttices; quand elles TRESOR (tout argent trouvé peuvent se décharger de n'est pas) à qui appartient la tutele ; quid fi la mere le trefor: doctrine fur cette le remarie ? Dans les affaires de la tutele, matiere, 244, I TRESORIER de France (Ofcombien de parens délifice de) attire le décret hérans, Ibid. Action en condescente en devant le Bailli, 292, II Trésorier de France ; discusfait de tutele ; à qui acfion de ses meubles après cordée, à qui refusée : fi la mort : de la compétence elle dégage le tuteur nomdu Bailli , 12 , I mé par les parens du pé-TREVE & plainte (action ril de la tutele. Atrèts en) se porte devant le en matiere de condescen-

318, 319, II

319, II

Origine des loix sur le Va-

rech .

quel sens,

VICOMTE, sa compétence,

43,44,45,46,47,**I**

L E, &c. TAB comment le mari peut apurrá (droit de) attaché à la naissance d'un enfant s'en libérer. 28, H Restriction du droit de vià terme: Arrêts à cet égard. duité à cause d'un second 24, 25, II A lieu au préjudice de la mariage ; si elle s'opere pat garde féodale, 26, II le concubinage, 25, 26, La séparation civile de la femme ne préjudicie pas Si les fruits de la derniere au droit de *viduité* , 25 , II année appartiennent aux Ne s'étend que sur les biens. héritiers du mari , 26 , Il dont jouissoit la femme Usagers dans les forêts au temps de son décès. (diverses especes d') souibid. mis à l'Ordonnance de Accroissement an droit de 1669 : restriction par 29, II viduité, rapport aux forêts du Roi. Cession du droit de viduité 132, I faite par le pere à ses en-Usufruit d'immeubles réfans, même après la saiputé immeuble, 200, II sie de ses créanciers, ju-Usufruitiers dufief: quels

FIN.

25, II

66, 67, II

gée valable,

rejettée,

Cas où pareille cession a été

Charges du droit de viduité:

sont ses droits,

gées,

Vues & montrées; abro-

228, I

100.I



.

•

•

